

Faculté de philosophie, arts et lettres

**Des apports de l'analyse de
réseaux à l'étude de la Résistance
lors de la Seconde Guerre
mondiale : le cas de la commune
de Woluwe-Saint-Pierre**

Auteur : Frédéric HENRARD

Promoteurs : Emmanuel DEBRUYNE

Co-promotrice : Aurore FRANCOIS

Année académique 2022-2023

Master en Histoire, à finalité spécialisée : histoire et archives

Remerciements

Pour la réalisation de ce travail, j'ai bénéficié de l'aide de différentes personnes que j'aimerais remercier.

Merci à Emmanuel Debruyne, mon promoteur, pour sa disponibilité et son soutien dans l'encadrement de ce projet. Il a su répondre à mes questions, me guider vers les bonnes réflexions aux bons moments.

Merci à Aurore François, ma co-promotrice, dont les conseils ont guidé et nourri ma réflexion relative à l'analyse de réseaux.

Merci à Fabrice Maerten pour sa grande disponibilité et ses excellents conseils. J'aimerais en profiter pour remercier les collaborateurs des différentes institutions de conservation que j'ai eu l'occasion de visiter : Alexandra Matagne, Mathias Tuybens, Eva Muys, Hélène Vandeput. Merci à Samuel Pauwels de m'avoir accueilli et guidé !

Merci à mes amis pour leur présence et leur soutien tout au long de l'année. Merci à mes deux Rémy, l'un pour son immense bienveillance et son amitié durant cinq belles années d'études, et l'autre pour la camaraderie et les longues heures passées ensemble à travailler sur nos mémoires respectifs.

Merci à ma maman et à mon parrain pour leur accompagnement, patient et pertinent.

Ma gratitude va enfin à ma famille pour leur compréhension et leur soutien indéfectible. Merci à mes frères pour leur amour et leur présence au quotidien.

Introduction

Ce travail s'intéresse à la Résistance locale dans la commune de Woluwe-Saint-Pierre durant la Seconde Guerre mondiale. L'objectif de cette recherche est de comprendre quels groupements, mouvements et réseaux forment la Résistance dans notre commune d'étude. Quelles sont leurs caractéristiques ? Nous étudions leur étendue, leur structure et leur composition, mais également leur évolution.

L'objectif premier est de discerner, dans ce périmètre géographique défini quels sont les groupes de personnes ayant été motrices pour le développement et le maintien d'une Résistance organisée. Nous voulons savoir quelles actions ils ont entrepris, comment ils se sont structurés pour y parvenir et quelle a été l'issue de leur engagement.

En outre, nous désirons comprendre ce qui distingue notre commune d'étude d'une autre commune bruxelloise, brabançonne ou belge et faire émerger des constats propres à Woluwe-Saint-Pierre. Cette démarche passe entre autres par la prise en compte de l'influence de caractéristiques communales sur le phénomène étudié, ce qui nécessite de développer une connaissance pointue de ses réalités.

Dans un objectif de diversification des méthodes, nous utilisons des approches issues de l'analyse des réseaux. Mobilisant des méthodes de visualisation innovantes développées dans le domaine des humanités digitales et de la recherche sur les réseaux historiques, nous voulons en proposer une interprétation, une application dans un nouveau champ d'étude. Et cela au moyen d'une fine analyse de la documentation (et donc de son contexte de production, de ses limites, etc.), afin de suggérer des pistes de réflexion sur de potentielles mobilisations futures de tels outils.

A. Du phénomène de société étudié

Le phénomène étudié dans ce travail est la Résistance. L'objectif de ce chapitre est de spécifiquement le situer dans le cadre de notre pays d'étude, la Belgique, mais également de poser les bases permettant à tout lecteur de saisir les subtilités terminologiques d'usage dans ce domaine de recherche.

i. Définition du phénomène

Le mot « résistance » se réfère autant à « l'idée » de résister à un opposant qu'à l'action posée en conséquence. La résistance est en ce sens un phénomène double : elle est un état d'esprit qui nécessite par ailleurs une organisation pratique¹.

La première manifestation de ce phénomène est donc la réflexion, ce qu'Henri Bernard qualifie de « conscience collective » qui se met en place « après la défaite des armées normales, parfois même après la disparition des gouvernements légitimes »². Dans le cas de la Seconde Guerre mondiale, c'est l'idée d'un « refus d'accepter comme définitifs et la présence allemande et l'Ordre Nouveau³ »⁴. Celle-ci s'inscrit dans le cadre plus large d'une « lutte *contre* le totalitarisme fasciste ou nazi et *pour* le respect des dignités humaines »⁵ bafouées par le régime hitlérien.

D'autre part, la Résistance est également l'action qui, selon Jacques Semelin, « s'exprime collectivement par une attitude radicale de non-coopération et de confrontation avec l'adversaire »⁶. Cela consiste en la réalisation de ce rejet, « l'organisation du refus »⁷ en différentes structures ayant chacune leurs motivations, leurs valeurs (qu'elles soient d'ordre patriotique, politique, etc.).

En outre, par l'utilisation ou non d'une majuscule en début de mot, on distingue alors le phénomène organisé et institué (la « Résistance ») de l'idée (de « résistance » à l'ennemi).

¹ « Résistance », dans ARON Paul et GOTOVITCH José, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, André Versaille, 2008, p. 388.

² BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1969, p. 12.

³ L'Ordre Nouveau est un concept qui désigne un ensemble de projets de réforme de la société « dans une optique de droite, autoritaire, antiparlementaire et antilibérale », mais également corporatiste. Ces idées commencent à émerger dans les années 1930 et prennent de l'ampleur sous l'Occupation allemande, évoluant en des projets collaborationnistes.

« Ordre Nouveau », dans ARON Paul et GOTOVITCH José, *op. cit.*, p. 306-310.

⁴ GÉRARD-LIBOIS Jules et GOTOVITCH José, *L'an 40 : la Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, 1971, p. 387.

⁵ BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, *op. cit.*, p. 11.

⁶ SEMELIN Jacques, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1943*, Paris, Payot, 1989, p. 50.

⁷ BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, *op. cit.*, p. 11.

⁷ GÉRARD-LIBOIS Jules et GOTOVITCH José, *op. cit.*, p. 387.

Notons également que c'est de l'idée d'opposition par les actes qu'est issu initialement le mot « résistance ». En effet, il vient du mot latin « *resistere* », qui signifie « s'arrêter », « tenir ferme en faisant face » et selon Alain Colignon désigne « l'action de s'opposer à une personne recourant à la force dans une situation de confrontation guerrière »⁸.

Dans une certaine mesure enfin, d'aucuns soulignent que la résistance est une notion qui se définit en opposition à la collaboration avec l'occupant, à la trahison. C'est dans cette optique assez englobante que Pieter Lagrou voit la résistance comme un jugement de valeur⁹, une vague « attitude louable », au contraire de l'aide à l'ennemi ; et dont on pourrait presque dire qu'il y a autant de conceptions que d'individus.

ii. Un phénomène national

En Belgique, la Résistance est un phénomène qui s'organise progressivement. Si des initiatives d'opposition aux Allemands sont rapidement mises en place – dès 1939, avant même le début des hostilités -, il faut attendre la fin de l'année 1941 pour voir posées les bases de ce qu'est réellement la Résistance organisée à la fin du conflit¹⁰.

Comme ailleurs, sa naissance se fonde sur des sentiments patriotes et germanophobes. Selon Aron et Gotovitch, ce sont notamment ces caractéristiques principales qui se reflètent dans l'engagement pionnier des milieux de la bourgeoisie francophone, couplé à leur désir de ne pas perdre une position avantageuse dans la gouvernance de l'Etat belge¹¹. Dès les premiers mois de la présence allemande en Belgique, des personnes s'engagent pour permettre la fuite de soldats britanniques vers l'Angleterre, et les premières manifestations d'une Résistance à l'occupant voient le jour via « la mise en place d'embryons de services de renseignement, la création de multiples feuillets clandestins et la participation à des manifestations patriotiques »¹², comme la commémoration de l'Armistice de 1918.

Un autre sentiment fondateur est l'antifascisme. Si la gauche modérée donne naissance à quelques initiatives d'opposition aux Allemands, il faut surtout donner le crédit d'une Résistance antifasciste au pilier communiste. Avant l'invasion de l'Union Soviétique par

⁸ COLIGNON Alain, « "Résistance" : un concept entre permanence et glissements », dans *Les Courants politiques et la Résistance : Continuités ou ruptures ?*, Luxembourg, Archives nationales Luxembourg, 2003, p. 276.

⁹ LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles, Complexe, 2003, p. 32.

¹⁰ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ? Sur les traces des hommes et des femmes dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Racine, 2020, p. 40.

¹¹ « Résistance », dans ARON Paul et GOTOVITCH José, *op. cit.*, p. 388.

¹² MAERTEN Fabrice, « Résistance », dans *Belgium WWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/resistance.html>> (consulté le 13 mars 2023).

l'Allemagne, le Pacte germano-soviétique incite les communistes de Belgique à rester dans une forme de « léthargie forcée ». Une fois ce pacte rompu par Hitler, le Parti Communiste de Belgique fonde à l'automne 1941 le Front de l'Indépendance (FI), vaste organisation de Résistance civile qui n'arrive que partiellement à rassembler sous cette appellation patriote des personnes issues de toutes les orientations politiques¹³. Vers la même période, une partie de la droite se fédère sous l'influence de milieux militaires. Ainsi se structure un groupement comme la Légion Belge (LB), patriote et initialement porteuse de relents autoritaires, rejointe par l'Armée Belge Reconstituée (ABR) en 1941. En 1942, la LB change d'appellation pour devenir l'Armée de Belgique, puis en juin 1944 devient l'Armée Secrète (AS), organisation clairement destinée à soutenir les Alliés¹⁴.

Si les valeurs, les sentiments peuvent être fondateurs pour certains engagements dans la Résistance, Fabrice Maerten relève d'autres « facteurs de développement » : les déportations de Juifs, la répression allemande de plus en plus sévère, mais surtout la mise en place du travail obligatoire¹⁵ en octobre 1942. La « base résistante » s'étoffe autant par l'arrivée de nombreux réfractaires que par la nécessaire mise en place de moyens d'aider ces personnes¹⁶.

Relevons également, comme facteurs d'adhésion dont la portée est vraisemblable (bien qu'assez floue), les événements sur les principaux théâtres d'action de la Seconde Guerre mondiale, essentiellement à partir de la fin 1942¹⁷. A ce titre, le débarquement des Américains et des Britanniques en Afrique du Nord est une étape, mais l'événement qui semble réellement marquer un tournant est l'issue de la Bataille de Stalingrad¹⁸. En janvier 1943, la VI^e Armée allemande du maréchal Paulus se rend, et selon la formule de Pieter Lagrou, les

¹³ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 40.

¹⁴ « Résistance », dans ARON Paul et GOTOVITCH José, op. cit., p. 389.

¹⁵ La mise en place du travail obligatoire en Allemagne, par le biais d'une ordonnance le 7 octobre 1942, est le fruit d'une évolution générale depuis le début de l'Occupation. Le travail est initialement sur base volontaire ; les Allemands tentent de convaincre la main-d'œuvre belge de s'inscrire dans les bureaux de recrutement de la Werbestelle. Mais en 1942, « la politique de l'Occupant change » - et pas uniquement en Belgique - et les hommes de 18 à 50 ans et les femmes de 21 à 35 ans sont soumis à une obligation d'aller travailler en Allemagne (sauf exceptions). Et l'une des principales conséquences de cela est qu'une partie plus importante de la population est confrontée directement « aux effets de la politique d'Occupation ».

¹⁶ Travail obligatoire », dans ARON Paul et GOTOVITCH José, Op. cit., p. 439-442.

¹⁷ MAERTEN Fabrice, « Résistance », dans *Belgium WWII*, Op. cit.

¹⁸ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 42.

¹⁸ Durant l'été 1942 a lieu une offensive allemande en Russie, ciblant entre autres le Caucase. Du 11 juillet 1942 à fin janvier-début février 1943, les armées allemandes et leurs alliés font face à l'Armée Rouge à Stalingrad. Cette bataille, remportée par les Soviétiques, marque la fin de l'avancée allemande dans le Sud de la Russie et le début de la reconquête soviétique sur le Front de l'Est.

HUGHES Thomas A. (dir.) « Stalingrad and the German retreat, summer 1942-February 1943 », dans *Britannica* [En Ligne], <<https://www.britannica.com/event/World-War-II/Stalingrad-and-the-German-retreat-summer-1942-February-1943>> (consulté le 6 mai 2023).

armées de l'Axe « ne reprendront jamais le dessus »¹⁹. La dynamique semble alors voir changé²⁰, et l'impact des événements sur les mentalités, à travers les nouvelles reçues (en plus de l'introduction du travail obligatoire vers la même période), semble crédible²¹. Par la suite, mentionnons également la chute du régime de Mussolini²² en 1943 ou le débarquement allié en Normandie²³ en juin 1944.

A travers ces évolutions, la Résistance progresse en adhérents et en arrive, après quatre années d'Occupation, à compter entre 100 000 et 150 000 membres dans l'ensemble du pays²⁴. Toutefois, si le phénomène s'élargit au fur et à mesure que le conflit évolue, une réalité doit être prise en compte : la participation effective à la Résistance est un phénomène de faible ampleur. Si les estimations à une participation de la population active varient entre 2-3 et 6% selon les auteurs²⁵ - sans doute en fonction des critères selon lesquels chacun définit

¹⁹ LAGROU Pieter, « Seconde Guerre mondiale : le second suicide », dans CHARLE Christophe et ROCHE Daniel (dir.), *L'Europe. Encyclopédie historique*, Arles, Actes Sud, 2018, p. 1653-1654.

²⁰ Notons cependant que dans un autre travail, Pieter Lagrou fait indirectement remonter cette idée de « base » populaire de la résistance qui grandit à la fin 1940 et au constat que le Royaume-Uni est capable de tenir tête à l'Allemagne. Nous voyons ici clairement un phénomène « latent », auquel il n'est ni évident ni vraiment pertinent de donner un début et une fin précises. Ce qui nous intéresse, c'est bien le fait que tout un chacun, suivant l'évolution du conflit et la conjoncture des événements, peut se forger une opinion et, pourquoi pas, s'engager.

LAGROU Pieter, « Belgium », dans MOORE Bob (dir.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, Berg, 2000, p. 33 et 48.

²¹ Une étude de telles dynamiques, à travers des ressources produites par la population comme des carnets intimes par exemple, pourrait être pertinente.

²² Après les victoires en Afrique du Nord, les Alliés débarquent en Sicile le 10 juillet 1943. L'invasion de l'île est un succès, et les membres du Grand Conseil du Fascisme désirent faire la paix avec les Alliés. Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1943, Benito est démis de ses fonctions par le Conseil. Le Maréchal Pietro Badoglio est alors chargé de former un nouveau gouvernement par le Roi Victor-Emmanuel III. Il entame dès lors des négociations avec les Alliés, qui aboutissent le 3 septembre 1943 à la signature d'une paix séparée, le jour même du débarquement Allié en Calabre (en Italie continentale). Ainsi commence l'opposition, en Italie, entre les Alliés auxquels le nouveau régime italien s'est lié d'une part, et l'Axe, avec ladite « République sociale italienne » d'autre part.

HUGHES Thomas A. (dir.), « The Allied landings in Europe and the defeat of the Axis powers », dans *Britannica* [En Ligne], <<https://www.britannica.com/event/World-War-II/The-Allied-landings-in-Europe-and-the-defeat-of-the-Axis-powers>> (consulté le 6 mai 2023).

²³ Cette opération commence le 6 juin 1944 et entame l'Opération Overlord, qui ouvre un nouveau front à l'Ouest. Au sein d'une conjoncture événementielle plus large, il s'agit de l'événement fondateur de la reconquête de l'Europe occidentale par les armées alliées. Trois longs mois plus tard, cela aboutit à la Libération de la Belgique.

HUGHES Thomas A. « The Allied invasion of Western Europe, June-November 1944 », dans *Britannica* [En Ligne], <<https://www.britannica.com/event/World-War-II/Developments-from-summer-1944-to-autumn-1945>> (consulté le 6 mai 2023).

²⁴ MAERTEN Fabrice, « La Résistance en Belgique. 1940-1944 », dans *Le fort de Breendonck. Le camp de la terreur nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Dossier pédagogique* », Bruxelles, Racine/Démocratie ou Barbarie, 2006, p. 35.

²⁵ Différents chercheurs, tels que José Gotovitch ou Fabrice Maerten, attribuent à la population « en âge de résister » entre 2 et 3% de personnes résistantes. Selon Alain Colignon, cependant, 6,4% de la population belge dite « active » a bénéficié d'une reconnaissance officielle de l'Etat belge (via différents « statuts » de reconnaissance, dont il sera question dans ce travail). Ce qui est contre-intuitif : la proportion de « résistants » considérée par les chercheurs serait inférieure au nombre de résistants reconnus par l'Etat. Ces derniers sont reconnus via des processus parfois assez permissifs, permettant à de nombreuses personnes d'être qualifiées de

un « résistant » et le prend en compte comme tel dans ses propres travaux -, le constat reste le même. A n'en pas douter, une part importante de la population éprouve du ressentiment pour l'Occupant et vit une forme de « résistance passive », plus ou moins élaborée. Cependant, les personnes qui passent à l'action ne forment pas la majorité.

iii. Un phénomène local : de la zone géographique étudiée

Si la Résistance s'exprime dans des contextes très différents, qu'a-t-elle de spécifique dans la commune de Woluwe-Saint-Pierre ? Entamons à présent une analyse fine et avec le plus de recul possible de l'organisation de réseaux sociaux de résistance à cette échelle locale²⁶.

a. Contexte communal : un cadre d'étude

Woluwe-Saint-Pierre est une commune bruxelloise, située à l'Est de l'agglomération. La commune, dont les frontières n'ont pas évolué depuis l'époque de la domination française au 19^e siècle, a une superficie de 8,8 km²²⁷. Elle regroupe les quartiers du Centre, de l'Europe, Kelle, Joli-Bois (ou Sainte-Alix), Chant d'Oiseau, Saint-Michel, Saint-Paul et une partie des quartiers de Stockel, de Val-Duchesse et du Kappelleveld, respectivement partagés avec Kraainem, Auderghem et Woluwe-Saint-Lambert. D'anciens hameaux, comme le Bemel ou le Bovenberg, sont aujourd'hui « intégrés » à la commune²⁸.

Selon les autorités communales, le nom « Woluwe-Saint-Pierre » fait référence d'une part à la Woluwe, le ruisseau qui traverse le territoire depuis Boitsfort²⁹ et Auderghem en direction de Woluwe-Saint-Lambert, et d'autre part à la paroisse de Saint-Pierre, qui serait la « plus ancienne paroisse du territoire »³⁰.

« résistants ». Sans doute la définition des chercheurs évoquant des proportions plus restreintes de résistants est-elle donc plus restrictive. Nous touchons ici à la difficile distinction entre résistants « réels » et « officiels ».

« Résistance », dans ARON Paul et GOTOVITCH José, *op. cit.*, p. 391.

COLIGNON Alain, « "Résistance" : un concept entre permanence et glissements », *op. cit.*, p. 286.

MAERTEN Fabrice, « La Résistance en Belgique. 1940-1944 », *op. cit.*, p. 37.

²⁶ Afin de développer cette partie, nous faisons appel à différentes ressources notamment issues d'initiatives locales, et principalement à l'ouvrage *Woluwe-Saint-Pierre. Histoire et terroir* dirigé par Geneviève Lacroix. La démarche dans laquelle cet ouvrage a été développée est cohérente et clairement établie, son appareil critique est bien développé. En revanche, dans certains passages, la construction du récit manque de rigueur académique. Cela reste un outil intéressant, raison pour laquelle nous y avons fait appel.

²⁷ JAUMAIN Serge, « Woluwe-Saint-Pierre, commune », dans JAUMAIN Serge (dir.), *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles*, Bruxelles, Prosopon, 2013, p. 885.

²⁸ LACROIX Geneviève (dir.), *Woluwe-Saint-Pierre : histoire et terroir*, Bruxelles, Aparté, 2012, p. 97-103.

« Carte de la commune », dans *Woluwe1150* [En Ligne], <<https://www.woluwe1150.be/services-communaux/mobilite/carte-de-la-commune/>> (consulté le 6 août 2023).

²⁹ Le quartier de Boitsfort est l'une des deux parties de la commune de Watermael-Boitsfort. La Woluwe y prend sa source, au Sud-Ouest de Woluwe-Saint-Pierre.

³⁰ « Histoire », dans *Woluwe1150* [En Ligne], <<https://www.woluwe1150.be/culture-et-loisirs/histoire-patrimoine/ahistoire/>> (consulté le 17 mai 2022).

Plusieurs ouvrages établissent l'existence de Woluwe-Saint-Pierre comme étant avérée depuis une période se situant entre le 9^e et le 12^e siècle. Les premières mentions parlent cependant uniquement de « Woluwe », sans distinguer notre commune d'étude d'autres localités établies le long du cours de la Woluwe : la commune voisine de Woluwe-Saint-Lambert et Sint-Stevens-Woluwe³¹, section de la commune non-limitrophe de Zaventem.

Différentes sources situent vers la fin du 12^e- début du 13^e siècle³² la période à laquelle les différentes localités nommées « Woluwe » sont distinguées via l'ajout du nom du saint du village derrière le mot « Woluwe »³³.

L'indicateur chronologique sur lequel tous tombent d'accord est le fait que la commune en devient une, avec ce territoire bien défini, en 1795 sous le régime français. C'est une commune rurale, dont les terres se répartissent jusque-là en surfaces boisées et agricoles, et qui compte environ 700 habitants.

Il faut attendre la période entre 1880 et 1914 pour voir réellement la population grossir, et passer à 8000 habitants. Au fur et à mesure du temps, l'importance du secteur agricole diminue au profit du secteur tertiaire et du développement du secteur résidentiel. L'industrie est assez peu présente, sauf dans les quartiers du Centre, Saint-Michel et Stockel³⁴. Différents grands projets contribuent à désenclaver les hameaux qui forment plus tard les quartiers de la commune, notamment « la ligne de chemin de fer Bruxelles-Tervuren, les modifications du cours de la Woluwe et la mise en place de grandes artères »³⁵ comme l'avenue de Tervuren.

Durant l'entre-deux-guerres, la croissance de la commune se poursuit³⁶. Cela est notamment dû au développement des quartiers du Chant d'Oiseau et de Stockel (où des cités-jardins sont construites)³⁷. Le Chant d'Oiseau, dont les rues sont nommées en août 1925, reste à cette période fortement connecté avec le quartier de Saint-Julien tout proche, qui fait partie de la commune d'Auderghem³⁸. Cette période voit l'urbanisation entamée avant la Première Guerre

³¹ Ou Woluwe-Saint-Etienne. Par souci de cohérence, les localités mentionnées le seront dans la langue administrative qui y est actuellement utilisée. En ce qui concerne Bruxelles et ses communes bilingues, nous avons pris le parti d'y référer en français.

³² Ces différentes ressources ne sont pourtant pas d'accord à propos de l'interprétation à donner à telle ou telle mention, et donc sur la date de la première mention claire de « Woluwe-Saint-Pierre ». Voir par exemple « Woluwe-Saint-Pierre », dans HASQUIN Hervé (e.a.), *Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1983, p. 1723 ; et LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 19.

³³ Par exemple, LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 19.

³⁴ JAUMAIN Serge, *op. cit.*, p. 886.

³⁵ LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 155.

³⁶ LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 220.

³⁷ « Woluwe-Saint-Pierre », dans HASQUIN Hervé (e.a.), *op. cit.*, p. 1725.

³⁸ LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 224.

mondiale se poursuivre. De nouveaux axes sont creusés, des égouts voient le jour dans différents quartiers et un nouveau cimetière est construit³⁹.

Au commencement de la Seconde Guerre mondiale, la population est d'environ 16 500 habitants. La commune est essentiellement tournée vers le secteur tertiaire, et beaucoup d'espace est consacré au résidentiel, sans pour autant que les espaces verts ne disparaissent complètement ; en témoigne par exemple l'existence du Parc de la Woluwe, inauguré dès 1896⁴⁰.

D'un point de vue socio-politique, l'entité est longtemps dominée par le parti catholique. Certains expliquent cela par le fait que la commune garde longtemps une identité rurale (et donc ayant traditionnellement tendance à être dominée par les catholiques), avant de progressivement être peuplée par des personnes aisées, qui ont elles aussi tendance à voter pour ce parti⁴¹. L'entre-deux-guerres voit cependant se développer des sections locales du parti socialiste et du parti libéral, ce qui est peut-être causé par l'arrivée de nouveaux habitants⁴².

Au niveau linguistique, Woluwe-Saint-Pierre est initialement une commune à majorité néerlandophone, mais qui se francise avec le temps pour atteindre la parité linguistique vers 1920⁴³. Le recensement de 1947 donne les proportions suivantes : 37% des habitants parlent français, 12% parlent néerlandais et 41% sont bilingues⁴⁴.

Enfin, il est peu évident d'énumérer objectivement tous les lieux et monuments dans la commune qui pourraient être cibles d'actions spécifiques en matière de résistance. Mentionnons par exemple la ligne de chemin de fer Bruxelles-Tervuren, l'avenue de Tervuren (qui relie le Cinquantenaire au Palais de Tervuren), le manoir d'Anjou ou les différentes églises : Saint-Pierre, Sainte-Alix, ... Cependant, le caractère résidentiel grandissant et la faible présence d'installations liées à la production ou à la transformation, au secteur primaire ou secondaire, rendent l'identification d'objectifs stratégiques de nature économique (voire militaire) plus ardue à appréhender sur base des seules ressources bibliographiques.

³⁹ LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 207-210.

⁴⁰ « Woluwe-Saint-Pierre », dans HASQUIN Hervé (e.a.), *op. cit.*, p. 1724-1725.

⁴¹ « Woluwe-Saint-Pierre », dans HASQUIN Hervé (e.a.), *op. cit.*, p. 1725.

Ces affirmations sur les tendances électorales, socio-politiques et socio-économiques doivent cependant encore être approfondies et nuancées dans la suite de ce travail.

⁴² LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 205.

⁴³ JAUMAIN Serge, *op. cit.*, p. 886.

⁴⁴ « Woluwe-Saint-Pierre », dans HASQUIN Hervé (e.a.), *op. cit.*, p. 1725.

b. Impact des caractéristiques communales

La conséquence de l'évolution distincte des différents hameaux, autrefois entités séparées, formant Woluwe-Saint-Pierre, est que la commune « ne possède (...) pas une grande cohésion territoriale »⁴⁵. Certains de ces quartiers sont séparés par de grands axes ou par le Parc de Woluwe par exemple. De ce fait, le centre historique ne possède pas réellement de caractère central dans l'évolution structurelle de la commune⁴⁶. Nous verrons si ce manque de structure apparent au niveau communal a un effet sur les structures de la Résistance.

Ensuite, la faible quantité de potentiels objectifs, due au caractère résidentiel de la commune, peut-elle être opportunité ? Cela pousse-t-il les personnes actives dans la Résistance à procéder à des actions (sabotages, propagande, ...) sur seulement quelques lieux ciblés, ou en-dehors de la commune, se tournant simplement vers d'autres objectifs plus intéressants, plus centraux ou moins dangereux ? Les quelques potentiels « objectifs stratégiques » que nous avons cités sont-ils particulièrement relevables dans les témoignages de résistants ? Si nous voulons comprendre la structure des réseaux de résistants, analyser l'influence potentielle de tels lieux peut être une piste intéressante.

Enfin, nous analyserons s'il est possible de faire ressortir des constats intéressants à travers d'autres critères communaux, comme la répartition linguistique ou socio-politique.

iv. Terminologie d'usage

La Résistance, dans la manière dont elle se structure en groupes, à travers les connexions entre personnes ou entre réseaux sociaux, prend différentes formes : diffusion de presse clandestine, actions « matérielles » contre l'occupant (sabotages, exécutions de « traîtres », etc.), aide et éventuellement évacuation de personnes poursuivies par l'Occupant allemand (juifs, pilotes alliés tombés en territoire occupé, réfractaires, etc.), récolte et transmission de renseignements. Par ailleurs, au fil de l'avancée du conflit, des groupes munis d'objectifs militaires précisément définis entrent également en action afin d'aider à l'avancée des Alliés⁴⁷ : entendons là l'idée que les mouvements de résistance armée étendent et

⁴⁵ JAUMAIN Serge, *op. cit.*, p. 886.

⁴⁶ LACROIX Geneviève, *op. cit.*, p. 155.

⁴⁷ Bernard Henri, *La Résistance 1940-1945*, *op. cit.*, p. 13-15.

systematisent leurs actions en prévision de la Libération⁴⁸. Toutefois, ces « pans » de l'action peuvent bien sûr se superposer, se compléter, se mélanger. Ainsi, quels sont les termes utiliser pour désigner quelles formes d'action ?

Rappelons que dans ce travail, à l'instar du monde académique en général, nous désignons par le terme « Résistance » le phénomène organisé, structurellement établi, de lutte contre l'Occupant. La « résistance », quant à elle, désigne simplement l'idée de résister, l'attitude consistant à ne pas coopérer.

Ensuite, comment distinguer, par l'utilisation de termes, les différents groupes de personnes actifs dans la Résistance ?

Le terme le plus large est celui d'« organisation ». Par-là, entendons la « Résistance » organisée, le fait de former des groupes structurés menant des actions contre l'Occupant. Il s'agit simplement d'un groupe de personnes mettant en place des fonctionnements entre elles pour atteindre un objectif commun.

Il est ensuite nécessaire de distinguer deux grands types d'organisations : les mouvements et les réseaux. Le terme « mouvement » désigne un rassemblement de personnes à large base sociale, fruit d'une dynamique de masse, à la recherche d'adhérents. Etant l'aboutissement d'un « cheminement progressif, procédant par agrégations successives, les mouvements de résistance ont par nature des sources et des cours multiples »⁴⁹. Notons que le terme « groupement » en est un synonyme.

Le terme « réseau » désigne une organisation clandestine dont les fonctionnements et objectifs ne nécessitent pas l'adhésion d'un maximum de personnes, et qui sont spécialisées dans la transmission de renseignements et dans l'aide aux personnes clandestines (prise en charge et évacuation). Plus spécifiquement, les « réseaux » ou « services » de renseignements désignent des « organisations de résistance spécialisées dans l'acquisition et la transmission de renseignements aux autorités belges qui continuent la lutte ou à leurs alliés »⁵⁰. Dans notre conception, le terme « réseau » englobe également les organisations contribuant à évacuer des clandestins vers des pays non-occupés, d'autant plus que, comme nous le verrons, ces

⁴⁸ Henri Bernard distingue ainsi le sabotage, comme une action nécessitant une certaine répétitivité, une constance, des opérations militaires demandées par les autorités alliées et qui ne sont effectuées que lorsque le moment opportun est venu.

Bernard Henri, *La Résistance 1940-1945*, op. cit., p. 15.

⁴⁹ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, Labor, 1992, p. 117. Réédité par le CArCob en 2018.

⁵⁰ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre. Agents et réseaux de renseignements en Belgique occupée. 1940-1944*, Université catholique de Louvain, 2006, p. 17 [Thèse de doctorat en Histoire].

activités vont souvent de pair. En ce sens, dans le contexte spécifique de l'évasion, le « réseau » désigne l'organisation et l'ensemble des moyens mis en place par celle-ci pour l'évacuation de personnes. Le mot « ligne », lui, désigne une chaîne de personnes faite de maillons, une route à emprunter pour évacuer quelqu'un.

A noter que, selon Emmanuel Debruyne, le mot « service » peut aussi se référer aux organes pour lesquels les réseaux de renseignements travaillent, c'est-à-dire la Sûreté de l'Etat et le *Secret Intelligence Service* (SIS).

Enfin, il y a lieu de distinguer dans le présent travail trois acceptions du terme « réseau ». La première utilisation du terme se réfère, comme nous venons de le voir, à l'organisation de Résistance en elle-même. La deuxième acception se réfère à un réseau au sens sociologique, le réseau étant un regroupement plus ou moins complexe de personnes, fruit de leurs relations et interactions sociales. Le troisième et dernier sens renvoie au réseau en tant qu'objet mathématique : le réseau est un jeu de données qui s'entremêlent et sur base duquel nous pouvons développer des outils permettant un traitement de données tels que des prises de vues, des graphes⁵¹.

⁵¹ L'utilisation du terme réseau est en principe claire dans ce travail mais, en cas de nécessité, le sens auquel le terme renvoie est précisé.

En outre, ajoutons que notre réseau ici analysé peut être qualifié de réseau « tiré des sources », c'est-à-dire un réseau issu d'un ensemble homogène de données et dont la construction dépend des décisions posées par l'auteur en plus de la ressource utilisée.

GRANDJEAN Martin, *Les réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels dans l'entre-deux-guerres*, Université de Lausanne, 2018 [Thèse de doctorat en Histoire], p. 75-80. Cette thèse est consultable sur HAL Theses [En Ligne], <<https://theses.hal.science/tel-01853903>> (consulté le 28 mai 2023).

B. Historiographie et état de l'art

Comment aborder l'historiographie de la résistance ? En évoquant avant tout son contexte d'émergence⁵². Force est de constater que dès la Libération passée, des divisions internes à la résistance font surface. Les grands groupements de résistance n'ont pas les mêmes projets de société ni par rapport à la reconnaissance par l'Etat de leurs activités. Cette division aboutit à un échec au niveau politique : les responsables de la résistance ne jouent pas ou peu de rôle une fois l'Occupation terminée. Ainsi, « plus vite qu'on ne le pense, les ex-clandestins demeurés fidèles à leurs amis et à leurs idéaux tendaient à se figer sur l'époque qui avait été le moment le plus intense de leur vie (...) »⁵³, et prennent l'initiative de témoigner de ce qu'ils ont vécu. Il s'agit là de la première base d'un récit historique de la résistance, une « histoire-témoignage » portée par ce qui est parfois qualifié de « devoir de mémoire », ou de « besoin ». Sur cette base se greffe la première génération d'individus travaillant sur le sujet. Dans une vision qualifiée par José Gotovitch et Alain Colignon d'« unanimiste », des personnes donnent « leur » vision de la résistance. Ce constat relativise les conclusions historiques, méthodologiquement acceptables, qu'il y a moyen de tirer de ces récits, mais n'enlève rien au fait qu'ils nous prodiguent un regard supplémentaire sur la résistance en tant que phénomène « psychosocial »⁵⁴.

Un premier grand travail sur le sujet, qui sort en 1948, est le *Livre d'or de la Résistance belge*, mené par Léopold Lejeune⁵⁵. Selon Emmanuel Debruyne, ce travail, bien documenté, « présente une vision globale du phénomène »⁵⁶. Cependant, José Gotovitch et Alain Colignon le considèrent comme trop centré sur l'AS et le Mouvement National Belge (MNB), et donnant trop peu d'importance au FI⁵⁷.

En 1965, un tribunal autrichien acquitte Jan Verbelen, un collaborateur notoire condamné par contumace en 1947 en Belgique. Ce verdict, interpellant du point de vue Belge, donne la volonté politique nécessaire à la création d'un centre documentaire sur la résistance, ce qui n'a pas été fait jusque-là, le « Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde

⁵² COLIGNON Alain et GOTOVITCH José, « Du sang, de la sueur, de l'encre », dans *Jours de guerre. 22-24, Jours de Paix 1945*, Bruxelles, Dexia, 2001, p. 101-114.

⁵³ *Ibid.*, p. 107.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 119.

⁵⁵ COMMISSION DE L'HISTORIQUE DE LA RÉSISTANCE, *Livre d'or de la Résistance belge*, Bruxelles, Leclercq, 1948.

⁵⁶ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. 11.

⁵⁷ A noter que, selon José Gotovitch et Alain Colignon, le FI et les groupements proches de ce dernier ne produisent alors pas de « contre-histoire », et se tournent plutôt vers la pratique des commémorations. COLIGNON Alain et GOTOVITCH José, « Du sang, de la sueur, de l'encre », *op. cit.*, p. 119.

Guerre mondiale »⁵⁸, afin de « faire l'Histoire » de la résistance. Et ce centre est amené à jouer un rôle central dans le développement d'une Histoire de la résistance (et de bien d'autres sujets d'étude).

A partir de 1968, Henri Bernard, un ancien agent du réseau Luc⁵⁹, réalise différents travaux sur la résistance et ses acteurs, dont *La résistance. 1940-1945*⁶⁰, qui se veut être une introduction à ce phénomène. S'il y « reste au stade de la description »⁶¹, il a le mérite de tenter de créer une production historique sur le sujet.

Au début des années 1970 apparaît alors un travail central dans notre domaine d'étude : *L'An 40*⁶² de José Gotovitch et Jules Gérard-Libois. La résistance y est abordée en tant que phénomène social, fruit de multiples contextes et conceptions de la société, et non plus de manière unanimiste. A cet égard, il s'agit d'une forme de rupture, mais aussi d'ouverture aux possibles de la recherche. La démarche dans laquelle les auteurs se situent apparaît explicitement dès les premières lignes de leur avant-propos : « Ces lignes (...) tranchent sur les vues communément admises. L'imagerie populaire (...) à la manière d'un filtre qui met uniquement en lumière ses contrastes les plus violents : l'héroïsme ou l'abjection, les traîtres ou les résistants (...) »⁶³. Ils se distancient d'un fonctionnement binaire, en admettant la « légitimité » de cette période post-Occupation de 25 années durant laquelle nul n'a pu ou voulu quitter cette vision de la société occupée, mais en ouvrant volontairement de nouvelles perspectives. Ainsi, ce travail analyse l'année 1940 dans son ensemble, et le fait à travers différentes « tranches » de la société du moment : l'occupant et ce qu'il met en place, les pouvoirs belges et la masse de la population, en ce compris ce qu'ils qualifient d'« organisation du refus ». L'ouvrage présente ainsi l'originalité de cette Occupation, qui consiste en la naissance de groupes organisés de personnes « plongeant » dans la clandestinité du fait de leur opposition aux occupants et à l'Ordre Nouveau. Et c'est la spontanéité de ces entrées dans l'illégalité qui est mise en avant. Les auteurs prennent l'exemple du soldat anglais isolé par la rapide défaite de 1940, qui toque au hasard à une porte et, parfois, est

⁵⁸ Appelé « Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM) » jusqu'en 1997, le « Centre d'Etude Guerre et Société » (CegeSoma) est le « centre belge d'expertise sur l'histoire des conflits du 20^{ème} siècle », qui fait partie des Archives de l'Etat depuis 2016. Cette institution joue un rôle important dans la conservation et la valorisation d'archives notamment en lien avec la résistance et la Seconde Guerre mondiale.

« Le Cegesoma », dans *Cegesoma* [En Ligne], <<https://www.cegesoma.be/fr/le-cegesoma>> (consulté le 2 avril 2023).

⁵⁹ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 11.

⁶⁰ BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, op. cit.

⁶¹ COLIGNON Alain et GOTOVITCH José, « Du sang, de la sueur, de l'encre », op. cit., p. 122.

⁶² GÉRARD-LIBOIS Jules et GOTOVITCH José, op. cit.

⁶³ « Les sources, la méthode », dans *Ibid.*

spontanément hébergé. Et les succès de réseaux et mouvements qui s'organisent plus amplement par après sont dus, à l'origine, à cet acte initial courageux⁶⁴.

Ce « background » établi, tentons de circonscrire les grands travaux qui peuvent guider notre recherche, en proposant un tour d'horizon des principaux auteurs dans notre domaine d'étude.

Commençons avec Emmanuel Debruyne. De ses travaux, l'apport principal sur lequel nous nous arrêtons ici porte sur les réseaux de renseignements. A ce titre, sa thèse de doctorat, intitulée « *La maison de verre. Agents et réseaux de renseignements en Belgique occupée. 1940-1944* »⁶⁵, fait figure d'apport majeur dans le cas de notre étude⁶⁶. L'auteur y propose une visite dite « exploratoire » de la « Belgique des renseignements ». Dans son ouvrage, il propose un certain nombre d'idées qui peuvent entrer en résonance avec l'analyse de réseau que nous envisageons.

D'abord, il s'intéresse à l'évolution et au fonctionnement des réseaux. Nous pouvons y trouver des sources d'informations quant à la manière dont les réseaux de renseignements s'établissent⁶⁷. Il évoque également le principe intéressant du cloisonnement (interne, cloisonnement des activités et externe), auquel certaines de nos sources font écho⁶⁸. L'auteur étudie ensuite les rapports avec Londres, puis évoque les renseignements en eux-mêmes. Dans une partie consacrée à l'acquisition et à la transmission des renseignements, il en propose différentes typologies, et s'intéresse également au rôle important du courrier.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 389.

⁶⁵ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre, op. cit.* Il existe également une version publiée (et donc raccourcie) de ce travail : DEBRUYNE Emmanuel, *La guerre secrète des espions belges. 1940-1944*, Bruxelles, Racine, 2008.

⁶⁶ Mentionnons également son mémoire de licence en Histoire, intitulé *Azur ou Topaze? C'est Tégat ! Le service de renseignement Tégat et ses réseaux connexes (1940-1945)*, Louvain-la-Neuve, UCL, 1998.

A propos des réseaux (de renseignement mais également d'évasion), un autre travail fait figure d'outil particulièrement utile : *Geheime Oorlog 40/45*, de Fernand Strubbe, dont une version améliorée est parue en français, *Services secrets Belges. 1940-1945*. Ce travail a pour ambition de tendre à l'objectivité – objectif louable et nécessaire – mais expose combien cela est compliqué, d'autant plus pour un auteur ayant un rapport direct avec son sujet d'étude. Car Strubbe est en effet lui-même un ancien membre de réseaux de renseignements (Ali-France jusque décembre 1941, puis Luc-Marc). Toujours est-il que dans ce travail, l'auteur donne, en plus d'un contexte général utile, des explications sur un grand nombre de réseaux, décrit succinctement leurs actions et leurs dirigeants. Il s'agit à cet égard d'un outil de choix pour entrer dans le sujet des réseaux de renseignement et d'évasion.

« Archives de Fernand Strubbe », dans *Cegesoma* [En Ligne], <<https://www.cegesoma.be/fr/archives-de-fernand-strubbe>>, (consulté le 28 mars 2023).

STRUBBE Fernand, *Geheime oorlog 40/45*, Tielt, Lannoo, 1992, p. 5-9, 16-17.

STRUBBE Fernand, *Services secrets Belges. 1940-1945*, Bruxelles, Union des Services de Renseignement et d'Action, 1997.

⁶⁷ Et partant, voir si des spécificités locales peuvent être dégagées par rapport à de tels fonctionnements.

⁶⁸ Certaines sections du réseau Martiny-Daumerie, par exemple, dont il est questions plus tard dans ce travail, sont épargnées par les arrestations grâce à l'application de ce principe. CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Joseph Daumerie.

De son travail, nous pouvons également tirer des enseignements intéressants au niveau de l'analyse des rapports entre la société et les services créés. Une idée intéressante est l'emprunt des réseaux sociaux normaux par les réseaux de renseignements. Il y distingue les liens forts (« grappes »), plus liés à des noyaux comme la famille, et les liens faibles (ponts entre ces « grappes »), plus liés au monde professionnel⁶⁹ par exemple. Enfin, il s'attarde sur d'autres « communautés », de conscience et d'expérience, contribuant à alimenter ces réseaux de renseignements.

Notons enfin un apport important relatif à l'engagement de l'agent de renseignement, fruit de leviers collectifs (valeurs, représentations) et individuels (son vécu à proprement parler). Cet engagement se fonde sur des valeurs⁷⁰ et des critères éthiques, des représentations personnelles. Emmanuel Debruyne fait également un point sur l'impact sur le quotidien des agents de renseignements. Les considérations de l'auteur sur la volonté d'autonomie qui résulte de l'engagement des agents, sur l'importance des intermédiaires et sur l'intégration du système formé par les réseaux de renseignements belges parmi d'autres systèmes nous seront, elles aussi, sans doute utiles⁷¹.

Fabrice Maerten est également un important spécialiste de la résistance belge. Parmi les nombreuses contributions de cet auteur⁷², mentionnons tout particulièrement ses travaux d'histoire régionale, l'un sur la résistance dans la région de Mouscron⁷³, l'autre à une échelle un peu plus large sur la résistance politique et idéologique dans le Hainaut⁷⁴. En tant qu'étude locale à propos de la résistance idéologique et politique, ce travail aborde largement le phénomène de la presse clandestine. Il établit également un profil statistique des résistants. Enfin, les méthodes de travail utilisées, parmi d'autres, peuvent être inspirantes du point de

⁶⁹ Dont il fait un intéressant détail par secteur que nous pourrions éventuellement mobiliser en fonction des nécessités.

⁷⁰ Evoquées dans l'introduction.

⁷¹ Notons d'un point de vue plus pragmatique, qu'il sera peut-être appréciable de comparer les données à l'origine de ces considérations avec les nôtres.

⁷² Nous faisons ici notamment référence, parmi bon nombre de travaux, à certaines contributions générales sur l'historiographie de la résistance, mais également sur ce phénomène en général dans le cadre belge, sujet sur lequel il n'y a que peu de travaux généraux. Entre autres : « L'historiographie de la Résistance belge. A la recherche de la patrie perdue », dans DOUZOU Laurent (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance. Actes du colloque international (18-20 mars 2008)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 257-276 ; « La Résistance en Belgique. 1940-1944 », *Op. cit.*, p. 33-59.

⁷³ MAERTEN Fabrice, *La résistance dans la région mouscronnoise pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mouscron, Société d'histoire de Mouscron et de la région, 1984.

⁷⁴ Il s'agit en l'occurrence de la publication de sa thèse de doctorat : MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mons, Hannonia, 1999.

vue méthodologique, en tant que moyen pour interpréter les matériaux documentaires relatifs à la résistance.

Mentionnons les travaux de José Gotovitch, professeur de l'Université Libre de Bruxelles et directeur du CegeSoma entre 1988 et 2005. Il a publié de nombreuses contributions sur la résistance belge, principalement communiste, sur la presse clandestine également⁷⁵, et a notamment réalisé l'ouvrage *Du rouge au tricolore*⁷⁶. Récapitulant de nombreuses années de travail, cette monographie propose un panorama de la résistance et de la sphère communiste en Belgique, développé à travers une bibliographie et des sources abondantes, et une attention particulière à l'histoire orale⁷⁷. Il a cependant pour faiblesse, selon Fabrice Maerten, de ne pas suffisamment aborder les luttes intestines propres aux communistes⁷⁸.

La *Contribution à l'Histoire de l'Armée Secrète* de Victor Marquet est un ouvrage en six fascicules paru en 1992, qui est un outil essentiel pour faire l'Histoire du groupement le plus important en termes de nombre de membres à la fin de l'Occupation en Belgique. Dans ce travail, Marquet balaie la structure, les actions du groupement, son évolution depuis les débuts de l'ABR et de la LB à l'AS, à travers des documents d'archives rassemblés notamment avec l'aide d'Henri Bernard⁷⁹.

Un autre chercheur que nous voulons mentionner est Pieter Lagrou, dont deux des travaux retiennent ici notre attention. D'une part, sa contribution « Belgium »⁸⁰ à l'ouvrage *Resistance in Western Europe* consacre la majorité de ses lignes à l'histoire de la résistance. Il y qualifie notamment certaines des principales initiatives, des principaux groupements de résistance à travers le prisme des valeurs poussant leurs membres à s'engager. De manière générale, cet aperçu général est le bienvenu pour comprendre l'émergence et l'évolution des organisations et mouvements de résistance en Belgique.

⁷⁵ Voir notamment : GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, Bruxelles, CREHSGM, 1991. Dans cet ouvrage pensé comme un instrument de recherche, l'équipe dirigée par Gotovitch propose 674 notices descriptives relatives à des clandestins de la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'un index géographique (par province puis par « région »).

GOTOVITCH José « Photographie de la presse clandestine de 1940 », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, II, 1972, n°1, p. 113-156. Il s'agit d'une étude générale, limitée volontairement à 1940, établissant des statistiques sur base d'un échantillonnage. L'auteur fait également le point sur différents grands thèmes et enjeux qui ressortent sur le sujet. Bien que datée, cette étude semble encore pertinente.

⁷⁶ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit.

⁷⁷ MAERTEN Fabrice, « Gotovitch (José). Du rouge au tricolore. Les Communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, n°73-4, 1995, p. 1213.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 1214.

⁷⁹ Dont nous devons d'ailleurs mentionner, à ce sujet, l'ouvrage *L'Armée Secrète. 1940-1944*, Gembloux, Duculot, 1986.

⁸⁰ LAGROU Pieter, « Belgium », dans MOORE Bob (dir.), op. cit., p. 27-63.

D'autre part, son travail *Mémoires patriotiques et occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*⁸¹, possède un intérêt particulier à propos de l'après-guerre. En effet, il aborde les questions de la reconnaissance et de la mémoire, mais également de manière plus générale « l'attitude de et face à la Résistance aux lendemains de la Libération »⁸² ; celles-ci sont d'un grand intérêt pour remettre en perspective les processus de reconnaissance des résistants, surtout du point de vue politique, où derrière les statuts et leurs procédures semblent transparaître les volontés politiques de chacun. Il jette un autre regard sur la mémoire qui découle de ces processus, ce qui remet encore un peu plus en perspective nos propres réflexions sur le sujet.

Enfin, mentionnons l'important travail *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*⁸³ d'Etienne Verhoeyen. Cet ouvrage consacre un peu plus de 80 pages à donner un aperçu de la résistance durant l'Occupation, en étant particulièrement attentif au sujet « des liaisons secrètes entre Londres et la résistance sur le terrain »⁸⁴, de l'aveu de l'auteur. C'est un ouvrage qui, du point de vue de Fabrice Maerten, peut – parmi d'autres – contribuer à combler la lacune d'une « synthèse étoffée récente »⁸⁵. Et si Maerten écrit cela en 1998, ce constat est vraisemblablement encore valable aujourd'hui.

⁸¹ LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, op. cit.

⁸² MAERTEN Fabrice (dir.), *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 324.

⁸³ VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, De Boeck, 1994.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 7.

⁸⁵ MAERTEN Fabrice (dir.), *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 323.

C. Problématique

L'objectif de ce mémoire, comme déjà évoqué, est de proposer un aperçu de la résistance dans la commune de Woluwe-Saint-Pierre. Tenant compte des caractéristiques générales et nationales de la résistance, mais également des spécificités propres à la commune wolusanpétrusienne, quels constats est-il possible de faire ressortir ? Quelles formes l'engagement résistant prend-il dans cette commune ? Dans quelle mesure des spécificités locales ont-elles un impact sur les organisations de résistance ? La faible cohésion entre quartiers de la commune ou le nombre d'objectifs stratégiques vraisemblablement peu élevé se reflètent-ils dans nos données ?

Par ailleurs, quel est le profil des personnes qui composent les organisations de résistance que nous étudions ? Quelles sont les caractéristiques démographiques ou socio-économiques de notre échantillon ? Quelles sont également les raisons pour lesquelles un résistant s'engage ? Quelles forces, quelles idées conditionnent cet engagement ?

A partir de quand certaines personnes commencent-elles à exercer des activités d'opposition à l'occupant ? Comment évoluent les groupes formés par ces personnes ? Comment se structurent-ils ? Quelles relations unissent les composantes de tels rassemblements, les groupes eux-mêmes entre eux, mais également avec le reste du réseau formé par la résistance ?

Nous voulons également comprendre quels objectifs ont été visés par ces organisations, et lesquels ont été atteints. Quelles réalisations ces groupes ont-ils à leur actif ? Quels fonctionnements, en termes de sécurité, de communication, de déplacements, etc. ont été mis en place pour garantir la réussite de telles ambitions ? A cet égard, certaines personnes ont-elles des positions ou des comportements particulièrement dangereux ou bénéfiques pour le reste du réseau ?

Pour comprendre cela, nous mettons à profit la réalisation de différentes visualisations du réseau (mathématique) formé par les résistants, au moyen de graphes. Quels enseignements nous sont apportés par quels moyens de visualisation des données (méthode, algorithme, etc.) ? Plus encore, dans quelle mesure de telles méthodes pourraient-elles être appliquées plus largement au domaine d'étude de la résistance en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale ? Dans ce travail, nous voulons comprendre comment des méthodes d'analyse de réseaux propres aux humanités numériques peuvent donc être mobilisées dans le domaine de recherche qui est le nôtre. De quelles spécificités de notre environnement

documentaire devons-nous tenir compte pour cela ? Qu'est-ce que la constitution de nos sources de données nous apprend à ce sujet ? A quel point ce que nous explorons ici est-il applicable à d'autres situations dans le même domaine d'étude ?

Nous désirons connaître l'histoire des hommes et des femmes ayant décidé de s'opposer à l'occupant allemand, pour des durées et des raisons diverses, et essayer de déduire de ces informations plus que ce qui ne se concevait que par des mots dans des dossiers de reconnaissance. Enfin, avec rigueur, en mobilisant les ressources scientifiques développées durant des décennies, nous espérons contribuer à l'hypothèse de rendre possible une application globale de cette approche, ici nécessairement locale.

1) Matériel et méthodologie

Afin de mener cette recherche à bien, il est nécessaire cerner avec précision les limites du matériel, des ressources à notre disposition. La réalité archivistique de la résistance étant assez éparse, notre objectif est d'en peindre un tableau succinct, puis de présenter le processus de constitution de notre base de données. Nous voulons présenter la manière dont, en conséquence, nous avons sélectionné les informations présentes. Différents facteurs peuvent influencer cela : le caractère artificiel du cadre d'étude « communal », le processus de constitution des dossiers de reconnaissance, etc.

A. Matériel

La base de notre matériel, si elle est répartie entre différentes institutions de conservation, possède l'avantage d'être assez uniforme, étant principalement composée de dossiers personnels de reconnaissance du statut de résistant. Ensuite, nous tentons de compléter cela avec d'autres ressources : documentation générale relative aux organisations, ressources issues des archives communales de Woluwe-Saint-Pierre ou d'autres producteurs liés à notre sujet d'étude. Enfin, nous confrontons les informations recueillies avec ce que la littérature a précédemment conclu.

A partir de début 1944, le gouvernement en exil à Londres puis les gouvernements successifs, à travers un « Conseil de la Résistance » institué par le gouvernement d'union nationale de Van Acker en février 1945⁸⁶, mettent en place des statuts officiels de reconnaissance des résistants. Ces statuts sont accordés aux demandeurs en fonction des activités qu'ils ont déclarées et prouvées et donnent droit aux personnes reconnues à des avantages. Notre objectif ici est de brièvement nous arrêter sur les statuts en eux-mêmes, mais surtout sur leur fiabilité et sur ce que nous pouvons en déduire⁸⁷.

⁸⁶ LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, *op cit*, p. 55.

⁸⁷ En l'occurrence, il est intéressant de se référer à l'ouvrage de Fabrice Maerten, *Papy était-il un héros ?*, donnant un large aperçu de la situation archivistique en 2020. Pour quelques réflexions supplémentaires sur les perspectives et les limites inhérentes à cette réalité, voir l'article du même auteur « Les archives de et sur la Résistance. Par-delà leurs limites, une richesse propice à de nouvelles perspectives ».

Profitons-en également pour exposer un rapide *disclaimer* : ce développement relatif aux statuts de reconnaissance a été réalisé en nous référant fréquemment à cet ouvrage de Fabrice Maerten. Notre objectif est ici de comprendre ce que nous pouvons déduire d'une réalité, à propos de laquelle ce travail nous donne des éclaircissements bienvenus, mais certainement pas de nous approprier les réflexions d'autrui.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, *op. cit.*

MAERTEN Fabrice, « Les archives de et sur la Résistance. Par-delà leurs limites, une richesse propice à de nouvelles perspectives », dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, 2022, n°1-2, p. 226-249.

i. De la constitution des statuts de reconnaissance

Les statuts de reconnaissances sont créés entre 1944 et 1948, et reflètent les différents courants qui composent le spectre de la résistance belge⁸⁸. Il existe quatre statuts de résistance « originels » : agent de renseignement et d'action (ARA), résistant armé, résistant civil et résistant par la presse clandestine, auquel il y a lieu d'ajouter le statut de prisonnier politique⁸⁹.

Le premier statut créé est celui d' « Agent de Renseignement et d'Action (ARA) », qui est mis en place via trois arrêtés-lois successifs, dont le premier et principal paraît en janvier 1944. Ce statut peut être octroyé à des personnes directement ou indirectement chargées d'une mission par les autorités belges à Londres, et donne droit à des avantages pécuniers et sociaux. Par ailleurs, le troisième arrêté-loi ajoute deux catégories d' « auxiliaires » qui peuvent être reconnues pour les services rendus mais qui ne bénéficient pas des avantages en question⁹⁰.

Les conditions d'obtention du statut sont sévères ; sur 45 à 75 000 demandes, seules 5 266 personnes ont été reconnues agents ARA, 13 450 comme auxiliaires et environ 10 000 ont reçu une lettre de remerciements⁹¹. Cela rend ces dossiers particulièrement complets et fiables pour être étudiés. Il s'agit ainsi, selon Fabrice Maerten, du statut de reconnaissance « auquel on peut accorder le plus de crédit en termes de potentiel de recherche sur la Résistance sous l'Occupation »⁹². Cependant, cette sévérité dans le décernement des reconnaissances présente le désavantage de risquer d'occulter l'histoire des personnes non-reconnues. Des personnes s'étant vu refuser le statut ou à propos desquelles les commissions de reconnaissance n'ont pas pu rassembler beaucoup d'informations, présentent le risque d'être *de facto* éclipsées.

A l'image d'une division qui existe entre réseaux et groupements, le statut de « résistant armé », qui devait initialement rassembler tous les résistants sous une seule reconnaissance, s'est constitué, entre l'automne 1944 et l'hiver 1945, en différenciation par rapport au statut

⁸⁸ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, *op. cit.*, p. 81.

⁸⁹ Mentionnons également, à titre informatif, que deux derniers statuts de reconnaissance ont été créés une trentaine d'années plus tard : le statut de résistant au nazisme dans les régions annexées (les Cantons de l'Est, en l'occurrence), et le statut des évadés de la guerre 1940-1945.

Ibid., p. 98-99.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 82.

⁹¹ Qui ne leur octroie pas non plus de contreparties.

Ibid., p. 84.

⁹² MAERTEN Fabrice, « Les archives de et sur la Résistance. Par-delà leurs limites, une richesse propice à de nouvelles perspectives », *op. cit.*, p. 226.

ARA. Il donne cependant également droit, tout comme ce dernier, à des contreparties à titre militaire⁹³ (en l'occurrence, les grades et temps de service reconnus le sont à titre militaire)⁹⁴.

Pour en bénéficier, il faut démontrer sa participation à la résistance armée, soit en apportant soi-même les preuves d'une activité, soit via une affiliation à un groupement de résistance armée reconnu, depuis une date antérieure au 5 juin 1944 et jusqu'à la Libération. Il est plus aisé à obtenir.

Et cela a une double conséquence fâcheuse dans le cas de notre étude. Non seulement cette procédure de reconnaissance s'avère très large, et permet à des personnes n'ayant pas été plus loin que l'affiliation à un groupement d'être reconnues, mais cela pousse même à l'introduction de faux dossiers⁹⁵! Par ailleurs, des membres de groupements n'ayant pas été reconnus passent par des groupements reconnus pour obtenir le statut de résistant armé⁹⁶, et un biais historique peut découler de cet état de fait. Avant tout, cela dilue l'action de résistants armés ayant effectivement accompli des actions durant l'Occupation. Cela peut également mener à un discrédit partiel des informations disponibles dans les dossiers de résistance armée, ou du moins cela nous pousse à en relativiser la fiabilité⁹⁷.

Concrètement, la création de ce statut aboutit à la reconnaissance comme « résistants armés » de plus de 141 000 personnes pour 12 000 refus⁹⁸, ce qui en fait de loin le statut le plus souvent octroyé. Des groupements comme l'Armée Secrète, les Milices Patriotiques et

⁹³ Chose à laquelle une partie des groupements membres du Conseil de la Résistance s'opposèrent, ce qui donne lieu plus tard à la création du statut de la résistance civile. Nous y reviendrons.

LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, op. cit., p. 56.

⁹⁴ Et cela parmi d'autres avantages : pensions, couverture de soins médicaux, ...

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 87.

⁹⁵ Auxquels nous avons parfois été confrontés ; et là se situe notamment l'enjeu de ce développement.

⁹⁶ Ces groupements ayant tout intérêt à les faire reconnaître parmi leurs membres, pour la simple raison qu'en fonction du nombre de membres reconnus dans ses rangs, un groupement peut octroyer à ses membres un certain nombre de grades supérieurs. Ainsi, un grade de « lieutenant-colonel » requiert 3000 membres, un major requiert 1000 membres, etc.

LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, op. cit., p. 56.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 85-90.

⁹⁷ Notons également qu'une autre conséquence néfaste, pour la société d'alors plus que pour l'étude du phénomène de la résistance en lui-même, est que cela alimente sans doute les critiques émises à l'égard des résistants au sein de la société civile d'après-guerre. En effet, ces derniers sont vus par certains comme des « escrocs du patriotisme », des « chevaliers de la conjoncture » ayant profité de cette situation.

COLIGNON Alain et GOTOVITCH José, « Du sang, de la sueur, de l'encre », op. cit., p. 112.

⁹⁸ LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, op. cit., p. 56.

Partisans Armés (membres du Front de l'Indépendance) ou le Mouvement National Belge bénéficient d'un nombre important de personnes reconnues en leurs rangs⁹⁹.

Fin 1946 est mis en place le troisième statut, celui des résistants civils (et réfractaires), qui a pour but de reconnaître « ceux qui se sont battus sans armes »¹⁰⁰. Pour l'obtenir, il faut prouver avoir exercé une activité de résistance civile, et « l'un des éléments de cette preuve pourra notamment être constitué par le parrainage d'un des mouvements reconnus de résistance civile (...) »¹⁰¹. Les activités reconnues comprennent la réalisation de sabotages dans l'exercice de sa profession, l'aide à des œuvres patriotiques et à des personnes recherchées par les Allemands¹⁰². Les actes de presse clandestine sont initialement également pris en compte, mais sont retirés de l'arrêté-loi lorsque leur est accordé un statut à part entière. Les compensations reçues par les résistants civils sont moins importantes que celles octroyées aux résistants armés : « ils n'ont droit ni aux avantages militaires, ni aux distinctions honorifiques, à l'exception de la médaille de la résistance civile »¹⁰³. Enfin, les conditions d'obtention sont plus sévères, ce qui aboutit à la reconnaissance de seulement 10 039 personnes sur 44 076 demandes¹⁰⁴.

Retenons donc que ce statut de résistant civil, à travers une procédure plus lourde, laisse moins de place aux abus, ce qui rend sans doute ces dossiers plus fiables. Ils sont cependant beaucoup moins nombreux, et la portée des activités reconnues n'est pas toujours très claire. Certains demandeurs eux-mêmes ne semblent pas savoir ce qui y est pris en compte ou pas.

⁹⁹ Le plus important numériquement étant de loin l'Armée Secrète, avec un chiffre de 55 222 personnes attestées selon Victor Marquet.

Marquet Victor, *Contribution à l'Histoire de l'Armée Secrète*, fasc. 6, p. 594.

¹⁰⁰ L'idée étant que le statut de résistant armé ne correspond pas vraiment au quotidien de ce que beaucoup ont vécu à travers leur action dans la résistance. Par ailleurs, selon Fabrice Maerten, cela favorise des mouvements paramilitaires comme l'AS. À l'inverse, le principal lésé par ce statut est le FI, organisation de résistance civile à large base sociale.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 90.

LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, op. cit., p. 57.

¹⁰¹ « Arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires », dans *Moniteur Belge*, 16 janvier 1947, article 9. Document disponible en ligne sur : https://www.sfpd.fgov.be/files/2282/recueil_victimes-civiles-de-guerre_202010.pdf (consulté le 10 avril 2023).

¹⁰² *Ibid.*, article 1^{er}.

¹⁰³ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 92.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 92-93.

Un peu moins de deux ans plus tard, en septembre 1948, est créé le statut de résistant par la presse clandestine¹⁰⁵. Les modalités de reconnaissance sont semblables à celles du statut de résistant civil. Sauf circonstances exceptionnelles, il faut avoir exercé une activité liée à la presse clandestine¹⁰⁶ (rédaction, impression, constitution de dépôts, transport et diffusion) durant plus de 6 mois entre le 1^{er} juin 1940 et le 4 juin 1944. Les avantages sont semblables à ceux de la résistance armée, sauf en ce qui concerne les grades. Par ailleurs, le nombre de personnes reconnues est de 12 157 sur 25 433 demandes, soit presque une demande sur deux acceptée¹⁰⁷.

L'octroi de cette reconnaissance semble donc également plutôt rigoureux, et résulte en un nombre relativement restreint de dossiers déposés et reconnus. Comme pour la résistance civile, ces dossiers sont cependant plus fiables et complets que ceux qui concernent la résistance armée.

Un dernier statut dont les informations peuvent nous intéresser est celui des prisonniers politiques (et ayants droit), mis en place fin février 1947. Du point de vue de notre corpus, il forme une sorte d'exception, dans la mesure où il ne s'adresse pas uniquement à des « résistants », mais ces derniers font bien partie des bénéficiaires du statut et peuvent obtenir le titre de « prisonnier politique »¹⁰⁸. Selon Fabrice Maerten, « la procédure en vue de la reconnaissance est similaire »¹⁰⁹ à celle des statuts de résistant civil et de résistant par la presse clandestine, et il établit à 41 135 sur 59 134 la proportion de demandes acceptées. De notre point de vue, cela en fait donc également une ressource plutôt fournie et fiable, utile dans le cas où des personnes faisant partie de notre corpus ont été arrêtées à cause de leur activité de résistance.

¹⁰⁵ Sous la pression du MNB à travers l'Union Nationale de la Presse Clandestine.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 93.

¹⁰⁶ Ou à des publications assimilées (tracts, affiches, communiqués etc.) si cette activité « a été la cause directe de rigueurs » subies.

« Loi du 1^{er} septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine », dans *Moniteur Belge*, 27 septembre 1948, article 1^{er}.

¹⁰⁷ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 95.

¹⁰⁸ Les personnes « appartenant à la Résistance » et les agents de renseignement et d'action qui sont décédés dans l'exercice de leurs activités contre l'ennemi sont spécifiquement mentionnées (mais séparément !) comme bénéficiaires du statut.

« Loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit », dans *Moniteur Belge*, 16 mars 1947, article 1^{er}.

¹⁰⁹ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 97.

ii. De la recherche de dossiers individuels de résistants

L'institution dans laquelle nous avons trouvé un grand nombre de documents d'intérêt est le CegeSoma¹¹⁰, avec l'aide de Fabrice Maerten. Cette institution conserve notamment de nombreux dossiers personnels par groupements, de la documentation générale sur ces mêmes groupements, des fonds d'archives de certains de leurs membres¹¹¹ mais également des publications, des interviews, des documents iconographiques, ...

Parmi cette documentation variée, relevons ici, au sein des documents d'archives, les dossiers personnels de reconnaissance auxquels nous avons donc accédé : 233 dossiers ARA, et 140 dossiers classés par groupements.

Le *Service Archives des Victimes de la Guerre* (SAVG)¹¹² est l'institution chargée de conserver les dossiers déposés pour l'obtention des statuts de résistants civils, résistants par la presse clandestine et prisonniers politiques. Ils conservent également une collection de dossiers documentaires composée de plus de 550 000 dossiers individuels relatifs aux civils « impliqués, en Belgique ou dans les territoires occupés, dans des événements liés à la Seconde Guerre mondiale ». Dans cette collection, se trouvent également des informations sur la déportation et la persécution de Tziganes et de Juifs de Belgique, et des informations générales sur des « thèmes » liés à la Seconde Guerre mondiale, parmi lesquels la résistance, mais également l'administration militaire allemande, le travail obligatoire ou encore la recherche des disparus¹¹³.

Parmi ces collections, nous avons consulté 56 dossiers relatifs à des demandes de reconnaissance de « résistant par la presse clandestine », 29 dossiers « résistants civils » et 27 « prisonniers politiques ».

¹¹⁰ Le CegeSoma se définit comme « le centre belge d'expertise sur l'histoire des conflits du 20^e siècle ». Ayant déjà eu l'occasion de nous arrêter sur ce qu'est ce Centre (voir *Historiographie*), nous ne refaisons pas le récit de sa création et de son importance dans le cadre de l'étude de la Résistance.

¹¹¹ Pensons par exemple à Fernand Strubbe, que nous avons eu l'occasion d'évoquer.

¹¹² Ce service est, en ce qui concerne la conservation des archives, le descendant du ministère des Victimes de la Guerre, ayant été plusieurs fois réorganisé. Lors de la période de constitution des dossiers qui nous concernent, il s'appelle « Ministère de la Reconstruction » puis « Ministère de la Santé Publique et de la Famille ». Jusqu'en 2017, la *Direction Générale Victimes de la Guerre* en était le descendant du point de vue de la gestion de ses missions. Depuis 2018, lesdites missions sont réparties entre le SPF Pensions (qui, aujourd'hui, statuerait sur de nouveaux cas s'il venait à s'en présenter) et les Archives Générales du Royaume (ou « AGR »), dont le SAVG fait donc à présent partie.

« Service Archives des Victimes de la Guerre. Historique », dans *Archives de l'Etat en Belgique* [En Ligne], <<https://www.arch.be/index.php?l=fr&m=en-pratique&r=nos-salles-de-lecture&d=avg#historique>> (consulté le 7 mai 2023).

¹¹³ « Service Archives des Victimes de la Guerre. Archives conservées », dans *Archives de l'Etat en Belgique* [En Ligne], <<https://www.arch.be/index.php?l=fr&m=en-pratique&r=nos-salles-de-lecture&d=avg#archives-conservees>> (consulté le 7 mai 2023).

L'institution de conservation suivante est le musée de la Résistance de Belgique, qui conserve les archives du FI¹¹⁴ et est situé à Anderlecht. Parmi leur documentation (qui n'est malheureusement pas entièrement répertoriée), nous avons consulté 115 dossiers de membres des Milices Patriotiques (MP) et 8 dossiers de membres des Partisans Armés (PA). Il s'agit de dossiers de reconnaissance de résistants armés établis par le FI, qui sont donc composés de formulaires de base de tout dossier de résistance armée (informations sur le demandeur, déclarations sur ses activités, attestation de reconnaissance éventuelle, etc.), auquel s'ajoutent parfois l'un ou l'autre document comme des témoignages ou des coupures de presse. Nous avons également échangé avec l'archiviste du musée, Samuel Pauwels à propos de ce qui pouvait être utilisé parmi leurs collections, et il nous a notamment fourni l'une ou l'autre informations structurelles sur l'organisation des zones des PA.

Enfin, nous avons visité le Centre de documentation historique de la Défense¹¹⁵ à Evere, qui conserve entre autres les archives de l'AS, du MNB et de l'Armée de la Libération (AL). La recherche d'informations pour ces groupements est particulièrement délicate. Leurs dossiers personnels sont classés par ordre alphabétiques, et il n'est pas possible d'effectuer des recherches par zones géographiques dans leurs collections¹¹⁶. Nous sommes ainsi parvenus à consulter seulement 23 dossiers personnels relatifs à l'AS et au MNB (il n'y avait rien sur l'AL).

En ce qui concerne l'AS, cette lacune est partiellement contrebalancée par des recherches au niveau de l'historique et des ordres de batailles de différents groupes présents dans la zone sur laquelle nous travaillons. Ces ordres de batailles sont des listes dans lesquelles des chefs de « groupes » (section, bataillon, etc. - *les appellations varient* -) déclarent leurs membres au commandement de l'AS, reprenant des informations biographiques plus ou moins détaillées¹¹⁷. La difficulté réside dans le fait que la structure même du groupement ne permet

¹¹⁴ Le musée est géré par le successeur en droit du FI, qui s'est constitué en asbl en 1949 sous l'appellation « Front National Belge de l'Indépendance ».

« Front National Belge de l'Indépendance », dans Banque-Carrefour des Entreprises [En Ligne], <<https://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/toonondernemingsps.html?ondernemingsnummer=409655546>> (consulté le 7 mai 2023).

¹¹⁵ Son nom officiel est « Service Général de Renseignement et de Sécurité (ou « SGRS »), Section Archives de la Défense ». Ces informations proviennent de MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 119.

¹¹⁶ Il faut donc avoir à disposition les informations biographiques des personnes dont on veut consulter le dossier (nom, prénom, date de naissance). Cela implique de trouver des mentions de ces personnes dans d'autres documents et, ce faisant, de procéder par « effet boule de neige ». Ainsi, cette étape de la recherche se situe nécessairement en dernier lieu. Et cela peut, par manque de temps, rendre la recherche de tels dossiers assez compliquée.

¹¹⁷ Le niveau de détails est très variable. Cela va d'une liste de noms de familles assez sommaire à une liste reprenant les nom, prénom, adresse, grade, matricule, etc. des membres du groupe.

à nouveau pas une recherche par commune de domicile. Si certains groupements possèdent des « sections » dédiées à des territoires bien définis à l'échelle locale, ce n'est pas le cas ici (à quelques exceptions près, nous y reviendrons). Ces listes nous forcent donc à « ratisser large », pour ensuite tenter de recouper ce que nous y trouvons avec d'autres ressources afin d'en dégager des informations pertinentes. Nous touchons donc ici à une limite de l'approche du sujet par le cadre communal due à l'organisation des archives et à la structure de l'AS.

iii. De la sélection de l'information pertinente

Intéressons-nous à présent à la sélection de l'information, étape nécessaire dans l'exploitation de nos ressources. En analysant le processus de constitution des dossiers de reconnaissance utilisés comme sources, nous constatons donc qu'ils possèdent différentes limites, abordées dans les développements précédents. En outre, l'accessibilité encadrée de ces dossiers et par conséquent notre propre capacité à les consulter conditionnent également ce qui, *in fine*, constitue le corpus sur lequel nous travaillons.

a. Limites : des informations à relativiser

1. Fiabilité

Pour certains dossiers, et en particulier pour les dossiers de résistants armés, la fiabilité des informations est parfois à relativiser. En effet, à partir du moment où les contreparties à la reconnaissance mettent les intérêts des bénéficiaires et des décideurs en corrélation (puisque les membres des commissions de reconnaissance sont membres de groupements, et donc sont dans une position de juges et parties), comment s'assurer de la fiabilité des informations déclarées par les premiers et validées par les seconds ? Ces potentielles prises de distances avec les faits recouvrant un large éventail de possibilités, de la plus frauduleuse déclaration à la « simple » exagération du temps de service, cela rend la position du chercheur inconfortable.

Cette problématique de « juge et partie » se retrouve dans tous les statuts, à différentes échelles. Les commissions chargées d'octroyer les statuts varient dans leur composition, mais rassemblent toutes au moins partiellement des membres de mouvements ou de réseaux de Résistance. Ainsi, si les dossiers ARA semblent assez fiables, à travers une procédure sévère et poussée, les décisions sont ultimement prises par les chefs des réseaux reconnus. A l'inverse, les dossiers de résistants armés sont, dans l'idée, plus susceptibles d'être sujets de ce type d'erreurs.

Un cas illustre particulièrement bien cette réflexion : le cas Joseph De Veuster¹¹⁸. Parmi les 140 dossiers conservés au CegeSoma et classés par groupement que nous avons consultés, 76 appartiennent aux Insoumis. Si cette surreprésentation est particulière, elle n'est pas – en soi – problématique. Un groupement, même de taille plus réduite que son voisin, peut avoir eu une activité particulièrement intense dans une zone géographique spécifique. Mais notre problème, ici, est qu'un certain nombre de faux dossiers ont, selon la direction des Insoumis, été introduits lors des processus de reconnaissance. En effet, après l'Occupation, le groupement met plusieurs années à être reconnu officiellement et est par conséquent accolé à l'Organisation Militaire Belge de Résistance (OMBR) jusqu'à cette date. Ce qui signifie que les demandes déposées au nom des Insoumis sont validées par l'OMBR, sans nécessairement être soumises à l'approbation préalable des Insoumis. Et dans un cas comme celui-ci, cela est problématique car la direction des Insoumis a été poussée à demander à l'OMBR de retirer un certain nombre de dossiers (au moins 27) considérés comme faux par le Commandant National Van Brabant.

Dans le dossier personnel de De Veuster, des échanges entre les différents acteurs nous révèlent que selon les Insoumis, De Veuster a de sa propre volonté déposé des dossiers pour des personnes dont il savait qu'elles n'avaient pas participé aux activités des Insoumis, et dont il avait notamment falsifié les dates. Van Brabant évoque 27 dossiers dans ce cas, et dit que par ailleurs, De Veuster se contredit lui-même dans ses propres déclarations.

Que déduire de cela ? D'une part, les Commissions de Révision ont donné raison au groupement et à Heneaux, et tort à De Veuster, sans doute avec le soutien de Van Brabant. Mais indépendamment de leurs conclusions (en soit elles peuvent se tromper), ce qui compte c'est l'impact heuristique de tels problèmes de procédure. Cela souligne bien que, comme dans toute procédure administrative, des erreurs (voire des falsifications) peuvent se glisser. Au chercheur, donc, de questionner la fiabilité de ses sources, en particulier celles qu'il sait plus susceptibles de comporter des erreurs.

¹¹⁸ Les dossiers sur lesquels portent les litiges sont des dossiers des Insoumis, groupement au sein duquel De Veuster est titulaire d'un dossier de reconnaissance. En l'occurrence, cette personne avait également fait des demandes pour les statuts ARA, résistant par la presse clandestine et résistant civil.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Joseph De Veuster.

CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier Joseph De Veuster.

SAVG, *Dossiers résistants par la presse clandestine*, dossier Joseph De Veuster.

SAVG, *Dossiers résistants civils*, dossier Joseph De Veuster.

2. Groupes particuliers

Une autre limite de ces dossiers est la représentation de groupes particuliers. Certains groupes de personnes ont-ils pu être sous- ou sur-représentés par rapport à leurs contributions réelles lors de l'Occupation ?

Un premier angle d'approche est celui des femmes. Il existe un déséquilibre dans la représentation des genres dans notre corpus : sur 356 dossiers « utiles », 292 sont des hommes, soit 82% ! Ce chiffre correspond à ceux évoqués par Fabrice Maerten : la proportion de personnes de genre féminin représenterait de 10 à 15% des « effectifs recensés »¹¹⁹, voire un peu plus mais ne dépassant « certainement pas les 20% »¹²⁰.

Comment expliquer une telle disproportion ? D'abord à travers le fait que l'engagement masculin est sans doute plus aisé lorsque, dans la mentalité de l'époque, le rôle de la femme est d'« assurer la survie de la cellule familiale »¹²¹. Allant un pas plus loin, Emmanuel Debruyne constate que, dans le domaine d'activités de son étude - les réseaux de renseignement - l'activité féminine est conditionnée à la participation d'un proche de genre masculin, et que la présence de femmes à des échelons supérieurs s'inscrit « dans une vision de la société où la femme complète et supplée l'homme »¹²²; et non pas dans une optique égalitaire. Ce trait semble se retrouver dans certaines de nos données. Prenons l'exemple de Jeanne Ottoy, épouse de Jean Van Tuykom, que celui-ci qualifie de son « adjoint »¹²³ et qui le remplace dans ses fonctions à la tête de la section des *Trois Woluwe* des Milices Patriotiques après son arrestation le 24 avril 1944, mais qui en cède le commandement un mois plus tard à Camille Pirson (jusqu'alors second de Van Tuykom), sur instructions de son mari arrêté. C'est-à-dire qu'elle le seconde, possède le même réseau de contacts que lui, mais ne garde malgré tout pas le commandement de la section.

La femme semble parfois condamnée à rester au second plan, au niveau des activités et *a fortiori* des reconnaissances.

Une autre hypothèse tendant à expliquer ces disparités de genre dans les dossiers de reconnaissance est l'éventualité qu'un certain nombre de femmes n'aient simplement pas

¹¹⁹ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 63.

¹²⁰ Ce dernier chiffre est avancé dans le cadre de son analyse de la lutte politique et idéologique dans le Hainaut, mais correspond donc à ce que nous constatons ici.

MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement*, op. cit., p. 775.

¹²¹ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 63.

¹²² DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 88.

¹²³ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Jean Van Tuykom.

introduit de demande de reconnaissance, ayant – dans ce même ordre d'idées, que cela soit de leur propre conception ou de celle de leur entourage – apporté leur soutien à un proche de genre masculin plus qu'exercé une activité « en leur nom propre ».¹²⁴

La question qui se pose donc ici est de savoir à quel point le rôle des femmes dans la résistance à Woluwe-Saint-Pierre (et même à un échelon plus global) a pu être amoindri, invisibilisé - volontairement ou non – par la façon dont le récit s'est constitué. Cet enjeu attirera notre attention.

Une autre catégorie de personnes peut être interrogée : les étrangers, qui sont pris en compte dans tous les statuts évoqués, à des degrés divers. Dans le cadre du statut ARA, les étrangers sont traités comme les Belges au niveau du « titre » mais ne peuvent recevoir ni de contreparties financières, ni de grades militaires¹²⁵. En outre, ils ne peuvent être reconnus que si une telle reconnaissance n'existe pas dans leur pays¹²⁶. La reconnaissance de « résistant armé » nécessite la présentation d'un certificat de nationalité belge, mais une commission spéciale a été mise en place pour permettre la reconnaissance des personnes de nationalité étrangère, qui forment 3% du total. Enfin, dans les cas de la presse clandestine et de la résistance civile, en principe cela ne s'adresse qu'aux Belges mais les étrangers sont pris en compte, uniquement si leur activité n'est pas reconnue dans leur pays et si elle a bien eu lieu en Belgique¹²⁷.

Nous avons décompté 18¹²⁸ personnes étrangères dont la nationalité est explicitement mentionnée, soit seulement 1,73% de l'ensemble formé par notre corpus¹²⁹. Si nous ne tenons compte que des dossiers consultés et utiles, cela monte à 8,49%. Cependant, seules 5 d'entre elles ont bénéficié d'une reconnaissance : quatre en tant que résistants armés affiliés aux PA (dont trois de la même famille), et une cinquième personne en tant que résistant par la presse clandestine (distributeur de journaux du mouvement *Vrank en Vrij*, de *La Libre Belgique* et de *La Voix des Belges*)¹³⁰. La reconnaissance en tant que personne de nationalité étrangère ne

¹²⁴ MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement*, op. cit., p. 773.

¹²⁵ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 83.

¹²⁶ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 152.

¹²⁷ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 87-89, 91 et 95.

¹²⁸ Parmi lesquels 7 Polonais, 5 Français, 2 Suisses, 2 Hongrois, 1 Anglais et 1 apatride.

¹²⁹ Alors que les étrangers représentent 4,3% de la population dans le recensement de 1947.

V. J., « Le recensement belge du 31 décembre 1947 », dans *Population*, n°6-3, p. 519-520. Article disponible sur *Persée* [En Ligne] : <https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1951_num_6_3_2566> (consulté le 29 mai 2023).

« Recensement – census », dans *StatBel* [En Ligne], <<https://statbel.fgov.be/fr/propos-de-statbel/que-faisons-nous/recensement-census>> (consulté le 29 mai 2023).

¹³⁰ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Maurice Mottet.

semble donc pas si aisée. En outre, au vu de la faible représentation d'étrangers, cette question-ci semble moins centrale.

3. Conséquences : une distinction à opérer

Afin de tenter de s'extraire du prisme imposé par l'histoire officielle telle qu'elle a été conçue (c'est-à-dire, concrètement, les statuts de reconnaissances ici traités), une piste intéressante serait de d'établir une distinction entre résistants réels et officiels. Dans ce cas, un résistant officiel représente une personne qui bénéficie d'une ou plusieurs reconnaissance(s) officielle(s) de l'Etat. A l'inverse, la notion de résistant « réel » se réfère à des personnes - reconnues ou non – ayant, selon nous, exercé une activité de résistance. Prudence cependant car dans une certaine mesure cela revient à émettre un jugement de valeur dépendant de notre propre conception de la résistance, de ce que nous-mêmes nous considérons comme une « réelle » activité. Cette distinction assez peu évidente à mettre en place est donc une piste de recherche intéressante, dans la mesure où la systématisation de telles réflexions pourrait peut-être nous apporter des éclairages nouveaux sur le sujet. La plus-value d'une telle approche résiderait dans sa tentative de donner un autre cadre – espérons-le plus « juste » que celui fixé par les reconnaissances « officielles » - à des approches de ce sujet.

b. Critères d'éligibilité et d'exclusion

Quels critères rendent un dossier éligible afin qu'une fois son contenu décortiqué, nous décidions de le prendre en compte dans nos analyses ? La principale distinction est évidemment que l'activité de résistance de la personne ait eu lieu à Woluwe-Saint-Pierre. Ce n'est pas le fait d'y avoir habité qui importe ici, c'est le fait d'y avoir exercé des activités. Et si dans une certaine mesure cette distinction n'est pas toujours évidente à opérer (en regard de la recherche d'archives¹³¹ comme de la sélection des informations), c'est notamment parce que le cadre communal est tout de même assez artificiel. Cependant, il permet de limiter notre recherche à un espace géographique bien défini, par rapport auquel la quantité d'informations est à la fois suffisante mais pas trop élevée, de sorte que la recherche et le traitement des

¹³¹ Nous nous référons ici à deux idées. D'une part, les structures des organisations en elles-mêmes ne respectent pas toutes des limites se rapprochant d'un cadre communal. L'AS, structurée en zones composées de refuges, est à ce titre particulièrement difficile à analyser. Cela rend les « profils » de ses membres difficiles à appréhender. D'autre part, le domicile d'une personne au moment où il remplit sa demande de reconnaissance n'est pas toujours (et même peu fréquemment) le même que celui qu'il occupait lors de l'Occupation, certaines demandes ayant lieu bien des années plus tard. La recherche sur base du domicile est donc seulement une étape, un outil très utile.

données soient réalisables dans le cadre de notre travail¹³². A cette échelle, le cadre communal est le plus pertinent dans la mesure où nous pouvons espérer que certains, pour se structurer, s’y réfèrent ; mais il est artificiel, car la réalité est bien plus nuancée que cela.

A l’inverse, nous considérons certaines données comme « éliminatoires ». D’une part, nous comptons ici les faux dossiers évoqués précédemment. Un autre critère est simplement que les actions d’une personne ne concernent pas la commune, ou que les informations présentes dans son dossier ne sont pas vraisemblables. En outre, des dossiers contenant trop peu d’informations utilisables ont également été mis de côté.

c. Corpus définitif

In fine, notre corpus est constitué de 1408 personnes, parmi lesquelles 1272 considérées comme « utiles ». Par ailleurs, pour certains groupements de résistance, la sélection est « plus large », plus vaste que la seule commune de Woluwe-Saint-Pierre. Cela touche à des limites inhérentes aux possibilités de la recherche dans les archives (la recherche de dossiers de personnes sur base d’un critère d’appartenance « communale » n’est pas toujours aisée), et concerne principalement l’AS. Nous y reviendrons en abordant les groupements en question.

Au sein de ces 1272 personnes « utiles », il y en a 356 à propos desquelles nous avons consulté un ou plusieurs dossiers. Ces 356 personnes ont, toutes ensemble, déposé 465 demandes de reconnaissances¹³³, parmi lesquelles 340 ont été acceptées¹³⁴. Elles se répartissent de la manière suivante :

Fig 1.1 : Demandes de reconnaissances de résistants acceptées (n = 340)

Reconnaissance	Personnes (nbre)
Résistant civil	6
Résistant par la presse clandestine	41
Agent de renseignements et d'action	60
Résistant armé	206
Prisonnier politique	27
Total :	340

¹³² Raison pour laquelle nous nous attelons à étudier Woluwe-Saint-Pierre et pas à l’ensemble de la Région bruxelloise.

¹³³ Une personne pouvant être titulaire de plusieurs demandes. En outre, ces chiffres incluent les demandes de reconnaissance au statut PP faites en plus d’une demande à un autre statut.

¹³⁴ Le reste des demandes se répartit comme suit : 111 ont été refusées, nous pensons pouvoir déduire une reconnaissance pour 11 autres mais sans certitude, et 15 autres demandes ont été introduites mais nous n’avons pas de nouvelles sur l’issue de la procédure.

Assez logiquement, les résistants armés forment un ensemble particulièrement important. En effet, même les personnes dont nous n'avons pas spécialement consulté de dossier de résistant armé ont parfois un certificat de reconnaissance de résistant armé inséré dans un autre dossier. A l'inverse, les résistants civils reconnus sont fortement sous-représentés dans notre corpus.

B. Méthodologie

i. Du dossier individuel au jeu de données

Pour la réalisation de ce travail, nous avons utilisé une base de données du logiciel *Microsoft Access*¹³⁵. La base de données initiale, développée par Emmanuel Debruyne¹³⁶ et légèrement retravaillée - nous a permis dans un premier temps de nous familiariser avec le sujet et avec les éléments importants à dégager de nos données, les champs à garder pour créer une base de données pertinente vis-à-vis de notre domaine de recherche. Dans un second temps, afin de permettre un traitement systématique des données, nous avons alors développé une nouvelle base de données *Access* normalisée.

Exposons brièvement sa logique. Le fondement de cette base de données est la table « Personne ». Chaque personne dont nous décidons de tenir compte reçoit un identifiant, et des champs textuels ou booléens (oui/non) nous permettent de leur octroyer des informations biographiques en tous genres. Certains champs spécifiques permettent de définir si nous avons eu accès à leur dossier¹³⁷, s'ils ont été faits prisonnier ou non, etc.

Via des clefs étrangères, cette table initiale « Personne » est reliée à d'autres tables dédiées à des pans spécifiques de l'activité de résistance. La table « Fonction »¹³⁸ détaille l'adhésion éventuelle de ces personnes à des organisations : organisation/secteur/section/... d'appartenance, fonction(s), grade, détails des actions, etc. La table « Etre_reconnu »¹³⁹ s'intéresse aux différentes distinctions reçues par ces personnes : statuts de reconnaissances, décorations, etc. Une table « Arrestation » reprend quant à elle les informations relatives à un

¹³⁵ Par rapport à un tableur type *Excel*, une base de données présente l'avantage de pouvoir interroger plusieurs tables en une seule requête, et donc de combiner des critères de recherches qui, dans d'autres cas, seraient plus difficiles à confronter. Par ailleurs, d'un point de vue ergonomique, cet outil permet de créer des formulaires, qui rendent l'encodage des données plus efficace et digeste.

Notre choix a été guidé dès le début par un mélange de telles considérations pratiques avec l'objectif lointain mais initialement flou de présenter une réflexion sur la visualisation de données appliquée au domaine de recherches de la résistance (dans la mesure du possible et de la pertinence d'une telle démarche). Cependant, ce dernier point ne saurait justifier à lui seul le moyen choisi pour la « mise en donnée » du corpus, comme le souligne Martin Grandjean.

GRANDJEAN Martin, *Les réseaux de la coopération intellectuelle*, op. cit., p. 54.

¹³⁶ Dans le cadre du *Séminaire d'Histoire contemporaine* du master en Histoire de l'UcLouvain (LHIST2280), année académique 2021-2022. Lors de ce précédent travail, nous y avons déjà apporté l'une ou l'autre modifications.

¹³⁷ Ce qui est primordial, dans la mesure où cela distingue les personnes constituant à proprement parler notre corpus de données, du « reste », des autres personnes seulement mentionnées dans ces ressources mais dont il faut tenir compte dans notre réflexion.

¹³⁸ Pour des questions de normalisation, la table « Fonction » est elle-même reliée, via une clef étrangère, à une table « Liste des organisations ». Pour les mêmes raisons, chaque entrée dans cette table « Fonction » reçoit un identifiant technique.

¹³⁹ Comme pour « Fonction », « Etre_reconnu » renvoie vers une table « Statut_décoration » reprenant une liste des décorations possibles, via une clef étrangère.

tel événement et à ses potentielles suites : emprisonnement, jugement, déportation. Enfin, une table « Liens » permet de déterminer des relations entre ces personnes. Les champs « Source » et « Cible » renvoient aux identifiants des personnes situées aux deux extrémités d'une relation, et le champ « Nature » qualifie cette relation. L'étape de la qualification de la relation est particulièrement ardue, et requiert de « catégoriser » ces rapports entre personnes et de les hiérarchiser. Nous avons opté pour les catégories suivantes, citées par ordre d'importance : familial, hiérarchique, recrutement, contact, affiliation, hébergement.

En parallèle de cette base de données, nous utilisons d'autres outils pour effectuer ces recherches : des tableurs type *Microsoft Excel* et des documents textes type *Microsoft Word* afin de prendre note d'informations supplémentaires que la masse d'informations dans la base de données rend difficilement intelligibles. Cela permet également de garder des traces de questions qui viennent, de pistes de recherches supplémentaires, etc.

ii. Du jeu de données aux productions visuelles

Une fois les données encodées, nettoyées, prêtes à être utilisées, notre objectif est d'utiliser ces informations pour produire des visualisations des relations qui y sont présentées. L'intérêt derrière la production de ces graphes est de permettre de prendre du recul sur le fond des informations présentées, d'apporter plus de perspective aux informations présentes dans les dossiers¹⁴⁰. En outre, cela permet de faire appel à des indicateurs « objectivables » (comme le degré de centralité) apportant des axes d'analyse supplémentaires.

Pour produire les graphes utilisés dans ce travail, nous avons opté pour le logiciel Open Source « Gephi ». Celui-ci, en plus de nous avoir été conseillé par les Prof. Debruyne et François, est selon Martin Grandjean « un logiciel très répandu dans la communauté des 'humanités numériques', en partie parce qu'il en est l'un des produits »¹⁴¹. En outre, il « permet au chercheur d'exploiter à fond la dimension exploratoire, encourageant à 'jouer' avec le réseau, chercher son équilibre et expérimenter ses caractéristiques en direct »¹⁴². Par le

¹⁴⁰ Cette idée est notamment soulignée par Emmanuel Debruyne lorsqu'il évoque l'intérêt, selon lui, de travailler sur la représentation graphique du réseau Cavell. Ainsi, il évoque entre autres le rôle d'instrument critique joué par une telle approche.

DEBRUYNE Emmanuel, *Le réseau Edith Cavell. Des femmes et des hommes en Résistance*, Bruxelles, Racine, 2015, p. 76.

¹⁴¹ Ce qui permet donc de se référer à nombre d'autres travaux lorsque des questions d'utilisation se posent.

¹⁴² GRANDJEAN Martin, *Les réseaux de la coopération intellectuelle*, op. cit., p. 95.

biais de ressources vidéographiques (parmi lesquelles celles de ce même auteur¹⁴³), la prise en main du logiciel est relativement simple comparée à d'autres solutions (comme Pajek par exemple).

Afin de produire les différents graphes utilisés dans ce travail, comment avons-nous procédé ? Premièrement, en produisant une « base commune » à tous les graphes sur laquelle travailler.

A travers notre dépouillement des données, nous avons répertorié les liens unissant les personnes dont nous avons consulté le dossier (« c ») et les personnes seulement mentionnées (autrement dit « non-consulté », donc « n-c »). Cela fait, se pose la question de la manière de qualifier une relation. Opter pour une méthode « chiffrée » (donner un « poids » à un lien) nous a semblé accentuer l'arbitraire derrière nos choix. Nous avons donc opté pour la possibilité de donner plusieurs « qualificatifs » à un seul lien. Cependant, lors de la réalisation des graphes, nous ne sommes pas arrivé à trouver un moyen réaliste de mettre cela en place (sans que cela n'impacte négativement nos résultats). Cette limite implique donc d'établir un ordre de priorités dans ces relations, et de ne garder que le « type de lien » considéré comme le plus solide (ou le plus « fort ») lors de la représentation graphique¹⁴⁴. Une fois ces choix posés, la représentation des relations entre tous les membres du réseau donne la répartition suivante : « familial » (7,24% du total général des relations), « hiérarchique (supérieur) » (41,82%), « est recruté par » (4,82%), « contact » (36,53%), « est affilié par » (8,1%) et « héberge » (1,49%). Notons également que le choix posé implique que certaines relations soient dirigées (« x est recruté par y »), quand d'autres sont non-dirigées (« x et y sont en contact »). Le graphe produit est donc dit « mélangé », dans la mesure où les liens qui le composent sont des flèches et de simples lignes (ou des liens « réciproques »¹⁴⁵).

¹⁴³ A ce propos, mentionnons deux ressources vidéographiques de cet auteur nous ayant apporté une aide précieuse. D'une part, il s'agit d'une série de cinq vidéos relatives au sujet de l'analyse de réseaux ; et d'autre part, cet auteur propose une vidéo d'explications basiques relatives à Gephi.

GRANDJEAN Martin, « Introduction to Social Network Analysis : Basics and Historical Specificities », dans *MartinGrandjean* [En Ligne], <<https://www.martingrandjean.ch/introduction-to-social-network-analysis/>> (consulté le 15 avril 2023).

GRANDJEAN Martin, « GEPHI – Introduction to Network Analysis and Visualization [new video] », dans *MartinGrandjean* [En Ligne], <<https://www.martingrandjean.ch/gephi-introduction/>> (consulté le 15 avril 2023).

¹⁴⁴ Ainsi, chaque relation se limite forcément à un seul « qualificatif », un seul « adjectif » qui la cloisonne dans une case alors que la réalité est sans aucun doute bien plus relative que cela. Concrètement, combien de réalités se cachent sous l'appellation « contact » ? Cela représente une des limites d'une approche « systématique » comme la nôtre : le choix des catégories que l'on pose conditionne dans une certaine mesure les résultats obtenus.

¹⁴⁵ GRANDJEAN Martin, *Les réseaux de la coopération intellectuelle*, op. cit., p. 78.

Vient ensuite un choix à poser en ce qui concerne les « nœuds » (les ronds), qui représentent des individus. Dans la couleur de base, commune à tous les graphes, les nœuds peuvent être de deux couleurs : en orange pour les individus dont nous avons consulté au moins un dossier, en mauve pour les personnes seulement mentionnées dans d'autres dossiers.

Par ailleurs, la taille des nœuds dépend de leur degré de centralité, et varie à ce titre selon un facteur 1/5. Cet indicateur signifie qu'en fonction du nombre de relations dont un nœud et ses voisins disposent, la taille du nœud varie selon une proportion 1 à 5. Autrement dit, plus un nœud dispose de connexions, plus il est grand.

Le graphe ainsi produit expose l'image d'un réseau « 1-mode », c'est-à-dire un réseau faisant intervenir un seul type d'acteurs : des personnes actives dans des organisations de Résistance. Il établit donc des relations interpersonnelles qu'il qualifie, et définit si nous avons consulté le dossier des résistants ou non¹⁴⁶. En parallèle, nous avons également produit un graphe « 2-mode » en ajoutant au premier les relations d'appartenance des individus à des organisations (« est membre de ») ainsi que quelques relations d'appartenance de certaines organisations à des entités supérieures (« fait partie de »)¹⁴⁷.

Ensuite, au fil des chapitres et des organisations abordées, nous avons produit différents graphes sur base de cette « base commune ». Certains restent visuellement très proches de celle-ci, quand d'autres s'en distancient car nous avons retiré certains acteurs du jeu de données et retravaillé les positions des nœuds afin d'ajouter de la clarté. Cela donne donc lieu à une série de graphes plus « spécifiques », ne se rapprochant pas de cette base commune.

Dans la majorité des cas, nous avons gardé cette « base commune » visuellement intacte, à quelques exceptions près. Le FI et les lignes d'évasion ont été produits selon la seconde méthode pour des raisons de clarté : le FI parce qu'il compte de nombreuses organisations et que les données s'embrouillaient ; les réseaux « évasion » pour des questions de difficultés liées à la temporalité. Une autre exception est également l'AS, pour laquelle nous avons produit un graphe indépendant afin d'y voir plus clair et de parvenir à en calculer la modularité, pour isoler des communautés.

¹⁴⁶ Voir *Annexe 1*.

¹⁴⁷ Voir *Annexe 2*. L'objectif de ce graphe était de permettre de visualiser l'ensemble des relations établies en un seul fichier. De plus, nous voulions pouvoir considérer la position relative occupée par un acteur par rapport aux autres individus et aux organisations pour en déduire plus sur son profil de résistant. Cela s'est avéré trop compliqué, trop peu intelligible et nous n'avons fait qu'une utilisation limitée de ce graphe.

En-dehors de cela, les graphes produits partent de la base de ce graphe reprenant les « relations interpersonnelles ». Le *modus operandi* est le suivant : lorsque nous centrons notre regard sur un mouvement ou un réseau, nous commençons par isoler visuellement les personnes qui en font partie. Pour ce faire, la saturation des nœuds représentant les individus hors de ces groupes est baissée¹⁴⁸. Le groupe étudié est alors mis en avant avec une couleur qui ressort (du rouge, dans la majorité des cas)¹⁴⁹. Cela peut également être effectué avec un critère plus large (par exemple, celui de l'appartenance à un réseau de renseignement « en général », indépendamment des réseaux en eux-mêmes). Le sens du graphe, la manière dont il doit être lu est systématiquement précisé en annexe et, si nécessaire, en note de bas de page lorsque les visuels proposés le requièrent¹⁵⁰.

iii. Limites

Notons bien que les choix posés à toutes les étapes de la recherche par un auteur impactent l'utilisation qui est faite des données, les résultats obtenus et ce que le lecteur y perçoit, de la conception de la base de données à la production de visualisations graphiques. Un visuel produit n'est donc jamais que le regard spécifique d'un auteur sur un jeu de données, fruit de traitements divers et de choix de visualisation. Le lecteur et l'auteur doivent nécessairement garder cela à l'esprit.

Une autre difficulté liée à la première est que dans bon nombre de cas, des graphes ne sont réellement intelligibles que par leur auteur. Cela est dû également aux choix posés par l'auteur, et au fait qu'il est le seul à avoir passé du temps sur ces données. Nous tentons d'objectiver les choix posés, de varier les visualisations dans la mesure du possible, mais nous ne pouvons pas nous extraire de cette limite. Enfin, un danger évoqué par Martin Grandjean

¹⁴⁸ Autrement dit, ils gardent une teinte de leur couleur de base, mauve ou orange, mais plus pâle, proche du blanc.

¹⁴⁹ On garde toujours une distinction entre les personnes dont nous avons consulté le dossier, et celles seulement mentionnée. Soit on change la couleur si ces dernières sont nombreuses, soit on garde la même couleur mais en baissant également sa saturation.

¹⁵⁰ Enfin une exception est le cas où l'on se penche sur plusieurs organisations en une seule fois et où l'on étudie des appartenances croisées aux deux groupes. Dans ce cas-là, ces deux groupes se voient attribuer les deux couleurs principales, et le troisième groupe, composé des personnes répondant aux deux critères, se voit attribuer une couleur distinctive.

est que la production de telles visualisations ne serve qu'à soutenir le propos, sans dégager de nouvelles informations¹⁵¹. Nous avons constamment tenté d'éviter ces écueils.

¹⁵¹ En fait, le fait que des outils de visualisation se démocratisent soulèvent la question qui est de savoir si l'on se situe bien dans une démarche exploratoire ou seulement illustrative. Le fait est simplement qu'il nous appartient d'éviter au mieux les dangers qu'il évoque.

GRANDJEAN Martin, « La visualisation de données, entre usages démonstratifs et heuristiques », dans BOHET Baptiste et PRINGUET Virginie, *Les devenirs numériques des patrimoines*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2022, p. 200-201.

2) Profil sociologique des résistants

Sur base de notre corpus de données, nous allons tenter de prendre la mesure de la composition démographique de la résistance wolusanpétrusienne. Quel est le profil-type du résistant ? D'où vient-il ? Est-il marié ou célibataire, avec ou sans enfants ? Certains points de son parcours préalables à son engagement dans la résistance peuvent-ils être aisément relevés ? Nous proposons donc une analyse quantitative et qualitative de notre corpus de données, dans l'optique de tirer le portrait » du résistant wolusanpétrusien.

Au total, notre corpus contient 1272 personnes que nous avons jugées « utiles », parmi lesquelles 356 dont nous avons consulté le(s) dossier(s). Cela prend en compte les individus à propos desquels nous pouvons affirmer, avec une certaine confiance, qu'ils ont effectivement exercé une activité de résistance à Woluwe. Parmi eux, 294 personnes résident effectivement à Woluwe, et forment donc le corpus pour définir qui est le résident wolusanpétrusien.

Au sein de ce groupe, nous comptons 239 hommes pour 48 femmes (et 7 « inconnus »), soit 81,3% d'hommes. Cette proportion correspond donc, à peu de choses près, à la répartition des genres évoquée précédemment, relative à l'ensemble des dossiers consultés¹⁵².

En termes de nationalités, les Belges représentent 87,4%¹⁵³ des résistants pris en compte. Il y a quelques Polonais,¹⁵⁴ deux Français (ce qui correspond bien à la proportion de Français en regard de l'ensemble de la population belge : 0,78%, soit 66 240 personnes)¹⁵⁵ dans le recensement de 1947.

Un peu plus de deux tiers des résistants sont mariés¹⁵⁶ (199 personnes¹⁵⁷), pour relativement peu de célibataires (51 personnes, soit 17,4%). Ce nombre important (mais à relativiser) de personnes mariées est sans doute corrélable à la répartition des âges des résistants de Woluwe.

¹⁵² Soit 82% d'hommes sur base des 356 dossiers consultés.

¹⁵³ Plus une partie, sans doute, des 26 personnes pour lesquelles nous n'avons pas réussi à explicitement établir une nationalité.

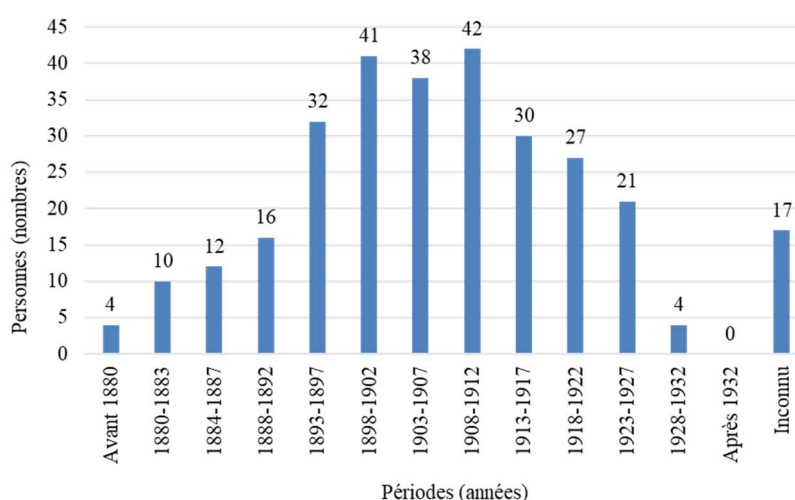
¹⁵⁴ Ils sont cinq à être actifs et domiciliés à Woluwe-Saint-Pierre. Quatre d'entre eux forment un cluster familial actif dans l'Armée Belge des Partisans, et le cinquième est affilié aux Insoumis.

¹⁵⁵ V. J., « Le recensement belge du 31 décembre 1947 », *op. cit.*, p. 519-520.

« Recensement – census », dans *StatBel* [En Ligne], *op. cit.*

¹⁵⁶ Dans sa thèse, Fabrice Maerten relativise cependant ce chiffre en proposant une réflexion intéressante basée sur une enquête mouscronnoise. Il semblerait que « la modification la plus fréquente de l'état civil entre l'Occupation et la période qui suit a trait au mariage de nombreux résistants ». Or, les personnes complètent leur dossier de reconnaissance, dans lequel elles déclarent entre autres leur état civil, après l'Occupation. Autrement dit, certaines ont peut-être eu le temps de se marier entretemps, sans l'avoir été lors de leur action dans la résistance. Cela correspond effectivement à quelques cas apparents pour lesquels nous avons clairement pu apercevoir une évolution de l'état civil du statut de célibataire à celui de personne mariée au sein de deux

Fig 2.1 : Répartition des résistants wolusanpétrusiens en fonction de leur période de naissance (n = 294).



En effet, la population active (entre 17 et 60 ans en 1942) représente sans surprise une grande proportion des résistants (252 personnes, soit 85,7%). Plus encore, les personnes nées entre 1893 et 1917, soit les 25-49 ans en 1942, représentent à elles seules 183 personnes. Ces classes d'âge sont clairement les plus représentées, et celle comptant le plus de représentants (42 résistants nés entre 1908 et 1912) correspond également à la moyenne d'âge, qui est de 31,3 ans en 1942.

Nous avons peu d'informations sur le nombre d'enfants dont les résistants ont la charge. Cela n'est précisé dans les dossiers qu'environ une fois sur 4 (dans 26,53% des cas). Lorsque c'est le cas, il s'avère que les personnes dans la Résistance ont peu d'enfants : près de la moitié en ont un, et à peine plus de 10% d'entre eux ont plus de 3 enfants. En général, le résistant serait donc soit sans, soit avec peu d'enfants. Peut-être est-ce dû au danger pour la famille que représenterait une activité dans la résistance (arrestation par l'occupant, décès inopiné dans le cadre des activités, incapacité de travailler, etc.) ?

Au niveau des proportions linguistiques, il n'y a qu'un peu plus de la moitié des dossiers dans lesquels cela est précisé. Seulement 9 d'entre eux déclarent ne maîtriser que le néerlandais, contre 87 pour le français, et 45 qui déclarent au minimum ces deux langues. La communauté francophone semble donc surreprésentée par rapport aux 37% évoqués dans le recensement de

documents, complétés à des dates différentes, dans le même dossier. Ainsi, la proportion de personnes mariées peut, dans une certaine mesure, être estimée un peu plus basse que cela.

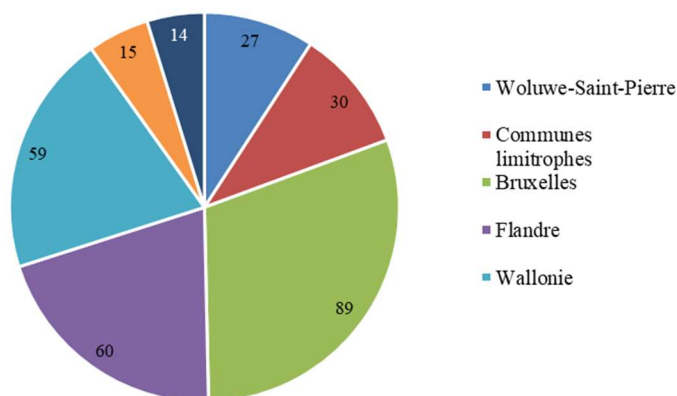
MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement*, op. cit., p. 773-776.

¹⁵⁷ Plus sans doute quelques-unes parmi les 35 personnes pour lesquelles nous ne disposons pas d'informations quant à leur état civil.

1947¹⁵⁸. Mais cela nous paraît insuffisant pour tirer de réelles conclusions, dans la mesure où ces informations linguistiques sont bien souvent très succinctes, ne se recoupant pas en plusieurs endroits.

Il semblerait par ailleurs que le caractère résidentiel grandissant de Woluwe-Saint-Pierre ait un impact sur la provenance d'origine des résistants actifs et domiciliés dans la commune.

Fig 2.2 : Répartition des résistants wolusanpétrusiens selon leur commune de naissance (n = 340).



En effet, on constate que seulement 27 personnes sont nées à Woluwe-Saint-Pierre, 30 autres sont nées dans les communes limitrophes (Etterbeek, Woluwe-Saint-Lambert, Tervueren, Kraainem et Auderghem), et 89 dans le reste de l'agglomération bruxelloise.

Si presque la moitié du corpus est donc née à Bruxelles¹⁵⁹, le reste se partage ensuite entre environ 1/5 des gens nés respectivement en Flandre et en Wallonie, et les 10% restants se partagent entre des gens nés à l'étranger et des personnes pour lesquelles nous ne disposons pas de l'information.

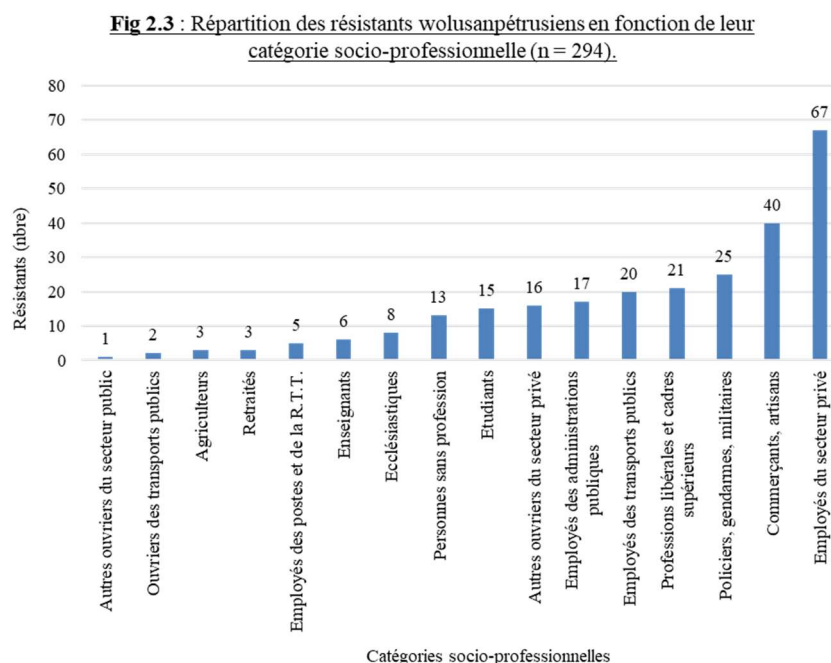
Il y aurait donc une mobilité de population interne à l'agglomération bruxelloise relativement importante, mais également une part non-négligeable de personnes extérieures à Bruxelles qui viennent habiter à Woluwe. Dans cet ordre d'idées, une hypothèse que nous pouvons poser est que si toutes ces personnes viennent y habiter, elles ne viennent pas d'office y travailler. Car comme nous l'avons évoqué, cette caractéristique résidentielle semble aller de pair avec une faible présence d'installations liées à la production ou à la transformation. Ainsi, ces deux constats combinés pourraient hypothétiquement provoquer la prise en compte de trop de

¹⁵⁸ « Woluwe-Saint-Pierre », dans HASQUIN Hervé (e.a.), *op. cit.*, p. 1725.

¹⁵⁹ Parmi les communes limitrophes, seulement deux personnes ne sont pas nées dans l'agglomération bruxelloise, respectivement l'une à Kraainem et l'autre à Tervueren. Le reste se partage comme suit : 5 à Woluwe-Saint-Lambert, 6 à Auderghem et 17 à Etterbeek.

personnes dans notre étude, en comptant dans nos effectifs des personnes domiciliées à Woluwe mais n'y étant pas d'office actives¹⁶⁰.

Intéressons-nous enfin à la répartition socio-professionnelle des résistants de Woluwe-Saint-Pierre¹⁶¹.



Avant tout, nous pouvons constater que, conformément au développement ci-avant relatif à la faible présence d'industries de production et de transformation dans la commune, les représentants des professions issues du secteur primaire sont peu représentés dans notre corpus. Cela concerne 22 personnes, ce qui correspond par ailleurs à ce qu'Etienne Verhoeyen avance lorsqu'il dit que « les ouvriers et agriculteurs sont sous-représentés en comparaison avec leur part en pour cent dans l'ensemble de la population »¹⁶² au sein des réseaux de renseignements. Il précise cependant que si ce point est moins vrai pour la résistance armée, il ne faut pas le surestimer. Nous en déduisons que dans ce cas-ci, cela doit également être vrai pour les autres formes de résistance.

¹⁶⁰ Car si nous tentons légitimement de ne garder que les personnes y habitant et y ayant eu une activité pour faire ce profil, le faible taux d'informations dans les dossiers tend probablement à nous faire tenir compte de plus de personnes que ce que cette logique demanderait.

¹⁶¹ Les catégories utilisées dans le schéma suivant sont issues du *séminaire en Histoire contemporaine* du master en Histoire de l'UcLouvain (LHIST2280), lors duquel elles ont été suggérées aux étudiants par le corps professoral et Fabrice Maerten. Elles proviennent initialement de la thèse de ce dernier, *Du murmure au grondement*, op. cit., p. 776-777.

¹⁶² VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, op. cit., p. 342.

Quarante personnes sont reprises dans la catégorie « commerçants et artisans », dont une partie – les artisans – renvoie à des métiers de production dans les secteurs primaire et secondaire. A Woluwe-Saint-Pierre, cette catégorie est principalement composée de personnes qui tiennent des commerces (librairie, boulangerie, pâtisserie, pharmacie, etc.) et qui appartiennent donc au secteur tertiaire.

Il y a quelques religieux actifs dans notre commune, avec une cellule active dans la paroisse Sainte Alix autour du prêtre Pierre Massion¹⁶³ (au sein de Socrate), et une autre autour des moines de la communauté salésienne de l'Institut Don Bosco, et principalement de l'abbé Pierre Deckers¹⁶⁴ (au sein du réseau Mill).

Les 20 employés des transports publics - auxquels nous ajouterons par après ceux n'habitant pas à Woluwe – sont principalement employés au dépôt de Woluwe des Tramways Bruxellois¹⁶⁵. Quelques autres personnes sont employées aux chemins de fer. Ce dépôt de Woluwe forme un lieu d'activité stimulant, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus tard.

La catégorie des « policiers, gendarmes et militaires » est également bien représentée avec 25 personnes. Au niveau de la police et de la gendarmerie, la section des « Trois Woluwe » des MP voit un certain nombre d'entre eux s'y « regrouper »¹⁶⁶, mais ne paraît pas être le seul groupement actif dans ce secteur professionnel pour autant. Dans le même ordre d'idées, certains militaires habitant à Woluwe-Saint-Pierre sont actifs dans des groupements liés aux milieux militaires (comme l'AS, le MNB ou encore le MNR), mais pas uniquement.

La principale catégorie socio-professionnelle représentée à Woluwe est celle des employés du secteur privé (37 personnes). Couplée à celle des professions libérales et cadres supérieurs (21) et des commerçants, ces catégories représentent bien les caractéristiques communales évoquées précédemment : le secteur tertiaire est important à Woluwe, et cela a l'air de

¹⁶³ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Pierre Massion.

¹⁶⁴ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Pierre Deckers.

¹⁶⁵ Ce dépôt classé est aujourd'hui séparé entre une partie dédiée au « musée du Tram », et une autre toujours en service. Les Tramways Bruxellois et Vicinaux sont les ancêtres de la STIB (Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles), qui est l'opérateur des transports publics bruxellois. « Historique », dans *Musée du tram* [En Ligne], <<https://trammuseum.brussels/le-musee/historique/>> (consulté le 15 août 2023).

¹⁶⁶ Nous aurons l'occasion de l'évoquer par après, lorsque nous nous intéresserons à ce groupement. Il semble qu'un groupe « Police » propre à la commune ait été fondée par le chef de la section des Woluwe des MP (Jean Van Tuykom, lui-même policier), et transféré après son arrestation « au sein de l'Escadron Mobile, entre les mains du Commissaire Wittouck [du FI de Schaerbeek], qui achevait la formation [d'une] Section Police [du FI] ».

CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Jeanne Ottoy.

pouvoir être rattaché à la hausse du caractère résidentiel de la commune et du niveau socio-économique élevé de ses habitants.

Par ailleurs, des groupes spécifiques de personnes comme des anciens combattants de 1914-1918 ou de la Campagne des 18 Jours de 1940 ne semblent pas, en tant que tels, avoir eu une activité particulièrement relevable à Woluwe. Par exemple, le fait qu'une personne soit un ancien combattant de 14-18 n'est mentionné que 29 fois dans nos dossiers. Cela est assez peu, surtout vu le rôle qui est prêté aux milieux militaires, entre autres issus de la Première Guerre mondiale, dans la formation de la résistance¹⁶⁷. En outre, un peu moins de 10% des personnes (28) sont décédées des suites de leurs activités de résistance.

En définitive, quel est le profil du résistant wolusanpétrusien ? Il est principalement un homme marié, ayant entre 25 et 49 ans, n'ayant pas ou peu d'enfants à charges. Plus de 90% des résistants de Woluwe sont initialement issus d'ailleurs que de cette commune, provenant dans des proportions globalement équivalentes de l'intérieur et de l'extérieur de Bruxelles. Le caractère résidentiel et en expansion de la commune semble être l'origine d'une mobilité démographique importante : arrivée d'habitants venant initialement d'ailleurs, qui travaillent principalement dans le secteur tertiaire. Enfin, certains milieux socio-professionnels semblent faire office de lieux de sensibilisation, voire de recrutement propre à des activités de résistance spécifiques, mais cette dynamique ne peut pas être rattachée à un groupement ou réseau en particulier.

¹⁶⁷ LAGROU Pieter, « Belgium », dans MOORE Bob (dir.), *op. cit.*, p. 33.

3) Mouvements de résistance

Parmi les organisations de Résistance auxquelles nous nous intéressons, un premier grand ensemble est celui des mouvements de Résistance. Fruits de processus latents, les mouvements se mettent en place et s'étoffent de manière progressive, à mesure que l'Occupation et le conflit évoluent.

A. Pilier communiste : le Front de l'Indépendance

Le Front de l'Indépendance, second par l'importance numérique en fin de conflit (après l'AS), est issu de la sphère communiste, et est à ce titre chapeauté par le Parti communiste belge (PCB). Sa fondation est à voir comme une évolution : « consciente depuis janvier [1941] et perceptible depuis février », qui se définit plus clairement en mai comme une « lutte pour l'indépendance, pluraliste et populaire »¹⁶⁸. Car si la mainmise communiste sur le mouvement est indéniable, celui-ci situe sa propre action dans le cadre de la lutte unitaire pour l'indépendance de la Belgique. A cet égard, l'invasion de l'URSS par l'Allemagne le 22 juin 1941 semble agir comme un élément accélérant¹⁶⁹.

Le mouvement n'a dans un premier temps pas de réelle force, ce que le PCB attribue notamment à « l'absence d'organisations de base liées aux masses » et qu'il tente de pallier via des modalités d'adhésion pragmatiques pour tous¹⁷⁰.

Le Front de l'Indépendance devient progressivement une organisation plurielle qui tente de diversifier le plus possible ses initiatives, afin de permettre à des champs différents de la société civile d'avoir des conditions propices à une entrée dans la résistance. Par ailleurs, par la production d'une presse clandestine foisonnante et la récolte militante de fonds, le FI tente de toucher de larges publics¹⁷¹. Il s'implique ainsi avant tout dans la résistance « civile » (c'est-à-dire pas par le biais des armes), par exemple en distribuant, en plus des coupures de presse, des tracts et autres moyens de propagande, en soutenant les familles de prisonniers politique (à travers l'organe « Solidarité »), en apportant de l'aide aux Juifs (via le « Comité

¹⁶⁸ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 120.

¹⁶⁹ *Ibid*, p. 449.

VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, op. cit., p. 407.

¹⁷⁰ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 214-215.

¹⁷¹ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 195 et 220.

de Défense des Juifs » (CDJ)) ou encore en amenant la lutte au sein des entreprises (à travers les « Comités de Lutte Syndicale » (CLS))¹⁷².

Cependant, le FI possède une branche armée. D'une part, elle est principalement formée par les Partisans Armés (PA), qui consistent en le « bras armé » du PCB. Initialement centré sur des actions de sabotage, les PA adoptent ensuite des plus larges stratégies de résistance armée, abattant notamment des collaborateurs¹⁷³.

D'autre part, relevons l'existence des Milices Patriotiques (MP), qui semblent plus importantes par leur nombre que par leur réel impact sur le cours des événements. Structure tardive mise en place à partir de printemps 1944, les MP répondent selon José Gotovitch au fait que le *Soulèvement National* va indéniablement bientôt avoir lieu aux yeux du PCB¹⁷⁴. Concrètement, la constitution des MP est l'aboutissement d'un processus visant d'abord à faire des réfractaires les « soldats du Soulèvement national », puis plus généralement à regrouper les personnes qui veulent s'investir dans l'opposition à l'occupant, en ce compris les réfractaires. De cette volonté naît l'appareil « MiRe »¹⁷⁵, dont la structure suit celle du FI et qui contient une « réserve militaire » à l'échelon régional, les « troupes de choc »¹⁷⁶. Lorsque les MP sont constitués, le but est de leur donner une structure à l'échelle locale, sous l'autorité d'un « responsable régional MiRe », qui répond lui-même, suivant cette même structure, à un responsable national¹⁷⁷. Si les PA effectuent essentiellement des coups de mains, l'objectif est ici d'« occuper le terrain »¹⁷⁸. Cependant, l'investissement tout relatif de beaucoup de réfractaires dans ce combat ainsi que l'existence d'autres mouvements disposant de meilleurs moyens d'action (et peut-être également la rapidité de la Libération du pays) font que les MP n'ont *in fine* pas l'impact initialement envisagé sur le cours des événements¹⁷⁹.

Quelle est l'importance du FI dans son ensemble à Woluwe-Saint-Pierre ? Elle semble, de manière un peu inattendue, assez élevée. Si l'*Annexe 2* ne lui donne pas une taille (et donc un

¹⁷² MAERTEN Fabrice, « Front de l'indépendance » dans *Belgium WWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/front-de-l-independance-le.html>> (consulté le 5 juin 2023).

¹⁷³ VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, op. cit., p. 410-411.

¹⁷⁴ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 451.

¹⁷⁵ Contraction de « Mil » pour « militaire » et « Ref » pour « réfractaires » ; deux appareils du FI. Plus tard, sans que José Gotovitch ne sache pourquoi, cette appellation est inversée en « Re-Mi ».

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 237-240.

¹⁷⁶ Qui est un terme que l'on retrouve souvent, en conséquence, dans les dossiers personnels de membres des MP.

¹⁷⁷ Qui devient en juin « Commandant National des MP ».

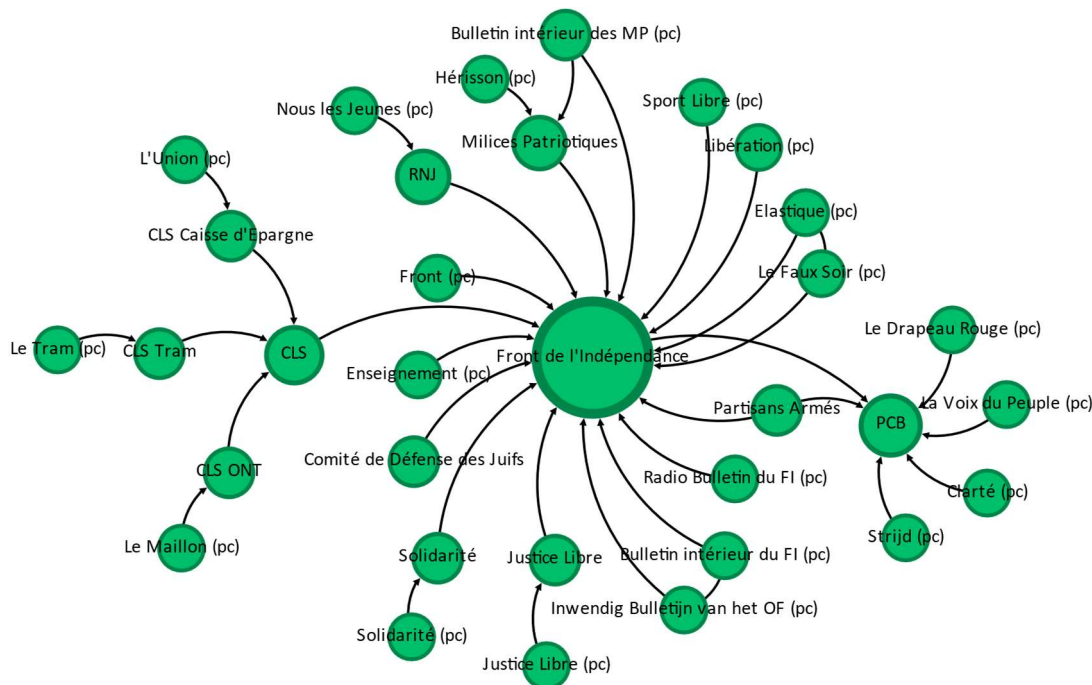
GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 242.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ MAERTEN Fabrice, « Front de l'Indépendance », op. cit.

degré de centralité¹⁸⁰) imposante, cela réside précisément dans le caractère pluriel et dispersé des organisations composant le FI.

Fig 3.1 : FI et sphère communiste.



Ainsi, d'autres manières plus adéquates d'envisager l'importance réelle du mouvement sont envisageables. Par exemple, en considérant, comme ci-dessus, tous les liens du mouvement avec ses « organisations-filles », avec ou sans les membres et relations desdites organisations¹⁸¹. Une telle représentation est sans doute plus représentative de son influence. C'est donc dans cette agglomération de plus petites structures que réside l'importance du FI.

Notons enfin la présence d'une personne dont l'activité au niveau national ne fait aucun doute : Henri Elias. Nous le retrouvons mentionné à plusieurs reprises dans nos données, non seulement parce qu'il est domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, mais également car il a eu une activité importante au niveau belge¹⁸². Mais au vu de son rôle à l'échelle nationale, la difficulté est d'arriver à resituer le cadre dans lequel se jouent ses activités. Les activités des

¹⁸⁰ Dans ce graphe, selon cet indicateur, plus un nœud a de liens avec d'autres nœuds, plus sa taille est importante.

¹⁸¹ **Légende :** En vert sont représentées toutes les organisations que nous avons relevées comme faisant partie de la zone d'influence du FI. Les flèches noires reflètent un lien d'« appartenance à ».

Remarque : Ce visuel correspond à tout le graphe représenté ; il ne possède donc pas d'annexe dédiée. Le graphe correspond uniquement aux mentions retrouvées par rapport à Woluwe-Saint-Pierre.

¹⁸² CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Henri Elias.

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Henri Elias.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Henri Elias.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Henri Elias.

sections établies à Bruxelles ont parfois tendance à être « mélangées » avec celles du niveau supérieur. Cela dit, généraliser abusivement de tels fonctionnements semble dangereux, dans la mesure où il peut aussi avoir pris part à des actions à portée locale. Cette nuance est à garder à l'esprit.

i. Milices Patriotiques et Partisans Armés : la résistance armée

a. Milices Patriotiques : les « Trois Woluwe »

Numériquement, la principale composante du FI à Woluwe est indéniablement la section¹⁸³ des Milices Patriotiques des Trois Woluwe (Saint-Pierre, Saint-Lambert et Sint-Stevens¹⁸⁴), mais également Kraainem et Stockel. Nous avons relevé dans nos dossiers 132 personnes : 110 membres explicites et 22 autres qui, s'ils n'en font pas explicitement partie, sont à tout le moins en contact avec des membres de la section. Enfin, certaines personnes semblent actives dans l'Etat-Major national et également en contact avec les MP des Woluwe.

Si les MP ne sont fondées qu'au printemps 1944¹⁸⁵, cette section semble s'être structurée bien plus tôt, dès janvier 1943 sous l'égide de Jean Van Tuykom¹⁸⁶, par l'intermédiaire du Commissaire Daniel Wittouck, et sur instruction et avec l'aide de Charles Hoste¹⁸⁷.

Il est intéressant de constater qu'un groupement comme les MP a laissé d'importantes traces archivistiques (en comparaison avec tout ce qui existe) au niveau du FI. Ainsi, les dossiers de MP forment une ressource précieuse, dans la mesure où ils sont composés pour l'essentiel de personnes ayant vraisemblablement eu des activités pour le FI avant la constitution « officielle » des MP. Concrètement, lorsqu'il est question de MP à une date antérieure au printemps 1944, il ne s'agit pas d'une erreur : ce qui n'est pas encore un groupe de « MP » peut sans doute déjà former une entité structurée sous l'égide du FI, principalement actrice de

¹⁸³ Ou « secteur » ; les mentions varient mais l'idée est bien qu'il s'agit d'un groupe structuré, présent sur les territoires des trois Woluwe, et qui est sous l'autorité de Van Tuykom et de son second, le Dr Camille Pirson.

¹⁸⁴ « Woluwe-Saint-Etienne » qui, des trois, est la seule commune qui ne fait pas partie de Bruxelles *stricto sensu*, mais bien de son agglomération « étendue ».

¹⁸⁵ Voir explications à ce sujet ci-avant.

¹⁸⁶ Dont la citation à l'ordre du jour à son propos, conservée au Cegesoma, mentionne clairement qu'il aurait été chargé par le FI bruxellois de fonder une section de MP (provenant initialement d'un groupe de PA).

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier MP Jean Van Tuykom.

¹⁸⁷ Figure emblématique du FI bruxellois, à la tête de la section de Schaerbeek et membre de l'Etat-Major régional. Charles Hoste est mentionné à de multiples reprises dans nombre de documents. Son propre dossier (consulté par nos soins pour un travail précédent) contient de nombreux témoignages et listes de membres avec qui il est en contact.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossiers Charles Hoste et Jeanne Virginie Ottoy.

résistance civile et participant dans une certaine mesure à des actions de résistance armée lors de la Libération.

Toujours est-il que Van Tuykom dirige une section « des Trois Woluwe » de résistants FI jusqu'à son arrestation par la Gestapo le 25 avril 1944¹⁸⁸. Comme dit plus haut, elle est temporairement prise en main par son épouse, Jeanne Ottoy jusque fin mai 1944. Le commandement est alors repris par Camille Pirson – sur instruction, semble-t-il, de Van Tuykom¹⁸⁹ - et Jeanne Ottoy reste son adjointe. Elle reste chargée des contacts avec les autorités régionales (le Commissaire Wittouck et Hoste), avant d'être arrêtée à son tour le 31 juillet 1944 par la GFP¹⁹⁰.

Les activités de la section semblent assez logiquement se situer aux confluent de la résistance civile et de la résistance armée, bien que cela soit sous le second statut que les membres de la section se sont fait reconnaître¹⁹¹. Dans ces activités de résistance armée, il est parfois

¹⁸⁸ Emmené dans les bureaux de la Gestapo de l'Avenue Louise, il est ensuite transféré vers le Fort de Breendonk, d'où il est envoyé en mai 1944 vers Buchenwald puis Schönbeck. Il est libéré le 6 mai 1945 aux environs de la ville de Schwerin (dans le Mecklembourg, au Nord-Est de l'Allemagne), lors des marches de la mort.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier Jean Van Tuykom.

¹⁸⁹ Ottoy mentionne dans son propre dossier que son mari, lorsqu'il est emmené vers Buchenwald, jette des billets écrits depuis le train dans lequel il se trouve, et que ces billets contiennent des instructions allant en ce sens.

¹⁹⁰ Elle est libérée le 3 septembre 1944 à Anvers, après avoir été embarquée dans le « train fantôme », le dernier train qui aurait dû partir vers l'Allemagne mais dont le départ n'a pas eu lieu.

CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier Jeanne Ottoy.

¹⁹¹ Bien que dans l'idée les MP soient à considérer comme un groupement de résistance armée, leurs activités réelles s'apparentent vraisemblablement à ce que l'on désigne par « résistance civile ». Le statut de « résistance armée » semble tout simplement avoir été préféré pour la reconnaissance. Et cela correspond à ce que nous avons constaté à propos des processus de reconnaissance : la procédure pour se faire reconnaître résistant civil est apparue plus tard, est plus difficile à accomplir et donne lieu à moins de contreparties. Cela fait que ces personnes n'ont vraisemblablement que peu d'intérêt à préférer le statut de résistant civil. Il semblerait donc que ce soit à d'autres organisations affiliées au FI mais tournées plus spécifiquement vers la résistance civile que ce statut s'adresse. Ou à des personnes qui arrivent à spécifiquement bien distinguer les deux types d'activités dans leurs demandes.

Par ailleurs, certains (seulement 8 personnes sur les 104 dossiers de membres « explicites ») ont tout de même fait des demandes de reconnaissance en tant que résistants civils (en plus des demandes de résistance armée). Une seule personne parmi elles s'est vu octroyer le statut : il s'agit de Jane Quinot, l'épouse de Camille Pirson. Trois d'entre elles se sont désistées, une n'a pas réussi à suffisamment prouver ses activités et les trois dernières se sont vu refuser le statut au nom du fait, précisément, qu'elles avaient déjà été reconnues comme résistants armés pour ces faits.

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossiers Emiel Uyttendaele, Antoine Marie Puttemans, Charles Penneman, Louis Lejeune, Albert Hadoux, Maurice Wouters, Jane Quinot et Désiré Janssens.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers personnels MP Emiel Uyttendaele, Antoine Marie Puttemans, Charles Penneman, Louis Lejeune, Albert Hadoux, Maurice Wouters, Jane Quinot et Désiré Janssens.

question de sabotages de petite ampleur : lignes téléphoniques¹⁹², véhicules automobiles¹⁹³ ou ferroviaires¹⁹⁴, bien souvent dans un cadre professionnel. Plus spécifiquement, mentionnons le cas d'Oscar Meeze qui affirme avoir provoqué plusieurs incendies volontaires en divers endroits de l'agglomération bruxelloise¹⁹⁵. Le transport et le dépôt d'armes, de munitions, de matériel parfois sont également des activités déclarées par les MP. Enfin, la section apporte vraisemblablement une contribution aux événements de la Libération (combats, patrouilles, gardes de bâtiments ou de prisonniers, etc.), notamment via un groupe de « troupes de choc » baptisé « Lucie ». Relevons la mention de combats dans le Parc de la Woluwe, l'Avenue de Tervueren, le déminage d'explosifs au Manoir d'Anjou et l'organisation de battues en Forêt de Soignes pour dénicher des poches de résistance allemande. Par ailleurs, il est également fait mention d'un contingent de 10 MP engagés le 19 octobre 1944 (plus d'un mois et demi après la Libération, donc) pour partir combattre aux côtés des Alliés aux Pays-Bas et nommé la « colonne Breda »¹⁹⁶.

L'occupation principale des membres de la section des MP semble pourtant être du ressort de la résistance civile, à travers l'aide aux réfractaires, aux Juifs, aux soldats évadés, aux aviateurs écrasés ou encore aux familles de personnes arrêtées par l'occupant. Cette aide prend des formes diverses : récolte et distribution de fonds, de vêtements, de nourriture, hébergement, approvisionnement en faux papiers, en cartes de légitimation ou en timbres de ravitaillement, ... Plusieurs actions symboliques de « pose » du drapeau Belge ont également lieu. Ainsi, le 11 novembre 1942, Jules Vanderschrick et Maurice Wouters posent le drapeau national en haut d'un pylône de téléphone à Stockel ; Vanderschrick répétant même l'opération l'année suivante¹⁹⁷. Petrus et Jérôme Janssens, eux, affirment avoir accroché le drapeau national à des fils électriques en face de l'Eglise Saint-Pierre, le 21 juillet 1944¹⁹⁸.

¹⁹² Voir par exemple MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers MP Frans De Brandt, Emiel Uyttendaele, Omer Demaret.

¹⁹³ Voir par exemple MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers MP Armandus Boulanger, Frédéric Lisson, Maurice Dandois.

¹⁹⁴ Voir par exemple MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier MP Petrus Janssens.

¹⁹⁵ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Oscar Meeze.

¹⁹⁶ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers personnels MP Marcel Peereboom, René Roulant, Roger Roland, Lucien Voets, François Voet, François Matthys, Albert Mallieu, Jules Debilde, Jean Marie Brasseur et Pierre Lemagie.

¹⁹⁷ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jules Vanderschrik.

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Maurice Wouters.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers personnels MP Jules Vanderschrik, Maurice Wouters.

¹⁹⁸ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers personnels MP Jérôme Janssens, Petrus Janssens.

Et si nous élargissons encore un peu le spectre des activités prises en compte, on peut apercevoir que des membres de la section, comme Alphonse Gettemans¹⁹⁹, Georges Heyninck ou Antoine Puttemans, ont des liens avec les milieux de la presse clandestine²⁰⁰. Certains évoquent aussi la récolte et la transmission de renseignements, que l'on peut attribuer aux activités de Van Tuykom ou d'autres personnes actives dans ce domaine, comme Arsène Baert ou Camille Pirson.

Enfin, si Jean Van Tuykom est souvent cité en sa qualité de premier chef de la section des Trois Woluwe, le rôle des « seconds » ne doit pas être mis de côté. Ghislain Piraux, par exemple, semble avoir affilié certains membres ; Jeanne Ottoy, l'épouse de Van Tuykom est, comme évoqué précédemment, non seulement son adjointe mais possède également des contacts avec l'Etat-Major Régional. Camille Pirson, enfin, revêt également une importance particulière, surtout après avoir pris la relève de Van Tuykom à la tête de la section. De plus, il est en contact avec d'autres organisations, dont certaines avec lesquelles il joue un rôle de liaison qui semble clairement établi²⁰¹. Il affirme enfin avoir notamment dirigé, lors de la Libération, des combats à Zaventem (orthographié « Saventhem ») pour la capture de batteries tirant sur l'agglomération bruxelloise et des opérations de nettoyage de la Forêt de Soignes²⁰². Sous ses ordres et sous la responsabilité du Docteur Jean Habig se développe également, à partir de novembre 1943, un hôpital militaire secret (dit « n°2 »), « pour le traitement et l'hospitalisation des blessés éventuels des divers groupements »²⁰³. Lors de la Libération, cet hôpital dispose de 10 médecins, 10 infirmières, un aumônier militaire et divers services composés de 6 personnes²⁰⁴.

¹⁹⁹ A titre d'exemple, voir *Annexe 1*, visualisation 1.A.

²⁰⁰ Y compris celle du FI ! Alphonse Gettemans est notamment en contact avec Fernand Demany, secrétaire général du FI mais également rédacteur d'articles de presse clandestine. Voir *Annexe 1*.

²⁰¹ Mais son dossier de citation à l'ordre du jour pour le FI reste vague à ce sujet : il cite le MNB, l'AS et les Insoumis mais ne développe pas. Ses liens avec divers réseaux de renseignements comme Athos (dont plusieurs membres des Insoumis de la commune font partie) et Portemine laissent cependant penser que cela est crédible. Il est également en lien avec Adhémar Fritz, qui est notamment à la tête d'un groupe d'Insoumis de Stockel. Par ailleurs, il est indirectement en lien avec l'AS. Plus encore, si l'on fait appel à l'indicateur de modularité proposé par Gephi (qui établit des « communautés » sur base d'un algorithme développé par des chercheurs en mathématiques), on aperçoit que le logiciel le place même dans une catégorie reprenant certains membres de l'AS comme d'autres organisations ; preuve s'il en est de ses nombreux liens avec d'autres organisations que le FI.

Voir *Annexe 1*.

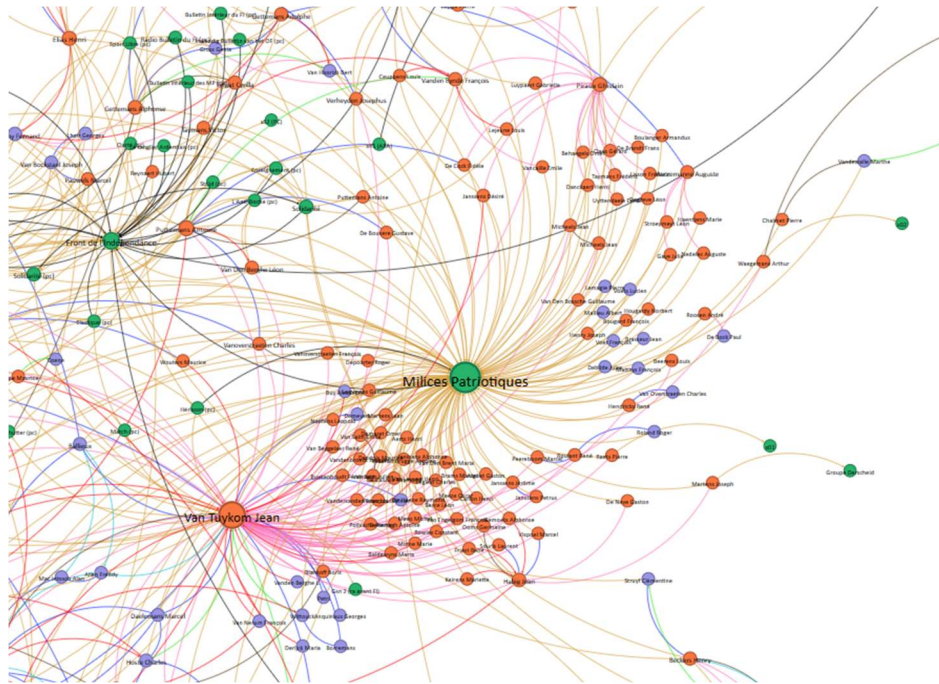
Pour l'algorithme permettant de calculer la modularité du graphe, le logiciel *Gephi* renvoie vers la ressource suivante : BLONDEL Vincent, GUILLAUME Jean-Loup, LAMBIOTTE Renaud et LEFEBVRE, « Fast unfolding of communities in large networks », dans *Journal of Statistical Mechanics : Theory and Experiment*, n°10, p. 1000.

²⁰² Ce qui concorde avec les activités déclarées pour la période de la Libération par les membres de la section.

²⁰³ CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier Camille Pirson.

²⁰⁴ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Jean Habig.

Fig. 3.2 : Les MP des « Trois Woluwe » au sein du réseau '2-mode'.²⁰⁵



Examinons à présent les liens que semble présenter la section des MP. L'image ci-dessus, provenant du graphe global relatif aux organisations avec leurs membres, nous montre bien l'importance numérique du groupement. Il possède un nombre important de liens d'appartenance de membres au groupement (en beige, « être membre de »), dont une grande partie a été affiliée par Jean Van Tuykom (en rose « est affilié par »)²⁰⁶. Les personnes situées entre ces deux nœuds principaux forment un ensemble particulier de résistants. En effet, ils n'ont chacun qu'un lien d'affiliation avec Van Tuykom (donc ne prouvant rien de plus, finalement, qu'une signature d'un responsable sur une attestation) et un lien d'appartenance aux MP. Ils font ainsi un peu office d'une « masse morte », qui a un impact visuel important sur le graphe mais n'est pas révélatrice de tant d'informations²⁰⁷ ; si ce n'est que Van Tuykom a effectivement affilié beaucoup de membres de la section. Et ce constat est d'autant plus frappant si l'on s'intéresse à la même situation mais en faisant abstraction des liens d'appartenance à un groupement²⁰⁸ : un grand nombre de personnes, surtout vers le bas par rapport à Van Tuykom, ne possèdent que peu ou pas de liens avec autrui.

²⁰⁵ Visuel tiré de l'*Annexe 2*, visualisation 2.1.

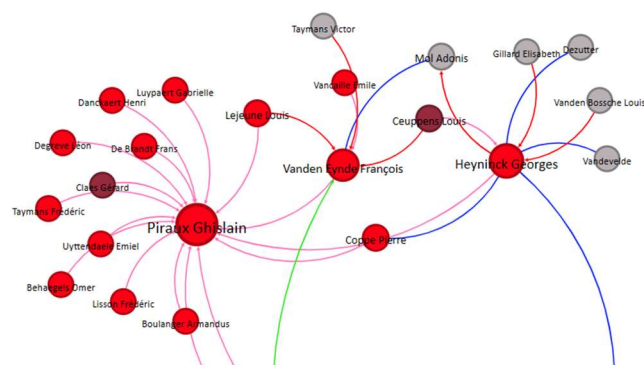
²⁰⁶ Sa taille plus importante montre que sa centralité de degré est élevée (elle peut varier d'un facteur 1 à 5).

²⁰⁷ Si ce n'est que ces dossiers sont très peu documentés. Peut-être cela révèle-t-il un manque de soin dans la création de demandes de reconnaissances. A l'inverse, cela peut aussi témoigner d'une volonté d'intégrer de nombreuses personnes dans les rangs de l'organisation, auquel cas attribuer l'affiliation à une personne arrêtée en mars 1944 donnerait un certain crédit à de telles demandes, si elles s'avéraient fausses. Loin de nous l'idée, cependant, d'établir cela comme une vérité.

²⁰⁸ C'est-à-dire l'*Annexe 1*.

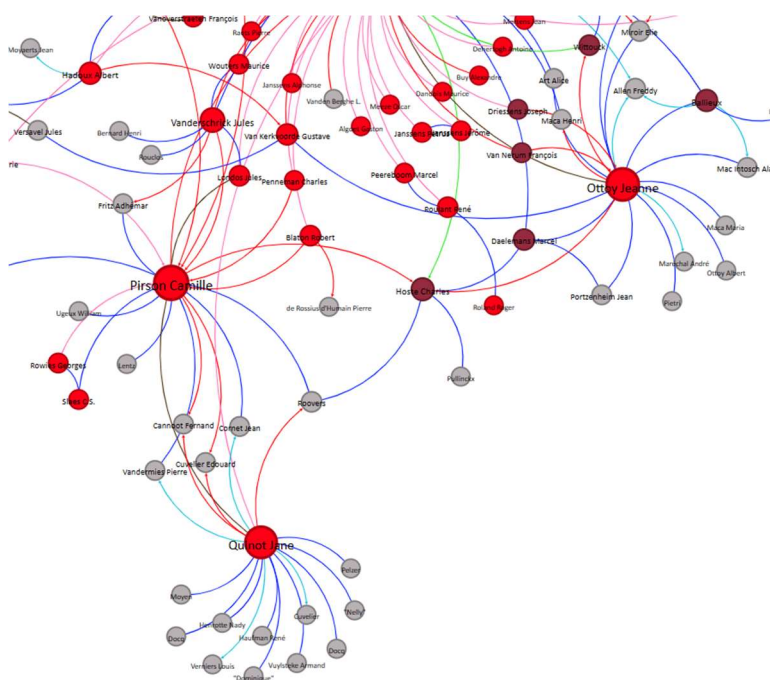
Intéressons-nous enfin à cette section en l'isolant du reste du réseau. Nous ne gardons que les membres « avérés » de la section (en rouge), des personnes membres des MP mais pas spécifiquement des Trois Woluwe (en bordeaux), et enfin les liens que ces personnes ont avec d'autres, mais pas plus loin qu'un « voisin »²⁰⁹.

Fig 3.3 : Ghislain Piraux.



Ce faisant, nous apercevons directement les zones d'influence des principaux adjoints de la section : Ghislain Piraux (en haut à gauche), qui est également référencé comme « affiliateur » par 16 personnes, et autour de qui se forme *de facto* une petite cellule. Son contact avec Pierre Coppe fait le lien avec Georges Heyninck, et ainsi avec la cellule CLS du dépôt de Woluwe des Tramways Bruxellois, dont nous aurons l'occasion de traiter plus tard.

Fig 3.4 : La zone d'influence Pirson-Quinot-Ottoy.



²⁰⁹ Pour les deux visuels suivants, voir *Annexe 3*.

Constatons également, vers le bas du graphe, les zones d'influence de Camille Pirson et son épouse Jane Quinot, mais également celle de Jeanne Ottoy (épouse de Van Tuykom) ; entre ces 4 personnalités – bien que de taille minime sur le graphe car ayant peu de liens – se situe l'inévitable Charles Hoste. Celui-ci semble réellement avoir joué le rôle de « relais » dans la mise en place de cette section.

Ainsi dans une certaine mesure les deux couples Pirson-Quinot et Van Tuykom-Ottoy semblent, en plus de leur importance, faire le « relais » avec d'autres organisations extérieures. Jeanne Ottoy et son époux sont en contact avec le groupe RIO de Comète²¹⁰. Pirson, lui, fait le relais avec différents réseaux de renseignements. Il est en contact avec plusieurs membres de Zéro comme Roovers (Portemine), Fernand Cannoot (Athos), mais également avec Cuvelier (« Bérêt »). Le couple Pirson a par ailleurs hébergé Jean Cornet (opérateur radio de Cuvelier) et Pierre Vandermies dès l'été 1941, l'aidant dans nombre de ses tâches de premier plan²¹¹.

Cette situation est très particulière car, tout en prenant une importance considérable dans la section MP, le couple Pirson développe des liens avec des personnes de première importance actives dans plusieurs réseaux de renseignements, liés à Zéro mais pas uniquement. De plus, des rapports avec Cannoot par exemple sont d'autant plus intrigants que le FI et Athos sont idéologiquement peu compatibles. Le secteur Athos, très à droite, a ainsi selon Emmanuel Debruyne des contacts avec le FI plus pour les infiltrer que pour collaborer avec eux²¹², ce qui semble pourtant être le cas ici. En outre, à l'aide d'un algorithme calculant la modularité des nœuds sur le graphe, on s'aperçoit que les liens de Pirson avec plusieurs réseaux de renseignement le rattachent, du point de vue mathématique, plus à ces réseaux qu'à l'« environnement FI »²¹³.

Par ailleurs, certains clusters (notamment celui de Alphonse Gettemans, en bas à droite) ne semblent pas reliables au réseau alors même que certaines de ces personnes sont dites membres des « Trois Woluwe ». Notons également qu'Arsène Baert, actif dans le domaine du renseignement et dans différentes missions CNC de la Sûreté (dont il est questions plus loin dans ce travail), est également membre de la section. S'il est en contact avec eux à partir de

²¹⁰ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Maria Maca.

CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Jeanne Ottoy.

²¹¹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Pirson Camille.

²¹² DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 193

²¹³ Voir précédemment : BLONDEL Vincent, GUILLAUME Jean-Loup, LAMBIOTTE Renaud et LEFEBVRE, *Op. cit.*

juillet 1942, son activité pour les MP semble surtout avoir pris place lors de la Libération. Il n'est cependant pas impossible qu'il leur ait communiqué des renseignements plus tôt²¹⁴.

b. Partisans Armés

L'Armée Belge des Partisans²¹⁵, à l'inverse des MP, ne semble à première vue pas avoir exercé une activité importante à Woluwe²¹⁶. Leur mode d'actions et leur organisation est en cause : les PA ne forment pas un « mouvement de masse » comme les MP. Il paraît donc logique que leurs effectifs ne soient pas aussi élevés. Le groupement est organisé en « corps », qui constituent des secteurs couvrant des ensembles territoriaux de tailles variables (d'une commune à une province). Ainsi, Bruxelles fait partie du « Corps 04 », qui inclut également une partie des deux Brabants actuels²¹⁷. Cependant, seules deux personnes (en rose dans la figure ci-dessous²¹⁸) possèdent, dans leur dossier, la mention explicite de ce corps. Il s'agit des frères Baert, Paul et Robert, qui déclarent faire partie d'un service « renseignements » dans ce corps, et sont actifs dans ce cadre à Bruxelles entre septembre 1943 et juillet 1944²¹⁹. Les deux frères sont également engagés, pour du renseignement, au sein du secteur Castor & Pollux de Zéro (dont il sera question plus tard²²⁰).

²¹⁴ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Arsène Baert.

CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Arsène Baert.

²¹⁵ Qui selon José Gotovitch, ne se désigne comme telle qu'à partir d'une période proche de la phase de Libération du pays. Il mentionne, pour les événements antérieurs, des appellations comme « S.O. » ou « F.A. » (dont il n'a pas su définir le sens avec certitude, et nous non plus).

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 158.

²¹⁶ Ou du moins nous n'avons su en trouver la trace. Une piste de recherche à ce propos se situe au niveau des quelques mentions du Corps 04, dont il est question ci-après.

²¹⁷ Leuven et ses communes limitrophes forment une zone à part entière, et beaucoup de communes du Brabant wallon sont intégrées dans des corps liégeois ou hennuyers.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Inventaire des Corps/Zones des PA*, inédit, réalisé par l'archiviste Samuel Pauwels. Ces informations sont le fruit de recoupements effectués par l'auteur dans ces archives, et nous sont parvenues par le biais d'un échange à ce sujet.

²¹⁸ La troisième personne, Romain Fuhrmann, étant le supérieur des deux autres, mentionné dans leurs dossiers.

²¹⁹ L'un, Paul, parce qu'il est arrêté le 12 juillet (...). L'autre, Robert, mentionne avoir « perdu la liaison »,

²²⁰ Ils y sont intégrés par leur père Arsène (déjà mentionné précédemment dans les MP), respectivement en janvier et septembre 1943. Ils y développent notamment des contacts avec des personnes comme Léopold Prist ou René Hechtermans, dont il sera question plus tard.

[illegible]

Du point de vue wolusanpétrusien, l'importance d'Abraham Goldgewicht, qui semble central dans ce cluster, doit être nuancée. En effet, s'il a commencé ses activités à Bruxelles en mars (ou octobre) 1942²²², il est ensuite cité à Liège (Corps 013) avant d'être muté dans le Hainaut en octobre 1943. Il semblerait que ses activités s'y soient déplacées indépendamment de ses précédentes relations (et donc, indépendamment de l'autorité d'Icek Gutfraind). Nous pencherions hypothétiquement pour une telle interprétation de sa situation, dans la mesure où Renée Ledoux, membre du Corps 013, explique que la mutation suivante de Goldgewicht, de Liège vers le Hainaut, avait été ordonnée par le commandement national²²³. Peut-être son premier déplacement, de Bruxelles vers Liège, a-t-il eu les mêmes origines ?

²²¹ Ce visuel correspond à tout le graphe représenté ; il ne possède donc pas d'annexe dédiée.

²²² Deux documents mentionnent ces informations contradictoires dans son dossier PA.

²²³ Dossier PA MDR Abraham Goldgeiwcht.

qui correspond à la description faite par la littérature scientifique des principales activités des Partisans). Le dossier d'Abraham Rozencwajg mentionne ainsi différents sabotages, notamment contre des voies de communication, ou des actions contre des rexistes²²⁴. Par ailleurs, les femmes de ce cluster jouent le rôle de courrier (du moins elles se qualifient comme tel), transmettant messages et paiements « des hommes »²²⁵.

Mentionnons une situation particulière : les deux frères de Gitla Rozencwajg, Abraham et Maurice, ainsi que son mari Abraham Goldgewicht, sont tous les trois arrêtés durant l'Occupation, mais pas au même moment, ni pour les mêmes raisons. Le premier à tomber est Maurice, arrêté en compagnie de deux autres PA (Szrul Potasnik et Wolf Weichmann) lors d'une action contre un collaborateur le 22 février (ou mars) 1943. Ils sont fusillés 6 mois plus tard²²⁶. Le second est Abraham Goldgewicht, arrêté sur dénonciation à Mons (où il a donc été précédemment déplacé) le 22 février 1944. Il survit à la déportation, mais décède peu après son retour en Belgique, usé par les maladies²²⁷. Abraham Rozencwajg, lui, est arrêté le 15 juin 1944, mais survit à la déportation²²⁸.

Le second cluster par l'importance est formé par le couple Beckers-Diels²²⁹ (actifs sans doute à partir de fin 1940/début 1941) et ses relations. En tant que membres de l'Etat-Major National, ils semblent importants au niveau national plus que local, dans le domaine du renseignement propre à la résistance armée. Henry Beckers y est adjudant, responsable de désigner des objectifs à travers les renseignements obtenus, donnant notamment des directives concernant des sabotages à effectuer. Sa tâche consiste notamment à procéder à des recherches d'informations, mais également à opérer des « études tactiques des points visés »²³⁰. Marie Diels, elle, s'occupe d'abord de récolte de fonds, puis d'armement. Elle

²²⁴ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel PA Abraham Rozencwajg.

²²⁵ La présentation des informations dans le dossier semble indiquer que cette famille est active au sein d'un groupe plus large, mais il ne nous a pas été possible de retrouver cela.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossiers personnels PA Gitla Rozencwajg et Frymet Harf.

²²⁶ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel PA Maurice Rozencwajg.

²²⁷ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel PA Abraham Goldgewicht.

²²⁸ Son dossier laisse penser que la famille est retournée en Pologne au début des années 50.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel PA Abraham Rozencwajg.

²²⁹ Impossible, cependant, d'être sûr que ces personnes étaient déjà en couple et/ou mariées, ou si leur relation peut être le fruit de leur contact lors de ces événements.

²³⁰ Son dossier le dit également « adjoint responsable de secteur : service renseignements » ; nous présumons que cela renvoie à la même occupation.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel PA Henry Beckers.

passé ensuite aux renseignements (dont elle est dite « agent responsable à l'EMN²³¹ »), fonction pour laquelle elle possède de nombreux agents partout en Belgique²³². Enfin, d'autres mentions la qualifient plutôt de « secrétaire » de ce même service, mais également de courrière. Son rôle semble réellement avoir été central dans le développement des « filières » de renseignements des Partisans²³³.

ii. Résistance et aide sociale

Parmi la myriade de groupes rassemblés sous la houlette du FI et actifs dans la résistance civile²³⁴, arrêtons-nous d'abord sur les activités de quelques-unes d'entre elles dirigées vers l'aide sociale, le rassemblement pour ou autour de certaines catégories sociales.

a. *Solidarité*

Solidarité fait partie, avec les MP et la presse clandestine, de ce que José Gotovitch qualifie de « moyens de la conquête des masses »²³⁵. Son objectif est d'apporter une aide aux familles des personnes arrêtées par les Allemands et aux illégaux en général. Les membres du mouvement récoltent des fonds à cet effet, notamment à travers la vente de timbres ou de photos par exemple. Des journaux locaux, intitulés eux-mêmes *Solidarité*, décrivent les besoins du moment. José Gotovitch, s'il relève d'importants montants pour certains dons, indique que la dynamique principale derrière cela est la « multiplicité des petites sommes, de 2 à 5 francs, qui consacre le caractère réellement populaire de la solidarité déclenchée »²³⁶.

Le mouvement évolue en parallèle du PCB, dont il est issu et dont il reprend le mode opératoire en termes de financement. Comme le FI, *Solidarité* a des prétentions plus larges que la seule sphère communiste mais ne s'en détache pas tant que ça tant le mouvement dépend du PCB pour son financement et pour son réseau. Le mouvement est affilié au FI à

²³¹ Pour « Etat-Major National ».

²³² MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel PA.

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Marie Diels.

²³³ Il est donc possible qu'elle ait joué un rôle de « délégué », ou de coordination de ces personnes chargées de faire remonter les renseignements depuis les Corps vers le commandement national.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 203.

²³⁴ Les trois points suivants (b., c. et d.) portent sur un ensemble de moyens d'actions parfois assemblés sous l'appellation de « résistance civile », en opposition à celle de « résistance armée ». A ce titre, cela fait référence à une forme de résistance ne faisant pas appel à l'utilisation d'armes, dans une optique un peu semblable à la « typologie » des statuts de résistance. Cela semble pourtant un peu trop large sous certains aspects, raison pour laquelle nous mobilisons ici une approche un peu moins large, partiellement inspirée par *Du Rouge au Tricolore* de José Gotovitch, à la différence près que la presse clandestine forme un ensemble à part, pour permettre une approche transversale.

²³⁵ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 220.

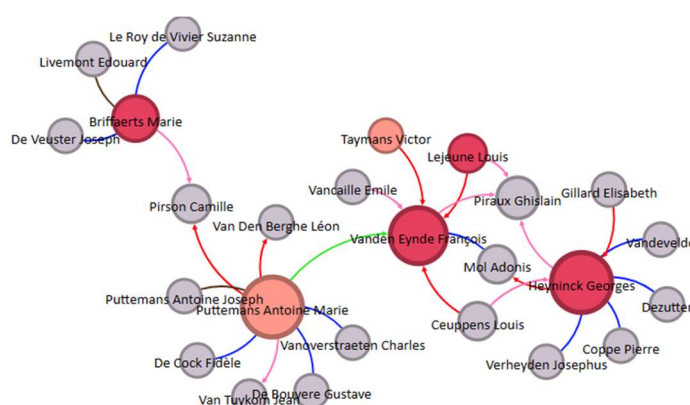
²³⁶ *Ibid.*, p. 221-223.

partir de novembre 1942²³⁷, mais sans en paraître entièrement membre, tout comme il ne semble pas membre du PCB²³⁸. Il relève cependant clairement de la même sphère d'influence que ce mouvement plus large, et les actions de Solidarité sont complémentaires avec le reste des organisations membre du FI.

S'il y a bien un mouvement pour lequel une représentation en réseau semble très difficile à mettre en place, c'est *Solidarité*. En effet, si son mode de fonctionnement gagnerait peut-être à être analysé d'une telle façon, il n'en est pas moins difficile de faire refléter la réalité à un tel outil, à cause de l'aspect « diffus » dudit fonctionnement. Pour en saisir toutes les nuances, il faudrait *ratisser très large*, ce qui n'est simplement pas faisable ici²³⁹. Et la situation documentaire reflète cette réalité, dans la mesure où elle est très dispersée. Ainsi, une bonne part de l'activité *Solidarité* que nous avons détectée est complètement imbriquée dans d'autres activités liées au FI.

Nous voyons apparaître la mention de personnes du FI, pas comme prenant part à ses activités mais en tant que lien entre des personnes déclarant y avoir pris part.

Fig 3.6 : Une partie du réseau formé par les membres de *Solidarité*.²⁴⁰



C'est le cas de Camille Pirson ou Ghislain Piraux, qui semblent, parmi d'autres, faire relais entre de telles personnes mais sans faire explicitement partie de ces activités. Et cela nous

²³⁷ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 56.

²³⁸ Dans la mesure où le parti communiste, qui a tendance à perdre une partie de son influence sur le FI à partir de 1943, s'y oppose. Cette remarque vaut également pour le PCB lui-même. L'idée, cependant, est assez claire : tous ces organes font partie de la zone d'influence du pilier communiste, mais qui touche parfois des publics un peu plus larges.

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 222.

²³⁹ Et peut-être même pas faisable du tout. Existe-t-il des listes complètes des donateurs, jusqu'à l'acheteur d'un numéro unique d'un journal, d'un seul timbre ? Nous en doutons.

²⁴⁰ Visuel tiré de l'Annexe 4.

Légende : Les personnes en rouge sont celles pour lesquelles nous avons relevé une activité au sein du mouvement *Solidarité*. Celles en rouge pâle/orange sont aussi dans ce cas mais contribuent également à la distribution de presse clandestine *Solidarité*. Enfin, les personnes grisées sont simplement les relations de celles-ci (limitées au premier degré), n'ayant pas d'office un lien avec ces activités.

conduit donc à poser l'hypothèse que l'activité « diffuse » de *Solidarité* fait pour ainsi dire « partie intégrante » de l'engagement au sein du FI, et n'est par conséquent pas systématiquement relevée dans les dossiers. Une autre option serait simplement que notre matériau n'est pas suffisant pour en tirer quelque chose.

C'est pourtant également ce que nous voyons, par exemple, dans la mention de telles activités pour *Solidarité* du couple de PA Diels-Beckers, évoqué précédemment. Ceux-ci, dont l'activité principale réside clairement dans leur engagement au sein des Partisans, disent également récolter des fonds, des vivres et du matériel de première nécessité pour *Solidarité*, en plus d'héberger des réfractaires²⁴¹.

Enfin, il y a moyen d'établir des liens entre la sphère « FI » et d'autres organisations via ces activités pour *Solidarité*. C'est le cas en ce qui concerne la distribution de journaux *Solidarité* (mais également de *Front*, organe du PCB) par Jean-Paul Werne, qui est à la tête d'une division AS active à Woluwe-Saint-Pierre (entre autres). Ce groupe, dit « commando des postiers », fait partie du service Renseignements de la zone de l'AS correspondant à Bruxelles (nous y reviendrons), et procède à des sabotages des services postaux allemands, en détruisant et détournant du courrier. A travers le service postal de l'AS, Werne (et donc sans doute certains de ses collaborateurs avec lui) est également agent de liaison avec d'autres organisations, parmi lesquelles se trouve précisément le FI²⁴². Dans le cadre de ces activités, le fait qu'il reçoive des coupures de *Solidarité* paraît crédible. Tout en étant principalement actif au sein de l'AS, il fait ainsi le « pont » entre ce mouvement et le FI.

b. Comité de Défense des Juifs

Parmi de nombreuses initiatives individuelles et collectives, le Comité de Défense des Juifs est créé en septembre 1942 sous le patronage du FI. Sa fondation est le fruit de la réunion de sionistes, d'intellectuels, de représentants de la vie économique et de communistes²⁴³, parmi

²⁴¹ Aucun des deux n'a pourtant été reconnu pour ces activités, car il a été considéré qu'il s'agissait dans l'ensemble des mêmes activités que celles touchant à la résistance armée, pour lesquelles ils l'avaient déjà été. Dossiers RC SAVG et PA MdR Marie Diels et Henry Beckers (SAVG).

²⁴² SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier Werne Jean-Paul.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, Ordres de bataille de l'Armée Secrète, farde 278 : Zone IV – Renseignements politiques, Service 24.

²⁴³ STEINBERG Lucien, *Le Comité de défense des Juifs en Belgique 1942-1944*, Bruxelles, Editions de l'université Libre de Bruxelles, 1973, p. 70.

lesquels le couple de Hertz et Hawa Jospa²⁴⁴. Elle fait suite aux premières grosses vagues d'arrestations de Juifs. Celles-ci ont lieu à partir du 22 juillet 1942 à Anvers et Bruxelles, après que la population juive ait été recensée et regroupée par le biais de 18 ordonnances survenues depuis octobre 1940 et jusque septembre 1942²⁴⁵. Suite à la mise en place de ces mesures discriminatoires, l'action du CDJ a pour objectif d'empêcher les déportations en cachant les gens, ce qui implique de mettre en place des réseaux pour mettre à l'abri enfants et adultes (dont les problèmes sont différents). En outre, cela implique également de veiller à leur confort matériel et moral²⁴⁶.

Les histoires de personnes qui ont caché des Juifs sont nombreuses, trop pour que nous ayons le temps de toutes les découvrir dans ce travail. Cela dit, nous pouvons relever l'une ou l'autre de ces histoires qui nous sont parvenues via nos données. Ainsi, une mention de cache de Juifs en lien avec le CDJ concerne Maria Van Corenland, membre du Comité à partir de mars 1943²⁴⁷. Celle-ci agit sous les ordres, entre autres, d'Ida Sterno. Van Corenland est vraisemblablement également en contact avec la section des Trois Woluwe (de futurs MP) dès janvier 1943 via l'activité de son mari, Arthur Waegemans²⁴⁸. Cette activité d'hébergement de 4 enfants juifs, ainsi que d'un réfractaire²⁴⁹ et de deux aviateurs anglais²⁵⁰, menée par le couple dure jusqu'à la Libération.

Mentionnons également Rémi et Odile Henri-Ovart, directeurs de l'internat de l'Institut Gatti de Gammond, rue Fauchille à Woluwe-Saint-Pierre. A partir de la fin de 1942, Odile Henri et son époux hébergent une vingtaine de Juifs²⁵¹. Ils sont cependant arrêtés le 12 juin 1943, avec leur fille de 22 ans, Andrée. Seuls deux enfants et Andrée Geulen, collaboratrice d'Ida Sterno

²⁴⁴ STYVEN Dorien, « Comité de Défense des Juifs », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/comite-de-defense-des-juifs.html>> (consulté le 6 juin 2023).

²⁴⁵ VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, op. cit., p. 573-575.

²⁴⁶ STEINBERG Lucien, op. cit., p. 71.

²⁴⁷ Une autre mention dans le dossier évoque le début de l'année 1942. Difficile de déterminer laquelle prévaut. SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Maria Van Corenland.

²⁴⁸ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Arthur Waegemans.

²⁴⁹ Auguste Gourmon, précédemment hébergé par sa propre belle-mère, Mme Van Aerschot, également à Woluwe-Saint-Pierre.

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Maria Van Corenland.

²⁵⁰ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Arthur Waegemans.

²⁵¹ Selon les sources, il s'agirait d'une quinzaine de jeunes filles et de quelques adultes, ou bien d'une vingtaine d'enfants (dont le genre n'est pas précisé).

« Ovart Remy & Odile (Henri) », Base de données des Justes parmi les Nations, dans *Yad Vashem* [En Ligne], <https://righteous.yadvashem.org/?search=Odile%20Henri&searchType=righteous_only&language=en&itemId=4021726&ind=1> (consulté le 6 juin 2023).

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Maria Van Corenland.

et professeure dans l'institut, parviennent à en réchapper selon cette dernière²⁵². Les époux Ovar-Henri décèdent tous deux en déportation, tandis que leur fille est libérée fin juillet 1943²⁵³.

c. *Rassemblement National de la Jeunesse (RNJ)*

Le Rassemblement National de la Jeunesse s'inscrit dans la stratégie de diversification des initiatives de résistance, dans l'idée regrouper les jeunes de tout le pays (et semble à ce titre, être un « mouvement de jeunesse »). L'objectif de ce regroupement est de lutter contre l'Ordre Nouveau, et l'une de leurs principales actions est la publication de feuilles clandestines, dont celle de l'important *Vers l'Avenir*²⁵⁴. Et si l'idée semble être de faire participer des éléments d'autres tendances, notamment libérale et catholique, force est de constater que cette stratégie n'est pas un succès²⁵⁵. La seule organisation réellement impliquée dans le RNJ est la JGS²⁵⁶, organisation déclinante mais qui parvient à servir de « vivier de recrutement » au RNJ²⁵⁷.

Le RNJ ne parvient jamais à décoller ; leurs actions sur le terrain ne prennent pas forme. Et cela est notamment dû au fait que les formes « adultes » de la lutte, comme les actions des PA

²⁵² SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Maria Van Corenland.

Le site de la fondation Yad Vashem mentionne lui aussi un « bébé » confié au moment de l'arrestation par Odile Henri à une autre personne qui n'a pas été arrêtée, ainsi que Bernard Lipstadt, qui aurait réussi à s'enfuir dans un hôpital à Malines (sans doute de la Kazerne Dossin). En outre, un article de presse mentionne une troisième personne qui aurait réussi à s'échapper.

« Ovar Remy & Odile (Henri) », Base de données des Justes parmi les Nations, *op. cit.*

LAPORTE Christian, « Hommage belgo-israélien à une humaniste qui fut aussi une grande résistante. Odile Henri : l'amour perpétué de l'enfance », dans *Le Soir* [En Ligne], <<https://www.lesoir.be/art/hommage-belgo-israelien-a-une-humaniste-qui-fut-aussi-u-t-19930607-Z06V82.html>> (consulté le 6 juin 2023).

²⁵³ Rémi Ovar est abattu lors d'une marche de la mort, *a priori* partie de Buchenwald. Odile Henri décède des suites du typhus au camp de Bergen-Belsen, entre mars et mai 1945. D'autres ressources pensent qu'ils sont décédés à Auschwitz-Birkenau. Ils sont tous deux reconnus comme « Justes parmi les Nations » en 1994. Après l'Occupation, leur fille a fondé une asbl, qui s'occupe aujourd'hui encore de trouver des placements familiaux pour des enfants dits « en danger ».

« Ovar Remy & Odile (Henri) », Base de données des Justes parmi les Nations, *op. cit.*

« Qui sommes-nous ? », dans *FAOH* [En Ligne], <<https://www.fao.h.be/qui-sommes-nous>> (consulté le 6 juin 2023).

Mentionnons qu'il existe un ouvrage à leur propos, paru en avril 2022 et écrit par Frédéric Dambreville, qui habite dans ce qui était autrefois le rez-de-chaussée de l'internat. Peintre et graveur, celui-ci tente de retracer ce qu'ils ont vécu, au travers d'une démarche compréhensive, propre au domaine de la mémoire.

DAMBREVILLE Frédéric, *Les disparus de Gatti de Gammond*, Bruxelles, CFC-Editions, 2022 (coll. La ville écrite).

Quelques informations relatives à l'écriture de cet ouvrage ont également été tirées de la notice « Les Disparus de Gatti de Gammond – Frédéric Dambreville » : <https://www.maisoncfc.be/fr/products/1170-les-disparus-de-gatti-de-gammond-frederic-dambreville> (consulté le 6 juin 2023).

²⁵⁴ MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement*, *op. cit.*, p. 333-334.

²⁵⁵ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, *op. cit.*

²⁵⁶ Pour « Jeunes Gardes Socialistes », qui est une organisation cependant propre au milieu communiste.

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, *op. cit.*, p. 251.

²⁵⁷ COLIGNON Alain, « L'après-guerre des Jeunes Gardes Socialistes. L'impossible réinsertion des anciens combattants de la Révolution », dans *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, n°15, 2005, p. 416-417.

ou des CLS, sont plus attractives pour beaucoup de membres. En outre, les arrestations se succèdent, jusqu'à celle de juillet 1943, qui emporte les principaux dirigeants du mouvement. Nine Goldberg (ou « Marcelle »), qui y milite depuis sa création, tente de le relancer à partir d'avril 1944, sans franc succès²⁵⁸.

Le seul lien explicitement établi d'une personne de notre corpus avec le RNJ est en la personne de Henri Elias. En effet, en tant que responsable national de la presse clandestine du FI, il contribue à la rédaction et à l'édition de nombreux journaux clandestins du mouvement. Parmi ceux-ci se trouve notamment le clandestin *Nous les Jeunes*. Il s'agit de l'organe mensuel du RNJ, paru avec l'initiative de « Marcelle » de relancer le mouvement à la fin de l'Occupation, soit entre avril et août 1944²⁵⁹.

iii. Résistance syndicale : les Comités de Lutte Syndicale (CLS)

Les CLS forment, selon Gotovitch, l'« organisation de classe » communiste dans les entreprises, le moyen d'action du PCB dans ces milieux et, au passage, leur moyen d'opposition au travail obligatoire²⁶⁰. L'objectif des CLS est de reformer des syndicats libres, contrairement à l'UTMI mise en place par les Allemands²⁶¹. Le but est double, à la fois national et social : ne pas apporter son aide à l'occupant tout en préservant les travailleurs. Cela nécessite une démarche d'ouverture vers d'autres tendances de la société civile.

Etant donné que ces activités sont spécifiques au domaine professionnel, les Comités sont propres aux entreprises dans lesquelles ils sont créés. Il y a donc des « sections syndicales clandestines » par entreprise, qui sont ensuite liées, dans la mesure du possible, à des Comités régionaux, voire nationaux²⁶². Nous tentons donc de dégager, par entreprise ou par secteur professionnel, de potentiels regards sur ces groupes syndicaux.

²⁵⁸ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 200-202

²⁵⁹ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit.

²⁶⁰ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 231, 248 et 255.

²⁶¹ Les Allemands interdisent les syndicats et les réorganisent à partir du 22 novembre 1940 en un syndicat unique, appelé « Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels » (UTMI, ou UHGA en néerlandais). L'objectif est d'incorporer « toutes les masses ouvrières dans l'économie de guerre du III^e Reich ». Certaines familles politiques traditionnelles contribuent à ce nouvel ordre syndical. Ainsi, Henri De Man, président du POB, « richt een 'Nieuw Belgisch Vakerbond' op, het Nieuwe BVV, met een programma dat aangepast is aan de Nieuwe Orde ».

COMMISSION DE L'HISTORIQUE DE LA RÉSISTANCE, op. cit., p. 183.

VAN DEN WIJNGAERT Mark (dir.), *België tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Antwerpen, Standaard, 2004, p. 78-79.

²⁶² GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 254.

En agglomération bruxelloise, une fédération dite « structurée » apparaît à partir de 1942, diffusant notamment les organes de presse du PCB dans les entreprises. Au sein des CLS, les communautés se mélangent et les groupes professionnels s'assemblent. La commune de Woluwe-Saint-Pierre ne fait pas exception au reste de l'agglomération dans la mesure où les groupes professionnels très actifs à l'échelle de toute la ville - comme les postiers et les « tramwaymen » – le sont également dans la commune. Ces deux groupes sont d'ailleurs les premiers à être relevés par José Gotovitch en 1941-1942. Suivent ensuite certaines entreprises dans lesquelles se forment des groupes de militants en lien direct avec la direction fédérale du PCB, parmi lesquels, entre autres, les garages Vanden Plas de Woluwe et d'autres garages d'Etterbeek²⁶³.

a. Focus : l'importance des tramwaymen et du dépôt de Woluwe

Le groupe des tramwaymen (qui regroupe les Tramways Bruxellois et Vicinaux) fait partie des « secteurs clefs d'implantation », dans lesquels les Comités prennent de l'importance. Il semblerait que les Comités de ce groupe professionnel soient dirigés par un triangle de direction, composé de trois personnes, entre Schaerbeek, le dépôt Brogniez (Anderlecht) et Molenbeek. Mais si les tramwaymen forment un groupe professionnel qui, en temps de paix, possède une cohérence interne importante, cela est moins évident sous l'Occupation. Les dépôts sont géographiquement très éloignés les uns des autres, et le personnel y est divisé en « shifts », en « pauses ». Cela implique donc la présence de personnes qui font le lien entre équipes et entre dépôts, en plus de celles faisant le lien avec le régional ou le fédéral. Enfin, les tramwaymen ont la spécificité d'avoir leur propre journal clandestin, *Le Tram-De Tram*, (mentionné dans un seul de nos dossiers), qu'ils distribuent en plus d'autres clandestins communiste, *Clarté* et *Le Drapeau Rouge*²⁶⁴. In fine, en mars 1944, les TB comptent 75 membres affiliés aux CLS selon Gotovitch²⁶⁵.

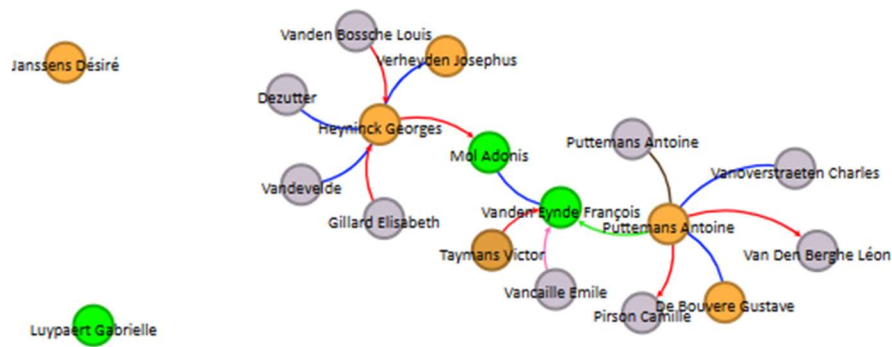
²⁶³ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 266-267.

²⁶⁴ Quelques dossiers mentionnent la distribution de ces clandestins. Parmi eux se trouve par exemple celui de Victor Taymans, qui est d'ailleurs le résistant, conducteur de tram, qui dit avoir distribué *Le Tram*. Gotovitch, lui, mentionne d'autres clandestins communistes distribués par les tramwaymen dont nous n'avons pas relevé la présence ici.

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 272.

²⁶⁵ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 270-272 et 286.

Fig 3.7 : Mentions d'appartenance au CLS du dépôt de Woluwe.²⁶⁶



A Woluwe se situe un dépôt important des Tramways Bruxellois, au sein duquel les activités foisonnent. Dans son dossier, Georges Heyninck²⁶⁷ se dit responsable CLS local, pour le dépôt de Woluwe. A ce propos, il recevrait ses instructions d'Adonis Mol, qualifié de « responsable fédéral »²⁶⁸.

En parallèle de leur action syndicale au sein des CLS, un petit groupe procède également à des activités de sabotage (en plus de distribuer de la presse clandestine). Certaines mentions raccrochent cette activité au CLS du dépôt, d'autres pas²⁶⁹. L'idée reste la suivante : en lien avec leur activité professionnelle et en plus de leur action syndicale, un petit nombre de personnes rassemblées autour de Georges Heyninck (qui est donc à la tête de la section CLS) procède à des sabotages dès 1940 et jusqu'en 1942. A cette date, les 4 autres membres du groupe (Verheyden, Dezutter, Vanderveelde et Coppe) sont arrêtés. Les trois premiers décèdent en captivité et le quatrième survit à la déportation²⁷⁰.

En outre, François Vanden Eynde, également membre des Trois Woluwe et que nous savons membre actif de *Solidarité*, est dit « responsable recrutement pour les MP » au sein des

²⁶⁶ Visuel tiré de l'Annexe 5.

Légende : Les nœuds verts représentent des membres des CLS. En orange, ces personnes sont spécifiquement membre du CLS du Tram (et orange foncé elles en sont membres et distribuent également le journal qui en fait partie). En bleu ciel, les personnes sont membres du CLS lié à la Caisse d'Épargne et distribuent le journal *L'Union*. En mauve, les personnes sont membres du CLS lié à l'ONT et distribuent le journal *Le Maillon*.

²⁶⁷ Que nous savons en lien avec la section des Trois Woluwe, notamment via Ghislain Piraux.

²⁶⁸ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier MP Georges Heyninck.

CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour (FI)*, dossier Georges Heyninck.

²⁶⁹ Nous avons longtemps envisagé ce groupe comme étant distinct du Comité local, mais il semble bien s'y fondre. Cependant, les dossiers de 3 des 5 membres du groupe ne font pas mention des CLS.

²⁷⁰ CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Pierre Coppe.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier personnel Pierre Coppe.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Pierre Coppe.

Dans *Du Rouge au Tricolore*, José Gotovitch mentionne que l'« importante section de Woluwe » est décimée en 1942 (avant d'être reconstituée en 1944). Ces arrestations font peut-être partie de ces actions ; le manque de liens avérés entre ces personnes et d'autres personnes (en-dehors de ce petit groupe) nous empêche pourtant d'affirmer avec certitude qu'il y a un lien de cause à effet entre les arrestations dans toute la section et celles-ci.

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 271.

CLS²⁷¹. Cette mention de recrutement doit sans doute être rattachée à la seconde existence de la section CLS du dépôt en 1944 ; époque de constitution effective des MP en vue de la Libération. Cependant, il est probable qu'il ait déjà été actif dans les CLS (et peut-être ailleurs, dans un groupe en lien avec la future section MP), dans la mesure où son dossier le dit actif à partir de novembre 1941. Il a notamment recruté Antoine Puttemans pour les MP, qui est lui aussi aux CLS. Il dit y distribuer une vingtaine de tracts par semaine à partir de mai 1942. Un autre exemple, Victor Taymans, déclare, lui un vague « combat contre l'UTMI », qui a le mérite de soutenir cette idée d'opposition à cette organisation dans son engagement²⁷².

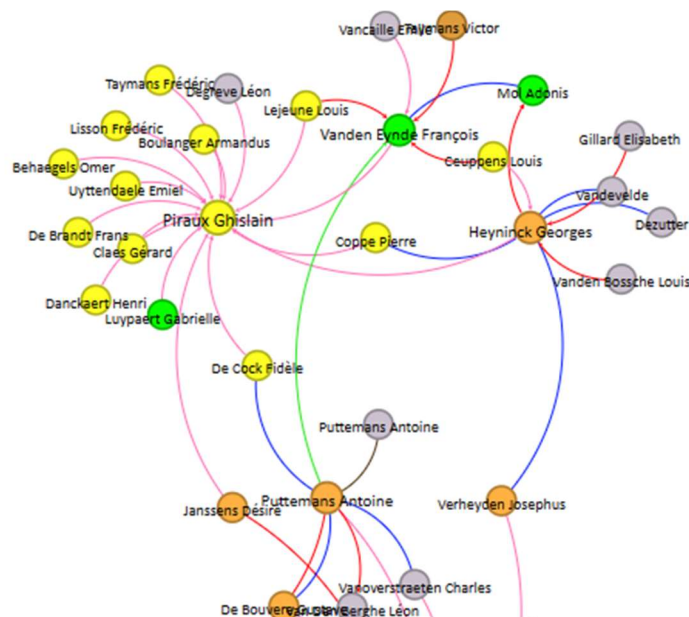
Nul doute cependant que notre regard sur ce centre d'activité n'est que partiel tant il semble actif. En témoigne l'importance donnée par Gotovitch à cette section du dépôt de Woluwe. Elargissons-le cependant dans la mesure du possible, en prenant en compte toutes les personnes mentionnées comme travaillant aux TB.

²⁷¹ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP François Vanden Eynde.

²⁷² SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Victor Taymans.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Victor Taymans.

Fig 3.8 : Relations entre des membres du personnel des TB et les membres du CLS de cette entreprise.²⁷³



Ce regard plus élargi fait ressortir un constat intéressant : les TB semblent réellement former un vivier d'affiliation (voire de recrutement²⁷⁴) important pour la future section des Trois Woluwe. Peut-être cela est-il en partie un « contrecoup » des arrestations dans les CLS du dépôt ? Toujours est-il que cela attire d'autant plus notre attention sur le rôle de Ghislain Piraux, précédemment cité, dont on voit que le fameux cluster présent autour de lui a précisément été affilié dans le cadre des Tramways Bruxellois. Dans une certaine mesure, le constat est similaire en ce qui concerne François Vanden Eynde.

Désiré Janssens, membre des Trois Woluwe affilié par Ghislain Piraux, se dit membre du « groupe de sabotage CLS du dépôt des TB de Woluwe » ; nous pouvons raisonnablement l'y raccrocher. Par extension, peut-être que d'autres membres de cette cellule autour de Piraux sont également membres des CLS. Si nous ne pouvons l'affirmer avec certitude, cette hypothèse semble tenir la route.

²⁷³ Ces derniers étant donc, bien évidemment, également membres de l'entreprise.

Visuel tiré de l'Annexe 6.

Légende : Les personnes travaillant aux Tramways Bruxellois sont représentées en jaune. Comme sur le visuel précédent, les personnes membres du CLS du Tram sont représentées en orange, celles membres du CLS du Tram et distribuant le journal *Le Tram* en orange foncé. Enfin, les personnes membres des CLS sont représentées en vert.

²⁷⁴ La différence étant que par « affiliation », nous entendons le fait d'acter l'adhésion d'une personne à un groupe. A l'inverse, le recrutement réfère à la persuasion/l'offre d'une personne à une autre de la rejoindre dans ledit groupe. Cette seconde option induit un lien potentiellement plus proche. Symbolisons cela de la manière suivante : je peux recruter mon frère ou mon père pour me rejoindre dans un groupe, mais je devrai sans doute faire officialiser son entrée par mon supérieur, qui sera celui l'ayant *de facto* affilié.

b. Les bribes d'autres Comités

Deux autres entreprises retiennent notre attention dans notre recherche sur les CLS en lien avec Woluwe. D'une part, la Caisse d'Epargne, importante entreprise disposant d'une section communiste et d'un Comité actif²⁷⁵. En l'occurrence, celui-ci publie un journal clandestin régulièrement, *L'Union*, auquel contribue Louis Dehives, employé dans cette entreprise, en plus d'être membre du Comité. Il se dit rédacteur et dactylographe, à son domicile rue Dumoulin, de *l'Union*²⁷⁶. D'autre part, nous pouvons relever des activités autour de l'ONT²⁷⁷, notamment via le journal *Le Maillon-De Schakel* (diffusé à partir de mi-1941²⁷⁸), auquel contribue également Henri Elias. En effet, celui-ci affirme aider le fondateur et « responsable principal » Fernand Mélard dans l'impression et la diffusion du clandestin. Il est également en contact, dans ce cadre, avec Albert Flament. Exemple malheureux de cellule démantelée, ces deux personnes sont victimes d'une vague d'arrestations due à la direction de l'entreprise, qui met ce Comité à mal : ils sont arrêtés début 1942 et exécutés, selon Elias, le 14 juillet 1943²⁷⁹.

c. Quels autres groupes professionnels ?

Au sein de notre corpus, la catégorie professionnelle relative aux gendarmes, policiers et militaires est bien représentée, comprenant 25 personnes. S'il y a bien quelques gendarmes répartis dans les organisations à Woluwe, le corps central, aussi bien à l'échelle de Woluwe qu'à celle de Bruxelles, est celui de la police. En effet, il semblerait que la police soit un milieu cosmopolite, où beaucoup se connaissent et où les personnes sont fortement interconnectées. Il existe ainsi une section de Police, relative à l'ensemble de Bruxelles, et qui semble compter des « sous-sections » dans toutes les communes de l'agglomération. Cependant, la distinction entre FI et CLS semble ici un peu floue.

Dans tous les cas, que cela soit via les CLS ou dans l'ensemble du FI, le corps des policiers forme clairement un terreau propice au développement d'activités de résistance. C'est à

²⁷⁵ Partant, selon Gotovitch, de 7 militants qu'il y recense en 1942.

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 277.

²⁷⁶ Nous ne sommes cependant pas parvenus à déterminer ses liens réels avec d'autres membres du comité, n'ayant pas pu multiplier les recherches à ce sujet.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Louis Joseph Dehives.

²⁷⁷ « Office National du Travail ». Organisation dont la direction est colorée par des adeptes de l'Ordre Nouveau, l'ONT est le « centre nerveux du recrutement des travailleurs pour l'Allemagne ».

GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 80.

Pour plus d'informations, voir BRINCKMAN Bart, « Een schakel tussen arbeid en leiding : het Rijksarbeidsambt (1940-1944) », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, n°12, 1989, p. 85-122.

²⁷⁸ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 80.

²⁷⁹ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Henri Elias.

Voir également GOTOVITCH José, *Du Rouge du Tricolore*, op. cit., p. 277.

travers ces milieux que semble avoir commencé à se constituer la section des Trois Woluwe du FI. Le binôme Wittouck-Hoste du FI de Schaerbeek aide d'abord Van Tuykom à constituer son groupe FI, puis lorsque Van Tuykom est arrêté, Ottoy affirme avoir « envoyé la section Police » chez Wittouck²⁸⁰. La période de ce transfert correspond en outre au moment de croissance relevé par Gotovitch dans les rangs de la section de Police du FI²⁸¹. Que cela soit par rapport aux policiers ou à d'autres corps de métiers, le fait de tenter de retracer les réseaux formés par résistants en partant de leurs professions semble donc être une piste prometteuse.

iv. Résistance psychologique : un vivier de presse clandestine²⁸²

La résistance communiste se distingue par la grande diversité de ses initiatives en termes de presse clandestine, dans la lignée de l'action communiste²⁸³. Si l'on se centre sur le FI, Fabrice Maerten situe à 150 le nombre de titres « en rapport direct ou indirect » avec le mouvement, plus « une centaine d'organes des CLS ou assimilés »²⁸⁴, dont nous avons donc quelques traces ici.

²⁸⁰ CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossiers personnels Jeanne Ottoy, Jean Van Tuykom.

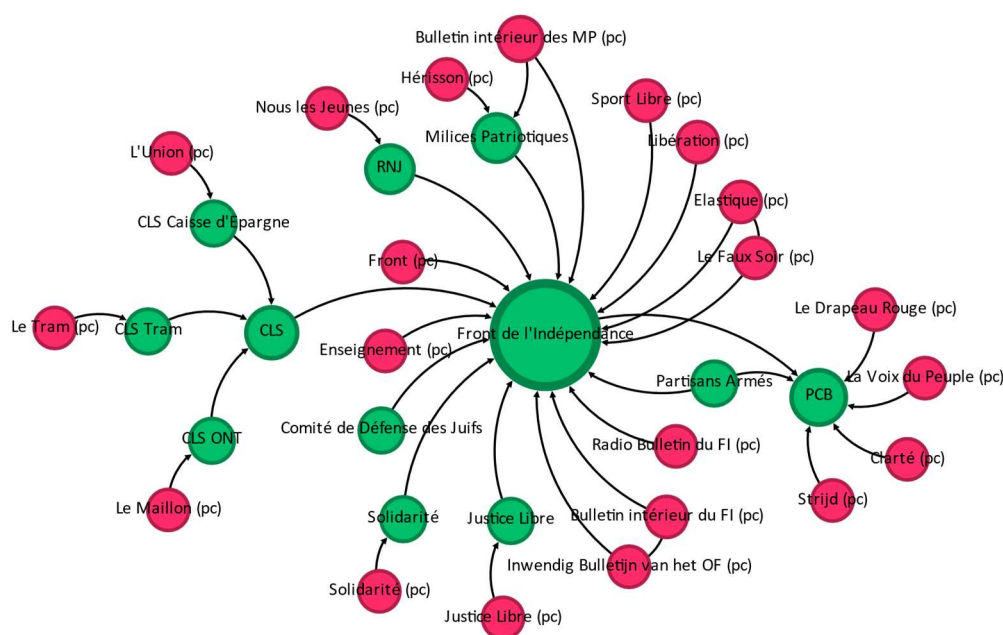
²⁸¹ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, *op. cit.*, p. 279.

²⁸² Ce développement sur la presse clandestine aurait pu se trouver au sein d'un ensemble plus général relatif à la « résistance civile ». Nous avons pourtant décidé de le traiter séparément, dans la mesure où il possède une portée vraiment large, ne se limitant pas à certains domaines, certains pans de l'action. Ainsi, cela reprend des initiatives présentes dans d'autres groupes membres du FI déjà traités. Cet axe de lecture par la presse clandestine possède ainsi un caractère transversal.

²⁸³ GOTOVITCH José, « La presse clandestine communiste », dans *The Belgian War Press* [En Ligne], <<https://warpress.cegesoma.be/fr/node/8951>> (consulté le 15 juin 2023).

²⁸⁴ MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, *op. cit.*, p. 56.

Fig 3.9 : Presse clandestine de la sphère communiste.²⁸⁵



Ainsi, à l'exception notable (et logique) des PA, nous avons trouvé des mentions de journaux liés à toutes les initiatives du FI dont nous avons traité précédemment, ainsi que quelques-unes relatives au PCB : mentions de journaux liés aux CLS, comme *Le Tram*, *L'Union* ou encore *Le Maillon*, mais également références généralistes aux journaux *Solidarité*. Par ailleurs, nous retrouvons l'organe du RNJ *Nous les Jeunes*, via le dossier de Henri Elias.

Sur la droite du graphe ci-dessus se trouvent quatre organes liés au PCB, formant ce qui peut être qualifié de « presse de parti »²⁸⁶. Deux de ces mentions sont liées : *Le Drapeau Rouge* et *La Voix du Peuple* se confondent. Il s'agit de l'organe central du Parti Communiste, paru à partir de 1921 sous le titre *Le Drapeau Rouge*, ayant changé de nom entre 1936 et 1939²⁸⁷. Le journal reparait lors de l'Occupation, clandestinement, à partir de février 1941, sous son premier titre et à l'initiative de l'ancien député Pierre Bosson. Certains collaborateurs du journal sont des anciens de *La Voix du Peuple*²⁸⁸.

²⁸⁵ Ce visuel, similaire à la figure 3.1, reprend l'ensemble des organisations rattachées au Front de l'Indépendance et en lien avec Woluwe, directement ou indirectement.

Légende : Les initiatives de presse clandestine sont indiquées en rouge-rose, le reste est en vert.

Remarque : Ce visuel correspond à tout le graphe représenté ; il ne possède donc pas d'annexe dédiée.

²⁸⁶ Notion issue d'une division que Maerten qualifie de « courante » (et dans une certaine mesure implicite) entre presse de parti, presse de mouvement et presse indépendante.

MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement*, op. cit., p. 275.

²⁸⁷ Mais dont la parution est interrompue car ils sont poursuivis par la police belge à partir de novembre 1939.

GOTOVITCH José, « La presse clandestine communiste », op. cit.

²⁸⁸ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 31-32.

La troisième mention, qui concerne *Clarté*, ne s'en situe pas bien loin non plus, car il s'agit de l'organe bruxellois du Parti Communiste. Créé en septembre 1940 (en même temps qu'un certain nombre de régionaux parus durant cet automne²⁸⁹), ce journal paraît à 50 reprises jusqu'à la Libération²⁹⁰.

Il n'est ainsi pas étonnant de voir apparaître un profil comme celui de Victor Taymans, actif dans la diffusion de ces deux quotidiens²⁹¹. A l'inverse, il est plus étonnant que ces mentions de personnes distribuant ces deux journaux liés au PCB ne soient que très peu fréquentes : nous en avons relevé seulement 7²⁹². Intéressant cependant : deux de ces personnes sont Jean-Paul et Henri Werne, membres d'une division de facteurs actifs au sein de l'AS²⁹³, et un troisième est Antoine Puttemans, actif au sein de Solidarité et déjà mentionné. Par ailleurs, ce dernier est également référencé comme distributeur de *Strijd* – ou *De Strijd* –, organe de la Fédération bruxelloise du VKP²⁹⁴, à hauteur d'une dizaine d'exemplaires environ deux fois par mois. La ligne éditoriale du journal se situe logiquement dans la lignée de celle du PCB, et il paraît de fin 1940 à août 1944²⁹⁵. Puttemans l'aurait distribué, selon François Vanden Eynde, entre début 1943 et la Libération, parmi un bouquet d'autres journaux²⁹⁶.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 31-32.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 24.

²⁹¹ Evoqué lors de notre développement sur les CLS, celui-ci se réfère ainsi lui-même comme distributeur de ces deux journaux. Il n'est cependant pas reconnu Résistant par la Presse Clandestine, n'ayant pas apporté suffisamment de preuves pour être reconnu à ce statut.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Victor Taymans.

²⁹² Ou plutôt 8 mais dont jugées « utiles » dans le cadre de notre recherche.

²⁹³ Et qui donc à travers cette activité de diffusion de presse clandestine paraissent, dans une certaine mesure, faire office de *bridges*, de liens entre deux zones du réseau.

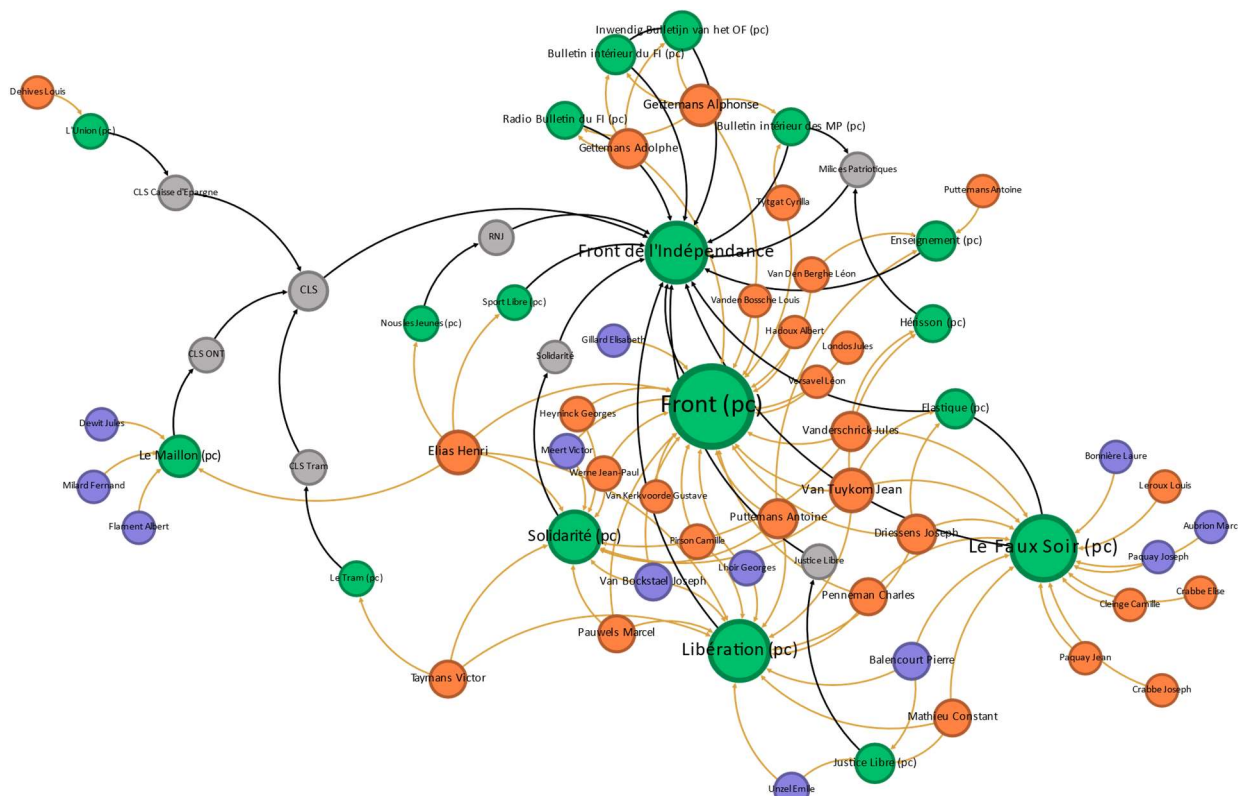
²⁹⁴ « Vlaamsche Kommunistische Partij », qui est une subdivision du PCB issue de la volonté communiste de rassembler toutes les nations autour de la lutte contre le fascisme, mais sans encourager l'anti-belgicisme. « De communistische identiteit moest primeren op de Vlaamse ». Ainsi, le VKP reste une organisation soumise à l'autorité du PCB.

WOUTERS Nico, « Vlaamsche Kommunistische Partij (VKP) », dans *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* [En Ligne], <[https://nevb.be/wiki/Vlaamsche_Kommunistische_Partij_\(VKP\)](https://nevb.be/wiki/Vlaamsche_Kommunistische_Partij_(VKP))> (consulté le 15 juin 2023).

²⁹⁵ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 130.

²⁹⁶ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Antoine Puttemans.

Fig 3.10 : Représentants de la presse clandestine explicitement liés au FI.²⁹⁷



Voici une représentation, se voulant la plus précise possible, de la presse clandestine liée au FI. Comme anticipé, nous y retrouvons des clusters déjà croisés : les CLS de l'ONT et de la Caisse d'Epargne sont sur la gauche du graphe. A travers l'engagement déjà cité de Victor Taymans, on voit se créer un pont entre le CLS du *Tram*, la presse liée au mouvement *Solidarité* et le journal *Libération*.

A première vue, on constate que l'organe prenant beaucoup de place est sans conteste *Front*, l'organe national du Front de l'Indépendance. On apprend ainsi qu'à peu près toutes les initiatives de presse clandestine présentes à Woluwe sont en lien avec *Front* via l'activité d'au moins un individu, à l'exception de deux CLS et de l'organe *Justice Libre*²⁹⁸. Différentes « grosses têtes » du milieu du FI de Woluwe se retrouvent sans surprise au milieu du jeu de

²⁹⁷ Ce graphe ne tient pas compte des organes de presse clandestine étant uniquement sous l'autorité du PCB : *Clarté*, *Le Drapeau Rouge*, *La Voix du Peuple* et *Strijd*.

Légende : Les personnes dont nous avons consulté le dossier sont représentées en orange. Les personnes seulement mentionnées sont représentées en mauve. En vert, les nœuds représentent des organisations et des journaux.

Remarque : Ce visuel correspond à tout le graphe représenté ; il ne possède donc pas d'annexe dédiée.

²⁹⁸ Appartenant au mouvement du même nom, ce journal est l'organe judiciaire du FI. Apparaissant entre octobre 1941 et la *Libération*, il établit des critiques à propos de la légalité des actes posés par l'administration soumise aux Allemands. Cependant, nous savons qu'il est imprimé dans les mêmes presses que « *Front* » pendant un temps ; le lien s'effectue donc par l'intermédiaire de personnes qui ne sont pas concernées par notre étude. GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 65.

quilles : Jean Van Tuykom, Camille Pirson, le fréquemment mentionné Antoine Puttemans ou encore Henri Elias, dont l'action n'est plus à décrire et qui est notamment responsable national de l'édition de *Front*²⁹⁹. Également présence somme toute assez importante de *Libération*, organe brabançon, dont il y a pas mal de mentions de diffusion : transport, distribution, etc.

Sur la droite du graphe, nous apercevons une cellule vraisemblablement assez isolée : le *Faux Soir*. Il s'agit d'un cas particulièrement intéressant, dans la mesure où l'écho qu'il a eu semble créer un véritable « biais » dans les sources. En effet, nous posons l'hypothèse qu'ayant été beaucoup recopié, ayant énormément circulé, fait de bruit, de nombreuses personnes se sont réclamées comme en lien avec cette initiative, sans pour autant avoir obligatoirement contribué à sa réalisation immédiate, qui est le fruit du travail de la section bruxelloise du FI³⁰⁰. Voilà comment nous interprétons la présence de ce cluster à droite. Cependant, on peut aussi y voir que le journal s'est diffusé à travers le milieu des Insoumis : Louis Leroux et son épouse Elise Crabbe, Joseph Crabbe. Ces personnes forment une partie d'un cluster familial actif notamment dans les Insoumis.

Juste au-dessus, nous voyons également la présence de l'éphémère expérience *Elastique* de Fernand Demany, dont l'équipe était selon José Gotovitch celle du *Faux Soir*³⁰¹. Intéressant : Van Tuykom et un membre (probable) des Trois Woluwe, Joseph Driessens, affirment avoir contribué à la distribution du seul numéro paru. Peut-être Van Tuykom, via ses liens avec le régional du FI (via Charles Hoste et le Commissaire Wittouck) a-t-il bien agi comme « distributeur régional » comme il le prétend³⁰² ?

²⁹⁹ CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier Henri Elias.

A son propos, ajoutons également qu'il est même actif dans d'autres journaux clandestins, en-dehors de la presse FI : les deux versions les plus diffusées de *La Libre Belgique*. Ainsi, Elias contribue à la rédaction d'articles pour *La Libre Belgique ressuscitée en 1940* à partir de septembre/octobre 1940. Ces articles portent notamment sur la situation militaire. Cette activité cesse *a priori* aux environs de juin 1941, puisque l'équipe de rédaction bruxelloise du journal est démantelée vers cette période. Par ailleurs, l'activité d'Albert le Roye, qui atteste de cette activité pour Henri Elias, se termine le 16 juin 1941. Cela semble concorder.

CEGESOMA, *Citations à l'ordre du jour du Front de l'Indépendance*, dossier personnel Henri Elias.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Henri Elias.

SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Henri Elias.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Henri Elias.

GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 76

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 120-121.

³⁰¹ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 35-36.

³⁰² Il déclare cependant la date de 1943, et le journal est paru en janvier 1944. La date n'étant pas très éloignée et au vu du reste des activités de Van Tuyko, lui laisser le bénéfice du doute semble ici pertinent.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jean Van Tuykom.

Vient ensuite *Le Hérisson*, que Gotovitch définit un peu comme le successeur de l'*Elastique* (sans lien direct mais auquel il fait plusieurs fois références)³⁰³. Ce journal, géré par la section de Schaerbeek des MP, est la création de Charles Hoste, selon Jean Van Tuykom³⁰⁴. Sa présence dans le graphe n'est donc pas étonnante.

Relevons enfin une situation intéressante : le cluster formé par Alphonse et Adolphe Gettemans (père et fils), ainsi que Cyrilla Tytgat (mère). N'habitant pas à Woluwe mais y déménageant en 1949, ces personnes nous révèlent tout de même une situation intéressante, via leurs liens notamment avec Demany : ce sont elles qui impriment un nombre important de journaux clandestins diffusés par le FI dans les caves du Cinquantenaire³⁰⁵. Et ils possèdent des liens avec Woluwe ; par exemple, Gettemans aurait été recruté par Bert Van Hoorick, lui-même membre, entre autres, du groupe de sabotage lié au CLS du Tram.

Par ailleurs, si nous n'avons pas trouvé de lien direct entre les Gettemans et Henri Elias, ils ne s'en situent pas bien loin au vu de son important rôle dans la diffusion de la presse clandestine et de sa propre relation avec Demany³⁰⁶. Le lieu d'impression des journaux où travaillent les Gettemans servant par ailleurs de lieu de réunion à l'Etat-Major National, un tel contact est d'autant plus plausible. Les membres de la famille Gettemans possèdent également les seuls dossiers faisant mention de différents organes liés à la communication interne au FI : les *Bulletin intérieur du FI* et *Inwending Bulletijn van het OF*, un temps différents puis plus tard similaires, l'un devenant la traduction de l'autre³⁰⁷. Ils mentionnent aussi un *Bulletin intérieur des MP*, dont nous n'avons pas trouvé de traces ailleurs. Peut-être est-ce soit une feuille éphémère, soit y a-t-il une confusion (peu probable en leur qualité d'imprimeur) avec le *Bulletin intérieur du FI*.

Ce que nous désirons donc retenir, c'est que sans avoir de contact direct, clairement établi, avec la source de presse clandestine du FI, le FI wolusanpétrusien ne s'en situe clairement pas très loin.

En général, on voit que la diversité des initiatives de presse clandestine propre au FI se reflète bien dans nos données. En son sein, la hiérarchie est respectée. *Front*, organe national du FI, prend une place conséquente, suivi du journal brabançon *Libération* et du *Faux Soir*, qui a eu un grand impact sur les mentalités. A ce titre, comparé à son réel impact, l'importance donnée

³⁰³ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 53.

³⁰⁴ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jean Van Tuykom.

³⁰⁵ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier personnel Alphonse Gettemans.

³⁰⁶ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore*, op. cit., p. 224.

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 20 et 58.

à cette initiative dans les dossiers est particulière. Par ailleurs, les initiatives de presse clandestine liées aux CLS et à Solidarité montrent également à quel point l'action de ces groupements est entremêlée au reste des groupes appartenant au FI.

En marge de l'action propre à Woluwe-Saint-Pierre, nos constats confirment que l'action de l'Etat-Major National du FI est fortement ancrée à Bruxelles. On voit également qu'un profil comme Henri Elias, wolusanpétrusien actif à l'échelle de tout le FI et responsable de la presse clandestine du mouvement, possède tout de même des liens à l'échelle locale, comme avec l'organe *Le Maillon* par exemple, mais que leur implantation directe à Woluwe est ici plus difficile à percevoir³⁰⁸. Peut-être nous manque-t-il des informations sur un « palier intermédiaire » un peu plus consistant, sur des personnes (si toutefois elles existent) faisant une forme de relais un peu plus établi entre l'échelon national et les initiatives plus locales ?

A Woluwe-Saint-Pierre, l'action du FI est donc principalement centrée autour de la presse clandestine. Dans la commune circulent des journaux liés à toutes les organisations membres du FI, et les principaux journaux du groupement, *Front* à l'échelle nationale et *Libération* à l'échelle provinciale, sont largement répandus. Le FI wolusanpétrusien possède clairement une section dite « des Trois Woluwe » qui semble chapeauter les organisations membres du FI. Cela dit, en termes d'activités à proprement parler, toutes ces organisations possèdent de près ou de loin des liens avec des organes propres à la résistance civile (Solidarité en tête) et avec la presse clandestine. Concrètement, les organes de résistance armée existent, mais n'occupent pas, en tant que tels, une place prépondérante dans les activités menées. En outre, les CLS possèdent une réelle importance du point de vue des liens partagés avec les autres organisations du FI. A ce titre, le CLS lié aux Tramways bruxellois et vicinaux paraît véritablement central, semblant former un vivier de recrutement important. Par ailleurs, d'autres initiatives CLS existent, en lien avec la Caisse d'Epargne et l'ONT, mais ne sont pas aussi développées. Soulignons enfin toute l'influence occupée par les personnes vraisemblablement « à la tête » du FI wolusanpétrusien : le couple Van Tuykom-Quinot d'abord, puis le couple Pirson-Quinot suite à l'arrestation de Van Tuykom. Tous deux sont connectés à plusieurs autres initiatives et ont une centralité de degré importante. Enfin, le

³⁰⁸ En l'occurrence, il est ici bel et bien question d'une initiative localisée au centre-ville, dans une entreprise qui ne se situe pas dans notre commune d'appartenance. Mais ce qui nous intéresse, c'est l'idée que des personnes de Woluwe puissent y contribuer (comme Elias), et que leur activité puisse avoir des implications à Woluwe.

Dr Pirson en particulier semble connecté à des initiatives très diverses, dans des domaines d'activités différents, et issus de provenances idéologiques théoriquement peu compatibles.

B. Milieux militaires

Différents mouvements peuvent être rassemblés au nom de leur appartenance à des milieux militaires et de droite royaliste. Cela peut en faire des mouvements « paramilitaires ». Le principal est l'AS, auquel ajouter l'OMBR, la *Kempisch Legioen* (absente ici) et le MNR.

i. **L'Armée Secrète**

L'Armée Secrète est le groupement de résistance armée le plus important du point de vue numérique³⁰⁹. Initialement, il est principalement le fruit de l'agrégation de l'ABR du lieutenant-colonel Robert Lentz à la Légion Belge de Charles Claser en juillet 1941. Ce sont deux groupes visant, sur le long terme, à former une nouvelle armée belge. En 1942, le groupement passe sous le commandement du colonel Jules Bastin et devient l'Armée de Belgique, avant d'être renommé en Armée Secrète le 1^{er} juin 1944, sous le commandement du lieutenant-général Jules Pire. En effet, les autorités belges de Londres veulent s'assurer qu'en temps voulu, ce groupement ne prendra pas la place d'une future armée belge « de plein droit », d'où l'utilisation du terme « secrète ». Cela dit, le mot « armée » est maintenu, ce groupement étant une forme d'« armée », sous l'autorité du ministère de la Défense nationale (conjointement avec le SOE)³¹⁰.

a. *Zone IV : le secteur Ouest*

Ce groupement possède différentes zones, elles-mêmes divisées en secteurs. Bruxelles se trouve ainsi dans le secteur Ouest de la Zone IV, qui reprend à peu près la moitié ouest du Brabant flamand actuel. Au niveau inférieur à celui des secteurs se trouvent les « refuges », qui forment des groupes à la base territoriale moins bien définie. Ces refuges ont chacun un poste de commandement dont l'appartenance géographique est bien définie, mais leur composition démographique possède un ancrage territorial très élargi. Cela tient peut-être du caractère tardif de la majorité des actions de l'AS. Les PC jouent le rôle qu'ils joueraient dans le cadre de l'action d'une armée en campagne : l'Etat-Major du refuge s'y rassemble lorsque la « mobilisation » est décidée, d'où la nécessité d'avoir un endroit bien défini. Alors les sections composant le refuge sont rassemblées et, dans l'idée, apportent leur soutien aux Alliés dans la Libération du pays. Voilà le « schéma conceptuel ». Dès lors, ces refuges semblent plus former des lieux de commandement que de vraisemblables « zones d'activité »

³⁰⁹ Nous le précisons précédemment, l'organisation documentaire du groupement nous a enjoint à « élargir » nos recherches ; raison pour laquelle ce développement se base moins sur des dossiers personnels de résistants que le reste du travail. Attribuer une assise territoriale à des activités étant plus difficile, nous nous centrons ici sur la structure formée par l'organisation.

³¹⁰ BERNARD Henri, *La Résistance 1940-1945, op. cit.*, p. 95.

à proprement parler (à l'opposé de ce que laisse entendre, par exemple, la dénomination de section dite des « Trois Woluwe » des MP).

Ainsi, le secteur Ouest de la Zone IV contient 4 refuges : Congre, Dorade, Espadon et Fanfaron³¹¹. Une carte trouvée au Centre de documentation historique de la Défense³¹² ainsi que nos lectures (principalement au travers des ordres de bataille) nous permettent de situer la localisation de leurs postes de commandements (ou PC) : le PC de Congre se situe à Merchtem (au Nord de Bruxelles), celui de Dorade est à Sint-Ulriks-Kappelle (Ouest - Nord-Ouest), celui de Fanfaron est à Halle et celui d'Espadon se situe (vraisemblablement) à Sint-Pieters-Leeuw. Étonnement, aucun refuge n'est situé autour de la moitié Sud-Est de l'agglomération bruxelloise, ce qui n'empêche cependant pas ces refuges-ci de trouver des wolusanpétrusiens dans leurs rangs.

A partir du moment où la zone d'activité d'un refuge ne semble pas limitée à l'endroit spécifique où se situe son PC, notre objectif ici va être de comprendre et de relever, de manière un peu plus large, ce qui peut éventuellement lier l'AS (et son organisation, le réseau formé par ses membres) à Woluwe-Saint-Pierre.

Les refuges Congre et Fanfaron semblent, de ce point de vue-là, assez peu pertinents, au contraire de Dorade : ce refuge est dirigé jusqu'en 1944 par un wolusanpétrusien, habitant au Chant d'Oiseau, le colonel Auguste Gonze. Ensuite, celui-ci devient commandant du secteur Ouest, remplaçant Cuvelier³¹³. Cette « ascendance » de Gonze, qui provient de Dorade, se conçoit d'ailleurs bien via l'étude de la modularité du réseau (reprenant les membres de l'AS). En l'occurrence, Gonze apparaît, via l'utilisation de cet outil, comme membre d'une communauté formée par les personnes mentionnées ci-après et membres de Dorade³¹⁴.

Revenons-en aux activités d'Auguste Gonze. Dès mars 1941, il travaille avec Nicolas Damblé, qui est en contact avec le colonel Lentz et est également actif dans le renseignement,

³¹¹ Également parfois nommés, respectivement : Hyène, Chacal, Léopard et Furet. Par ailleurs, chacun de ces refuges est peut également être désigné comme un « bataillon ». Congre est le 1^{er} Btn, Dorade le 2^e, Espadon le 3^e et Fanfaron le 4^e.

³¹² SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, Ordres de bataille de l'Armée Secrète – farde 280 : Zone IV, Secteurs Est & Ouest, Carte des refuges de la Zone IV.

³¹³ Lui-même ayant remplacé à ce poste le colonel Liebrecht, vraisemblablement monté au commandement de la zone.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, Historique – farde 104 : Zone IV, Secteur Ouest.

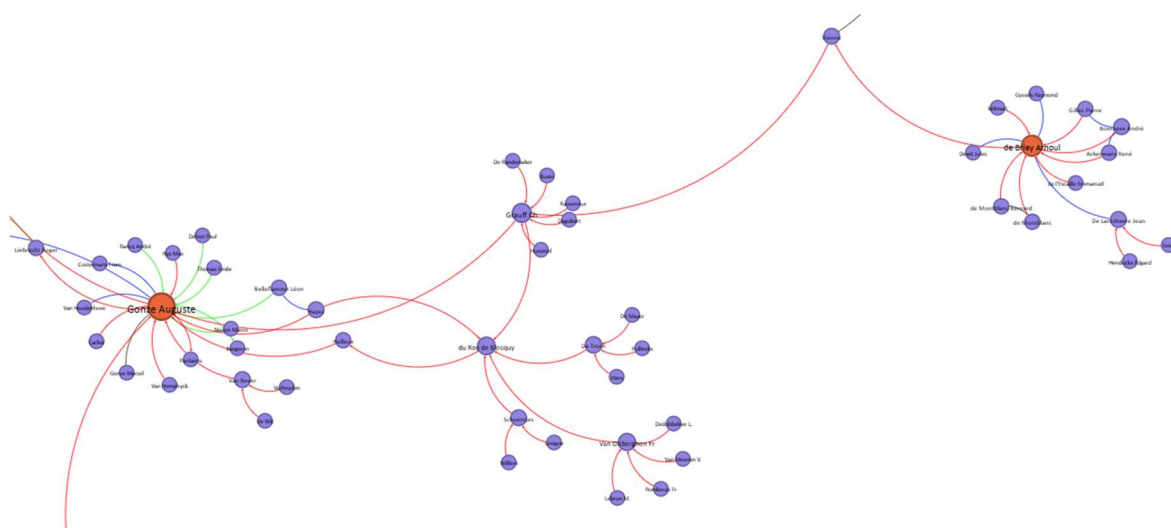
³¹⁴ Voir *Annexe 7*, visualisation 7.A. Il s'agit en l'occurrence de l'ensemble de nœuds rouges sur la gauche du graphe. Les couleurs sont aléatoires et représentent des communautés distinctes. La signification des arêtes est la même que précédemment.

au sein du réseau Zéro³¹⁵. Gonze lui remet des renseignements fréquemment (tous les huit jours environ), jusqu'à l'arrestation de Damblé en mai 1943. A partir de cette date, il transmet alors ces renseignements à l'AS.

Gonze affirme avoir organisé le refuge Dorade à partir de juillet 1942. Dans le cadre de ses activités, il dirige un certain nombre de sabotages dans le Brabant. Il dit également avoir pris des mesures d'anti-destruction vis-à-vis d'usines électriques à Bruxelles et dans les environs, et également à la gare maritime de Vilvoorde. A partir de début juin 1944, Gonze se rend au PC de Sint-Ulriks-Kappelle, d'où il dirige les opérations jusqu'à la Libération. Il mentionne enfin avoir contribué (sans doute indirectement) aux combats de nettoyage dans tout le Brabant.

Enfin, en parallèle de ses activités pour l'AS et des renseignements transmis à Damblé, Auguste Gonze affirme distribuer quelques journaux, et détourner des ressources via son activité professionnelle au ministère des Travaux Publics (section des Métaux du Bureau des Matériaux)³¹⁶.

Fig 3.11 : Clusters du Refuge Dorade et de l'AS liés à Gonze et de Briey.³¹⁷



Parmi les cinq Compagnies que nous relevons, sous Gonze, dans la hiérarchie du refuge Dorade, intéressons-nous au chef de la 3^e d'entre elles, le cap-cdt Ch. Grauff. Dans les

³¹⁵ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Auguste Gonze.

³¹⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Auguste Gonze.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Auguste Gonze.

³¹⁷ Visuel tiré de l'*Annexe I*.

Légende : En orange sont représentés les personnes dont nous avons consulté un dossier. En mauve, ce sont les personnes seulement mentionnées.

Remarque : Sur la gauche, Auguste Gonze et quelques-unes de ses relations. Au milieu, Ch. Grauff et la 3^e Compagnie du refuge. A droite, on aperçoit Vienne (« Freddy ») et le Groupe Freddy, au milieu duquel se trouve Arnoul de Briey.

différents pelotons de sa compagnie se trouve notamment le « Groupe Freddy », qui est dirigé par un wolusanpétrusien, le comte Arnoul de Briey, ou « Petit Lord », habitant avenue de Tervueren³¹⁸. Par ailleurs, le relais du groupe avec l'AS, le cap-cdt Vienne (ou « Freddy ») est en contact avec Alphonse Gettemans, imprimeur du FI évoqué précédemment.

Il s'agit d'un petit groupe, composé de quelques pelotons dans différents coins de Belgique (Couthuin, Ingelmunster, Neufchâteau et Attenrode-Wever), constitués ou rattachés entre septembre 1940 et septembre 1943. Parmi eux se trouve un « peloton central » à Bruxelles, composé d'une quinzaine de personnes. L'objectif de leur action est de se préparer pour la résistance armée, notamment par le sabotage des voies de communication, raison pour laquelle de Briey recrute³¹⁹. Dans les faits, ils récoltent surtout des renseignements militaires, et leur historique mentionne également des sabotages. De Briey affirme également transporter de la presse clandestine dans le cadre de ses déplacements pour le Groupe Freddy. Cependant, « Freddy » est arrêté en mai 1944, ce qui coupe le groupe de l'AS. En conséquence, la majorité du groupe se dissout et se répartit au sein d'autres initiatives ; de Briey lui-même passe au Groupe Guides de la Réserve Mobile (évoqué ci-après)³²⁰.

Nous sommes ici face à un exemple intéressant de l'impact que peut avoir le faible nombre de liens entre un groupe et une entité plus large, une organisation. Si cela peut dans une certaine mesure présenter l'avantage de mieux protéger les résistants face à des arrestations « en chaîne », cela a le désavantage de complètement les isoler si un maillon de la chaîne saute.

En ce qui concerne le refuge Espadon, il y a moins d'informations qui peuvent ici nous concerner. L'étude de leurs ordres de bataille nous apprend que la structure du refuge est clairement similaire aux autres : il comprend 6 compagnies, contenant elles-mêmes différents pelotons.

Une seule personne domiciliée à Woluwe est mentionnée dans Espadon : Robert Moens, vraisemblablement sous le chef du 3^e peloton, Edouard Flament. Toutefois, les documents laissent penser qu'il n'a pas réellement exercé d'activité pour l'AS. Du moins n'est-il pas tenu en haute estime par certains supérieurs. Et le fait de « mettre les données en graphe » est assez révélateur à ce propos, dans la mesure où cela illustre assez bien cette idée de hiérarchie. Par

³¹⁸ Et vraisemblablement lié à la famille de l'ancien Premier Van Zeeland par son épouse.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, Historique – farde 104 : Zone IV, Secteur Ouest.

³¹⁹ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, « Le Groupe Freddy de l'A.S. Où la jeunesse révéla son caractère », dans *Nation Belge*, 27 juillet 1947.

³²⁰ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, Historique – farde 104 : Zone IV – Secteur Ouest, Historique du Groupe Freddy.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Arnoul de Briey.

ailleurs, la modularité nous confirme l'isolement du refuge au travers du regard que nous portons dessus³²¹.

b. Zone IV : le Service Renseignements 2 (« SR2 »)

Ensuite, en parallèle de cette structure « principale » se trouve un service de renseignements dit « SR2 » (mais il ne semble pas y avoir de « SR(1) »), qui est également subordonné au commandement de la Zone IV. Ce service est dirigé par le sous-lieutenant Paul Quintin durant la majorité de l'Occupation et contient lui aussi différents refuges. Au nombre de 8, ils sont numérotés de 20 à 29³²². Leur importance démographique est très variable : elle va de quelques personnes³²³ à plusieurs centaines (au minimum)³²⁴. D'ailleurs, bien que faisant partie d'un « service renseignements », leurs tâches sont diverses, et peuvent s'éloigner de la récolte ou de la transmission d'informations. Ainsi, le refuge 25 est un centre d'internement (dit « Petit Château »), le 28 est une section de sabotage administratif à la Werbestelle et le 29 est un « service social de guerre ».

De manière assez étrange, les documents consultés (ordres de bataille, etc.) ne nous ont pas permis d'établir de liens entre la tête du SR2 et le commandement de zone. Cela a pour conséquence de séparer ces deux « parties » de l'AS dans les graphes produits, ce qui a pour conséquence de créer des communautés distinctes, ne se mélangeant pas.

³²¹ Voir *Annexe 7*. La communauté formée par le refuge Espadon est l'ensemble des nœuds bleus.

³²² Exception faite des refuges 21 et 23, qui ont été dissouts fin 1943 et dont le personnel a été relocalisé. Il semblerait que dans les numéros des refuges, le 2 réfère à celui de « SR2 » et soit simplement suivi d'une numérotation de 0 à 9.

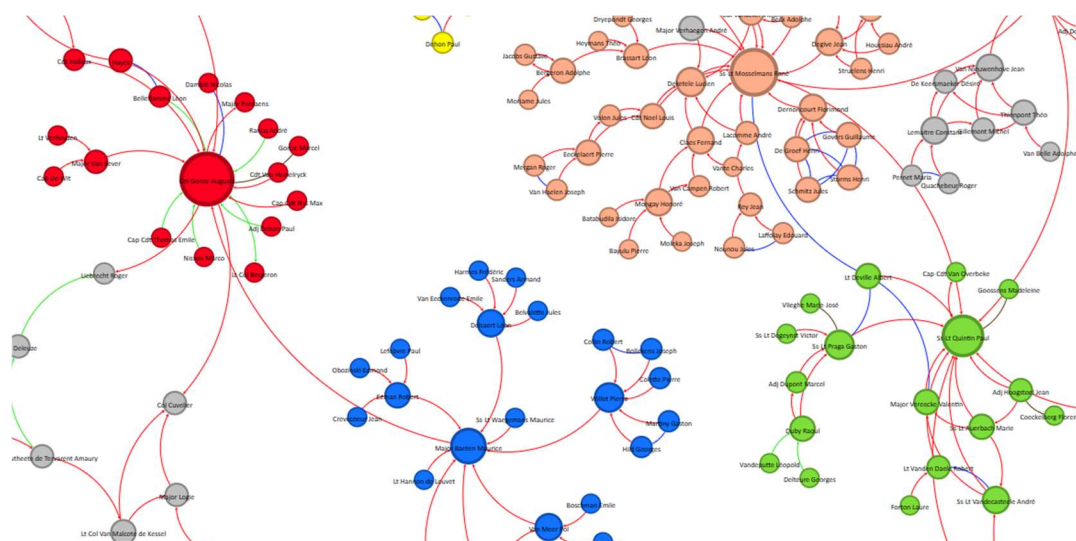
SGRS, *Ordres de bataille de l'Armée Secrète*, farde 278 : Zone IV – Renseignements politiques, Service 24.

³²³ Le refuge 26, par exemple, est composé d'au moins une personne (peut-être avec quelques assistants) : le Lt Albert Deville, qui est assistant juridique du SR2. Son rôle est de « participer à l'organisation des services 22, 24 et 25, afin d'assurer leur bon fonctionnement dans la légalité lors de la Libération ».

SGRS, *Ordres de bataille de l'Armée Secrète*, farde 278 : Zone IV – Renseignements politiques, Service 26.

³²⁴ Par exemple, le refuge 24, dit « M.O.-P.M. » (nous n'avons pas réussi à résoudre l'acronyme), compte plus de 800 membres déclarés sur les ordres de bataille.

Fig 3.12 : Des communautés distinctes de résistants membres de l'AS³²⁵.



A titre d'exemple, nous voyons ici sur la gauche une partie du groupe formé par les refuges de l'« organisation territoriale » (Dorade en rouge avec Gonze en grand, Espadon en bleu). Et la droite reprend les groupes rattachés au SR2 (entre autres, en vert, le sous-lieutenant Quintin).

Au sein du SR2, nous relevons quelques éléments pertinents vis-à-vis de Woluwe. Premièrement, comme dans les cas précédents, certains groupes comptent des wolusanpétrusiens, sans que leur présence ne soit interprétable outre mesure. Ainsi, le refuge 20, qui est l'Etat-Major du SR2, compte parmi les membres de son secrétariat un certain Raymond Colette, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre³²⁶.

Le refuge 22 dit « la Taupe » est composé d'environ 400 hommes et dirigé par le sous-lieutenant Gaston Praga. L'une des 9 composantes du refuge est une brigade « spéciale de renseignement », commandée par un wolusanpétrusien : Raoul Duby³²⁷. Son dossier à l'AS mentionne, parmi différentes activités, la transmission de renseignements industriels et militaires, et dit que sa section a réalisé des missions « uniques en leur genre », tout particulièrement utiles en ce qui concerne la transmission de documents de valeur. Cependant, au niveau de ce que Duby lui-même y renseigne, il semble ne pas vouloir en dire beaucoup,

³²⁵ Visuel tiré de l'Annexe 7.

³²⁶ SGRS, *Ordres de bataille de l'Armée Secrète – farde 278 : Zone IV – Renseignements politiques*, Service 20.

³²⁷ Qui d'ailleurs dit également être affilié au Groupe G, être en contact avec le réseau Janvier, et distribuer des exemplaires de *La Libre Belgique*. Il aurait aussi une activité de résistance civile personnelle en s'occupant, à son échelle, de diffuser des tracts qu'il édite lui-même.

CEGESOMA, *Archives du Groupe Général de Sabotage de Belgique*, dossier Raoul Duby.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Raoul Duby.

est assez vague sur les détails de ses activités, notamment sur les personnes à qui il transmet ses informations. Peut-être considère-t-il ne pas être en droit de transmettre de telles informations ?

Venons-en ensuite au refuge 24, dit « M. O.-P. M. », dirigé par René Mosselmans, de Bruxelles-Ville. Ce refuge compte d'innombrables membres : vraisemblablement plus de 800. Ils sont répartis en 16 « divisions »³²⁸, elles-mêmes parfois divisées en plusieurs compagnies. Notre objectif n'est pas ici de faire le tour de toutes les divisions, mais bien de nous arrêter sur l'une d'entre elles, particulièrement intéressante : la 9^e ³²⁹. Elle est dite « division Woluwe-Saint-Pierre – Jette-Saint-Pierre », et est formée de trois secteurs (ou compagnies ?) sous l'autorité d'un commandant, Jean Paul Werne (d'Anderlecht)³³⁰. Ce dernier affirme avoir commencé son activité dès la fin de 1940, mais est arrêté dès septembre 1942³³¹.

Apparemment, cette division serait celle des « postiers », chargée de sabotage dans les services postaux au service des Allemands, notamment en « filtrant » la correspondance à destination de la Gestapo et de la GFP. A travers cela, ils récupèrent également des renseignements, principalement d'ordre militaire (comme sur la plaine d'aviation de Beauvechain par exemple). Par ailleurs, Jean-Paul Werne affirme également que son rôle s'étend également à des missions de liaisons avec d'autres groupements, comme le FI ou le MNB³³². Pas étonnant dans ces circonstances qu'il distribue également des journaux de ces groupements. Cependant, quand bien même l'étude de cette liaison eût gagné à être approfondie, nous n'avons pas réussi à déterminer avec qui Werne a des liens dans ces groupements, qui sont ses personnes de contact.

Parmi les trois compagnies faisant partie de ce « bataillon des postiers », la première ne semble pas avoir d'appartenance territoriale mieux définie et la seconde est propre à la commune de Jette. Toutes deux comptent quelques membres domiciliés à Woluwe.

³²⁸ Dont certaines comptent plusieurs compagnies mais pas toutes. La structure est difficile à décrire avec des termes uniformes, dans la mesure où des appellations différentes sont utilisées en fonction des refuges, parfois même au sein des mêmes groupes.

³²⁹ Parfois également nommée « 7^e division » ; les documents ne sont pas uniformes mais il s'agit bien d'un seul et même groupe.

³³⁰ Que nous avons déjà mentionné pour ses activités liées à la diffusion, entre autres, de journaux du FI.

³³¹ Transféré à Breedonck, il contracte une maladie. Il est alors libéré mais décède des suites de ce problème de santé.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Jean-Paul Werne.

³³² *Ibid.*

La troisième, en revanche, est décrite comme « division de Woluwe-Saint-Pierre », et son chef, Henri Werne, se dit « commandant de Woluwe-Saint-Pierre »³³³. Les membres de la division domiciliés à Woluwe ne sont pas majoritaires, mais ils sont plus nombreux, proportionnellement, que dans le reste de la division. Par ailleurs, plusieurs des personnes à la tête de la compagnie en font partie³³⁴. Toutes ces informations nous mènent donc à penser qu'il s'agit vraisemblablement d'un service d'intervention postale propre à la commune de Woluwe.

Et dans ce cas-ci, l'étude du graphe nous amène une vision intéressante de la chose³³⁵. Si l'on adopte un regard un peu décentré sur la chose, on a un bon aperçu du « cloisonnement structurel » qui existe derrière l'organisation de la section³³⁶. On distingue des petites sections, où l'on peut supposer que tous se connaissent et où tous sont sous l'autorité d'un « chef d'équipe ». Ces sections sont rassemblées par plusieurs sous l'autorité d'un même « 1^{er} chef d'équipe » (qui a par ailleurs lui aussi une section sous son autorité). Ces premiers chefs d'équipe, au nombre de quatre, rendent tous des comptes à Henri Werne directement. Ce système d'organisation « militaire » est intéressant car il semble limiter le nombre d'intermédiaires entre les équipes « de base » et les personnes suffisamment hautes dans la hiérarchie pour « utiliser » les renseignements collectés. Cela souligne une fois de plus l'idée que cette organisation peut empêcher (théoriquement) des arrestations d'avoir un impact trop important sur le réseau.

c. Réserve Mobile

La Réserve Mobile (RM) est un corps indépendant créé en juillet 1941, actif au centre du pays et contenant des régiments militaires en reconstruction. Ce groupe commence réellement à se constituer durant l'année 1942, et n'adopte son organisation définitive qu'à partir de fin 1943. Il s'agit d'un corps distinct de l'organisation territoriale « classique », mais dont les membres en sont issus. Comme le chef de l'organisation territoriale (la « structure principale » : les zones/secteurs/...), le chef de la RM est soumis à l'autorité « du chef de l'organisation de

³³³ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Henri Werne.

³³⁴ A l'exception notable de Henri Werne lui-même, qui est domicilié à Ixelles.

Ibid.

³³⁵ Voir *Annexe 7*. La Compagnie de Woluwe-Saint-Pierre de la « division des postiers » y est représentée en deux couleurs : il s'agit des groupes de nœuds en fuschia, sur la droite du graphe, et de tous les nœuds gris qui ne sont raccordés qu'à ces derniers. Autrement dit, ces nœuds gris ont d'office un nœud fuschia entre eux et le centre.

³³⁶ Que nous avons choisi de développer ici mais qui est vraisemblablement pertinent pour nombre d'autres situations à l'AS.

combat »³³⁷. Autrement dit, la direction de ce groupement semble directement subordonnée au commandement de la LB-AS.

L'objectif de la Réserve Mobile est d'« assurer par le combat si besoin et éventuellement en liaison avec les Unités Territoriales de l'endroit, le maintien de la Paix et de l'ordre intérieur »³³⁸. Son but est donc d'être une force d'intervention non-limitée à une localisation territoriale précise, capable d'agir en cas de nécessité, par les armes s'il le faut.

Le régiment possède toutefois un cantonnement, qui reprend une portion du territoire de Woluwe : « le groupement sera cantonné à Bruxelles entre le boulevard Général Jacques, le boulevard du Souverain, le Bois de la Cambre et l'avenue de Tervueren »³³⁹. Ce groupe est donc implanté dans le Sud-Est bruxellois : Woluwe-Saint-Pierre, Auderghem, Watermael, Boitsfort, Ixelles (et quelques axes etterbeekoïses). En ce qui concerne Woluwe, nous y retrouvons donc les quartiers du Chant d'Oiseau et de Saint-Michel, et l'ensemble du Parc de Woluwe.

Cependant, à partir de fin 1943, la RM adopte deux refuges situés au Sud-Est de Bruxelles, sur les conseils du commandement de l'AB. L'un se situe à Rhode-Sainte-Agathe (à l'Est d'Overijse) pour le sous-groupement d'infanterie, et l'autre est à Grez-Doiceau, pour le sous-groupement de cavalerie³⁴⁰.

A partir de septembre 1941, le premier chef de la RM est le colonel Jules Bastin, futur commandant de la LB puis de l'AB. Lorsqu'il accède à ce poste fin 1942, il est remplacé par le colonel BEM Roger Liebrecht, puis par le colonel BEM Lucien Deleuze³⁴¹.

³³⁷ MARQUET Victor, *Op. cit.*, fasc 2, p. 214-215.

³³⁸ « Ordre Général N°1 de la Réserve Mobile », cité dans MARQUET Victor, *Op. cit.*, fasc 5, p. 227.

³³⁹ *Ibid.*, p. 215.

L'Histoire d'un groupe faisant partie de la RM évoqué ci-après, le 2^e Lanciers, fait lui référence à « la périphérie Est de Bruxelles », dont les différents groupes membres de la RM semblent avoir la charge.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, bte 1, n°56, Groupe 2^e lanciers Historique – période clandestine, p. 2.

³⁴⁰ MARQUET Victor, *Op. cit.*, fasc 5, p. 229.

Les différentes composantes du sous-groupement étant vraisemblablement réparties dans la région alentour. Ainsi, le groupe cycliste fait état d'un cantonnement à Nethen, à quelques kilomètres de Rhode-Sainte-Agathe.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, bte 1, n°11, « Historique A.S. – Groupe Cycliste ».

³⁴¹ Ces deux derniers étant respectivement, avant d'occuper ce poste, à la tête du sous-groupement de cavalerie. Lorsqu'il prend le commandement de la RM, Deleuze est remplacé au sous-groupement de cavalerie par le major Marcel Balestrie. Après avoir quitté son poste à la tête de la RM, Liebrecht est, lui, ensuite à la tête du secteur Ouest, puis de la Zone IV.

MARQUET Victor, *op. cit.*, fasc. 2, p. 348 et fasc. 5, p. 229-230.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, Historique – farde 104 : Zone IV, Secteur Ouest.

Toujours est-il que l'organisation de ce groupement peut être expliquée ainsi : il est divisé en deux parties, les deux « sous-groupements » évoqués ci-avant.

D'une part, le sous-groupement d'infanterie, à la tête duquel se trouve d'abord le major Fernand Van Driessche, jusqu'à son arrestation début 1943. Après une période d'*interim*, son dirigeant est ensuite le lieutenant-colonel Marcel Cuvelier³⁴². Le sous-groupement est composé de trois grands groupes : les Grenadiers, les Carabiniers et les 8^e-9^e-39^e de ligne. Il s'avère que plusieurs wolusanpétrusiens s'en déclarent membres.

L'historique des Grenadiers est assez vague avant la Libération. Les activités concernent surtout la constitution de dépôts d'armes volées aux Allemands. Cependant, les vagues d'arrestations (également évoquées par Marquet³⁴³) ralentissent les activités du groupe. Relevons quand même des sabotages évoqués dans les jours précédant la Libération, entre autres sur l'axe Bruxelles-Liège³⁴⁴, considéré comme « une des principales voies de retraite des armées allemandes »³⁴⁵.

Parmi les Grenadiers, nous pouvons relever la présence de Robert Baert (fils d'Arsène Baert, précédemment évoqué dans le cadre du FI et membre de plusieurs réseaux de renseignements), qui se dit membre de la 5^e Compagnie du groupe à partir de fin avril 1944. Membre d'un groupe spécial de protection de l'Etat-Major, il contribue également à assurer des parachutages³⁴⁶. Baert quitte le groupe à la démobilisation, après une période de service vers la Hollande lors de la Libération³⁴⁷.

Situation atypique et intéressante que celle de la famille Baert, à mi-chemin entre FI (PA et MP), réseaux de renseignements et – nous le voyons ici – Armée Secrète. Il semblerait ainsi que cela soit via les contacts développés via les activités de leur père que les frères Baert (Robert et Paul) entrent en contact avec des personnes membres d'autres groupements. Ainsi, dans ce cas-ci, Robert Baert est subordonné à René Hechtermans, résident du quartier de

³⁴² Ensuite, en 1944, ce dernier remplace lui-même le colonel Liebrecht (arrêté) à la tête de la Zone IV, et est remplacé par le major de réserve Van Malcotte de Kessel, puis par le major BEM de réserve Logie.

MARQUET Victor, *op. cit.*, fasc. 5, p. 230.

³⁴³ Celui-ci situe les arrestations au 19 septembre 1941 et au mois d'août 1942.

MARQUET Victor, *op. cit.*, fasc. 5, p. 214.

³⁴⁴ S'il se situe au même endroit qu'aujourd'hui, cet axe se trouve plus au nord, dans une zone entre Schaerbeek, Woluwe-Saint-Lambert et Sterrebeek.

³⁴⁵ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, bte 1, n°9, Lettre du Commandant du Groupe Grenadiers au Commandant de la RM, 26-09-1944.

³⁴⁶ Effectifs ou seulement théoriques ? Nous n'avons pas su le confirmer.

³⁴⁷ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Robert Baert.

Saint-Julien (Auderghem) et également membre de la sous-section de Castor & Pollux dirigée par Arsène Baert³⁴⁸.

En ce qui concerne les 8^e-9^e-39^e de ligne, nous pouvons simplement relever plusieurs mentions d'un groupe « 9-39 » en faisant partie, dirigé par le Lt Verboven³⁴⁹. Charles Decamps, domicilié rue François Gay, se dit à la tête d'une petite formation mobile, dite « Groupe Charles ». Il y mentionne également Jacques De Backere, habitant Stockel. Renseignant des activités très diverses, nous sommes cependant plutôt tentés de rattacher son activité à celle de son supérieur, Stephan Reynaert, que Decamps mentionne systématiquement comme son chef de section au travers de ses différents engagements dans différentes organisations (Luc-Marc puis Ferrand, OMBR aussi). Dans le cadre de l'AS, le groupe Charles fait ainsi partie d'un groupe dit « GDPB »³⁵⁰ dirigé par Reynaert. Nous reviendrons plus tard sur ces activités autour de Decamps (et Reynaert), dans la mesure où au vu de la diversité de leurs engagements, leur appartenance à l'AS ne semble pas être leur activité principale. Force est de constater cependant qu'ils ont bien dû avoir une activité pour l'AS, mais surtout juste avant/pendant la Libération, lors de laquelle Decamps mentionne entre autres avoir participé à des guérillas, notamment au Parc de Woluwe³⁵¹.

D'autre part se trouve le sous-groupement de cavalerie, d'abord sous l'autorité du major Liebrecht, puis le colonel Deleuze, et enfin le major Balestrie. Ce second sous-groupement est composé d'un groupe de Lanciers (« 2^e »), un groupe de Guides, un groupe Cyclistes et un groupe d'artillerie à cheval³⁵².

La première mention qui nous intéresse concerne un certain Robert Blaton, membre du 2^e Lanciers³⁵³. Habitant Stockel, ce dernier affirme faire la liaison avec d'autres groupements, dont le FI, « avec le quartier de regroupement de Woluwe-Stockel ». Dans ce cadre, il

³⁴⁸ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Robert Baert, Arsène Baert.

³⁴⁹ Difficile d'être certain que le groupe dirigé par Verboven n'est pas simplement l'ensemble de ces trois régiments de ligne. Dans cette optique, Verboven pourrait être le successeur du capitaine Edouard Neefs, que Marquet mentionne comme chef du groupe des 8-9-39^e de ligne fin 1943.

En l'occurrence, c'est ce que semble suggérer un dossier comme celui, développé ci-après, de Charles Decamps. Il mentionne en effet avoir effectué des actions de guérilla lors de la Libération avec le Groupe 9-39 sous Reynaert, Verboven et van Malcotte de Kessel. Autrement dit, Verboven semble directement subordonné à Van Malcotte, qui est sans doute, à ce moment-là, chef du sous-groupement d'infanterie.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Charles Decamps.

MARQUET Victor, *op. cit.*, fasc. 5, p. 230.

³⁵⁰ Pour « Groupe de Défense des Ponts Bruxellois ».

³⁵¹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Charles Decamps.

³⁵² MARQUET Victor, *op. cit.*, fasc. 5, p. 230.

³⁵³ Au sein des « zones de regroupement de la périphérie Est de Bruxelles », composée des différents groupes ici abordés (Grenadiers, Lanciers, cyclistes et artillerie), le 2^e Lanciers reçoit la « charge » d'Auderghem.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, bte 1, n°56, *op. cit.*, p. 2.

mentionne le Dr Pirson ! Cependant, l'importance des réalisations de cette liaison doit être relativisée. Il est possible que quelques recrutements aient été effectués, mais aucune autre activité concrète n'est mentionnée. Ce qui n'empêche pas Blaton d'avoir été successivement en contact avec ces deux groupements. Il semblerait surtout qu'il ait effectivement été en contact avec le 2^e Lanciers depuis fin 1940, sans plus, avant de rejoindre les MP de Woluwe à partir de leur formation officielle en mars 1944 (ayant été en contact depuis un moment avec Pirson). À noter par ailleurs qu'il est uniquement reconnu résistant armé pour cette seconde partie, son activité au sein des MP³⁵⁴.

Au groupe Guides, nous relevons deux dossiers. D'abord, celui de Norbert Despot qui, assez logiquement, serait sous l'autorité du cap-cdt de réserve chevalier Amaury de Schoutheete Tervarent³⁵⁵. Dans le dossier de Despot, le cap-cdt Dumonceau de Bergendael souligne que le groupe Guides est réellement formé à partir de juin 1941. Ils sont ensuite rattachés au sous-groupement de cavalerie en juillet 1942 sous le colonel Deleuze³⁵⁶. Cependant, s'ils se sont sans doute bien rassemblés à ces dates, le réel début d'activité de Despot ne semble prendre forme qu'au début de l'année 1944. À partir de cette date, il renseigne diverses activités de renseignements, de fourniture de faux papiers, et affirme avoir hébergé une certaine Mlle Carfyn pendant un mois et demi avant la Libération. Ensuite, son groupe participe aux opérations de la RM à la Libération, effectuant notamment des patrouilles³⁵⁷.

Un autre membre du groupe Guides, Joseph Depasse, mentionne comme Despot des activités à Ter Laenen lors de la Libération. Sans être parvenus à le rattacher à une figure d'autorité au niveau des Guides, relevons simplement qu'il affirme avoir formé un groupe de 27 hommes répartis en 5 sous-groupes, « tenus en état d'alerte permanent ». Mis à part cela, leur activité pour l'AS ne semble pas dépasser le cadre de la Libération³⁵⁸.

³⁵⁴ La Commission de Révision, qui a dû statuer sur son cas car l'AS et les MP avaient remis un dossier à son nom, constatant qu'il n'y avait pas vraiment d'activité de son côté pour l'AS.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Robert Blaton.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Robert Blaton.

³⁵⁵ Signalé par Marquet comme dirigeant le groupe Guides.

Ibid.

³⁵⁶ Le groupe a cependant commencé à se réunir dès fin 1940 selon Despot, qui signale donc cette date comme entrée en activité.

³⁵⁷ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Norbert Despot.

³⁵⁸ Et même lors de la Libération, il affirme être allé au « rassemblement de Ter Laenen » puis être rentré chez lui car il n'y avait pas assez d'armes pour tout le monde. Notons cependant qu'il semblerait que le groupe ait tout de même distribué quelques exemplaires de *La Libre Belgique* (sans que nous sachions de quelle publication il s'agit).

Enfin, Depasse affirme avoir effectué des reconnaissances pour des terrains de parachutages à l'été 1942, pour le compte d'Yvon Michiels³⁵⁹. Cette dernière mention est déjà plus intéressante, dans la mesure où Michiels est le chef du secteur « 0.17 » du réseau Zéro³⁶⁰. Ainsi, il semblerait qu'il ait effectivement été actif au sein des Guides (2^e Régiment³⁶¹), au grade de lieutenant. Gardant un contact avec « les hommes du Régiment » dès septembre 1940, et travaillant véritablement à la reconstitution d'un groupe à partir de septembre 1943, il charge le lieutenant Robert Delva de la chose car il doit se cacher et gagner l'Angleterre³⁶².

Lors de la Libération, Woluwe-Saint-Pierre semble surtout avoir servi de lieu de constitution démographique du groupe Guides, qui s'y rassemble au matin du 6 septembre 1944 avenue de Tervueren, avant de partir pour le rassemblement de Ter Laenen³⁶³.

Enfin, l'activité du groupe Cyclistes dont nous avons trouvé des traces ne concerne pas directement Woluwe. Maurice Temmerman, qui réside dans notre commune, aurait récolté de renseignements politiques à « Overysse » (sans doute Overijse) au profit du 1^{er} groupe cycliste dit « de Tervueren », entre janvier et mars 1943³⁶⁴. Par ailleurs, le seul historique du groupe Cyclistes que nous ayons trouvé, rédigé par son chef le cap-cdt Sterckx, fait démarrer ses activités seulement au 3 juin 1944³⁶⁵. Si d'autres activités ont pu avoir eu lieu avant, nous ne sommes pas en mesure de nous y intéresser.

L'interprétation que nous sommes tentés de proposer de ces différents cas est que par la nature de « réserve » de ce groupement, l'activité principale (s'il y en a !) des personnes que nous y relevons – à l'exception des dirigeants – se situe ailleurs. Car si le but, lors de la création de la RM, devait être d'apporter un soutien là où cela serait nécessaire, il ne semble pas que ç'eût réellement été nécessaire, du moins pas avant la phase préparatoire de la Libération (à quelques exceptions près). Ce qui, dans l'idée, laisse trois années d'Occupation à ses membres pour développer d'autres activités ailleurs.

³⁵⁹ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Joseph Depasse.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Joseph Depasse.

³⁶⁰ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *Les espions Zéro dans l'ombre du pouvoir 1940-1944*, Bruxelles, Racine, 2013, p. 74.

³⁶¹ Initialement, le groupe Guides est formé de deux régiments, qui fusionnent en février 1944, sous l'autorité de de Schoutheete de Tervarent.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, bte 1, Historique du Groupe Guides – Sous-groupement Mobile de Cavalerie.

³⁶² *Ibid.*.

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ Avant d'être arrêté et déporté aux Pays-Bas puis en Allemagne. Il est libéré à Hambourg par les Russes en mai 1945.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Maurice Temmerman.

³⁶⁵ SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, farde 2, bte 1, n°11, Historique A.S. – Groupe Cycliste.

La structure de l'Armée Secrète rend son activité délicate à analyser d'une seule traite. La structure militaire du mouvement et l'organisation de ses archives rend compliquée la vie de l'historien tentant d'attribuer des actions à des personnes, en des endroits, et d'analyser tout cela. Tout de même, nous pouvons constater que parmi les nombreuses sections de l'AS, une partie n'a pas d'activité significative avant la Libération ; cela est surtout marqué dans la Réserve Mobile. Remarquons que le groupe Grenadiers de la RM compte dans ses rangs Pierre Baert, fils d'Arsène, chef d'une sous-section de Castor & Pollux, en contact avec le FI et avec plusieurs chargés de missions de la Sûreté. De plus, le groupe des 8^e-39^e-39^e de lignes compte dans ses rangs un dit « Groupe Charles », sous l'autorité de Charles Decamps, également (et surtout) actif dans la recherche de renseignements, et lui-même sous l'autorité de Stephan Reynaert. On voit là se créer un lien entre l'AS et des structures extérieures de renseignements. Cela est également le cas avec un membre du Groupe Guides, qui dit avoir récolté quelques renseignements pour Yvon Michiels, le chef du secteur 0.17 de Zéro.

Au sein de la structure principale de l'AS, Woluwe fait partie du secteur Ouest de la Zone IV. A la tête de ce secteur se situe à la fin du conflit un wolusanpétrusien, Auguste Gonze. Via son collaborateur Nicolas Damblé, Gonze possède lui aussi quelques liens avec Zéro. Enfin, la situation du Groupe Freddy, membre d'une compagnie du refuge Dorade, est intéressante du point de vue sécuritaire.

Pendant l'Occupation, l'AS met également en place une structure parallèle dédiée à la recherche de renseignements. Dans notre cas, cette structure appelée « SR2 » contient différents refuges, dans lesquels sont répartis certains habitants de Woluwe. L'un d'entre eux, le refuge 24, contient une division dite de « postiers », dédiée notamment au sabotage postal et à l'intervention de courriers de dénonciations. Dedans, une compagnie est spécifiquement dédiée à Woluwe. Ces groupes, du fait de leur organisation pyramidale, adoptent une structure favorisant *de facto* le cloisonnement.

ii. Le Mouvement National Royaliste (MNR)

Nos sources sont assez partielles en ce qui concerne le MNR, issu de la mouvance royaliste. Le mouvement, principalement actif en Flandre, possède quelques sections dans le Brabant – et donc à Bruxelles –, dont nous retrouvons quelques traces ici³⁶⁶. Il y a ainsi, dans nos données, 8 dossiers personnels pertinents, pour 11 mentions supplémentaires de personnes « extérieures ». Cependant, ces mentions sont dispersées, isolées, et ne nous permettent pas de reconstituer un groupe bien établi. Ces personnes sont réparties entre deux sections (Ixelles et Woluwe-Saint-Lambert) et le Quartier Général du groupement.

Par rapport aux sections, il est presque uniquement question de mobilisation lors de la Libération, sans activités antérieures. Pour Ixelles, Henri Cooreman s'en dit chef de section, mais ne fait que du recrutement (selon lui-même) avant septembre 1944. Pour Woluwe-Saint-Lambert, le dossier de Marcellus Deraedt mentionne simplement la reprise de la distribution d'un petit journal, le « V.C. » (pour « volontaire de carrière »), dont l'éditeur a été arrêté.

En lien avec le QG, relevons l'activité de Charles Decamps³⁶⁷, qui semble faire un lien entre la LB et le MNR (étant notamment en contact avec Lentz). En effet, il est d'abord membre de la LB à partir de décembre 1940. Pour ce groupement, il affirme collecter des renseignements et transmettre des documents venus d'Espagne, par l'intermédiaire du comte Carton de Wiart, au comte Capelle puis au Roi. En juin 1942, il passe de la LB au MNR. Au sein de ce groupement, il exerce une activité de « chef de bureau », sans plus de précisions³⁶⁸. Il affirme être subordonné à Ernest Graff, à la tête du mouvement depuis mai 1942³⁶⁹.

iii. L'Organisation Militaire Belge de Résistance (OMBR)

En ce qui concerne l'OMBR, nous ne disposons à nouveau pas de beaucoup d'informations, et surtout de rien de centralisé. Il n'y a pas un groupe cohérent qui se dégage dans les

³⁶⁶ Via des dossiers personnels issus des fonds du Cegesoma, dont le format est proche des dossiers remplis par les membres de l'AS pour accéder au statut de la résistance armée.

³⁶⁷ Homonyme d'un membre, entre autres, de la Réserve Mobile (AS), de l'OMBR et de divers réseaux de renseignements, né en 1922. Ce Charles Decamps-ci, lui, est né en 1906.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Charles Decamps et Charles Jean Timothée Decamps.

CEGESOMA, *Archives du Mouvement National Royaliste*, dossier Charles Jean Timothée Decamps.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Charles Decamps.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier Charles Decamps.

³⁶⁸ CEGESOMA, *Archives du Mouvement National Royaliste*, dossier Charles Jean Timothée Decamps.

³⁶⁹ Avant cela, Graff est membre du Directoire du groupement. A la tête du MNR, il remplace Eugène Mertens de Wilmars, arrêté par les Allemands.

BERNARD Henri, *La Résistance 1940-1945*, op. cit., p. 90.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 62.

dossiers, mais plus des mentions isolées. Relevons les quelques liens déclarés par certains avec François De Neef, concierge d'école et commandant historique du groupement, arrêté en février 1944³⁷⁰. Parmi eux se trouve le « second » Charles Decamps, né en 1922. Domicilié rue François Gay, Decamps affirme être actif dès la fin de 1940 dans la distribution d'exemplaires de *La Libre Belgique*, et être dès le début à disposition de la Réserve Mobile (dans le groupe 9-39³⁷¹). Son supérieur dans ce groupe, Stephan Reynaert, l'est dans toutes les activités exercées par Decamps au sein de différentes organisations : des réseaux de renseignements (Luc puis Marc de mars 1941 à octobre 1943, puis Ferrand jusqu'en août 1944³⁷²), mais également un autre groupe de résistance armée, l'OMBR. Nous sommes donc dans un cas où un cluster (aux contours plus ou moins nets) s'étend, au fil du temps et de probables péripéties, à différents types d'activités, mais toujours selon la même hiérarchie.

Ainsi, à propos des activités de Decamps pour l'OMBR, celui-ci dit avoir été mis en contact avec De Neef par l'intermédiaire de Jean Guilmaut (élève comme lui-même dans une asbl de la rue des Capucins, l'« Institut des Industries Textiles »³⁷³), à une période qui s'apparente clairement aux prémices du groupement. Dans cette même rue se trouve précisément l'école dans laquelle De Neef exerce la fonction de concierge, l'Institut Diderot³⁷⁴. Des réunions de chefs de groupe ont lieu chaque semaine chez De Neef, à une époque où l'OMBR aurait encore été appelé « Brigade 112 ». A en croire Decamps, celui-ci aurait donc pris part aux activités du groupement dès ses prémices. De son témoignage, il ressort qu'il exerce vraisemblablement des activités liées à la récolte de renseignements, dans la lignée de ses activités pour d'autres réseaux ; le tout sous la supervision, toujours, de Reynaert. Peut-être sommes-nous donc, comme pour un groupement comme l'AS, dans un cas de récolte de renseignements internes aux groupements de résistance armée, évoqué précédemment. Enfin, plusieurs autres mentions font état d'activités liées principalement à la diffusion de presse clandestine, à l'aide aux réfractaires et à la récolte de renseignements³⁷⁵.

³⁷⁰ *Ibid.*, p. 62.

³⁷¹ Qui y est affilié le 20 février 1941. Il est question de ce groupe dans un développement précédent.

³⁷² Decamps dit avoir arrêté ses activités le 16 août 1944, lorsque la police allemande a effectué une perquisition à son domicile.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Charles Decamps.

³⁷³ Etablie en 1939.

« Institut des Industries Textiles », dans *BCE* [En Ligne], <<https://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknummerform.html?nummer=0409.845.784&actionLu=Rechercher>> (consulté le 4 août 2023).

³⁷⁴ Sans doute s'agit-il de cette école, à moins qu'une autre école dont nous n'avons plus de traces ait existé dans cette même rue.

³⁷⁵ A propos de potentiels sabotages dont nous aurions pu nous attendre à trouver des traces, une seule personne, Albert Poucet, mentionne de tels actes. Ces actions ne concernent cependant pas Bruxelles mais ont lieu dans le cadre des activités du maquis de Châtillon (Saint-Léger, près de Virton).

A propos des mouvements issus de milieux militaires, nous constatons donc toute l'importance prise par l'Armée Secrète, les sources nous faisant globalement défaut pour les autres groupements.

Qu'avons-nous d'intéressant à relever ? Avant tout, ces groupements possèdent en toute logique une structure pyramidale, militaire. Dans certains cas, nous remarquons que cela doit présenter l'avantage – si les contacts sont limités aux supérieurs et inférieurs directs – de mettre en place une forme de « cloisonnement implicite » protecteur en cas d'arrestation. A l'inverse, cela présente le risque de couper des groupes perdant leur point de contact avec l'organisation, comme c'est le cas du groupe Freddy d'Arnoul de Briey.

Conformément à ce qu'avance la littérature³⁷⁶, l'AS dispose d'une aile dédiée à la collecte de renseignements, mais vraisemblablement dirigée vers l'intérieur. Cependant, en-dehors de ce « service renseignements », plusieurs personnes ont des contacts avec des services de renseignements, Zéro et Luc-Marc surtout. C'est également le cas de l'OMBR. Tous deux disposent, en outre, de quelques liens avec le domaine de la presse clandestine (relativement limités). Enfin, nous ne disposons que de peu d'informations sur le MNR, mais nous pouvons tout de même constater le rapprochement fait avec l'AS.

CEGESOMA, *Archives de l'OMBR*, dossier personnel Albert Poucet.

³⁷⁶ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. 200-205.

C. Mouvements « non-militaires modérés »³⁷⁷

Une troisième catégorie est celle dite des mouvements modérés et n'étant pas de nature militaire. Principalement issus de la bourgeoisie (souvent francophone), ces mouvements se tournent en priorité vers la résistance civile (plus pour des questions de moyens et de manque d'expérience selon Maerten), pratiquent de petits sabotages et récoltent des renseignements³⁷⁸. En somme, ce conglomerat peut être défini par ce qu'il n'est pas : il est composé de groupements n'étant ni militaires (AS, MNR, OMBR, KL), ni issus de tendances dites « extrêmes » (FI, MNR, AS dans une certaine mesure). Cette catégorie, en outre, ne prend pas en compte le Groupe G qui, comme nous le verrons, se situe un peu à part (et qui, accessoirement, est spécialisé dans le domaine spécifique du sabotage).

i. Le Mouvement National Belge

En ce qui concerne le Mouvement National Belge, nous ne disposons que de 26 personnes pour lesquelles il y a explicitement une mention d'appartenance au groupement³⁷⁹. Sa large base démographique ne se reflète pas numériquement dans nos dossiers, mais l'importance de son clandestin, *La Voix des Belges*, est bien visible. A notre échelle, nous pouvons également établir l'un ou l'autre liens avec *Mill*, service par lequel passe le MNB pour transmettre les renseignements qu'il récolte à Londres³⁸⁰.

³⁷⁷ Cette idée de classement, bien que soutenue par nos observations au fil de la littérature, provient de *Papy était-il un héros ?* de Fabrice Maerten.

Voir MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 52-53.

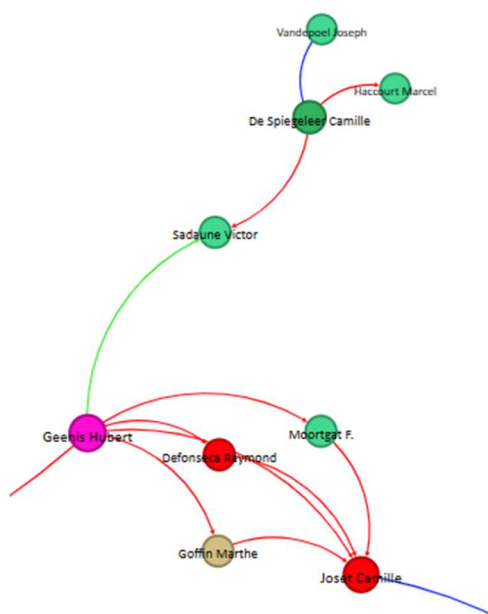
³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ A noter que les dossiers de ce groupement sont soumis aux mêmes difficultés de recherches que ceux de l'AS.

³⁸⁰ Le contact avec *Mill* est établi à partir d'août 1941 et dure jusqu'à la vague d'arrestation qui frappe la tête du MNB en février 1944. Avant cela, d'autres tentatives infructueuses de transmission de renseignements par le MNB ont lieu. Ils tentent d'abord de passer par le réseau *Luc*, mais trois de ses chefs doivent fuir peu après la prise de contact, à la suite d'une indiscretion d'un agent de *Benoît*, le lieutenant J. Par ailleurs, le MNB tente également, pendant un temps, de transmettre ses renseignements par l'intermédiaire du RIOB (*Royal Intelligence Office of Belgium*). La liaison est cependant rapidement interrompue – elle aura duré trois mois au grand maximum – car le service est infiltré par les Allemands. De plus, le MNB est alors déjà en contact avec *Mill*.

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, n°2, p. 19 et 28.

Fig 3.13 : Hubert Geenys³⁸¹.



Arrêtons-nous sur le cas d'Hubert Geenys. Domicilié rue du Duc (dans le quartier du Centre, proche de Saint-Michel), Geenys possède une casquette multiple : il se dit membre du MNB, mais également agent pour *Mill* et transporteur et distributeur de la *Voix des Belges*. Actif dès janvier 1941³⁸² selon ses propres dires, Geenys affirme avoir été un temps chef d'une brigade englobant Etterbeek et Stockel (et donc, sans doute, une partie au moins de la commune de Woluwe) avant d'adopter des fonctions plus importantes dans la diffusion de la *Voix des Belges*³⁸³. Il transmet également des renseignements vers *Mill*, mais pas avant février 1942, et aurait exécuté quelques sabotages pour le compte du 2^e Directoire du mouvement, celui sous la direction de Defonseca (dit « Marius »), donc, après l'arrestation de Joset. Enfin, à la demande de Defonseca (dont il semble être un « homme de confiance »), il aurait pris la direction d'une section de parachutage dans la province de Brabant en septembre 1943.

³⁸¹ Visuel tiré de l'Annexe 8.

Légende : Sur cette version du graphe, les personnes actives dans les trois organisations mises en avant (*Mill*, MNB et *Voix des Belges*) et dont on a consulté le dossier sont représentées en fuchsia. C'est le cas d'Hubert Geenys ici. Les nœuds rouges représentent des personnes actives dans le MNB et la *Voix des Belges*. Enfin, le vert met en avant les membres du MNB dont on a consulté le dossier. Le vert pâle concerne ces mêmes personnes mais dont le nom est seulement mentionné.

³⁸² Cela n'est techniquement pas impossible mais ferait de lui un précurseur du mouvement, dont Dujardin situe les premières réunions entre fondateurs – parmi lesquels les frères Aimé et Georges Dandois – au 17 décembre 1940. Joset lui-même n'est recruté qu'en janvier 1941.

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », *op. cit.*, p. 13-14.

BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, *op. cit.*, p. 86.

³⁸³ Dans le cadre desquelles il affirme notamment être un collaborateur de Marthe Goffin, puis du major Lejeune, qui « a repris les services de presse du MNB et de ses journaux ».

Dossier MNB CDH Hubert Geenys.

Geenis est arrêté le 18 février 1944 par la GFP, dans le même temps que les arrestations qui frappent la tête du MNB³⁸⁴. Tout comme les leaders du groupement, il est embarqué dans le train fantôme, dernier train en partance de Bruxelles, et est libéré le 3 septembre 1944³⁸⁵.

Geenis semble faire le pont entre différents « pans » de l'activité du mouvement. Tout en ayant initialement une activité à vocation locale, il prend des responsabilités de plus en plus larges, initialement dans la diffusion de la *Voix des Belges* à l'échelle provinciale, puis également au sein du MNB. Le cas d'Hubert Geenis, s'il présente un intérêt certain, est toutefois le seul dont le fond (et en particulier les dates) témoignent d'une véritable connexion avec Mill³⁸⁶.

Relevons par ailleurs que Geenis est recruté au MNB par Victor Sadaune, lui-même chef de la brigade de Saint-Gilles et mentionné par Camille De Spiegeleer. Ce dernier, résidant à Woluwe-Saint-Pierre, ne semble cependant pas avoir eu d'autre activité dans la commune que la distribution de presse clandestine. Dans le cadre de la brigade de Saint-Gilles, il affirme cependant avoir saboté des fiches à la Werbestelle³⁸⁷.

Notre corpus contient également plusieurs mentions d'autres sections locales, mais aucune qui ne semble pertinente vis-à-vis de Woluwe-Saint-Pierre. En effet, ces dossiers concernent Auderghem et Halle seulement.

Penchons-nous à présent sur le cas de la *Voix des Belges*, organe publié par le MNB entre août 1941 et août 1944. Ce journal fait partie des plus grands clandestins publiés, avec une moyenne de 12 000 exemplaires par tirage, mensuellement ou bimensuellement. Bien que pas

³⁸⁴ Plus précisément, le 18 est le lendemain de l'arrestation de Defonseca par la GFP. Dans son article, Dujardin retrace comment cette arrestation a lieu : « Ernest », agent de l'Abwehr, gagne la confiance de *Marius*, de *Mill* et de M23 (une personne qui fait la liaison entre *Mill* et le MNB). Par calcul ou par amitié pour M23 – Dujardin ne sait le dire –, Ernest fournit à l'Abwehr des renseignements sur le MNB, mais ne dénonce pas *Mill*. Toujours est-il que *Marius* et son adjoint sont arrêtés le 17 février 1942 par la GFP et emmenés rue Traversière, tandis que les arrestations ne touchent pas *Mill*, grâce à un peu de chance et à « la parfaite technique de l'agent secret ». Le contact avec *Mill* est rompu et les instructions de Londres relatives au maintien de l'ordre que devait initialement appliquer le MNB sont annulées. Lors de la Libération, le mouvement, amputé, ne joue pas le rôle qui lui avait initialement été dévolu.

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », *op. cit.*, p. 62-69.

³⁸⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Hubert Geenis.

SGRS, *Archives du Mouvement National Belge*, dossier personnel Hubert Geenis.

³⁸⁶ Cela a sans doute à voir avec le fait que nos données sur le sujet du mouvement sont limitées, mais il en ressort que nous ne nous attardons pas outre mesure sur les liens entre les deux. Pour ces mêmes raisons, le service *Mill* fait donc l'objet d'un développement à part dans ce travail.

³⁸⁷ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille De Spiegeleer.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Camille De Spiegeleer.

SGRS, *Archives du Mouvement National Belge*, dossier personnel Camille De Spiegeleer.

lié directement au parti catholique, les idées défendues par le journal en représentent bien les conceptions, à en croire les réflexions de José Gotovitch. En outre, il affirme que le journal désire contribuer à la lutte patriotique contre l'Occupant, mettant entre autres en place un fonds de soutien aux réfractaires³⁸⁸. Notons enfin que les arrestations qui frappent les personnes à la tête du MNB touchent également la *Voix des Belges*. Ainsi, des personnes comme Joset ou Lejeune connaissent l'arrestation, mais cela n'empêche pas le clandestin de continuer à paraître.

Force est de constater, tout simplement, que la *Voix des Belges* se diffuse dans des milieux très différents les uns des autres³⁸⁹. Des personnes de tous horizons le distribuent. On retrouve des personnes issues de milieux théoriquement « proches » comme les Insoumis par exemple, dont la majorité des membres importants mentionnent distribuer des exemplaires du journal. Des mentions de contribution à la diffusion du journal sont faites à l'AS, où Werne Jean-Paul et Henri de la section des postiers du SR2, Charles Decamps et ses contacts, ou encore Auguste Gonze affirment participer à sa diffusion. La *Voix des Belges* est également diffusée dans le milieu de la presse clandestine FI par l'intermédiaire de Georges Heyninck, qui les reçoit de Louis Vanden Bossche (domicilié rue Van Bever). Celui-ci ne précise pas d'où il les reçoit. Cependant, nous savons de lui qu'il est en contact avec Jean Briquemont, personne centrale dans le mouvement Vrank en Vrij, pour qui il procède également à des distributions.

Enfin, assez logiquement, des personnes-clefs de la diffusion de ce journal dans la commune sont celles citées précédemment lorsque nous évoquions le MNB et ses liens, précisément, avec ce journal : De Spiegeleer et Geenis. Ce dernier est en effet en contact direct avec la source, puisqu'il travaille un temps avec Marthe Goffin puis avec Léopold Lejeune. Se qualifiant lui-même de « transporteur et distributeur général », il dit en diffuser à chaque parution, des milliers par mois.

Cette diffusion à très large échelle, mentionnée dans des dossiers très divers - y compris dans des dossiers de groupements ne touchant pas à la diffusion de presse clandestine – souligne bien l'étendue de la portée du clandestin. Le fait est que des personnes qui distribuent de la presse clandestine, surtout si elles diffusent plusieurs clandestins, citent rarement toutes les

³⁸⁸ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 150-151.

³⁸⁹ Voir *Annexe 9*.

Légende : En jaune figurent les personnes contribuant à la diffusion de la *Voix des Belges* (et éventuellement d'autres journaux). En rouge, ce sont les personnes diffusant de la presse clandestine mais pas ce journal-ci. A nouveau, le même code couleur s'applique aux personnes dont nous n'avons pas consulté le dossier, mais le nœud apparaît avec une saturation plus basse (plus pâle) : les personnes dont on a consulté le dossier sont en orange pâle, celles dont on n'a pas consulté le dossier sont en mauve pâle.

feuilles qui leur passent entre les mains. Ainsi, lorsque la *Voix des Belges* est systématiquement citée dans les premiers journaux, cela exprime assez bien l'importance, consciente ou non, prise par ce clandestin dans l'esprit des gens. Ainsi, La *Voix des Belges*, comme la *Libre Belgique*, semble vraiment jouer un rôle de premier plan parmi les clandestins diffusés sous l'Occupation. Il est échangé, copié et stencilé maintes et maintes fois³⁹⁰.

ii. Les Insoumis

Le groupement des Insoumis, issu du journal du même nom, possède un nombre important d'adhérents à Woluwe, en regard de son importance parmi les groupements de résistance armée à l'échelle nationale³⁹¹. Comme pour le MNB, nous avons utilisé le graphe montrant les relations « interpersonnelles » entre résistants pour en faire ressortir visuellement les personnes liées aux Insoumis et au journal *L'Insoumis*³⁹².

L'histoire de ce groupement est étroitement liée à celle du journal portant le même nom : c'est ce journal, fondé en avril 1941 à Braine-le-Comte, qui est à l'origine du développement du groupement. A partir de mars 1943, il est ensuite rédigé et imprimé à Bruxelles ; procédé auquel participent certains individus wolusanpétrusiens. Le groupement des Insoumis passe sous l'autorité de Maurice Van Brabant car Nemegaire, le premier dirigeant des Insoumis, est arrêté à cette période³⁹³. Selon Gotovitch, c'est sous l'autorité de Van Brabant que le groupement « se transforme en un mouvement d'action de dimension nationale »³⁹⁴. La création de « sections » des Insoumis dans le courant de l'année 1943 n'étonne donc pas ; des revendications d'activités antérieures hors du domaine de la presse clandestine nécessitant au contraire d'être envisagées avec prudence.

Dans notre cas, cette prise de recul sur le contenu des dossiers s'avère essentielle. En effet, parmi les 73 dossiers Insoumis consultés et rentrant dans nos critères d'utilisation, 6 sont indéniablement des faux dossiers et au moins 25 autres sont à considérer avec précaution dans

³⁹⁰ Si nous disposions d'un peu plus de temps, nous approfondirions la piste d'Hubert Geenis et ses liens avec Goffin puis Lejeune, pour tenter de mieux comprendre la diffusion du journal, notamment du point de vue du transport.

³⁹¹ Dont les effectifs sont situés à 2129 membres reconnus selon Henri Bernard.
BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, op. cit., p. 112.

³⁹² Voir *Annexe 10*.

Légende : En jaune figurent les personnes actives dans la diffusion de l'*Insoumis*. En vert, ce sont les membres du groupement Les Insoumis, et en rouge les personnes mélangeant les deux activités. Les nœuds disposant de ces mêmes couleurs mais en plus foncées se réfèrent à des personnes seulement mentionnées.

³⁹³ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 56-57.

³⁹⁴ *Ibid.*, p. 56.

la mesure où ils ont été introduits par deux individus reconnus comme signataires et dépositaires de faux dossiers : Joseph De Veuster³⁹⁵ (surtout) et, dans une certaine mesure, Henri Van Heste.

Fig 3.14 : Le couple Heneaux-Ghyse.³⁹⁶

La base des activités *Insoumis* dans la commune est, logiquement, la presse clandestine. Des membres actifs de la commune jouent un rôle dans la diffusion du journal l'*Insoumis*, principalement autour du couple Georges Heneaux-Juliette Ghyse³⁹⁷. La date de début

effective de leurs activités n'est pas claire³⁹⁸, mais l'idée est la suivante : les époux Heneaux jouent dans un premier temps un rôle dans la diffusion de l'*Insoumis* (rédaction, impression, polycopie et récolte de fonds). Ensuite, en décembre 1943 seulement, Van Brabant confie à Heneaux la tâche d'organiser une section d'*Insoumis* pour le quartier de Stockel (en passant par Ghyse, avec qui il entretient des rapports étroits dans le cadre de la diffusion de l'*Insoumis*³⁹⁹). Concrètement, le groupe se prépare à la Libération : ils récoltent certes, selon eux, quelques renseignements militaires et politiques, mais il s'agit vraisemblablement surtout de recruter des membres en vue de la fin de l'Occupation, de transporter armes et explosifs, etc. A la Libération, le groupe constitué aurait ainsi été composé d'environ 130 hommes prêts à passer à l'action, répartis en 5 sections⁴⁰⁰.

En parallèle, un groupe rassemblé sous l'autorité d'Adhémar Fritz et de ses adjoints Joseph De Veuster⁴⁰¹ et Dominique De Jonghe aurait, selon eux, également été actif à Stockel à partir de 1942. S'il est crédible qu'ils aient notamment contribué à la diffusion de clandestins – parmi lesquels, l'*Insoumis* –, les dates avancées pour la mise en place de composantes relevant du domaine de la résistance armée sont suspectes. La véritable question qui se pose ici est celle de leurs liens véritables avec le groupement des *Insoumis*. Car le fait que ces personnes aient formé un groupe, actif notamment dans la diffusion de presse clandestine et s'étant préparé à la Libération, n'est pas invraisemblable. Mais s'ils avaient véritablement travaillé de concert avec le commandement *Insoumis*, de telles questions se seraient-elles posées ? Peut-être. Nous n'avons d'autre choix, ici, que de laisser la question ouverte⁴⁰².

³⁹⁸ Sans doute leur activité commence-t-elle, à petite échelle, par la diffusion de quotidiens créés plus tôt que l'*Insoumis*, comme *La Libre Belgique* par exemple. Le problème est que certaines déclarations sont contradictoires au niveau des dates. L'une ou l'autre dates avancées sont même erronées. Tous deux déclarent par exemple avoir commencé à diffuser la *Voix des Belges* dès septembre/octobre 1940, alors que le journal n'est créé qu'en août 1941.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossiers Juliette Ghyse, Georges Heneaux.

³⁹⁹ Et ce au point que, selon Van Brabant lui-même, Ghyse lui succède à la direction du journal lorsqu'il est arrêté, en février 1944.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Juliette Ghyse.

Exactement comme dans le cas précédent du MNB, le journal l'*Insoumis* joue un rôle prépondérant dans l'action des membres du groupement. Ce journal se diffuse lui aussi dans des milieux très divers et éloignés de son origine, comme la *Voix des Belges*. Relativisons cependant ce constat en ajoutant que ce journal est moins répandu que celui du MNB. Il relève bien, semble-t-il, du même type de fonctionnement.

⁴⁰⁰ Il n'y a cependant pas de listes, d'ordres de bataille permettant d'en savoir plus sur ces « sections ».

CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier personnel Georges Heneaux.

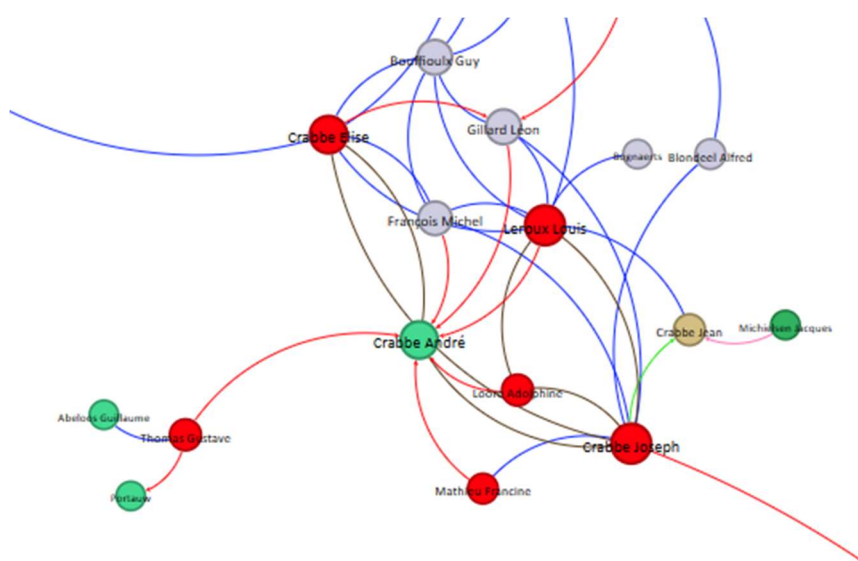
⁴⁰¹ A noter que Fritz et De Veuster sont également actifs dans le domaine du renseignement.

A propos de De Veuster, signalons que son importance visuelle dans les graphes utilisés dans ce travail résulte de la place qui lui est donnée dans les dossiers. Toutes les questions soulevées par la validité de ces sources montrent cependant bien comme cette importance visuelle doit être relativisée.

⁴⁰² Pour aller plus loin dans ces réflexions, il serait pertinent de chercher, peut-être, après des fonds plus « centraux » du groupement qui pourraient éclairer sur la question. Et, dans tous les cas, confronter les dossiers personnels des personnes impliquées, à commencer par Jos De Veuster, Adhémar Fritz et Georges Heneaux.

Notons tout de même que certaines déclarations faites par des membres de ce groupe sont crédibles. Louis Mombaerts, par exemple, employé au service Population de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, aurait apporté son aide aux réfractaires par divers moyens en sa possession (radiations pour d'autres communes, inscription de personnes dans les registres, destruction d'avis de rappel pour le travail obligatoire, ...) ⁴⁰³. Autre exemple : Alfred Lathouwers, mécanicien de profession, qui affirme avoir exercé de petits sabotages ⁴⁰⁴. Ainsi, si des informations posent problème (principalement au niveau de la procédure et des dates), tout le fond ne l'est définitivement pas !

Fig 3.15 : Cluster de la famille Crabbe ⁴⁰⁵.



A ces groupes, ajoutons une section dite d'« Etterbeek-Woluwe », fonctionnant entre mai/juin 1942 et janvier 1944, sous l'autorité d'André Crabbe et autour du cluster formé par sa famille (son frère Joseph ainsi que l'épouse, la fille et le gendre de ce dernier) ⁴⁰⁶. Parmi leurs activités figurent la diffusion de presse clandestine – l'*Insoumis* parmi d'autres titres -, ainsi que la participation à la mission *Claudius-Tybal* ⁴⁰⁷. Cependant, si les contours de ce cluster familial sont nets, l'appellation « Etterbek-Woluwe », en l'absence de plus de détails, paraît quelque

CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossiers personnels Joseph De Veuster, Adhémar Fritz, Georges Heneaux.

Notons au passage toutes les complications liées à l'accolement, pendant deux ans, des Insoumis à l'OMBR, qui semble avoir créé nombre de vices de procédures et ouvert, précisément, la voie à de fausses déclarations.

⁴⁰³ CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier Louis Mombaerts.

⁴⁰⁴ CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier Alfred Lathouwers.

⁴⁰⁵ Visuel tiré de l'*Annexe 10*.

⁴⁰⁶ La plupart des documents semblent indiquer que l'officier à la tête du groupe est André Crabbe, bien qu'Elise Crabbe, fille de Joseph, fasse référence à un « Groupe Crabbe Frères – Etterbeek-Woluwe ».

CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier Elise Crabbe.

⁴⁰⁷ Qui provoque d'ailleurs la fin de leurs activités, la plupart d'entre eux étant arrêtés par les Allemands le 8 janvier 1944.

peu abusive. Enfin, les liens des frères Crabbe avec le commandement Insoumis ne sont, là non plus, pas très clairs.

En somme, il y a donc différents groupes assez distincts les uns des autres, et sans que l'on ne remarque de cohérence au niveau communal. Il n'y a pas de coordination entre les groupes ; ou alors elle ne nous est pas apparue. Sur base de ce constat, les questions d'« autorité » que l'un ou l'autre revendiquait sur une aire géographique définie semble alors plus aisément compréhensible.

Les mouvements non-militaires modérés présents à Woluwe, le MNB et les Insoumis, touchent indéniablement à plusieurs formes de résistance. La presse clandestine joue clairement un grand rôle, la diffusion de la *Voix des Belges* et l'*Insoumis* faisant partie des principales activités de leur mouvement d'appartenance. Ces deux clandestins se diffusent dans des milieux assez éloignés de leur milieu d'origine ; ils sont diffusés à une large échelle. Une personne vraisemblablement importante dans le MNB de Woluwe est Hubert Geenys, qui contribue notamment à la diffusion de la *Voix des Belges*. De même, les représentants de différents groupes Insoumis – étonnement peu unis cependant – jouent tous un rôle dans la diffusion de presse clandestine. L'un d'eux, Georges Heneaux, contribue à la préparation de la Libération par la mise en place d'une section de résistance armée à proprement parler. Les liens des deux autres groupes (Fritz-De Veuster-De Jonghe et le cluster Crabbe) avec le commandement Insoumis sont, eux, moins évidents à retracer. Enfin, ces mouvements exercent également des activités liées à la récolte et transmission de renseignements. Le MNB possède quelques contacts avec Mill mais ceux-ci sont, ici, plus limités que ce nous aurions pu nous attendre à trouver. Dans le cas des Insoumis, nous apercevons des liens clairs avec plusieurs réseaux de renseignements, mais également avec la mission SOE-Sûreté Claudius-Tybalt.

D. Un mouvement lié à l'ULB : le Groupe G

Le Groupe Général de Sabotage de Belgique, dit « Groupe G », est un mouvement actif principalement dans le sabotage des voies de communication (chemins de fer, cours d'eau) et de l'approvisionnement en énergie. Le groupement est créé à l'initiative du major Wendelen qui, parachuté par le SOE en janvier 1942, a pour mission de mettre en place un réseau de sabotage en Belgique⁴⁰⁸. Pour ce faire, il prend contact avec des personnes issues du cercle du libre examen de l'ULB. C'est de ce milieu que va émerger le groupe.

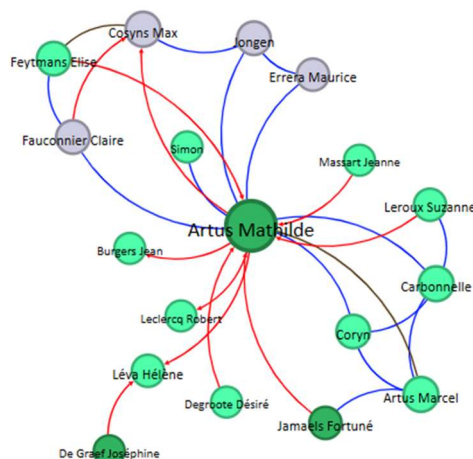
Au sein de notre classement, le Groupe Général de Sabotage de Belgique (« Groupe G ») forme une sorte d'anomalie. Ce mouvement, n'est vraisemblablement pas de nature militaire, est issu du milieu libre-exaministe, et n'est pas isolé de la « nébuleuse FI » et du service Hotton. Selon Gotovitch, cela est le fruit du fait que « les affinités idéologiques jouent un rôle certain (...) mais pas contraignant »⁴⁰⁹. Enfin, une autre particularité est sa nature de service de sabotage, dont la création a entre autres été initiée par un chargé de mission du SOE. Tout cela en fait un mouvement assez distinct.

L'absence de « section » propre à Woluwe n'est pas incohérente. Nous pouvons poser deux observations intéressantes : d'une part, quelques personnes issues de la commune sont actives dans le noyau central du groupement, l'Etat-Major National. D'autre part, nous apercevons quelques membres d'un dit « Groupe Génie P.P. ».

⁴⁰⁸ MAERTEN Fabrice, « Groupe G », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], dans <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/groupe-g.html>> (consulté le 6 août 2023).

⁴⁰⁹ GOTOVITCH José, « Les multiples résistances universitaires », dans DESPY-MEYER Andrée, DIERKENS Alain et SCHEELINGS Frank (éd.), *25 novembre 1941 : l'Université Libre de Bruxelles ferme ses portes*, Bruxelles, Archives de l'ULB, 1991, p. 153.

Fig 3.14 : Mathilde Artus⁴¹⁰.



A rattacher à l'Etat-Major du G, évoquons le cluster autour de Mathilde Artus. Recrutée en septembre 1943 par Hélène Léva (dit « Madeleine », épouse de Jean Burgers, le chef du groupement)⁴¹¹, Artus est à la tête du service intendance ; entendons par là la logistique. Au début, elle a à son service, pour la seconder, quatre femmes : Betty Mardulyn, Monique Evalenko ainsi que deux infirmières dont elle ne connaît que les pseudonymes, Lucienne et Monique. Notons qu'elle déclare également comme sous-agents : son amie Elise Feytmans, chez qui elle loge près du Cinquantenaire (rue Juste Lipse) ainsi que Suzanne Leroux et Jeanne Massart, qui lui apportent toutes deux de l'aide au niveau du ravitaillement⁴¹².

La tâche d'Artus consiste à « organiser » les PC successifs du G, c'est-à-dire rendre habitables les maisons qui lui sont désignées et louées par Leclercq, et veiller à leur approvisionnement en vivres. Elle organise également le transport d'armes et de matériel.

⁴¹⁰ Visuel tiré de l'*Annexe 11*.

Légende : Les personnes membres du G dont nous avons consulté le dossier sont représentées en vert. Le vert clair désigne celles dont le nom est seulement mentionné.

⁴¹¹ Qu'Artus connaît probablement via sa propre appartenance au milieu de l'ULB, puisqu'elle est elle-même docteure en philologie romane diplômée de l'ULB.

CEGESOMA, *Archives du Groupe Général de sabotage de Belgique*, dossier personnel Mathilde Artus.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier personnel Mathilde Artus.

Notons une particularité spécifique au Groupe G : les cadres du groupement ont bénéficié de reconnaissances au statut ARA, chose exceptionnelle pour des membres d'un groupement de résistance armée. A ce titre, la référence à un dossier « ARA » au nom de Mathilde Artus (par exemple) n'est donc pas une erreur.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ?*, op. cit., p. 90.

⁴¹² Leroux lui procure des fournitures du « Bon Marché », en plus grosses quantités mais payantes. A l'inverse, Massart fournit des marchandises du « Grand Bazar » (GB), en quantités plus limitées mais gratuites.

CEGESOMA, *Archives du Groupe Général de sabotage de Belgique*, dossier personnel Mathilde Artus.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier personnel Mathilde Artus.

Enfin, Artus affirme avoir, à l'occasion, procédé au recrutement de nouveaux membres et à la collecte de renseignements⁴¹³.

Lorsque Burgers est arrêté en mars 1944⁴¹⁴, le PC est déplacé au domicile d'Artus, rue Emmanuel Mertens (dans le quartier de la rue Kelle). Il y reste trois mois, jusqu'en juin, durant lesquels son domicile sert de dépôt d'armes, de poste à émetteur radio, et surtout de lieu d'« asile » pour les chefs de sections du groupement. En parallèle, Artus contribue à organiser un PC dans le Brabant, à Ransbeck⁴¹⁵. Pour cela, elle travaille notamment avec son cousin Marcel Artus et un voisin, Fortuné Jamaels⁴¹⁶.

Notons qu'avant son engagement dans le G, Artus sert de courrier entre Burgers et Wendelen, quand celui-ci travaille précisément à la mise en place du G. Par ailleurs, elle est également en contact avec le réseau Zéro via Max Cosyns, pour qui elle récolte des renseignements, procédant notamment à des relevés de terrains pour des parachutages, entre mars 1942 et février/mars 1943⁴¹⁷.

Mentionnons enfin que plusieurs dossiers évoquent un « Groupe Génie P.P. », mais que la dispersion des mentions ne nous a pas permis d'en retracer la structure. Ces dossiers font référence à des hébergements (d'hommes et de matériel) et à la récolte de renseignements. L'un d'entre eux cite le « sabotage » dans ses activités mais sans plus de précisions.

⁴¹³ *Ibid.*

⁴¹⁴ Possiblement des suites de la « Grande Coupure », une action de sabotage de grande envergure menée par le G dans la nuit du 15 au 16 janvier 1944. Cette action a consisté en la coupure du réseau électrique dans une large zone du territoire belge, provoquée par la destruction simultanée de pylônes à haute tension. Si les conséquences « matérielles » et économiques sont parfois discutées, l'impact psychologique d'une telle action est non-négligeable. Cependant, le revers de la médaille est que l'organisation d'une action de cette ampleur a nécessité l'élargissement des contacts des membres du G avec des personnes supplémentaires, augmentant *de facto* le risque de dénonciation. En somme, que cela soit par l'augmentation des risques de dénonciation ou par le fait d'avoir attiré l'attention des Allemands sur le G, la Grande Coupure peut peut-être contribuer à expliquer l'arrestation de Burgers.

COLIGNON Alain, « Grande Coupure (La), la plus belle opération de sabotage coordonnée du réseau électrique », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/1944-01-15-grande-coupure-la-la-plus-belle-operation-de-sabotage-coordonnee-du-reseau-electrique.html>> (consulté le 6 août 2023).

⁴¹⁵ Hameau situé dans la commune de Lasne, aujourd'hui orthographié « Ransbèche ».

⁴¹⁶ Le premier, Marcel Artus, est le résident officiel de la maison louée pour l'occasion, probablement par le Dr Coryn, avec qui il travaille au PC de Ransbeck. Il avait initialement été recruté par Madeleine pour faire office d'agent de liaison entre Liège et Bruxelles. Jamaels, entrepreneur en bâtiments, est chargé de la construction d'un abri pour le poste de radio du PC. L'équipe y établit également une chambre noire, pour le traitement de photos.

CEGESOMA, *Archives du Groupe Général de sabotage de Belgique*, dossiers Mathilde Artus, Fortuné Jamaels.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Mathilde Artus, Fortuné Jamaels.

⁴¹⁷ CEGESOMA, *Archives du Groupe Général de sabotage de Belgique*, dossier personnel Mathilde Artus.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier personnel Mathilde Artus.

E. Conclusion

Les mouvements de résistance existants, issus de différentes tendances, sont bien représentés à Woluwe-Saint-Pierre. Pour la plupart d'entre eux – à l'exception des mouvements issus de milieux militaires de droite royaliste – la presse clandestine et la résistance civile semblent jouer un rôle particulièrement important. Les membres du Front de l'Indépendance distribuent pour beaucoup la presse communiste, mais sont également actifs dans l'aide aux réfractaires et aux familles de clandestins via l'organisme Solidarité. Par ailleurs, le milieu de la résistance syndicale joue le rôle de vivier de recrutement pour le FI via les CLS (surtout celui des Tramways bruxellois et vicinaux). Le MNB et les Insoumis, mouvements « non-militaires modérés », sont tous deux étroitement liés à la diffusion de leurs clandestins respectifs, *La Voix des Belges* et *l'Insoumis*. Ces deux journaux sont diffusés à une large échelle, dans des milieux très divers. En outre, les membres de ces groupements dont les activités sont marquantes, comme Hubert Geenis ou le couple Heneaux-Ghyse, contribuent tous à la diffusion de ces journaux. Bien que cela ne soit pas le cheval de bataille principal de l'AS, les journaux s'y diffusent également. Certaines sections comme celle des postiers de Werne se spécialisent dans leur diffusion et dans l'interception de courrier.

Ces mouvements exercent tous des activités de résistance armée, à des échelles diverses. Le Groupe G et les PA en font leur activité centrale ; l'Armée Secrète également, sur un ton un peu différent. Le cas du G illustre bien les nécessités annexes auxquelles les organisateurs de ces groupements doivent répondre. Via Artus, une habitation à Woluwe sert de poste de commandement au mouvement pendant quelques temps en 1944. L'AS, bien que commençant à se structurer dès 1940 pour certains groupes, ne se met au sabotage systématique qu'avant la Libération, suivant les ordres du SOE et de la Défense nationale. Plusieurs résistants de Woluwe passent par les PA ou y sont actifs ; l'activité « à main armée » de cette organisation est cependant moins importante dans la commune. L'OMBR et le MNR appartiennent également théoriquement à ce groupe⁴¹⁸.

Plusieurs mouvements mettent tardivement en place des sections de résistance armée. Les Insoumis s'y appêtent à partir de la fin de 1943, lorsque Van Brabant demande à Georges Heneaux de former des troupes de choc dans la commune. A la Libération, il dispose d'environ 130 personnes réparties en cinq sections. Le MNB ne peut faire de même à cause d'arrestations ayant lieu en février 1944. Les MP des Trois Woluwe sont également instituées

⁴¹⁸ Mais de telles observations n'ont pas été effectuées dans nos dossiers et n'ont pu être complétées.

comme telles à partir de mars 1944. Ces troupes sont actives lors de la Libération ; des combats ont notamment lieu pour libérer le Parc de Woluwe et la Forêt de Soignes.

Il ressort que tous les mouvements sont liés à la récolte de renseignements, à des échelles différentes et avec des objectifs différents. Chose fréquente dans les mouvements de résistance armée⁴¹⁹, plusieurs procèdent à la récolte de renseignements dans l'objectif d'en faire un usage interne. Nous en retrouvons des mentions chez les PA (Paul et Robert Baert), mais également à l'AS, qui dispose d'un service renseignement (dit « SR2 ») semblant servir cet objectif. À l'inverse, le MNB fait à ce titre figure d'exception, ayant des liens de collaboration étroite et systématique avec le service Mill⁴²⁰.

La plupart des mouvements comptent par ailleurs dans leurs rangs des résistants qui sont eux-mêmes engagés dans des réseaux de renseignements, faisant office de « ponts » entre les deux. Le MNR en compte une mention. L'AS dispose de plusieurs liens vers Zéro (un des fils Baert, Nicolas Damblé), Luc-Marc et Ferrand (via la sous-section de Charles Decamps). La famille Baert fait également office de point de contact entre Zéro et le FI. Ce mouvement est par ailleurs très bien connecté aux réseaux de renseignements via Van Tuykom et surtout le Dr Pirson, membre actif d'Athos et de Portemine. Enfin, les Insoumis possèdent l'un ou l'autre contact, mais cette observation se vérifie moins spontanément dans leur cas.

De nombreuses personnes jouent un rôle dans les mouvements de résistance. Nos observations sur graphes nous montrent cependant que certaines sont particulièrement bien connectées, à l'image du couple Pirson-Quinot, dont l'occupation dans le cadre de la résistance ne se limite clairement pas à leur appartenance au FI., en témoigne le calcul de leur modularité. Nous serons donc attentifs, dans la suite de ce travail, au rôle joué par des figures centrales comme eux.

⁴¹⁹ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 200-205.

⁴²⁰ Il serait toutefois pertinent d'étayer ces observations, qui sont plus que limitées dans notre corpus.

4) Réseaux

Le deuxième grand ensemble d'organisations sur lesquelles nous nous penchons est celui des réseaux. Les réseaux, dont les effectifs sont plus limités que ceux des mouvements (les plus grands atteignent quelques milliers de membres), ont pour point commun de ne pas relever de dynamiques de masses. Leurs objectifs sont spécifiques et demandent de faire appel à un tissu social bien ficelé mais ne requièrent pas « l'effet du nombre » pour se mettre en place. Ils ont pour principales activités la récolte de renseignements et l'évacuation de personnes clandestines⁴²¹.

A. Réseaux de renseignements

En ce qui concerne les réseaux de renseignements, la nature imbriquée du phénomène nous pousse à nous baser sur un graphe unique pour en faire ressortir des constats intéressants. Nous nous basons donc sur l'*Annexe 1*, qui présente les liens sociaux reliant les résistants mais ignore leurs appartenances à divers groupements. Utiliser cette version du graphe permet ainsi d'« alléger » visuellement le rendu, tout en nous permettant de ne nous référer qu'à une seule grande représentation du réseau, ce qui a pour avantage de maintenir une certaine cohérence entre les différentes parties des développements qui suivent⁴²².

Au sein du graphe, nous commençons par isoler visuellement du reste (via l'utilisation de couleurs) les nœuds représentant des personnes actives dans le domaine du renseignement⁴²³. Ensuite, réseau par réseau, nous produisons des « visualisations » différentes de ce graphe

⁴²¹ Comme nous le verrons, nous y ajoutons les missions « Action » de la Sûreté de l'Etat, qui relèvent de la même dynamique et ciblent des missions – souvent de sabotages – bien particulières. Ces missions ne sont bien évidemment pas les seules à avoir été initiées depuis Londres. Seulement, au vu de leur multitude, les traiter séparément semble pertinent. Gardons cependant à l'esprit qu'il existe bien d'autres « missions » dans d'autres domaines (évasion, propagande, renseignement) initiées par la Sûreté en collaboration avec d'autres services britanniques. Si les informations à notre disposition rendent leur évocation pertinente, ces autres « missions » sont évoquées dans les parties se rapportant à leur nature, à leurs objectifs.

BERNARD Henri, *La Résistance 1940-1945*, op. cit., p. 95.

STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 22 et 31.

⁴²² Dans un cas comme celui-ci, les enjeux de recherche dans ce domaine se font ressentir. Le « multi-layout », c'est-à-dire la capacité à subordonner les niveaux d'analyse d'un réseau, est une piste de recherche importante dans ce domaine. Avoir des réponses à ces questions nous aurait rendu service ici.

GRANDJEAN Martin, « Introduction to Social Network Analysis : Basics and Historical Specificities », op. cit.

⁴²³ Voir *Annexe 12* pour le graphe représentant cette base commune. Les nœuds faisant partie du domaine du renseignement sont de deux couleurs : en rouge (pour les personnes dont nous avons consulté le dossier) ou en orange vif (pour les personnes dont nous n'avons pas consulté le dossier).

En outre, le reste du réseau garde ses couleurs « de base », mais la saturation en est baissée. Les nœuds en orange très pâle représentent donc des résistants qui ne font pas partie du domaine du renseignement mais à propos de qui nous avons consulté au moins un dossier. Il en va de même avec les nœuds en bleu marine très pâle pour les personnes dont nous n'avons pas consulté les dossiers.

mettant tour à tour en avant les personnes qui sont membres des réseaux étudiés et les éventuels points de contacts (dits « ponts », ou *bridges*) entre réseaux.

Au total, l'ensemble des individus que nous prenons alors en compte représente 26,71% des nœuds du graphe, soit environ une personne sur quatre⁴²⁴, parmi lesquels 10,24% dont nous avons consulté un dossier personnel, le reste étant composé de personnes simplement « mentionnées » dans ces dossiers. Au total, nous comptons donc 426 mentions de « participation », réelle ou seulement déclarée, à des réseaux de renseignements. Parmi celles-ci, 188 proviennent de dossiers consultés⁴²⁵, et les autres font simplement référence à des informations trouvées dans lesdits dossiers, ainsi que dans la littérature. De simples énumérations montrent bien la diversité de réseaux présents : ils ne sont pas moins d'une quarantaine. Les trois principaux « secteurs autonomes »⁴²⁶ de Zéro (Athos, Castor & Pollux et Portemine) comptent, tous ensemble, 30 membres. Si l'on y ajoute les résistants faisant partie des secteurs « propres » de Zéro, on monte à 57 personnes. Suivent également Luc-Marc (le réseau le plus important par le nombre de membres)⁴²⁷, Mill et Martiny-Daumerie, ainsi que de plus petites cellules dans des organisations comme Clarence ou Bayard.

i. Un réseau central : Zéro

Parmi les réseaux de renseignement, il y en a un qui est incontournable : Zéro. Initialement fondé dans le sous-sol de la Banque de Bruxelles par Fernand Kerkhofs à l'été 1940, ce réseau compte au total environ 4000 membres. Il est successivement dirigé par Kerkhofs lui-même, William Ugeux, Albert Hachez, Maxime Vanpraag puis André Rostenne.

Zéro forme ainsi l'un des « grands services »⁴²⁸ actifs, et sans doute celui dont les connexions sont les plus nombreuses, tant le réseau a de liens avec le monde politique et l'*Establishment* économique⁴²⁹. En outre, nous avons déjà plusieurs fois évoqué ses liens avec d'autres organisations. Mentionnons en particulier les connexions entre ce réseau et *La Libre Belgique* *Peter Pan*, entre autres en la personne de William Ugeux.

⁴²⁴ Mais un peu plus en réalité, dans la mesure où, comme dit précédemment, l'organisation de l'AS et de ses archives nous a poussé à « élargir » notre sélection de personnes prises en compte.

⁴²⁵ Et donc considérés comme « utiles » selon les critères vus précédemment.

⁴²⁶ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 74.

⁴²⁷ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. 158.

⁴²⁸ Suivant la définition donnée par Emmanuel Debruyne, entendons par « grand service » un service dépassant le millier d'agents. Cinq services entrent dans cette catégorie selon lui : Luc-Marc, Zéro, Clarence, Bayard et Zéro-France.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. 158.

⁴²⁹ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 163-165.

Le service compte au total 13 secteurs. Parmi eux, huit sont considérés comme « propres », c'est-à-dire qu'ils font entièrement partie du réseau, comme dans n'importe quelle organisation du même type. A Woluwe-Saint-Pierre, nous retrouvons principalement deux des secteurs propres, lorsqu'ils sont explicitement nommés. D'une part, le secteur Centre, qui forme le noyau central du service et est dirigé par le chef de tout le réseau. D'autre part, nous retrouvons quelques membres du secteur 0.17, actif de février 1942 à la Libération et initialement dirigé par Yvon Michiels⁴³⁰.

Zéro compte également 5 secteurs autonomes. Ceux-ci sont « à peu près autonomes dans leur direction et leur organisation, mais ils dépendent totalement de Zéro en matière de liaisons terrestres, de radio et de financement »⁴³¹. Parmi eux, nous retrouvons, à Woluwe, les secteurs Athos, Portemine ainsi que Castor & Pollux.

Hormis une petite section gantoise, le secteur Centre se situe à Bruxelles et compte un peu moins de 600 membres. A travers sa position supérieure dans l'organigramme du réseau, le secteur est responsable de la transmission des renseignements de tout le service vers Londres (et parfois même de services avec lesquels Zéro travaille)⁴³².

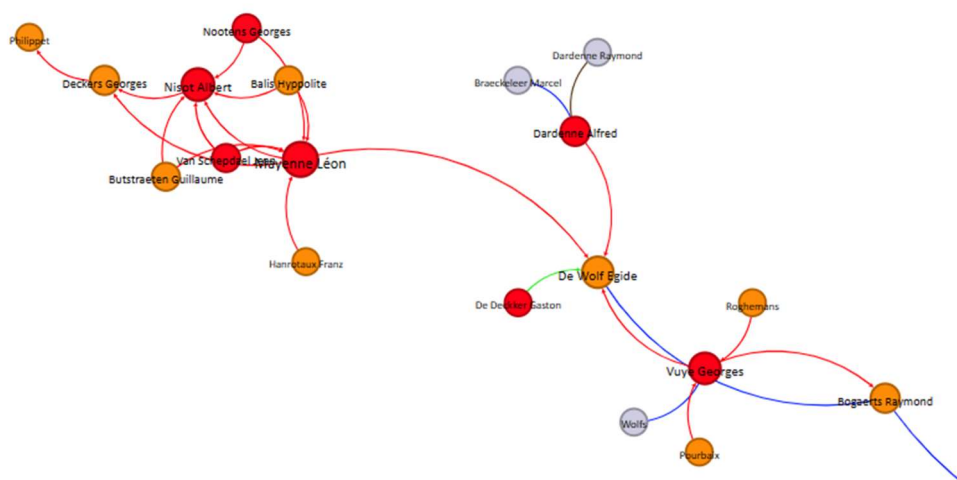
Dans le cas de ce secteur, le regard que nous avons su développer dessus n'est que partiel. En effet, les mentions que nous retrouvons des principaux dirigeants du secteur sont assez sporadiques, et renvoient ainsi à des coins du graphe assez isolés les uns des autres.

⁴³⁰ *Ibid.*, p. 74.

⁴³¹ *Ibid.*, p. 74.

⁴³² A ce sujet, Yaëlle Van Crombrugge fait un point intéressant sur la répartition des renseignements en trois catégories en fonction de leur fiabilité : certains, probables et douteux. C'est ce classement qui détermine ensuite des priorités dans la transmission des renseignements vers Londres.
Ibid., p. 58.

Fig 4.1 : Section Egide De Wolf – Secteur Centre de Zéro⁴³³.



Cependant, nous parvenons tout de même à dégager une section, structurée sous l'autorité d'Egide de Wolf⁴³⁴. Les personnes ayant travaillé avec lui affirment avoir exercé ces activités à partir de la fin 1940 (ce qui est crédible) jusqu'à l'évasion de De Wolf en septembre 1941⁴³⁵. Ces activités concernent logiquement du renseignement, principalement militaire mais également économique. Par ailleurs, les personnes en contact avec lui affirment également distribuer *La Libre Belgique* clandestine ; en toute logique, ces exemplaires devaient provenir des supérieurs de De Wolf⁴³⁶.

Parmi eux, relevons notamment Georges Vuye, sous-agent de Raymond Bogaerts, qui est lui-même agent de De Wolf. Habitant rue de la Cambre, son profil est intéressant dans la mesure où il est affilié à Zéro et mentionne la distribution de *LLB*. Pourtant, il est uniquement reconnu comme résistant par la presse clandestine, entre octobre 1940 et octobre 1942 ; signe d'ailleurs que quiconque a repris le flambeau après De Wolf a continué à transmettre *La Libre Belgique*. Bogaerts aurait par ailleurs également été en contact avec Elise Crabbe, membre des Insoumis et ayant participé à des émissions pour Claudius-Tybalt⁴³⁷. De plus, on voit aussi se tisser une connexion entre Zéro et le RIOB via cette section, en la personne de Léon

⁴³³ Visuel tiré de l'Annexe 12.

Légende : Les personnes actives dans le renseignement et dont nous avons consulté le dossier sont représentées en rouge. Les nœuds en orange vifs représentent des personnes seulement mentionnées.

⁴³⁴ Les dossiers s'y référant se disent clairement appartenir au secteur « Centre ». Ici, nous n'avons donc qu'un visuel de cette section spécifiquement, et de ses propres liens avec d'autres organisations mais indépendamment de leurs supérieurs.

⁴³⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Léon Mayenne.

⁴³⁶ Il en est question lorsque nous évoquons les liens entre *La Libre Belgique* et le réseau Zéro.

⁴³⁷ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossiers Georges Vuye, Elise Crabbe.

Mayenne. Cependant, son dossier mentionne seulement la diffusion de tracts en allemand, et ne donne pas de détails sur les « renseignements » qu'il aurait transmis⁴³⁸.

Quels autres cas rencontrons-nous dans le secteur Centre ? D'abord, un cas spécifique : Fernand Van den Heuvel, officier de l'armée, domicilié avenue Jules de Trooz, est en contact direct avec Kerkhofs, mais son activité s'est arrêtée au départ de celui-ci (soit début octobre 1941). Il fait sans doute partie des agents directs du secteur Centre⁴³⁹, et récolte des renseignements militaires, économiques et politiques, en plus de recruter d'autres membres. Van den Heuvel ayant seulement reçu une simple lettre de remerciements, Moens, proche collaborateur de Kerkhofs, a demandé à le faire passer au statut d'auxiliaire de 1^{ère} classe ; signe, sans doute, d'une activité réelle aux yeux de ce dernier⁴⁴⁰.

Ensuite, mentionnons également Alexis Colin, qui héberge des soldats britanniques pour le compte de Benoit entre fin 1940 et fin 1941. Lors de ses activités d'hébergement, il place notamment un soldat britannique chez les Heneaux, couple de résistants actifs dans les Insoumis et déjà évoqué précédemment. Après la fin de cette activité pour Benoit, Colin affirme avoir poursuivi des activités de renseignements et de reproductions de plans pour le compte de Juliette Ghyse, au sein d'une section dite « 0.195 » qui ferait partie du secteur Centre de Zéro. Cette activité aurait duré entre juillet 1942 et la Libération⁴⁴¹. Nous ne sommes pas arrivé à vérifier ces déclarations, quand bien même la reconnaissance au statut ARA dont Colin bénéficie prend ces dates en compte⁴⁴².

En ce qui concerne le second secteur propre de Zéro, 0.17, il est moins évident d'en distinguer la structure. Mis sur pied en février 1942 et constitué autour des contacts noués précédemment par Yvon Michiels, il n'est par nature pas limité à une zone géographique précise⁴⁴³. Cette observation semble se confirmer dans nos sources, dans la mesure où il est difficile de distinguer l'appartenance géographique des groupes décelés. Cela dit, ce constat doit être relativisé car il vaut également pour d'autres activités du même type.

⁴³⁸ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Léon Mayenne.

⁴³⁹ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 58.

⁴⁴⁰ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Fernand Van den Heuvel.

⁴⁴¹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Alexis Colin.

⁴⁴² Attribuons cela, dans ce cas-ci, au manque de temps. Peut-être le dossier ARA de Juliette Ghyse – s'il existe – aurait-il pu nous apporter de plus amples indications à ce propos ? ce n'est en tout cas pas le cas de celui de son époux, Georges Heneaux.

⁴⁴³ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 64.

On peut rattacher, de manière plus ou moins directe, plusieurs personnes habitant Woluwe au secteur 0.17⁴⁴⁴, mais il est difficile d'affirmer que ces récoltes ont lieu au sein de la commune. Si une part de l'activité (recopiage d'informations à domicile, transmission de plis, etc.) peut y avoir lieu, d'autres pans de l'activité y sont plus difficilement rattachables.

Les quelques activités dont nous avons des traces semblent être conformes à l'objectif général donné à l'action du secteur, qui est de récolter des renseignements de nature militaire. Cela dit, on se situe surtout dans des domaines attenants, entre autres dans le secteur économique via des activités professionnelles. Ainsi, Joseph Jacques-Houssa, employé chez Shell, affirme récolter des renseignements relatifs aux approvisionnements en carburant et aux équipements dans ce domaine. De plus, son métier le poussant à voyager, il effectue des surveillances de champs d'aviations⁴⁴⁵. Ce type de surveillance est également rapportée par Armand Van Hool, ingénieur civil de profession et habitant Stockel⁴⁴⁶.

Des secteurs autonomes de Zéro, le seul à être entré dans une forme de conflit avec Zéro est Athos. Ce service est constitué par le lieutenant Fernand Cannoot (dit « Athos ») à partir de 1940, en collaboration avec Jean-Paul Harroy (« Porthos ») et Edouard Cuvelier (« Aramis » et « Béret »). Athos est opérationnel car en contact avec Zéro à partir de juillet 1941, mais ce lien n'est fonctionnel, selon Yaëlle Van Crombrugge, qu'à partir de novembre 1941⁴⁴⁷.

Issu de milieux militaires, ce service entretient avec la direction de Zéro (des juristes, issus du milieu civil) des rapports qui se dégradent avec le temps. Ces désaccords portent notamment sur la nature des renseignements à transmettre, sur la présence de troupes de choc dans Athos

⁴⁴⁴ Non-mentionnées ci-après : Baudry Juliette (tâche de secrétariat dans la section d'Henri Daumin, à laquelle Armand Van Hool appartient également) ; Joseph Depasse (dont les dossiers mentionnent la transmission de renseignements relatifs à des parachutages à Yvon Michiels).

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Joseph Depasse, Juliette Baudry.

Mentionnons également le cas un peu particulier de Jacques Engels, qui nous pousse à travailler notre sens de la critique. En effet, il semblerait qu'il ait bel et bien transmis des renseignements à Zéro, mais qu'il ait ambitionné de travailler pour le contre-espionnage allemand. Cependant, les Allemands le considèrent comme un mythomane, arguant sans doute avoir eu de tels objectifs pour ne pas être inquiété après son arrestation. La question de ses motivations réelles et du sens que prend son engagement est donc particulièrement difficile à démêler.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Jacques Engels.

⁴⁴⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Joseph Léon Jacques-Houssa.

⁴⁴⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Armand Léon Van Hool.

⁴⁴⁷ Ce contact ayant été réalisé par l'intermédiaire de Pierre Vandermies (« Dewinde », « Monet », De Winde »), et permettant à Athos de transmettre ses renseignements à Londres et de recevoir les fonds nécessaires à son fonctionnement.

VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 65 et 74. L'auteur référence à ce sujet : CEGES, AA 1333, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, n°264 (Rapport sur Athos, 1948).

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille Pirson.

que le commandement de Zéro voit d'un mauvais œil, et sur la mauvaise relation entre Cannoot et le chef de Zéro début 1944, Maxime Vanpraag. *In fine*, cela aboutit à une rupture du contact entre les deux, située entre début mai et juillet 1944⁴⁴⁸.

Le couple Camille Pirson-Jane Quinot, dont l'importance au sein du secteur des Trois Woluwe a déjà été évoquée, paraît exercer ici un rôle tout aussi central. Ils sont en contact avec Pierre Vandermies dès l'été 1941. L'hébergeant et l'assistant dans ses missions, ils préparent et permettent qu'aient lieu chez eux une entrevue entre Robert Lentz et Henri Bernard, vers la même période⁴⁴⁹. Par ailleurs, Pirson et Quinot apportent également leur aide à Edouard Cuvelier, chef fondateur du réseau Béret et collaborateur de Fernand Cannoot. Difficile de savoir, cependant, avec qui de Vandermies ou Cuvelier ils travaillent en premier. Toujours est-il que c'est sans doute ce contact qui leur permet, par la suite, d'entrer en contact avec Athos, mais également avec Roovers (Portemine) ou encore Ugeux et Vanpraag (Zéro⁴⁵⁰).

Par ailleurs, à l'échelle d'un petit réseau comme Béret, les contacts de Pirson et son épouse avec Cuvelier (et sa propre épouse) sont remarquablement importants. En effet, à une période obligatoirement située après le 3 mars et avant le 15 avril 1942, ils hébergent notamment le marconiste Jean Cornez⁴⁵¹. Son arrestation provoque la fuite de Cuvelier pour Londres, ce qui n'interrompt pas pour autant le contact de Pirson et Quinot avec, entre autres, Athos⁴⁵². Par la suite, une fois le divorce entre Athos et Zéro consommé, les époux Pirson n'ont, semble-t-il, plus de contacts avec d'autres services qu'Athos⁴⁵³. *Leur rôle est vraiment particulier tant ils semblent connectés et mentionnent des personnes centrales dans des domaines divers. Peut-être peut-on y voir l'influence de leurs contacts avec Vandermies (dont la mission était de faire la liaison entre réseaux), Cuvelier et Cannoot, à qui ils auraient, dans cette optique, servi de « support ».*

⁴⁴⁸ Cet événement serait situé en juillet 1944 selon Van Crombrugge, mais a pu avoir eu lieu dès le 9 mai 1944, à en croire le dossier ARA de Camille Pirson. Nous n'avons pas réussi à retrouver la source de cette information relayée par Van Crombrugge.

VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 65.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille Pirson.

⁴⁴⁹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille Pirson.

⁴⁵⁰ Hachez n'est pas mentionné, mais il n'est pas absurde de penser qu'il ait également pu le connaître.

⁴⁵¹ Ces dates sont celles de son parachutage et de son arrestation. Cornez (parfois identifié comme « Cornet » dans les sources) est exécuté en octobre de la même année.

Il s'agit là, par ailleurs, des seules mentions que nous ayons du service Béret dans nos données.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. VI et LII.

⁴⁵² CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille Pirson.

⁴⁵³ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Camille Pirson, Jane Quinot.

Par ailleurs, différentes références à des contacts entre Athos et la LB-AS sont intéressantes. Nous avons mentionné la réunion chez Pirson ; un autre exemple est l'activité de Jean-Paul Werne, appartenant aux postiers de l'AS, qui affirme jouer un rôle de liaison (entre autres) entre ces organisations.

Remarquons en outre la présence un peu isolée d'un noyau potentiellement lié à Athos autour de Joseph De Veuster. Celui-ci affirme avoir été recruté - avec une sous-section de 16 personnes qu'il a initialement constituée pour le service Luc - pour Athos par Eugène Cantillion, en août 1942.

Le secteur autonome suivant, Portemine est créé dès juillet 1940 par Georges Lechein, et est en contact avec Zéro, via Moens, deux mois plus tard⁴⁵⁴. Faisant dès lors partie de ce réseau, Portemine contribue à la diffusion de *La Libre Belgique*, est en contact avec Comète pour l'évasion d'illégaux et avec Beaver pour des émissions radio. Selon Emmanuel Debruyne, ce dernier contact provoque l'arrestation de Lechein en mars 1942⁴⁵⁵. René Roovers reprend alors les rênes du secteur. Portemine se dote ensuite d'une section spécialement dédiée à l'hébergement, dite « EVA », opérationnelle dès juillet 1943 et en lien direct avec Comète, à qui les personnes hébergées sont ensuite confiées. A partir de novembre 1943, la section « est scindée en deux séries de refuges isolées l'une de l'autre », dirigées par Gaston Matthys et Jean Portzenheim. Lorsque Roovers est arrêté en janvier 1944, Portzenheim cesse d'envoyer, via Matthys, les aviateurs qu'il prend en charge vers Comète. Il tente de les évacuer autrement mais tombe sur une fausse ligne d'évasion, la ligne KLM de Van Muylem⁴⁵⁶. Notons enfin le rôle important joué par Charles Hoste qui, avec Matthys, prend la tête de Portemine jusqu'à la Libération⁴⁵⁷.

Il est intéressant de constater qu'un certain nombre de personnes issues de Woluwe-Saint-Pierre sont en contact avec ces responsables de Portemine. Ainsi, nous avons déjà relevé le rôle joué par le couple Pirson-Quinot, agents de liaison entre les responsables d'Athos et Béret, Zéro et le FI. Par ailleurs, ils procèdent également à des hébergements pour le compte de la section « Monique » de Portemine, dès la fin de 1941. Ils continuent vraisemblablement à le faire avec la section EVA. Dans cette section d'hébergement, un autre couple déjà

⁴⁵⁴ Le groupe de résistants fondé à l'initiative de Lechein n'est baptisé « Portemine » que vers la mi-1941.

VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 68.

⁴⁵⁵ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. LXXIX.

⁴⁵⁶ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, *op. cit.*, p. 161.

⁴⁵⁷ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 68.

plusieurs fois mentionné, Van Tuykom-Ottoy, héberge également des personnes à partir de septembre 1943 pour EVA⁴⁵⁸. Lorsque Van Tuykom est arrêté en mars 1944, Quinot arrête cette activité d'hébergement. Pirson continue à fournir des renseignements à Portemine jusqu'à la rupture d'Athos avec Zéro, en mai 1944. Ottoy, elle, malgré l'arrestation de son époux, poursuit cette double activité pour Portemine. Ainsi, elle rejoint la section Clément, dans laquelle elle reste active jusqu'en juillet 1944, date de sa propre arrestation⁴⁵⁹.

En outre, quatre personnes différentes affirment avoir exercé des activités pour le sous-secteur UZH de Portemine. Deux d'entre elles font partie de groupes dont les activités semblent extérieures à la commune⁴⁶⁰. Les deux autres, Emilie Gillain et Monique Van Caulaert, sont voisines, habitant toutes deux vers le haut de l'avenue de Tervueren (près du collège Saint-Michel). Toutes deux font partie d'une sous-section « Benoiton », active dans le renseignement et dirigée par Pierre Begasse. Gillain et Van Caulaert jouent le rôle d'agents de liaison pour le compte de Begasse⁴⁶¹. Nous n'avons cependant pas découvert s'il existe un lien entre ce groupe et le reste du graphe⁴⁶².

Enfin, le dernier secteur autonome disposant de membres à Woluwe est Castor & Pollux. Plus réduit, ce secteur transmet initialement ses renseignements au MNB et au MNR (en plus de s'occuper d'aide aux clandestins). Ils sont ensuite en contact avec Tournay, et se rattachent à Zéro seulement à partir de juin 1943⁴⁶³. Le nom « Castor & Pollux » est une référence aux pseudonymes de ses deux dirigeants : Gommaire Van Beneden (dit « Castor ») et Jean Van Steeger (dit « Pollux »). Le service ne s'appelle cependant comme cela qu'à partir de la fin de 1942, quand bien même il existe depuis l'été 1940⁴⁶⁴.

⁴⁵⁸ Ils bénéficient par ailleurs, pour cela, de l'aide d'autres membres de leur « réseau » de contacts dans la commune et également actifs ailleurs, notamment dans le FI. C'est ainsi le cas de Gustave Van Kerkvoorde, qui héberge occasionnellement des aviateurs pour Van Tuykom, pour le compte d'EVA. De même, Antoine Van Crombrugge, pharmacien domicilié place Dumon (Stockel), affirme fournir des médicaments pour subvenir aux besoins des aviateurs, à Van Tuykom et à Ottoy, jusqu'à l'arrestation de cette dernière.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Antoine Van Crombrugge.

⁴⁵⁹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Jeanne Ottoy, Camille Pirson, Jane Quinot, Jean Van Tuykom.

⁴⁶⁰ Il s'agit de François Corthals et Mathieu Nelen. Ce dernier peut être raccroché au reste de notre réseau via la mission Claudius-Tybalt (et par extension au cluster de la famille Crabbe), dont il est le second hébergeur pour les émissions ayant causé les arrestations de janvier 1944. Il n'a pas d'autre lien avec Woluwe-Saint-Pierre.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Mathieu Nelen, François Corthals.

⁴⁶¹ Et faisant partie de la section « 1831 » dirigée par Yves Gérard.

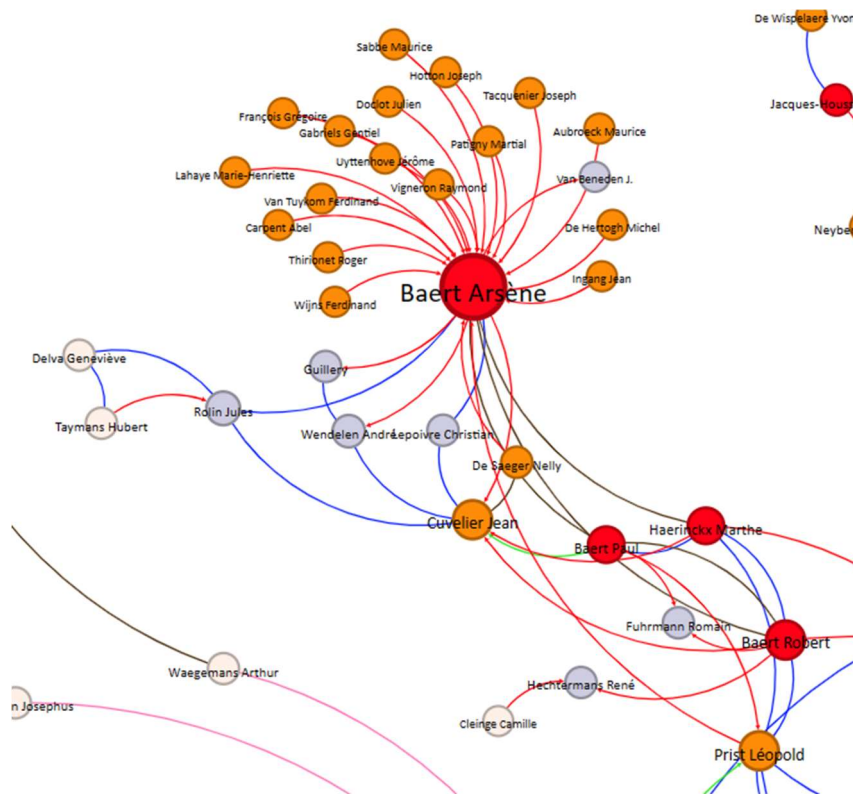
CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Emilie Gillain, Monique Van Caulaert.

⁴⁶² Voir *Annexe 12*.

⁴⁶³ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LVII.

⁴⁶⁴ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, op. cit., p. 72.

Fig 4.2 : Sous-section Arsène Baert⁴⁶⁵.



Castor & Pollux dispose d'une sous-section active à Woluwe sous la direction d'Arsène Baert, lui-même sous l'autorité de Jean Cuvelier⁴⁶⁶. Cette sous-section se forme initialement en juin 1940, lorsque les agents de la 4^e division de police de Bruxelles, dans laquelle Baert travaille, décident de se rassembler en un groupe de résistance sous son autorité. Fin 1940 a lieu une réunion avec Cuvelier et Van Beneden, tous deux commissaires-adjoints, lors de laquelle la décision est prise de procéder au recrutement d'agents de police « dans toutes les divisions de l'agglomération bruxelloise ». Le secteur Castor & Pollux serait donc vraisemblablement issu des rangs de la police.

Au sein de sa sous-section, Baert est secondé par ses fils, Paul et Robert, et son épouse Marthe Haerinckx. Le groupe compte également des membres actifs comme Léopold Prist ou Jean Ingang. Cette section envoie des renseignements de nature militaire et politique, et transmet notamment les plans de nombreux aérodromes et d'usines, les emplacements de

⁴⁶⁵ Visuel tiré de l'Annexe 12.

Légende : Les personnes actives dans le renseignement et dont nous avons consulté le dossier sont représentées en rouge. Les nœuds en orange vifs représentent des personnes seulement mentionnées.

⁴⁶⁶ Baert mentionne Castor comme supérieur, mais impossible de savoir s'il est directement en contact avec lui ou non. Il dispose par ailleurs d'un dossier à Tournay, dans la mesure où le service est en contact avec ce réseau à partir du début de 1942. Cette mention est toutefois étrange car le dossier affirme que Baert leur a transmis des renseignements dès mars 1941.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Arsène Baert.

postes de DCA, etc. Ils constituent également des dossiers à propos de traîtres. En outre, Baert récolte des renseignements lui-même, documentant notamment les mouvements de troupes après le Débarquement⁴⁶⁷.

A Woluwe-Saint-Pierre, Zéro a donc clairement essaimé dans des milieux très différents. Les membres du réseau possèdent de nombreuses connexions, et sont fréquemment membres de plusieurs organisations (en dépit du cloisonnement). Le réseau dispose de sections actives dans ses secteurs propres, mais surtout dans les secteurs autonomes, d'où ressortent des figures marquantes, elles-mêmes en contact avec plusieurs autres services. Notons par ailleurs que le réseau partage des liens évidents avec *La Libre Belgique*, qui sont abordés dans le chapitre dédié à la presse clandestine.

ii. Luc-Marc et ses quelques liens avec Ferrand

Si Zéro est central, il n'en demeure pas moins que nombre d'autres réseaux ont exercé leurs activités à Woluwe. Par le nombre d'adhérents à la fin de l'Occupation, le plus grand d'entre eux est Luc-Marc. En effet, au total, 5000 personnes peuvent être considérées comme « ayant travaillé » pour le service⁴⁶⁸. Ce réseau est fondé en novembre 1940 par Georges Leclercq, assisté d'Henri Bernard et André Cauvin⁴⁶⁹. Le réseau est actif dans le domaine du renseignement mais, comme souvent dans les réseaux précurseurs, on « fait de tout »⁴⁷⁰. Ainsi, le service contribue également à l'évasion d'illégaux (pour lesquelles il est entre autres en contact avec Benoit) et, jusqu'en 1942, à des actions de sabotage⁴⁷¹. Selon Bernard, c'est peut-être l'ajout de telles actions de sabotage à la récolte et la transmission de renseignements qui a pu causer les ennuis connus par le service fin 1941, dérogeant ainsi, dans une certaine mesure, au principe de cloisonnement.

Toujours est-il que dès lors, si le service est relancé après des temps difficiles (et ayant impliqué le départ de ses trois premiers chefs), son nom est changé en Marc en mai 1942, pour des raisons de sécurité. En juin 1942, Max Londot est parachuté en Belgique. Sa mission est d'apporter son aide au service. Il seconde ainsi Depreter, le chef du réseau, avant de le

⁴⁶⁷ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Arsène Baert.

⁴⁶⁸ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LXIX.

⁴⁶⁹ BERNARD Henri, *La Résistance 1940-1945*, op. cit., p. 69.

⁴⁷⁰ DUJARDIN Jean, « Le service "Luc", été 1941 – été 1942 : aspects des problèmes de commandement et de liaisons », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, n°6, p. 34.

⁴⁷¹ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 96

remplacer quand celui-ci est arrêté le 9 octobre⁴⁷². Durant la seconde partie de l'Occupation, en dépit d'arrestations, « Marc deviendra (...) le plus important des services de renseignements », et continue « à opérer avec succès jusqu'à la Libération »⁴⁷³.

A Woluwe, la première activité à relever concerne Odon Kovacs. Résident hongrois, Kovacs est menuisier. Il loge avenue Parmentier, dans une maison appartenant aux Stations de Plein Air, une œuvre sociale dirigée par l'abbé Froidure⁴⁷⁴. Pendant deux ans, d'octobre 1940 à octobre 1942, Kovacs agit sous les ordres de ce dernier. Il cache des clandestins (dont principalement Sernicky Romwald, un médecin polonais) ainsi que des « suspects », et construit chez Froidure et au « Parc Parmentier » (son lieu de travail) des « pièces pour agents secrets ». Par ailleurs, il tente de nuire aux Allemands dans la mesure du possible à travers des petits sabotages⁴⁷⁵.

Une autre personne qui semble s'être rapidement engagée dans le réseau Luc en début d'Occupation est Joseph De Veuster. Selon ses propres déclarations, à partir de novembre 1940, il aurait constitué une section qu'il crédite de la récolte hebdomadaire d'une longue liste de renseignements, principalement de nature militaire : aérodromes (Beuvechain et Evere, notamment dégâts après bombardements), emplacements de DCA (Sterrebeek, Woluwe-Saint-Lambert, Stockel, ...), plans de lieux stratégiques (gares, bois, bâtiments importants), localisations d'Allemands (troupes, maisons occupées par les Etats-Majors), etc⁴⁷⁶.

De Veuster a été reconnu comme auxiliaire au statut ARA pour ces activités : 2^e classe pour Luc, 1^e classe pour Athos. Au vu de la procédure plutôt poussée qui est effectuée avant l'octroi de telles reconnaissances, cela pourrait nous donner confiance. Toutefois, aucun des dossiers n'est signé par Cantilion, son supposé supérieur dans ces deux services. Et plusieurs d'entre eux appartiennent à des personnes (Louis Mombaerts ou Jean Hauwaert par exemple) à propos desquelles De Veuster a remis des dossiers falsifiés pour les Insoumis ! Tout cela nous enjoint encore une fois à modérer nos conclusions à leur égard, principalement en ce qui

⁴⁷² VERHOEYEN Etienne, « Le Service de Renseignements "Marc" (1942-1944) : 1^{ère} partie », dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°14, p. 29-32.

⁴⁷³ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LXIX.

⁴⁷⁴ Ce dernier, également fondateur des Petits Riens, est en relation avec les fondateurs du service Luc. S'il n'est pas à la tête du réseau, il en est un membre important et actif. C'est chez lui que Pierre Depreter, chef du réseau, est arrêté en octobre 1942. Froidure l'est par la même occasion.

STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 97 et 105.

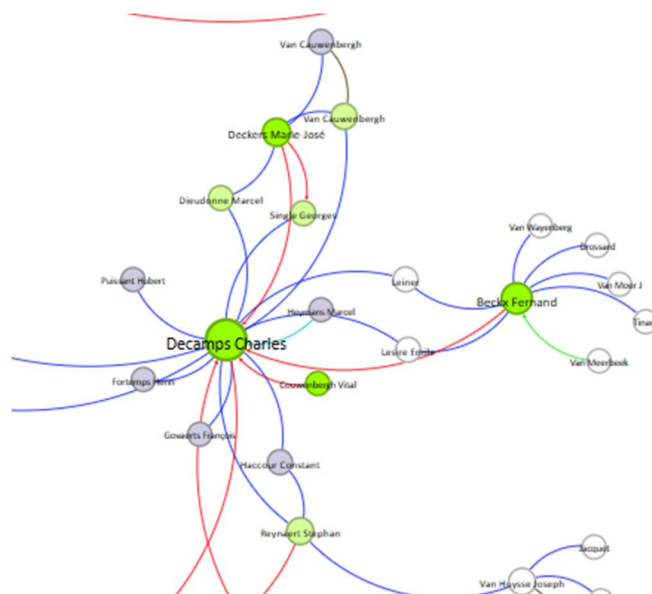
DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. XVI.

⁴⁷⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Odon Kovacs.

⁴⁷⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Joseph De Veuster.

concerne les dates et les activités à attribuer individuellement à chacun, quand bien même une partie du fond est sans doute véridique.

Fig 4.3 : Sous-section Charles Decamps⁴⁷⁷.



Entre mars 1941 et octobre 1943, une sous-section est dédiée aux renseignements, sous l'autorité de Charles Decamps. Cette sous-section fait partie d'un plus grand groupe sous l'autorité de Stephan Reynaert, actif dans différents domaines (et donc abordé plusieurs fois dans ce travail). Au sein de cette sous-section, Decamps recrute notamment son papa en octobre 1941, Marie Deckers (qui habite à quelques rues) en février 1942 ou encore Fernand Beckx, un voisin, en mars de la même année⁴⁷⁸. Ce ne sont là que quelques exemples de personnes actives dans un plus large groupe – notre graphe n'en donnant qu'un aperçu.

Ensuite, à partir d'octobre 1943, tout ce groupe passe au réseau Ferrand en suivant Reynaert. Ils poursuivent des activités de la même nature jusqu'à la fin de l'Occupation (ou, pour Decamps, jusqu'au 16 août 1944, date d'une perquisition des Allemands à son domicile)⁴⁷⁹.

⁴⁷⁷ Visuel tiré de l'*Annexe 13*.

Légende : Le fait que ces nœuds soient en vert représentent le fait qu'ils sont actifs dans Luc-Marc mais également « points de contact » avec le réseau Ferrand. Les nœuds blancs représentent des personnes actives dans le renseignement mais dont le dossier ne mentionne pas de contribution à Luc-Marc.

⁴⁷⁸ Qui dit avoir prêté serment dans le « Garage Christophe » de la rue Jules de Trooz (toute proche de la rue François Gay où habite Decamps). Il affirme avoir principalement transmis des renseignements militaires relatifs aux mouvements de troupes allemandes. En outre, il dit avoir également distribué de la presse clandestine et aurait été actif dans l'aide aux réfractaires via Socrate.

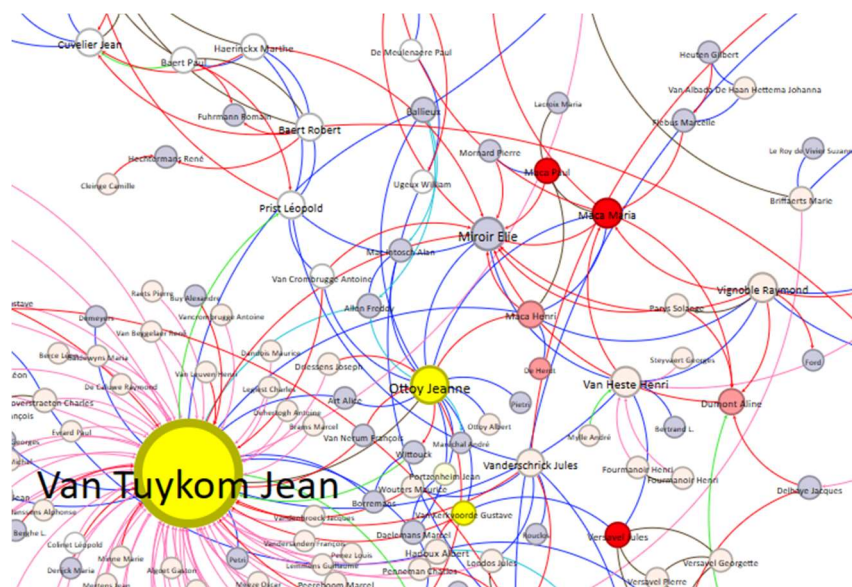
CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Fernand Beckx.

⁴⁷⁹ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Charles Decamps.

Faute de temps et de place, nous n'avons pu approfondir les recherches pour relier Reynaert à des échelons supérieurs.

Il s'agit par ailleurs de la seule section clairement constituée que nous ayons pu relier au service Ferrand. Mis à part ces dossiers, quelques-uns mentionnent des services rendus à ce réseau, mais aucun ne fait référence à des groupes structurés, à des « chaînes hiérarchiques » structurées.

Fig 4.4 : Réseau de la famille Maca.⁴⁸⁰



Vers le début de 1943, Henri Maca recrute sa sœur Maria et son père Paul pour lui apporter de l'aide dans ses activités pour Marc (dans une section baptisée « VN/XV »). Entre janvier et juillet 1943, ils hébergent des personnes à leur domicile avenue du Val d'Or à Woluwe. Maria signale aussi transmettre des renseignements. Par la suite, Maria et Paul Maca « passent » vraisemblablement à la ligne Comète, dans la section d'Elie Miroir⁴⁸¹. Si Henri Maca n'est plus domicilié à Woluwe pendant la guerre (mais à Schaerbeek), son rôle en lien avec Woluwe est intéressant, puisqu'il semble avoir recruté là-bas, dans et hors de sa famille. Son rôle précis ne nous est cependant pas apparu clairement.

Ainsi, les dossiers du couple Van Tuykom-Ottoy, par exemple, le mentionnent comme recruteur. Entre février 1943 et sa propre arrestation, Van Tuykom dit ainsi avoir transmis à Marc des renseignements de nature militaire à propos des deux Woluwe (Saint-Pierre et Saint-Lambert) et d'ailleurs : emplacements de DCA, intelligence sur l'aérodrome d'Evere, etc⁴⁸².

⁴⁸⁰ Visuel tiré de l'Annexe 13.

Légende : Le rouge désigne des personnes actives dans Luc-Marc. Le jaune fait référence à un engagement dans Luc-Marc et dans Zéro.

⁴⁸¹ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossiers Maria Maca, Paul Maca.

⁴⁸² En parallèle, donc, des transmissions de son épouse à Portemine.
CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Jean Van Tuykom.

Enfin, d'autres personnes liées au réseau social des Van Tuykom deviennent également hébergeurs occasionnels, comme Gustave Van Kerkvoorde⁴⁸³.

La situation de la famille Maca, que nous recroiserons lorsqu'il sera question de Comète, est vraiment particulière, dans la mesure où ses membres semblent à cheval entre des milieux très différents au sein de la résistance, depuis les liens avec le FI à ceux avec Marc et Comète. Et cela impacte leur position sur les graphes produits : ils sont dans une zone proche du centre⁴⁸⁴.

Afin de terminer notre aperçu du service Luc-Marc, notons enfin que nous avons la trace de plusieurs résistants faisant partie de sections dont il n'est pas fait mention ailleurs dans nos données. Aucune de ces quatre personnes n'est donc fiable au reste du graphe. Trois d'entre elles sont actives dans la recherche de renseignements à proprement parler, et pas avant septembre 1943. La quatrième, Blanche Montens, affirme être dactylographe pour le compte de son chef de section pendant quelques mois dans la seconde moitié de l'année 1942⁴⁸⁵.

iii. Mill

Le service Mill est né dans le Hainaut sous la direction d'Adrien Marquet, entré rapidement en contact avec Anatole Gobeaux, un ancien agent de la Dame Blanche ayant dressé une liste de potentiels agents pour les Britanniques. Marquet est parachuté avec cette liste et met en place ce service qui, à l'instar de Clarence, dépend directement du SIS (*Special Intelligence Service*). Opérationnel à partir de septembre 1941, le réseau Mill fait passer ses renseignements en Angleterre par le Sud de la France⁴⁸⁶. En outre, tel qu'évoqué précédemment, le réseau Mill est très tôt en contact avec le MNB, dont il transmet les renseignements jusqu'en février 1944⁴⁸⁷. Cependant, cette dernière information ne se vérifie que partiellement dans notre commune d'étude. Ainsi, indépendamment de ce contact avec le MNB, quelles sont les réalisations de Mill à Woluwe-Saint-Pierre ?

⁴⁸³ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Gustave Van Kerkvoorde.

⁴⁸⁴ Voir Fig 4.4.

⁴⁸⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers René D'Andrimont, Paul Desenfans, Blanche Montens, Albert Van Parys.

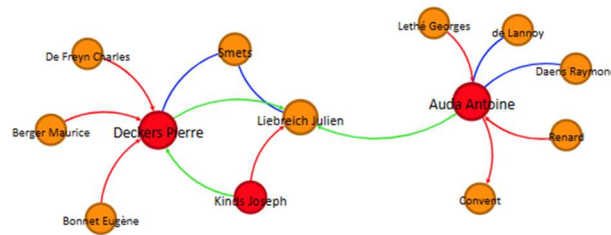
⁴⁸⁶ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 242-243.

⁴⁸⁷ Voir le développement sur le MNB, où nous évoquons entre autres le fait qu'« Ernest », un agent de l'Abwehr infiltré au MNB et dans Mill, dénonce en février 1944 les dirigeants du mouvement mais pas ceux de Mill. La raison de ce choix n'est pas connue de Dujardin, qui l'évoque en premier, ni de Strubbe, qui reprend ces mêmes interrogations.

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », op. cit., p. 62-69.

STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 246.

Fig 4.5 : Mill et Julien Libreich.⁴⁸⁸



Nous pouvons d’une part souligner le rôle de Julien Libreich. Celui-ci n’est pas résident de Woluwe, mais est référencé comme recruteur dans plusieurs dossiers de wolusanpétrusiens, et ce tout au long de l’Occupation.

Vers la fin de 1940, Libreich recrute un ami d’enfance, l’abbé Pierre Deckers. Celui-ci crée une sous-section attachée à la récolte de renseignements et située autour d’une communauté salésienne⁴⁸⁹ installée avenue du Val d’Or⁴⁹⁰. Ainsi, un petit groupe de récolte de renseignements se forme autour de Deckers, dont font partie plusieurs membres de la communauté, comme les abbés De Freyn ou Kinds. Deckers compile lui-même les renseignements récoltés, de nature surtout militaire : trafic routier, emplacements de DCA, etc. Début 1942 vient s’ajouter Antoine Auda, musicien qui loge à Don Bosco. Cette section fonctionne ainsi jusqu’au 18 novembre 1942, lorsque Deckers est arrêté, ce qui provoque une pause de leurs activités. Ils reprennent pourtant en janvier 1944, toujours pour le compte de Julien Libreich, et jusqu’à la Libération. Les renseignements transmis, de nature militaire, concernent à nouveau principalement le trafic routier⁴⁹¹.

En parallèle et sans lien direct, à Stockel, Jules Henry, qui est surtout actif dans la diffusion de presse clandestine, joue le rôle d’agent de liaison pour le compte de Louis Bauweraerts. Entre la fin de 1942 et octobre 1943, il transmet des messages entre Bauweraerts et son supérieur,

⁴⁸⁸ Visuel tiré de l’*Annexe 12*.

Légende : Les personnes actives dans le renseignement et dont nous avons consulté le dossier sont représentées en rouge. Les nœuds en orange vifs représentent des personnes seulement mentionnées.

⁴⁸⁹ C’est-à-dire une communauté religieuse membre de la congrégation pontificale des Salésiens de Don Bosco, également appelée « Société de Saint François de Sales ». Les membres de cette congrégation vivent selon les préceptes de Saint Jean Bosco, au service de la jeunesse.

« Don Bosco, une vie au service des jeunes », dans *Salesien* [En Ligne], <https://www.salesien.com/articles_sdb/don-bosco-2/> (consulté le 10 août 2023).

⁴⁹⁰ Dont est issue une école de l’enseignement néerlandophone, *Don Bosco Brussel*.

⁴⁹¹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l’Etat*, dossiers Antoine Auda, Pierre Deckers, Joseph Kinds.

Jean Dardenne (dit « M48 »)⁴⁹². Cette activité, cependant, possède une issue tragique. En effet, Henry est arrêté le 8 octobre 1943 par la GFP et, soumis à des interrogatoires, il parle. Selon un supérieur ayant complété son dossier ARA, cela a ainsi causé « de nombreuses arrestations ». Malgré cela, Henry est déporté à cause de ses activités et décède à Gross-Rosen⁴⁹³.

Un mot enfin sur l'activité de Gustave Penneman. Signaleur à la SNCB, il exerce des sabotages pour le Groupe G à partir de mars 1942. Probablement vers la fin de 1943-début de 1944, Penneman contribue à transmettre des renseignements à Georges Ronval, contremaitre à la SNCB. Selon Strubbe, Ronval est l'un des initiateurs d'un projet ayant eu pour but de mettre sur écoute les communications entre la SNCB et la Direction des Chemins de Fer Allemands⁴⁹⁴. Il semblerait que Penneman, parmi un groupe de 25 travailleurs de la signalisation de la SNCB (formé par Jean Volckaerts), ait ainsi contribué à transmettre des informations nécessaires à Ronval pour la mise en place de cette mission d'espionnage⁴⁹⁵.

Plusieurs autres personnes mentionnent, de manière isolée, des activités pour Mill. Cependant, ces informations sont soit trop minimales pour être utiles, soit ne sont pas fiables au reste du graphe.

iv. Martiny-Daumerie

Attardons-nous sur le cas de Martiny-Daumerie. S'il ne fait pas partie des « grands » réseaux, c'est à cause de la rapidité de sa chute. Les spécificités relatives à Woluwe-Saint-Pierre nous enjoignent cependant à développer notre réflexion à son propos. Réseau que l'on pourrait lui aussi qualifier comme étant d'« obédience britannique »⁴⁹⁶, il est le premier à établir un contact radio avec Londres, et est démantelé dès mai 1941. Sa durée de vie assez brève ne

⁴⁹² Son propre dossier mentionne simplement « M 18 ». Cette information est tirée de WILLEMS Olivier, *Mill : réseau de renseignements (1941-1944). Contribution à l'étude de la résistance en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale*, Université catholique de Louvain, 1994, p. 185 [Mémoire de licence en Histoire].

⁴⁹³ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Jules Henry.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier Jules Henry.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jules Henry.

⁴⁹⁴ Via la mise en place d'un bureau clandestin situé dans les caves d'une gare désaffectée chaussée de Louvain. STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945, op. cit.*, p. 244

⁴⁹⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Gustave Penneman.

CEGESOMA, *Archives du Groupe Général de sabotage de Belgique*, dossier Gustave Penneman.

⁴⁹⁶ Dans la mesure où Contant Martiny, parachuté [avec Edmond Desnerck] en décembre 1940, est envoyé par les Britanniques eux-mêmes. Cependant, le gouvernement belge a connaissance de l'existence de cette mission (quand bien même Martiny est envoyé avant août 1941 et qu'il n'y a donc pas encore d'accord de coopération), puisque les premiers agents envoyés par les Britanniques sont porteurs de missives destinées au Roi, que le gouvernement tente de recontacter.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre, op. cit.*, p. 184, 196-197.

l'empêche pas d'impliquer « un peu plus de 300 personnes »⁴⁹⁷, parmi lesquelles 9 dont nous avons consulté les dossiers, et 45 qui sont directement mentionnées⁴⁹⁸. Le fait est cependant que la majorité des informations qui y sont communiquées le sont par des personnes extérieures (épouses, membres non-arrestés ou relâchés), précisément parce que les principales têtes du réseau ne sont pas revenues de captivité.

La masse d'informations présente est sans doute en grande partie due à la présence, dans notre commune d'étude, de Joseph Daumerie. Fondateur du réseau « initial », il le dirige ensuite *de facto* en collaboration avec Constant Martiny (parachuté par Londres et chargé de leur transmettre les renseignements récoltés). Lieutenant-colonel directeur de l'Administration de l'Aéronautique civile, Daumerie habite l'avenue des Trois Couleurs, une artère du quartier Val-Duchesse à cheval sur Woluwe et Auderghem⁴⁹⁹. S'il n'est pas toujours aisé de distinguer les activités des personnes sur leur lieu de travail de celles exercées dans un cadre privé, il est certain qu'il y ait au moins réalisé ses actions pour le service entre février et mai 1941. En outre, il semblerait logique que Daumerie ait au moins réalisé une petite partie de ses tâches chez lui.

Dès son retour de la Campagne des 18 Jours, le 13 juillet 1940, Daumerie entame la mise en place du futur réseau. *L'An 40* renvoie l'engagement dans ces premières formes d'action vers le fait qu'en début de conflit, les formes de la résistance armée renvoient plus à de l'inaction temporaire qu'à autre chose. Selon les auteurs, c'est par une volonté de trouver une manière de directement agir que naissent de premières initiatives liées au renseignement⁵⁰⁰.

Dans cette optique, Daumerie entreprend d'abord de cacher ce qu'il peut des Allemands, via ce que sa fonction lui permet de faire⁵⁰¹. À l'aide de ses connexions militaires et à l'aéronautique, il organise à proprement parler un « réseau » de contacts qui initie le passage de personnes (principalement des militaires volontaires) et de renseignements vers l'Angleterre. Il s'agit là du premier moyen de transmission d'informations, qui fonctionne « en circuit fermé »⁵⁰² : la voie du « courrier terrestre ». Ce réseau change de dimension lorsque Martiny est parachuté le 13 octobre 1940, avec un émetteur radio pour faire la liaison

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 159.

⁴⁹⁸ Principalement à travers le dossier de Joseph Daumerie.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Joseph Daumerie.

⁴⁹⁹ Qui est d'ailleurs renommée par la suite « Avenue Colonel Daumerie ».

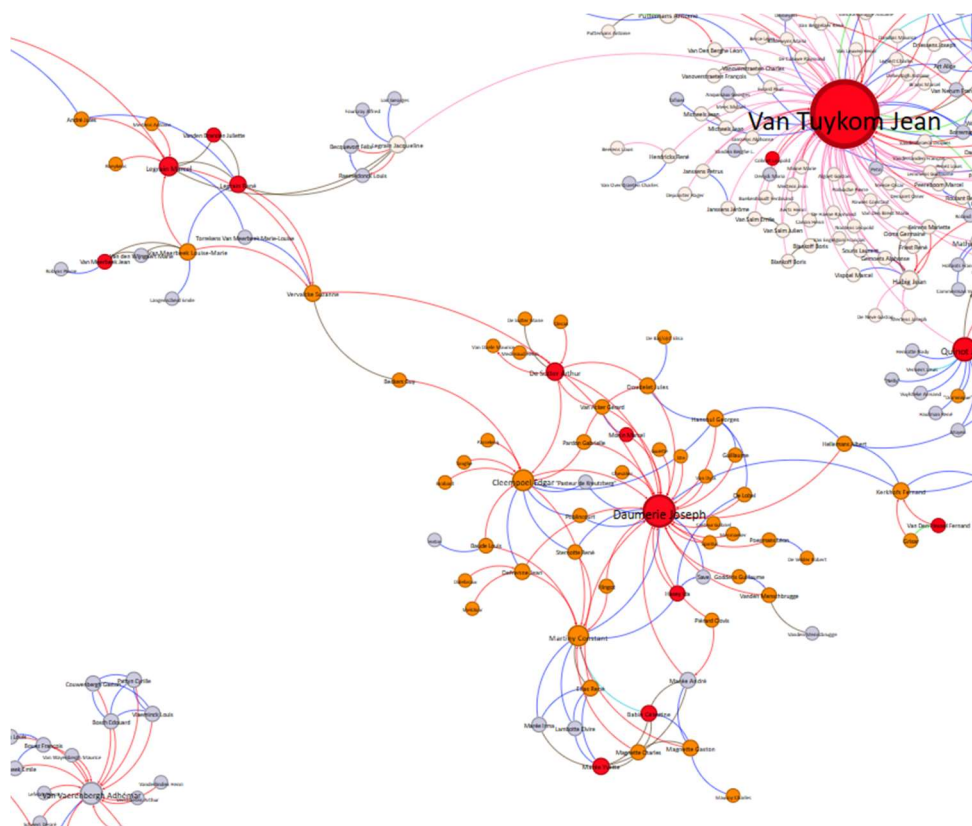
⁵⁰⁰ GÉRARD-LIBOIS Jules et GOTOVITCH José, *op. cit.*, p. 393.

⁵⁰¹ Il aurait ainsi « mis en lieu sûr » des plans relatifs à des installations militaires, et entre autres les plans des installations électriques à Evere, Ostende et Anvers.

⁵⁰² GÉRARD-LIBOIS Jules et GOTOVITCH José, *op. cit.*, p. 393.

avec Londres. Cela est véritablement dans la précocité de cette liaison, mais également de son démantèlement, que réside l'importance de Martiny-Daumerie.

Fig 4.6 : Le service Martiny-Daumerie.⁵⁰³



Visuellement, le graphe confirme l'isolement apparent de Martiny-Daumerie, comparé au reste des réseaux. Son démantèlement rapide explique assez bien la chose ! Concrètement, les personnes reliées au reste du réseau sont de deux types. Soit, elles disposent avant l'arrestation de connexions rapidement établies (notamment familiales), soit elles n'ont pas été arrêtées et ont continué leurs activités.

Ainsi, les quelques liens avec d'autres organisations sont ténus. D'une part, on voit en haut à gauche que Jacqueline Legrain, sœur des frères René et Marcel Legrain, est active au sein du FI, mais cela renvoie à des activités ultérieures⁵⁰⁴. Marcel Legrain aurait également été le supérieur d'Alberte Coulon (selon cette dernière) avec qui il a un contact en commun, Jules André, mais elle n'est pas reconnue comme membre du réseau⁵⁰⁵. Le seul lien plus évident à relever est dû à la présence d'Albert Hellemans. Situé sur la droite de l'image, Hellemans est

⁵⁰³ Visuel tiré de l'Annexe 12.

Légende : Les personnes actives dans le renseignement et dont nous avons consulté le dossier sont représentées en rouge. Les nœuds en orange vifs représentent des personnes seulement mentionnées.

⁵⁰⁴ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Jacqueline Legrain.

⁵⁰⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Alberte Coulon.

vraisemblablement en contact avec Fernand Kerkhofs, du réseau Zéro, à partir de novembre 1940. Selon lui-même, Kerkhofs lui soumet des noms d'aviateurs candidats, sur lesquels Hellemans se renseigne avant d'éventuellement les « faire passer » via l'organisation de Daumerie.

A l'intérieur du réseau, il existe vraisemblablement plusieurs « sous-parties ». D'une part, il y a deux groupes, sous l'autorité de Daumerie et de Cleempoel, dont les membres récoltent des renseignements et contribuent à l'évacuation des militaires belges. D'autre part, Constant Martiny paraît plus « isolé », comme s'il exerçait son activité plus de son côté. A noter tout de même que hiérarchiquement, Martiny et Daumerie sont au-dessus des autres.

Parmi les wolusanpétrusiens actifs dans le service, Arthur De Sutter, domicilié rue François Gay et conseiller communal, se dit sous l'autorité de Jules Doudelet au sein du réseau (ce dernier étant un adjoint de Cleempoel)⁵⁰⁶. Il dit avoir exercé plusieurs activités. D'une part, il s'occupe d'évasion dans le secteur dirigé pour cela par Jules Doudelet. De l'autre, il dit avoir transmis des renseignements militaires en tous genres : points stratégiques, nœuds ferroviaires, champs d'aviations, usines de guerre, etc.⁵⁰⁷ En outre, certaines personnes se disent sous son autorité. C'est le cas de Suzanne Vervalcke, qui serait à la tête d'un groupe de récolte de renseignements. Parmi les personnes membres de son propre groupe, elle référence Marcel Legrain (mentionné ci-avant) comme son agent principal. Parmi ses sous-agents, elle cite également son frère René. Leur sœur, Jacqueline, aurait également contribué à ces activités. En parallèle, les frères Legrain s'occupent de la diffusion de presse clandestine, et notamment d'un petit journal qu'ils auraient créé eux-mêmes, *Belge, réveille-toi*. Suite à leurs activités, ils sont arrêtés le 18 mars 1941, et ne reviennent pas de leur déportation⁵⁰⁸.

⁵⁰⁶ Lui aussi est arrêté lors du démantèlement du réseau, mais n'est pas déporté et rentre chez lui fin septembre 1941. En effet, il semblerait que les Allemands n'aient jamais réussi à faire le lien avec le reste du réseau. Par ailleurs, il est félicité à ce titre par le bourgmestre de Woluwe-Saint-Pierre lorsque, le 9 septembre 1944, le conseil communal se réunit pour évoquer l'épuration de l'administration : « M. le Bourgmestre congratule également M. De Sutter, conseiller communal qui subit un emprisonnement sous l'autorité allemande ».

WOLUWE-SAINT-PIERRE, *Archives communales*, fonds 40-45, n°1701.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Arthur De Sutter.

⁵⁰⁷ *Ibid.*

⁵⁰⁸ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Marcel Legrain.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier Marcel Legrain.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Marcel Legrain.

Le cas des Frères Legrain est intéressant, car il témoigne bien de la volonté, après l'Occupation, de la part des autorités communales de reconnaître les actes de bravoure accomplis par les membres de leur population. Cette idée est évoquée par un échevin dès le premier conseil communal : « Notre population, dit-il, (...) s'est montré[e] digne dans son ensemble, et il évoque (...) l'héroïsme de quantité de citoyens de Woluwe-St-Pierre dont les noms devraient être honorés en temps voulu ». Il est tout de suite appuyé par les autres membres du collège communal. Aujourd'hui, un axe de la commune porte leur nom.

WOLUWE-SAINT-PIERRE, *Archives communales*, fonds 40-45, n°1701.

Ces quelques explications soulignent le fait que des personnes de Woluwe-Saint-Pierre ont pu exercer des activités d'importance dans le service. Un regard approfondi permettrait cependant de dégager bien d'autres constats intéressants à ce propos⁵⁰⁹.

v. Des réseaux aux effectifs plus réduits

Différents réseaux possèdent, au niveau communal, des effectifs plus réduits. Certains font partie des « grands réseaux » (comme Clarence et Bayard), tandis que d'autres sont effectivement, à l'échelle nationale, de plus petite composition⁵¹⁰. Ainsi, les membres de ces réseaux exercent pour la plupart des activités qui, du point de vue de notre niveau et de notre zone d'analyse, sont « secondaires ». De fait, sur le graphe formé par nos données, les personnes ici considérées se situent en majorité dans la périphérie, et sont peu reliées au reste du réseau.

Commençons donc par évoquer Clarence. Ce service est créé dès le début de l'Occupation par Walthère Dewé (dit « Cleveland »). En 14-18, ce dernier dirige déjà un réseau de renseignements important, baptisé la « Dame Blanche ». Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne en septembre 1939, Dewé réunit plusieurs anciens de cet ancien réseau et, ensemble, ils créent le « Corps d'Observation Belge ». Son objectif est d'informer Londres, Bruxelles et Paris sur l'évolution de la situation en Allemagne et ce, indépendamment de la politique de neutralité prônée par les autorités belges⁵¹¹. Cela est accompli par la contribution d'hommes d'affaires, de travailleurs frontaliers et de voyageurs. Une personne présente dans nos

⁵⁰⁹ Citons par exemple les questions autour du rôle réel qui était dévolu, respectivement, à Martiny, Daumerie et Cleempoel. Approfondir le rôle de ce dernier dans les arrestations serait également intéressant. Enfin, s'intéresser aux dangers des émissions radiophoniques présenterait un intérêt certain. Cette dernière idée est suscitée par le fait que l'arrestation de Martiny et du « Groupe de Stockel » chez qui il était caché a sans doute été provoquée par le fait que la personne qui devait effectuer une triangulation n'a pas accepté d'utiliser son émetteur radiophonique. Voici donc quelques pistes à explorer.

⁵¹⁰ Comme évoqué précédemment, cette notion suggérée par Emmanuel Debruyne définit un « grand » service comme comptant plus de 1000 agents (sans compter les auxiliaires). Selon lui, « cette répartition selon la taille rejoint en grande partie la catégorisation qu'il est possible d'effectuer selon d'autres critères ».

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 158.

⁵¹¹ Le récit qui en est fait par Henri Bernard présente donc la transmission de ces informations aux Alliés comme réprouvée par la Belgique. À l'inverse, Fernand Strubbe affirme clairement que « l'existence du réseau était connue et approuvée des autorités belges ».

BERNARD Henri, *Un géant de la Résistance : Walthère Dewé*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1971, p. 103-104.

STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 78.

données, Emile Corbusier, affirme ainsi s'occuper d'espionnage industriel pour le compte du COB⁵¹².

Ensuite, après l'invasion de la Belgique, Dewé fonde le réseau Clarence. Ce faisant, il entre directement dans la clandestinité (à des fins de sécurité) et installe le réseau nouvellement créé à Bruxelles. Avec lui à la tête du service se trouve un collègue, Hector Demaque (dit « Clarence »). Tous deux reçoivent en outre l'assistance d'un comité de direction⁵¹³. Dès le début, de nombreux agents de la Dame Blanche les rejoignent. Ce réseau, en contact avec Londres (à partir de début 1941) et fort de l'expérience de ses fondateurs, se développe amplement, pour arriver *in fine* à 1547 agents reconnus⁵¹⁴. Clarence transmet des renseignements efficacement jusqu'à la Libération, malgré le décès de Dewé en janvier 1944, abattu en rue par un officier de la Luftwaffe alors qu'il tente de fuir son arrestation⁵¹⁵.

Au sein de l'organisation, la province de Brabant est sous les ordres du Dr Goethals et de Frans Leemans⁵¹⁶. Corbusier, reconnu à partir de septembre 1943, fait partie d'une sous-section sous les ordres de Marie Orban de Xivry. Il affirme ainsi avoir transmis des renseignements relatifs aux services administratifs allemands, mais également des renseignements militaires (mouvements de troupes, dépôts d'essence et de munitions, ...). En outre, il réalise à son domicile (rue du Collège Saint-Michel) des copies de cartes entre 1/10 000 et 1/40 000⁵¹⁷, pendant plusieurs semaines. En outre, il a plusieurs indicateurs lui transmettant divers renseignements propres à leurs régions de domicile (Etterbeek, Schaerbeek, Jodoigne)⁵¹⁸.

⁵¹² CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Emile Corbusier.

⁵¹³ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 118.

⁵¹⁴ Plus 300 agents qui, fin 1943, quittent le service et forment le réseau Tegal.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 118.

⁵¹⁵ Plusieurs membres de Clarence (dont ses filles) ayant été arrêtés une semaine auparavant, Dewé est surpris par des officiers de la GFP alors qu'il tente d'aller prévenir Thérèse de Radiguès, sa collaboratrice de longue date dans la Dame Blanche et dans Clarence, de l'imminence de leur arrivée. Il tente alors de s'échapper mais croise la route de cet officier allemand qui l'abat, environ 150 mètres plus loin.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LVIII.

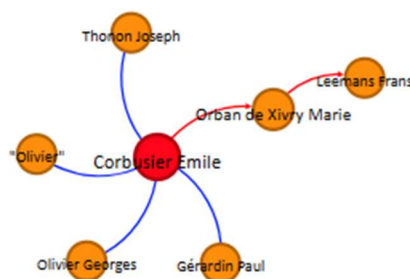
BERNARD Henri, *Un géant de la Résistance : Walthère Dewé*, op. cit., p. 199-208.

⁵¹⁶ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 83.

⁵¹⁷ En cartographie, il est d'usage d'appeler une carte par son degré de précision. Sur une carte « 1/10 000 », 1 centimètre équivaut à 10 000 centimètres grandeur nature, soit 100 mètres.

⁵¹⁸ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Emile Corbusier.

Fig 4.7 : Emile Corbusier.⁵¹⁹



Dans ce cas, le graphe nous indique simplement les contacts avec des indicateurs sur la partie gauche et une chaîne de commandement successive à droite, le tout n'étant pas relié au reste du graphe. Cela dit, une telle observation est relativement logique dans le cas du service Clarence, dont les dirigeants veulent se limiter à la seule activité de récolte et de transmission de renseignements⁵²⁰.

Notons par ailleurs qu'Albéric Maistriau, un habitant de la commune, est un « vétéran du service de renseignements Clarence »⁵²¹, qui dit avoir été en contact fréquent avec Walthère Dewé. Début 1944, le SOE et la Défense nationale imposent à l'AS de créer un service de sabotage « de harcèlement militaire », dont la direction est confiée à Maistriau⁵²².

D'une part, certaines de ses activités ont donc sans doute pris place à Woluwe. Il affirme avoir fait partie du « Comité de Surveillance de Bruxelles », future « Section D » intégrée plus tard dans le service Hotton⁵²³. De plus, ses liaisons avec Clarence avant 1944 induisent peut-être une activité dans sa commune de domicile, à propos de laquelle nous n'avons pas plus d'informations⁵²⁴. Toutefois, les actions du service Hotton dépassant le cadre de notre étude, nous n'avons pas approfondi cette recherche.

⁵¹⁹ Visuel tiré de l'*Annexe 12*.

⁵²⁰ Les personnes recrutées dans le service sont ainsi invitées à prêter un serment qui, dans l'idée, « doit contribuer à ce cloisonnement ».

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 176.

⁵²¹ FRANCKSON Marcel, « Anatomie sociale d'un groupe de résistance : le service de sabotage Hotton », dans *Les Européens du Nord et la Résistance*, p. 29.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ DECONINCK Laurent, « Groupe D du Service de sabotage Hotton (Le) », dans *Belgium WWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/groupe-d-du-service-de-sabotage-hotton-le.html>> (consulté le 10 août 2023).

⁵²⁴ Cette commune de domicile ayant vraisemblablement évolué durant l'Occupation ; Woluwe-Saint-Pierre est la dernière d'entre elles.

FRANCKSON Marcel, op. cit., p. 35.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Albéric Maistriau.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossier personnel Albéric Maistriau.

Venons-en au service Brave puis Bravery, fondé par Albert Stainier et repris par Edouard Cleeren, qui fonctionne de novembre 1941 à novembre 1942. L'objectif de Stainier, quand il est parachuté, est de mettre en place cinq services récoltant des renseignements militaires⁵²⁵. Dans le cas de Brave-Bravery, nous disposons de trois mentions chaque fois imprécises et porteuses de peu d'informations. Deux d'entre elles font référence à des personnes déjà évoquées ailleurs, dont les activités ne se jouent pas là, et ne contiennent pas de bornes chronologiques⁵²⁶. Il semble donc plus s'agir d'« à-côtés ». La troisième personne est Albert Deloz. Médecin de profession, il rend des services en procédant à des opérations clandestines et en octroyant de fausses réformes pour éviter des déportations⁵²⁷. Nous ne disposons pas d'indications sur de potentielles sections Bravery ayant été récupérées par BB ou par d'autres réseaux⁵²⁸.

Beaver-Baton est un réseau à la courte existence, fondé en novembre 1941 et démantelé en juin 1942. La mission de son fondateur, Vladimir Van Damme, est de créer un réseau dans le milieu de la police. Des arrestations successives rendent l'histoire de ce réseau chaotique. Van Damme est arrêté en février 1942, ses successeurs quelques mois plus tard. Sterckmans, son successeur direct, parle et cause l'arrestation de plus de 200 personnes, y compris Monami, son propre successeur⁵²⁹.

Un wolusanpétrusien, Hendrik Vanheste, travaille pour Beaver-Baton entre novembre 1941 et février 1942. Dans son domicile à Stockel, il héberge le parachutiste « Beaverpool » (Victor Louis), qui a été parachuté en Belgique le 26 octobre⁵³⁰. Pendant cette période, il l'aide à effectuer une douzaine d'émissions et à produire de fausses cartes d'identité. Cette activité prend fin lorsque Louis est arrêté, le 14 février 1942, sans doute en même temps que Van Damme⁵³¹.

Adhémar Fritz, évoqué précédemment, affirme avoir également travaillé pour Beaver-Baton, de février 1942 à la fin du service. Il fait partie d'une section sous l'autorité de Stoefs puis d'Eugène Snellaerts, à qui il transmet des rapports « presque hebdomadaires ». Ensuite, sa section faisant sans doute partie des sections « saines » reprises par BB au démantèlement de

⁵²⁵ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LIV.

⁵²⁶ Il s'agit, en l'occurrence, de Jacques De Backere et Norbert Despot.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Jacques De Backere, Norbert Despot.

SGRS, *Archives de l'Armée Secrète*, dossiers personnels Jacques De Backere, Norbert Despot.

⁵²⁷ Deloz Albert Auguste dossier ARA

⁵²⁸ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LIV.

⁵²⁹ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. L.

⁵³⁰ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 599.

⁵³¹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Hendrik Vanheste.

Beaver-Baton⁵³², son travail continue. Cela ne dure toutefois pas longtemps, car son chef est arrêté en juillet ou août 1942⁵³³. Nous ne disposons pas d'autres informations sur Beaver-Baton et sur BB.

Deux personnes mentionnent avoir travaillé pour Bayard, mais n'évoquent pas BB, dont Bayard reprend certains secteurs lorsque le service est démantelé⁵³⁴. L'un, Paul Swinnens, est un indicateur occasionnel d'une personne elle-même peu active. L'autre, Elie Ponsart, est actif dans Bayard de janvier 1943 à la Libération. Recruté par Alcide Mathieu, il lui transmet des renseignements ferroviaires et contribue à la circulation de faux papiers⁵³⁵.

En ce qui concerne Rivert, une personne, Jeanne Rademackers, habitant rue François Gay, sert de boîte aux lettres pour le service à partir de 1943. Elle joue ensuite le rôle de courrier entre Bruxelles et Namur à partir de mars 1944⁵³⁶.

A propos du service Moreau, Camille Doucet, habitant de Stockel, fait vraisemblablement partie de l'équipe arrêtée avec le chef du réseau, Victor Moreau⁵³⁷. Ingénieur chez Scarabée⁵³⁸, il contribue à transmettre en Angleterre 243 documents : plans de terrains d'aviations, concentrations de troupes, etc. Il est arrêté le 12 mars 1941 et est fusillé à Berlin le 15 octobre 1942⁵³⁹.

Juliette Vanden Branden est la mère de Marcel et René Legrain, tous deux membres de Martiny-Daumerie⁵⁴⁰. Son dossier ARA la dit membre de Williams et de Moreau, mais ne donne que peu de détails pour le premier service. Dans le second, elle aurait été recrutée en fin août 1940 par Marcel Lafontaine, à qui elle transmet des renseignements militaires. Ces mentions combinées laissent penser qu'elle peut faire partie du secteur de Moreau qui « semble avoir (...) travaillé pour le service Williams »⁵⁴¹. Nous n'avons pas plus d'éléments

⁵³² DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. L.

⁵³³ CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier Adhémar Fritz.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Adhémar Fritz.

⁵³⁴ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. XLVIII et LV.

⁵³⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Paul Swinnens, Elie Ponsart.

⁵³⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Jeanne Rademackers.

Notons en outre qu'Emile Ghion, évoqué ci-après, exerce des activités importantes pour Rivert mais qui ne concernent pas la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

⁵³⁷ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LXXIII.

⁵³⁸ Une entreprise de radiophonie dont il est question lorsque nous évoquons Samoyède.

⁵³⁹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille Doucet.

⁵⁴⁰ Voir développement à ce sujet.

⁵⁴¹ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LXXIII.

sur son activité, et ignorons par conséquent jusqu'à quelle date elle prend place. En outre, Vanden Branden ne semble pas avoir de lien avec les activités de ses fils⁵⁴².

Intéressons-nous enfin à un autre service à la courte existence : le *Royal Intelligence Office of Belgium* (ou « RIOB »). Fondé en juin 1941 par Jean Philippet (dit « S1 ») - ex-agent de renseignement pour les Allemands avant mai 1940 - ce service est rapidement infiltré par ces derniers. Ainsi même si ses membres sont sans doute de vrais résistants, la nature compromise du service fait qu'ils n'ont pas été reconnus au statut ARA, car ils ont « collaboré, de bonne foi, à une organisation malheureusement contrôlée par l'ennemi »⁵⁴³.

Notre réseau « social » en compte quelques membres. L'un d'entre eux, Léon Mayenne, tient un « café-laiterie » dit du « Chien Vert », situé avenue de Tervueren. Mayenne est aussi membre du réseau Zéro, avec lequel ses activités de récolte de renseignements et de diffusion de presse clandestine semblent se superposer. Au RIOB, il dirige une sous-section chargée notamment de distribuer des tracts antiallemands et de récolter des renseignements militaires. Ces renseignements sont récoltés par trois sous-agents, d'Auderghem et de Woluwe-Saint-Pierre, avant d'être centralisés chez lui, avenue de Tervueren. Son chef de section, Albert Nisot, les reçoit par oral et par écrit presque chaque jour, puis les transmet à Deckers (« S2 »), lui-même directement subordonné à Philippet⁵⁴⁴. L'activité de Mayenne cesse lorsque ses chefs sont arrêtés – soit en octobre 1941 -, avant qu'il ne le soit lui-même, le 13 mars 1942.

Par ailleurs, le RIOB a, pendant un temps, des contacts avec le MNB ; contacts qui cessent avant le démantèlement du service⁵⁴⁵. Ainsi, il n'est pas si étonnant de voir la présence d'un membre actif du service (et également lié à la *Voix des Belges*), Camille De Spiegeleer, finalement assez proche sur le graphe (bien qu'en contact seulement indirect) d'une personne comme Camille Joset⁵⁴⁶.

⁵⁴² CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Juliette Vanden Branden.

⁵⁴³ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 770. Celui-ci cite : « Dossier Robert Caldow, in CEGES AA 1333, Archives de la Sûreté de l'Etat, dossiers personnels ».

⁵⁴⁴ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Léon Mayenne.

⁵⁴⁵ Le MNB cherchant un moyen de transmettre des renseignements récoltés aux autorités de Londres. Ayant trouvé le contact du réseau Mill, le MNB délaisse la piste du RIOB et interrompt le contact avec Philippet, un mois environ avant les arrestations qui marquent la fin du service.

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. 203-204.

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », op. cit., p. 28.

⁵⁴⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Camille De Spiegeleer.

Par ailleurs, Léon Mayenne dit avoir été en contact avec Camille Joset lors de son incarcération à Saint-Gilles. CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Léon Mayenne.

A propos des réseaux de renseignement, nous relevons donc toute l'importance prise par certains des « grands » réseaux, principalement Zéro (et ses secteurs autonomes) et Luc-Marc. Zéro possède d'innombrables connexions avec d'autres initiatives, relevées tout au long de ce travail. Son secteur Centre possède une section bien établie sous l'autorité d'une personne originaire d'ailleurs, Egide De Wolf. Ils disposent de liens étroits avec *La Libre Belgique*. Le secteur 0.17 est également présent, mais cela est tout de même moins important.

La grande « plus-value » du service Zéro à Woluwe semble résider dans ses secteurs autonomes, non pas par la quantité de leurs membres mais par la richesse de leurs connexions. Systématiquement situés au centre des graphes, leurs membres sont souvent bien connectés. Nous constatons par exemple que des personnes comme le couple Pirson-Quinot, déjà relevés lorsque nous évoquions le FI, sont également centraux dans les connexions d'Athos, et dans une certaine mesure de Portemine et Beret. Ils ont également eu des contacts avec Pierre Vandermies. Dans une moindre mesure, le même constat est valable pour le couple Van Tuykom-Ottoy et pour Arsène Baert, mais également pour la sous-section de Charles Decamps du réseau Luc-Marc.

Un point commun entre Zéro et Luc-Marc réside dans leurs contacts avec le réseau Comète, à travers la section « EVA » du secteur Portemine. Tous deux s'y rejoignent en la présence des familles Maca et Van Tuykom ; nous l'évoquons ci-après. Les deux réseaux ont également quelques contacts avec l'AS.

Des spécificités locales peuvent enfin être relevées, des activités spécifiques et peu spécialement connectées au reste du réseau. A ce sujet, le réseau Mill possède plusieurs branches dans la commune, parmi lesquelles une cellule active autour d'une communauté salésienne et de l'abbé Deckers. Clarence possède également une petite cellule liée à l'activité d'Emile Corbusier. Enfin, différents réseaux à la brève existence ont exercé des activités de renseignement à Woluwe. C'est le cas du RIOB et de Moreau, mais également du réseau Martiny-Daumerie, qui possède une partie de son centre d'activités à Woluwe. Cela a surtout une pertinence vers la fin de l'existence du réseau, lorsque ses dirigeants sont condamnés à la clandestinité. Daumerie, domicilié dans le quartier de Val Duchesse, s'y réfugie, tandis que Martiny émet depuis Stockel.

B. Lignes d'évasion

Différentes lignes d'évasion existent en Belgique, mélangeant souvent l'évacuation de personnes avec celle de renseignements. A vrai dire, il est même peu de réseaux ne s'intéressant qu'exclusivement aux renseignements. Les séparer dans notre développement a simplement pour intérêt de distinguer les grands traits des organisations les plus importantes, mais garder à l'esprit la diversité de ces activités est indispensable. En outre, cette distinction est aussi le fruit de différences de fonctionnement ; le réseau Comète par exemple est à proprement organisé pour l'évasion et travaille à ce titre non pas avec le SIS mais avec le MI9⁵⁴⁷.

Que dire de potentielles lignes présentes à Woluwe ? Comme souvent, la principale est indéniablement Comète, fondée et dirigée par Andrée De Jonghe. S'y rattachent divers clusters composés d'adhérents à d'autres réseaux et groupements mais essentiellement en contact avec Comète pour l'évasion. Enfin, un certain nombre d'initiatives plus « spécifiques » mentionnent l'« hébergement » de clandestins, mais sont plus difficilement identifiables.

Cependant, un certain nombre de difficultés inhérentes à l'évolution des lignes d'évasion rend l'approche par l'analyse de réseaux moins évidente à appréhender dans ce cas-ci. Le fait de visualiser la « temporalité » d'un réseau est un défi important de la recherche dans ce domaine. Pour répondre à ce problème et essayer d'y voir plus clair, nous tentons, dans cette partie, de produire un graphe ne reprenant que des personnes actives dans ce type d'activités, tout en ayant conscience que cela impacte les conclusions que nous pouvons en tirer du point de vue des liens partagés avec le reste du réseau. Cela a tout de même l'avantage certain de « remettre au centre » du réseau les personnes essentielles à ce type d'activités⁵⁴⁸.

i. **Le service Benoit**

Chronologiquement, le premier service dont nous retrouvons quelques traces est Benoit. Ce réseau est créé par Frédéric de Selliers de Moranville au sein de milieux militaires, dans le Sud de la France, vers la fin de 1940. Le service prend de l'importance sous l'autorité de son

⁵⁴⁷ BERNARD Henri, *La Résistance 1940-1945*, op. cit., p. 95.

⁵⁴⁸ Voir *Annexe 14*.

Légende : Les personnes faisant partie de Comète peuvent être de différentes couleurs : en bleu si elles ne font pas partie d'un autre réseau d'évasion, en bleu-vert si elles font partie également d'un autre réseau, et en mauve si cet autre réseau est spécifiquement la section EVA de Portemine. Enfin, les représentants de Benoit sont en orange, Martiny-Daumerie en vert et Zéro en rouge.

second chef, Hervé Doyen (dit « Benoit »)⁵⁴⁹. Plusieurs lignes d'évasion sont mises en place, et de nombreux renseignements passent par son biais, notamment ceux de réseaux centraux tels Luc, Zéro et Clarence.

Pendant un temps, Benoit joue un rôle absolument central dans la transmission de renseignement et le passage d'évadés vers l'Espagne. Cependant, le rôle prépondérant de Doyen dans la transmission des renseignements déplaît à Londres, notamment à cause de ses liens avec des services français de Vichy (quand bien même ceux-ci ne soutiennent pas le régime collaborationniste). Le gouvernement belge envoie alors Pierre Vandermies en France et en Belgique pour établir « une nouvelle ligne de liaison », et Doyen est mis de côté. De là, l'importance du service Benoit diminue. Doyen se rend à Londres en 1942, et son épouse reprend les rênes d'un groupe appelé Benoit, qui se limite à des activités de renseignement⁵⁵⁰.

Notons tout de même que selon Strubbe, il est possible que Hauman (l'intermédiaire initial de Doyen pour prendre des contacts en Belgique) ait établi des sections en Belgique. Ainsi, il cite Fosty, qui « pense que l'organisation de Benoit était plus un centre de contact qu'un ensemble structuré »⁵⁵¹. A ce propos, nous ne sommes pas parvenus à établir des liens entre les groupes actifs pour le service en Belgique et l'aboutissement des lignes. Nous pouvons toutefois poser différentes observations.

Nous remarquons la présence d'un petit groupe de personnes lié à une ligne dite « L.L.L. », qui aurait été « reprise et liquidée par Benoit », et dont les mentions remontent à fin 1940. L'aboutissement de la ligne se situe vraisemblablement à Limoux, ce qui correspond donc bien à ce réseau. Plusieurs personnes se disent membre d'un groupe appelé « 910 », qui serait un « sous-secteur » de la ligne L.L.L. A la tête de ce groupe se trouvent un certain Max Steens et son adjoint Marcel Stechele qui, selon Yvonne Puissant (qui en est membre), font de fréquents allers-retours dans le Sud de la France avec des renseignements⁵⁵².

Au sein du groupe 910, il semblerait que se soit constitué une sorte de « sous-service » local dit « Hiroux-Gaspar », des noms de femmes mariées de deux sœurs, Yvonne et Ghislaine Puissant. Elles travaillent également avec Bernadette Rossion, la nièce de la seconde⁵⁵³.

⁵⁴⁹ DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LI.

⁵⁵⁰ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 172-178.

⁵⁵¹ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 176.

⁵⁵² CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Emile Armand Colin.

⁵⁵³ *Ibid.*

Plusieurs personnes habitant la commune font partie de ce « sous-groupe »⁵⁵⁴. Parmi elles, le père et le fils Colin, Alexis et Emile, qui habitent avenue Louis Gribaumont. Si leurs déclarations d'activités se confondent et se superposent parfois, certaines déclarations sont vraisemblables. D'une part, le père affirme qu'ils ont hébergé plusieurs soldats britanniques reçus de Rossion. L'un d'entre eux, Samuel Slavin, a en outre été placé chez les Heneaux. D'autre part, le fils explique transmettre des renseignements relatifs à la presse collaborationniste, qu'il récolte via son activité professionnelle au journal *Le Soir*. Cette activité, qui commence dès la fin de 1940, se termine le 26 juin 1941 pour Emile Colin, lorsqu'il quitte la Belgique pour rejoindre l'Angleterre⁵⁵⁵. Alexis Colin, lui, poursuit ses hébergements pour le compte de Benoit jusque novembre 1941, lorsque Rossion est arrêtée et que Stechele, recherché, prend la fuite. Il poursuit ensuite des activités pour le secteur Centre de Zéro, en collaboration avec Juliette Ghyse (épouse Heneaux)⁵⁵⁶.

Si l'importance théorique de Benoit ne se reflète donc pas sur nos données – il n'y a que peu de dossiers liés à ce service –, les informations présentes dans ces dossiers sont tout de même conformes à celles évoquées dans la littérature. En outre, quand bien même ce groupe 910 ne forme qu'un seul « petit » groupe, son activité semble avoir été assez importante et surtout précoce.

ii. Comète et de ses nombreuses connexions

Comète, par sa filière d'évasion, paraît jouer un rôle tout à fait central dans le domaine de l'évasion, bien qu'assez tardif. Certaines mentions indirectes de la ligne qui, plus tard, sera baptisée « Comète », sont présentes dans nos données à partir de 1941. Nous n'avons cependant pas de traces d'un réseau bien établi avant la deuxième période d'existence du

⁵⁵⁴ Outre les personnes citées ci-après, mentionnons également Mme Hainaut (de Stockel) et Emile Ghion, ayant habité pendant un temps dans le quartier de Saint-Michel, dont l'activité sur le territoire même de Woluwe est limitée. En effet, il remet, dans le courant de l'année 1941, quelques renseignements à Max Steens, le chef du groupe « 910 », et effectue quelques missions de liaison. Lors d'un voyage en France, il reste dans le Sud et interrompt ses activités pour le compte de Benoit. Cette coupure a sans doute à voir avec son autre activité, pour le compte du réseau Rivert, mais qui ne concerne pas directement la commune. En effet, Ghion est agent de liaison pour ce groupe puis, à partir d'avril 1943, contribue à la mise en place d'une nouvelle ligne de courrier vers la Suisse. Pour ce faire, il circule partout en Belgique avant de retourner en Suisse.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Emile Colin, Emile Ghion.

⁵⁵⁵ A noter que ses activités ont initialement commencé pour ces mêmes raisons. Emile Colin est entré en contact avec Hiroux-Gaspar pour trouver un moyen de fuir. Il a réalisé ces quelques tâches pour eux avant de finalement partir par ses propres moyens.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Emile Colin.

Par ailleurs, si le père et le fils ont déclaré des activités, il n'y a que le premier qui a bénéficié de la reconnaissance au statut ARA, en tant qu'auxiliaire de première classe.

⁵⁵⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Alexis Colin.

réseau, à partir de mai-juin 1943, après l'arrestation de De Jonghe⁵⁵⁷. Il semblerait donc qu'il n'y ait pas de liens établis avec la ligne Dédée (du moins pas de liens dont nous ayons trouvé la trace). Cela dit, il n'est pas impossible que des contacts aient lieu à partir de juin 1942. En effet, dans un précédent travail, nous relevions que Charles Hoste (que nous savons en contact, entre autres, avec les Van Tuykom) possède – à travers EVA⁵⁵⁸ – des liens avec cette ligne d'évasion dès cette période⁵⁵⁹.

Toujours est-il que nous en dégageons un groupe bien établi à partir de 1943. Celui-ci est appelé « RIO », un nom inspiré de celui de son chef, Elie Miroir. Les premières mentions spécifiques à ce groupe RIO datent de mai-juin 1943 et sont issues des dossiers de Jeanne Ottoy et Jean Van Tuykom, bientôt suivis de la famille Maca. Différents wolusanpétrusiens sont actifs dans ce groupe, à travers l'hébergement et le convoyage de clandestins. Une petite modification est effectuée dans la structure de la section à partir du 15 novembre 1943, lorsque Maria Maca reçoit par Lily Dumont la charge de « reprendre » ses principaux hébergeurs et de diriger une section d'hébergement, « en lien avec le chef de secteur ». Elle affirme ainsi disposer d'une vingtaine de lieux d'hébergement, pour environ 30 aviateurs aidés⁵⁶⁰.

Seulement, des arrestations touchent le réseau à partir de janvier 1944. Ce mois-là, Elie Miroir est arrêté, et sa remplaçante et ancienne supérieure de Maca, Lily Dumont, est contrainte à la fuite. Fin janvier 1944, le père de Maria, Paul, est arrêté à son tour. Cette dernière décide donc de prendre la fuite à son tour. Dans le cas de cette section, on voit bien comme la centralité du rôle de Miroir semble avoir désorganisé le reste du groupe lors de son arrestation. Le fait que d'autres sous-sections aient cependant déjà été sous la responsabilité de Dumont et Maca avant son arrestation nuance toutefois cette réalité. Ainsi, le cluster Van Albada-Heuten-Flebus référencé sous Maca par exemple, se retrouve *de facto* isolé sur le graphe⁵⁶¹.

⁵⁵⁷ D'UDEKEM D'ACQZ Marie-Pierre, « De Jongh Andrée », dans *BelgiuWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/personnalites/de-jongh-andree.html>> (consulté le 14 août 2023).

⁵⁵⁸ Qui ne s'appelle cependant pas encore formellement comme cela. Cette appellation est rétrospective.

⁵⁵⁹ HENRARD Frédéric, « Evere : Une Résistance aux multiples échelles. La Résistance locale à Evere durant la Seconde Guerre mondiale », Séminaire d'histoire de la période contemporaine, 2021-2022, p. 14.

Dans ce travail, ces informations proviennent du dossier suivant : Hoste Charles, dossier ARA (Cegesoma).

⁵⁶⁰ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossiers Jean Van Tuykom, Jeanne Ottoy et Maria Maca.

⁵⁶¹ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Johanna Van Albada De Haan Hettema, Maria Maca.

A l'une ou l'autre exception près, les quelques groupes de personnes actives dans des lignes d'évasion possèdent tous des liens avec Comète.

Cela est notamment le cas d'EVA, la filière d'évasion de Portemine. On voit notamment l'importance de l'engagement et des liens que possède, une fois n'est pas coutume, le couple Ottoy-Van Tuykom avec des personnes comme Jean Portzenheim ou Charles Hoste, membres actifs d'EVA. Intéressant d'ailleurs : le dossier de Van Tuykom explique qu'avant l'arrestation de Miroir, il fait clairement partie du groupe RIO. Et ce n'est qu'une fois ce dernier arrêté qu'il rejoint EVA, car il a deux aviateurs hébergés à sa charge et doit trouver un moyen pour les évacuer. Etant en contact avec Portzenheim, on pourrait penser que Van Tuykom aurait envoyé ces personnes droit vers la ligne KLM de Van Muylem⁵⁶². Pourtant, Van Tuykom mentionne lui une évacuation via le FI de Charleroi, par l'intermédiaire d'une certaine Mme Bailleux ; ce qui est crédible au vu de son engagement dans ce groupement⁵⁶³.

D'autres personnes croisées dans d'autres types d'activités réapparaissent ici dans le cadre des activités d'évasion liées à Comète. C'est par exemple le cas de Léon Versavel, membre de Luc-Marc mais également de ce qu'il appelle encore la « Dame Blanche ». Cette appellation anachronique renvoie peut-être à des « réseaux sociaux » préexistants au second conflit mondial qui ont pu se remobiliser au début de l'Occupation ou simplement à l'activité de renseignement de ce réseau en tant que telle pendant la Grande Guerre. Ainsi, Versavel affirme avoir hébergé des membres des armées alliées entre décembre 1940 et avril 1942 (date de sa première arrestation). Relâché en juin 1943, il reprend du service pour Comète entre avril et juin 1944 via le convoyage et l'hébergement de plusieurs aviateurs. Le 10 août, deux aviateurs sont capturés ; Versavel est brûlé et se réfugie dans la clandestinité⁵⁶⁴. Nous apercevons également un cluster autour de Marcel Cats, lui aussi membre de Luc-Marc, et autour de Raymond Vignoble, membre des Insoumis.

⁵⁶² STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945, op. cit.*, p. 161.

⁵⁶³ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Jean Van Tuykom.

⁵⁶⁴ CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossier Léon Versavel.
CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Léon Versavel.

iii. Un nouveau détour par Martiny-Daumerie

Relevons enfin que l'évasion fait également partie des activités de Martiny-Daumerie. En effet, ce réseau ayant été créé au tout début de la guerre, l'évacuation de renseignements ne se fait initialement – avant l'arrivée de meilleurs moyens de communication (les radios, avec Martiny) – qu'en même temps que l'évacuation de personnes. Ainsi, la mention par divers membres du réseau d'activités liées à l'« évasion » n'est pas étonnante.

De fait, le réseau semble avoir envoyé des clandestins par plusieurs moyens, plusieurs routes ayant varié selon les événements. Tout de même, selon les témoignages d'Arthur De Sutter et Albert Hellemans, il semblerait qu'il y ait pu avoir deux lignes d'évasion, l'une principale et l'autre « secondaire », constituée en prévision de potentielles arrestations.

La première ligne possède selon Arthur De Sutter deux « groupes d'accès », deux portes d'entrée⁵⁶⁵ : l'une passe par Edgar Cleempoel, Jules Doudelet et Gaby Pardon ; l'autre transite, elle, par le colonel Daumerie, Doudelet et De Sutter. Les personnes évacuées sont envoyées vers Lille, transitent par diverses villes dont Paris et passent la ligne de démarcation en Charente. Après quelques étapes (pas toujours reconstituées), la ligne aboutit selon De Sutter à plusieurs communes (Les Cabannes et Château-Verdun) dans le sud de l'Ariège, par lesquelles se fait ensuite le passage vers Andorre, via Larcet ou Aston⁵⁶⁶.

En parallèle, le colonel Daumerie aurait constitué une ligne « secondaire », par l'intermédiaire d'Hellemans, censée résister à une potentielle vague d'arrestation atteignant la première ligne⁵⁶⁷. Major aviateur, Hellemans veut initialement passer en Grande-Bretagne avec des camarades. Daumerie étant un de ses chefs, il lui fait part de son projet, mais ce dernier lui dit que pour être vraiment utile, il vaudrait mieux qu'il essaye au moins temporairement de retrouver des pilotes et des mécaniciens (de son régiment ou d'ailleurs) à envoyer en Angleterre. De son propre aveu cependant, ses projets sont initialement simplement de rester jusqu'au départ de tous les pilotes de son propre régiment.

En lien direct et unique avec Daumerie, Hellemans affirme ainsi n'avoir eu aucun contact dans un premier temps avec le reste de Martiny-Daumerie, le but étant bien de constituer une

⁵⁶⁵ Qui correspondent, dans une certaine mesure, aux deux composantes initiales rassemblées par Cleempoel et Daumerie.

STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 69.

⁵⁶⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Arthur De Sutter.

⁵⁶⁷ Le témoignage d'Hellemans correspond à cette idée. De plus, De Sutter mentionne dans son propre dossier une deuxième ligne passant par Montpellier et « due uniquement au Colonel Daumerie ».

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossiers Joseph Daumerie et Arthur De Sutter.

ligne parallèle. Cependant, il entre ensuite « accidentellement » en contact avec Georges Hansoul (« le Negus »), lui-même lié à des membres importants du réseau comme Jules Doudelet ou Edgard Cleempoel⁵⁶⁸. Nous avons également déjà mentionné qu'Hellemans est en contact dès la fin de 1940 avec Kerkhofs, avec qui il collabore pour trouver des renseignements sur les aviateurs candidats à un départ. Kerkhofs lui donne des noms d'aviateurs, Hellemans vérifie leurs dossiers puis les fait passer soit par l'organisation de Daumerie, soit par une autre personne, Georgie Meert⁵⁶⁹.

Si elle a eu le mérite de permettre plusieurs évacuations⁵⁷⁰, la position d'Hellemans entre Daumerie, Kerkhofs et le milieu militaire auquel il appartient ne tient pas très longtemps. Se sachant menacé, il quitte la Belgique fin avril 1941, quelques minutes avant son arrestation prévue par la Gestapo, selon ses propres déclarations. Cette position est donc intéressante dans la mesure où Hellemans a pu faire une forme de « pont » (*bridge* en théorie des graphes) entre Martiny-Daumerie et Zéro. Initialement peu dangereuse, sa position l'est cependant devenue lorsque ses contacts se sont étendus à d'autres personnes que Daumerie dans le réseau.

Les services d'évasion représentent donc un ensemble moins conséquent dans nos données que les réseaux de renseignements. Au sein des dossiers de résistants, nous relevons des références fréquentes à la ligne Comète. Nous ne disposons cependant d'informations par rapport à un « groupe » vraiment formel qu'à partir de la mi-1943. Le Groupe RIO est alors

⁵⁶⁸ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Joseph Daumerie.

⁵⁶⁹ En fait, il semblerait que ce soit via ces contacts qu'Hellemans a pu également aider le réseau Zéro à mettre en place la ligne d'évasion via le groupe de Roubaix. C'est ce que semblent indiquer son témoignage et le travail de Yaëlle Van Crombrugge, qui affirme que Kerkhofs est entré en contact avec le groupe de Roubaix via Hellemans.

Enfin, il n'est pas impossible que la première ligne soit également passée par là. C'est ce que pourrait indiquer un rapport d'Arthur De Sutter, dans lequel il propose une « reconstitution de la ligne d'évasion [de Martiny-Daumerie] jusqu'en février 1941 ». De Sutter y fait clairement passer l'une des deux « routes » possibles par Mouscron. Or, il semblerait que la ligne de Zéro, via le groupe de Roubaix, soit dans le même coin et emprunte la route de Mouscron, puis Tourcoing et enfin Roubaix. A moins que la « deuxième route » ne soit, précisément, cette ligne secondaire qu'il aurait déjà reconstituée ? La similitude suffit pour poser ces hypothèses, sans qu'elles ne soient, à ce stade, vérifiées.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Joseph Daumerie, Arthur De Sutter.

VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 26.

⁵⁷⁰ Dont une mentionnée par Hellemans qui a relevé notre attention : il dit avoir évacué un groupe « des brevetés de l'Etat-Major », parmi lesquels se trouvent le Commandant Del Marmol ainsi que les capitaines Montjoie, Nicodème et de Walckiers.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Joseph Daumerie.

actif dans l'hébergement et le convoyage de personnes clandestines, et fonctionne jusqu'en janvier 1944.

Avant cela, il n'est pas impossible que des membres de la commune aient eu des contacts avec Comète, notamment via Charles Hoste. À l'inverse, il paraît certain que ce fut le cas après l'arrestation de Miroir. En effet, Jean Van Tuykom notamment mentionne avoir eu des contacts avec cette ligne via la section EVA de Portemine. Léon Versavel, évoque cela à travers ses activités pour Luc-Marc.

Il existe en outre deux initiatives plus précoces qui, à l'inverse, ne mentionnent pas de contacts avec la ligne Comète. Il s'agit d'une part du réseau Benoit, dont nous voyons les traces d'un groupe dit « 910 », assemblé autour des sœurs Yvonne et Ghislaine Puissant. D'autre part, le service Martiny-Daumerie évacue également des personnes vers l'Angleterre, principalement des militaires belges désireux de combattre. Dans le cas de ce réseau, nous constatons qu'il y a un rapprochement à faire avec la mise en place des premières lignes de réseau. En outre, le fait qu'il ne soit pas connecté avec le reste du réseau, et *a fortiori* avec Comète, est assez logique au vu de son démantèlement rapide.

Enfin, une fois n'est pas coutume, ces observations démontrent que les activités d'évasion sont imbriquées au sein de plus vastes domaines d'activités de résistance⁵⁷¹. La plupart des personnes ici mentionnées sont adhérentes d'autres organisations, exercent d'autres activités. Et si cela peut hypothétiquement faciliter la prise de contacts pour l'évacuation de personnes hébergées, de telles relations contreviennent fameusement au principe du cloisonnement. Un cas comme celui de la ligne d'Hellemans dans Martiny-Daumerie fait cependant, dans une certaine mesure, office de contre-exemple à ce propos. Notons tout de même qu'il ne contredit pas pour autant la thèse des contacts rapprochés avant tout entre les têtes de réseaux, étant lui-même en contact avec Daumerie et Kerkhofs.

⁵⁷¹ Ce constat paraît également soutenu par le fait que de nombreuses mentions d'activités d'hébergement ne sont pas rattachables, avec les informations dont nous disposons, à des lignes déterminées. En fait, les résistants eux-mêmes ne semblent parfois disposer que de peu d'informations sur le contexte même de leur activité.

C. Missions d'action et de soutien de la population en territoire occupé

Cette dernière partie relative aux réseaux s'intéresse de manière chronologique aux missions dites d'« action » (de sabotage et de soutien aux organisations de résistance existantes, à l'exception de l'AS) et de soutien à la population, envoyées par la Sûreté et le SOE⁵⁷². Pour développer cette réflexion, nous nous basons sur un graphe reprenant l'ensemble du réseau social de la résistance à Woluwe, dans lequel nous mettons en évidence les activités ici analysées. Cela nous permet de comprendre – lorsque c'est le cas – dans quels fonctionnements extérieurs ces activités se sont imbriquées⁵⁷³.

i. **Chicken**

La première mission dont nous ayons des traces est Chicken. Confiée à Octave Fabri en août 1941, cette mission a pour objectifs des sabotages spécifiques à réaliser dans la région anversoise, puis la constitution de groupes de sabotages en Flandre⁵⁷⁴.

Un commerçant du quartier de Saint-Michel, Marc Sturbelle, affirme avoir reçu la visite de Fabri vers octobre 1941. Sur sa demande, il accepte de jouer le rôle de boîte aux lettres pour son compte. Il reçoit ensuite deux visites d'une personne qui lui est inconnue, l'une pour déposer de l'argent en décembre 1941, l'autre pour avoir un « entretien » durant lequel ils ne s'entendent pas, en février 1942. Le lendemain de cette seconde visite, Sturbelle est arrêté par la GFP et emmené à Saint-Gilles. Il en est libéré le 25 novembre 1942, sans explications⁵⁷⁵.

Strubbe affirme que Fabri est en fait resté en Belgique jusqu'en 1944, travaillant sur des sabotages avec un groupe du FI. Nous n'avons pas de traces de liens avec le FI, mais bien un

⁵⁷² Ces missions sont traitées ici, dans une partie dédiée, afin de nous permettre d'en développer une vision d'ensemble. Par ailleurs, certaines missions coordonnent l'action d'organisations différentes, ce qui rend un développement « séparé » plus pertinent. Cela ne nous empêche pas pour autant, ci-avant dans ce travail, d'évoquer certaines missions dans leur contexte particulier si nécessaire. Enfin, les missions dépendant des autres pôles de la Sûreté sont traitées dans les développements propres à leurs organisations d'appartenance. Ainsi, les missions appartenant au pôle « renseignements », envoyées en coordination avec le SIS, sont exposées dans la partie dédiée aux réseaux de renseignements.

BERNARD HENRI, *La Résistance 1940-1945*, op. cit., p. 95.

⁵⁷³ Voir *Annexe 15*.

Dans le même ordre d'esprit que pour les réseaux de renseignement, nous avons produit un graphe faisant office de base commune aux actions de personnes impliquées dans les missions Action. Ainsi, nous nous référons plusieurs fois à ce graphe.

Légende : Les personnes actives dans le domaine des missions d'Action sont représentées en rouge. Les personnes seulement mentionnées sont en rouge pâle.

⁵⁷⁴ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 241

⁵⁷⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Marc Sturbelle.

autre habitant du quartier Saint-Michel, en lien avec les Insoumis et Comète (dans le groupe de Maca), qui affirme l'avoir logé début 1944⁵⁷⁶.

ii. Mandamus

La mission Mandamus est la première de trois missions menées par André Wendelen, qui a lieu entre février et juin 1942. Son objectif est de « porter atteinte au potentiel militaire et industriel allemand par des actes de sabotage »⁵⁷⁷. Wendelen – nous l'évoquions précédemment – a surtout contribué, par cette entremise, à la création du G. Dans ce cadre, il semblerait simplement que Mathilde Artus ait joué le rôle de courrier entre Wendelen et Burgers⁵⁷⁸.

iii. Incomparable

Incomparable est une mission assez mal connue, dont une partie de l'objectif est d'entrer en contact avec un réseau de renseignements soviétique appelé « Orchestre Rouge ». Valère Passelecq, à la tête de la mission, est parachuté le 1^{er} mars 1942 avec René Copinne et Alphonse Delmeire (dit « Marius ») près de Villers-Potterie (entité de Gerpinnes près de Charleroi)⁵⁷⁹.

Habitant avenue des Franciscains (quartier du Chant d'Oiseau) à Woluwe, Alberte Coulon affirme que son époux, Albert Dandoy, fait partie d'un groupe dit « 001 Nivelles » pour lequel ils hébergent ensemble des parachutistes. Dans ce cadre, ils accueillent Alphonse Delmeire chez eux, pendant environ un mois⁵⁸⁰. Celui-ci est cependant arrêté le 13 juillet, et Dandoy l'est le 14. Coulon attribue cette arrestation à un agent de l'ennemi appelé Leduc. Par la suite, Coulon reçoit à cinq reprises la visite des Allemands, qui l'arrêtent plusieurs fois et l'emmènent rue Traversière pour l'interroger, avant de la relâcher.

Sur le graphe, Coulon possède une situation mois isolée que ce que nous aurions pu penser, car son activité prend place – de manière discontinue - au début comme à la fin de

⁵⁷⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Emile Delcommune.

⁵⁷⁷ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945, op. cit.*, p. 334-335

⁵⁷⁸ Cependant, les dates qu'elle déclare ne correspondent pas. Il est possible qu'elle mélange cela avec un autre pan de ses activités, propres Zéro et des contacts avec Max Cosyns.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier ARA.

⁵⁷⁹ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945, op. cit.*, p. 340-341.

⁵⁸⁰ Après avoir hébergé Achille Hottiat entre mai et juin 1942. Ce dernier retourne en Angleterre avant d'être à nouveau parachuté en août. Ignorant que des arrestations ont eu lieu, il revient chez Coulon pour obtenir un abri. Ne pouvant le prendre chez elle, Coulon le cache dans la forêt et s'occupe de lui. En avril 1943, pour lui permettre de fuir, elle le met en contact avec la baronne de Jamblinne de Meux, qui est malheureusement en contact avec une ligne infiltrée par De Zitter. Cela mène Hottiat à son arrestation et son exécution au Tir National.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Alberte Coulon.

l'Occupation⁵⁸¹. En effet, elle est renseignée comme faisant partie d'un groupe de renseignements actifs dans Martiny-Daumerie pour le compte de Marcel Legrain. Ensuite, nous venons d'évoquer cette activité pour la mission Incomparable. Enfin, elle est en contact avec le père Stocky, membre du MNB à qui elle transmet par la suite des renseignements⁵⁸².

iv. Samoyède

Vient ensuite la mission Samoyède. Confiée début 1943 au parachuté Freddy Veldekens, elle a pour objectif de construire des émetteurs radiophoniques censés informer la population lors de la Libération. Misant sur une reconquête par « à coups », occasionnant potentiellement nombre de destructions - en ce compris le matériel radio existant - l'idée de cette mission est d'anticiper cela en construisant des émetteurs clandestins. Sur les 8 émetteurs visés, 4 sont effectivement construits à Bruxelles, Liège, Houdeng-Aimeries et Tamines⁵⁸³.

La première personne rencontrée par Freddy Veldekens est François Landrain, directeur technique à la station « Radio Schaerbeek » avant l'Occupation et, selon Strubbe, « le cerveau technique de l'organisation et le coordinateur, l'homme le plus important de la réalisation du projet »⁵⁸⁴.

En ce qui concerne Bruxelles, selon Strubbe, un groupe réussit à émettre depuis l'avenue Louise, à partir du 6 septembre. Ce groupe est composé de Georges Dursin, Annie et Eliane Vandenbrouck, ainsi qu'André Colens. Il ne fait pas mention de deux autres groupes signalés par Landrain⁵⁸⁵, chargés de construire également des émetteurs. L'un aurait été situé chez Jules Baptiste à Watermael-Boitsfort et l'autre, précisément, à Woluwe-Saint-Pierre (avenue Grand Champs), chez Edouard Binard, propriétaire d'une entreprise de radio nommée « Scarabée ».

Selon Landrain, ce groupe, sous son autorité, est chargé de construire et monter du matériel pour les émissions. Le faible nombre de personnes et la prééminence de liens rouges (soit de supériorité hiérarchique) pointant vers Landrain soulignent que ce groupe, de petite taille, est structuré autour de Landrain, sous son autorité directe. Il n'y a pas plusieurs rangs de

⁵⁸¹ Voir *Annexe 15*, visualisation 15.A.

⁵⁸² CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Alberte Coulon.

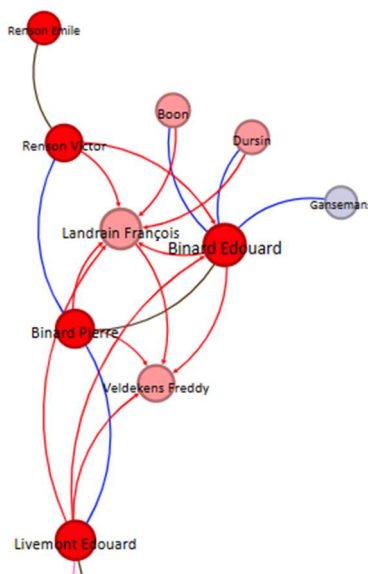
⁵⁸³ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 450.

⁵⁸⁴ *Ibid.* p. 459.

⁵⁸⁵ Dans nos dossiers, la personne évoquée est parfois appelée Baptiste Landrain et non pas François. Il s'agit bien de celui-ci, qui témoigne de l'existence de ces groupes.
CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Edouard Binard.

hiérarchie entre Landrain et ses « exécutants » ; du moins cela n'est pas reflété dans nos sources.

Fig 4.8 : Cluster Binard autour de Landrain (Samoyède).⁵⁸⁶



Le groupe comporte également le fils de Binard, Pierre, ainsi que Victor Renson (de Stockel) et Edouard Livemont (habitant au même endroit que les Binard). Ce dernier possède des liens directs et indirects avec De Veuster, Van Tuykom et le Dr. Pirson. Ils bénéficient enfin de la collaboration de quelques personnes extérieures⁵⁸⁷. Ce cluster wolusanpétrusien semble donc être le groupe ayant construit l'émetteur radio qui fonctionne avenue Louise lors de la Libération⁵⁸⁸.

Il est donc intéressant de constater que dans l'idée, le cluster est peu connecté. Les Binard exercent ici une activité propre à leur domaine professionnel, ce qui rend leur présence logique. Mais malgré tout, la présence d'un individu (Livemont) connecte le cluster, via seulement deux arêtes passant par lui-même et son épouse aux MP et aux Insoumis⁵⁸⁹.

v. Claudius-Tybalt et le réseau Socrate

La mission Claudius-Tybalt est menée à partir de juillet 1943 par André Wendelen et Philippe de Liedekerke, ayant tous deux déjà été parachuté. Cette mission a de multiples objectifs.

⁵⁸⁶ Visuel tiré de l'Annexe 15.

Légende : Les personnes actives dans le domaine des missions d'Action sont représentées en rouge. Les personnes seulement mentionnées sont en rouge pâle.

⁵⁸⁷ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Edouard Binard.

⁵⁸⁸ Du moins c'est ce que soutient Edouard Binard.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Edouard Livemont.

⁵⁸⁹ Voir Annexe 15, visualisation 15.B.

D'une part, elle a pour but d'établir des liaisons et de coordonner l'action de mouvements de résistance armée, dont principalement le FI et le MNB. D'autre part, ils ont pour objectif de créer une organisation de soutien (principalement financier) à la population : Socrate⁵⁹⁰. Si nous avons bien des mentions de cette mission, aucun dossier ne fait le rapprochement entre les deux « pans » de cette tâche.

La famille Crabbe (évoquée précédemment) contribue à cette mission via l'autorisation d'émissions au domicile d'Elise Crabbe et Louis Leroux. Une première émission a lieu lorsque l'opérateur Alfred « Bernard » Blondeel est encore en Belgique, donc fin 1943 (à une date non-précisée)⁵⁹¹. Ensuite, début janvier 1944, la décision est prise d'aider Léon Gillard, marconiste lui aussi, à effectuer une seconde émission⁵⁹². Celle-ci doit avoir lieu le 8 janvier, à l'aide d'un émetteur déposé la veille par André Crabbe, Léon Gillard et une troisième personne, François Michel, qui doit jouer le rôle de surveillant. Seulement, le jour J, des agents de la GFP arrivent au domicile des Crabbe et arrêtent tout le monde. Selon André Crabbe, Gillard, Michel et Guy Bouffioulx (un autre contributeur de l'émission), qui ont été arrêté par la GFP, ont été forcé d'avouer et ont conduit les Allemands chez les Crabbe. Une autre option est que Gillard ou l'un des deux « rajouts » (Michel et Bouffioulx) ait été un agent double⁵⁹³. Toujours est-il qu'ainsi tombe le cluster Crabbe, très actif dans la commune, notamment dans la distribution de presse clandestine et parmi les Insoumis. Joseph Crabbe et Louis Leroux ne reviennent pas de leur déportation⁵⁹⁴.

⁵⁹⁰ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945, op. cit.*, p. 498-499.

⁵⁹¹ *Ibid.*, p. 500.

La prise de contact entre Blondeel et le cluster Crabbe a sans doute lieu via André Crabbe. Le moyen par lequel cela a eu lieu ne nous est pas connu. Cela dit, l'objectif de la mission Claudius-Tybalt étant d'établir des liaisons entre mouvements de résistance armée, le fait qu'ils empruntent les moyens d'un cluster des Insoumis pour cette émission semble crédible, et somme toute plutôt logique.

⁵⁹² Dans le dossier d'Elise Crabbe, l'idée est suggérée que cette initiative leur est « ordonnée » par son père Joseph et son oncle André, à qui l'immeuble appartient.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Elise Crabbe.

⁵⁹³ Il en faut cependant plus pour affirmer cela. En effet, suite à leurs arrestations, ces personnes ont été reconnues au statut ARA pour Claudius-Tybalt. Mais malgré tout, le fait que Léon Gillard ne soit pas mentionné dans la littérature est troublant. Est-il lié à une autre initiative dont les Crabbe n'ont pas connaissance ? Ses activités ne sont-elles peut-être simplement pas passées à la postérité ? D'autres tentatives d'explication peuvent être formulées. La question reste donc entière.

⁵⁹⁴ CEGESOMA, *Archives des Insoumis*, dossiers Elise Crabbe, Joseph Crabbe, Louis Leroux.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Elise Crabbe, Joseph Crabbe, Louis Leroux.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossiers Elise Crabbe, Joseph Crabbe, Louis Leroux.

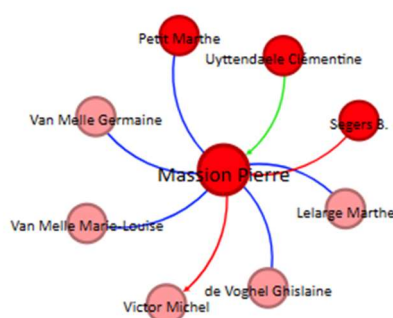
Notons par ailleurs qu'une autre personne, Mathieu Nelen (domicilié à Bruxelles), est également victime de cette situation. Ayant permis à Blondeel de procéder à une émission chez lui, il réitère avec Léon Gillard. Il est arrêté le 23 février 1944, suite à l'arrestation de Gillard.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Mathieu Nelen.

Ensuite, l'organisation Socrate naît des suites d'une visite de Liedekerke et Wendelen à Raymond Scheyven (dit « Socrate »), directeur de la Banque Allard, en septembre 1943. Cette visite est précisément le « second pan » de la mission Claudius-Tybalt.

Ses visiteurs lui remettent de l'argent pour un montant qui, selon Wendelen, environne les 30 000 dollars⁵⁹⁵, et est destiné à aider les réfractaires au travail obligatoire. À la suite des « contrecoups sur le terrain »⁵⁹⁶ de cette mission, le réseau Socrate est mis en place par Scheyven. Certains y voient l'occasion pour la tendance démocrate-chrétienne de « couper l'herbe sous le pied du FI » lorsque l'aide aux réfractaires du mouvement est mise à mal par des arrestations⁵⁹⁷. Dans tous les cas, via la contraction d'emprunts de montants importants, Socrate permet de soutenir de nombreux réfractaires au travail obligatoire en Belgique, ainsi que certaines organisations de résistance armée.

Fig 4.9 : Pierre Massion (Socrate).⁵⁹⁸



Ainsi, à partir de décembre 1943, de l'aide de Socrate parvient à une section assemblée autour du curé de la paroisse de Sainte-Alix (Joli-Bois), Pierre Massion. Cette activité, si elle est sans doute grandement aidée par Socrate, n'est vraisemblablement que la suite d'une action née dès 1942. En effet, le secrétariat de la paroisse met en place dès 1942 un centre d'aide aux Juifs et réfractaires, qu'ils accueillent, aident financièrement et matériellement, placent dans

⁵⁹⁵ DUCARME Bernard, « Le financement de la résistance armée en Belgique 1940-1944 », dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°11-12, p. 28.

⁵⁹⁶ COLIGNON Alain, « Création du réseau « Socrate », *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/creation-du-reseau-socrate.html>> (consulté le 12 août 2023).

⁵⁹⁷ *Ibid.*

Cette idée de « jeux de pouvoir » entre familles politiques n'est pas incohérente, mais nous n'avons pas l'occasion de l'approfondir. Nous limitons ici ce développement à l'idée que Socrate est une organisation mise en place pour aider (principalement du point de vue financier) les réfractaires et certaines organisations de résistance armée, et est financée par les autorités belge, indépendamment des potentiels jeux de pouvoir que cela a pu engendrer.

⁵⁹⁸ Visuel tiré de l'*Annexe 15*.

Légende : Les personnes actives dans le domaine des missions d'Action sont représentées en rouge. Les personnes seulement mentionnées sont en rouge pâle.

des logements. Plusieurs personnes y contribuent, parmi lesquelles plusieurs sœurs issues d'un couvent situé avenue de la Faisanderie⁵⁹⁹. Les personnes clandestines aidées sont ensuite redirigées vers le maquis⁶⁰⁰.

vi. Les missions CNC : Virgillia, Messala, Cato et Brabantio

Venons-en aux dernières missions importantes : les missions CNC. Le but de Londres, en envoyant ces agents à partir de mai 1944, est de créer un « Comité National de Coordination », encore une fois dans l'optique de coordonner l'action de différents groupements de résistance armée (FI, PA, MNB, AS, Groupe G, Nola et AL). Ces tentatives sans doute trop ambitieuses « de coordination des mouvements de résistance armée échouèrent »⁶⁰¹. Les quatre missions les plus importantes et leur « chargé de mission » sont : Virgillia (Jules Guillery, dit « Fabius »⁶⁰²) à partir du 8 février 1944, Messala (Jules Rolin) le 2 juin, Cato (Christian Lepoivre) le 7 juillet et Brabantio (André Wendelen) le 4 août⁶⁰³.

Ces missions contribuent ainsi toutes au même objectif. L'objectif de Virgillia est de recontacter les organisations contactées par Claudius et Tybalt, dont surtout le FI, le MNB et le Groupe G. L'idée est de mettre en place un comité qui centralise vraiment les actions de sabotage ; mais cette idée assez peu réaliste ne voit pas vraiment le jour. Les missions Messala et Cato sont toutes deux chargées de faire des liaisons. Cato est spécifiquement dédiée au FI. Enfin, Brabantio est envoyé pour coordonner la résistance armée et accomplir quelques objectifs spécifiques.

Sous les ordres de Jean Cuvelier, Arsène Baert, chef de sous-section dans Castor & Pollux joue un rôle important dans la mise en place de ces missions, en utilisant son propre réseau, les personnes autour de lui et membres de sa sous-section pour permettre aux différents agents parachutés d'accomplir leur mission. Pour ce faire, il est directement en contact avec les

⁵⁹⁹ Clémentine Uyttendaele, Marthe Petit, Marthe Lelarge et Ghislaine de Voghel.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Uyttendaele Clémentine Petronelle, Petit Marthe.

⁶⁰⁰ Cependant, nous n'avons pas retrouvé le contact de Massion (ou de quiconque s'occupe de leur évacuation) à ce sujet.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Pierre Massion.

⁶⁰¹ A noter par ailleurs, comme le souligne Strubbe, que cet objectif (de plusieurs missions) est contraire au principe du cloisonnement, pourtant défendu par Londres.

STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 527.

⁶⁰² Dont l'envoi coïncide selon Dujardin avec les constats successifs de Claudius et Tybalt à propos du MNB, de l'étendue de sa base démographique et du fait qu'il faut aider le mouvement. Ainsi, il « est renvoyé le 8 février 1944 avec des consignes précises en termes de sabotage et d'aide aux Alliés, en vue de la Libération ».

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », op. cit., p. 51.

⁶⁰³ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945*, op. cit., p. 559.

quatre chargés de mission ; le déroulement des événements semble dépendre des ordres de Cuvelier.

En juillet 1944, sous la direction de ce dernier, Baert organise l'installation dans des bureaux et le logement des différents agents du CNC parachutés. Ainsi, Lepoivre dépose des archives chez Baert et y installe son « domicile de secours ». Il répartit également son matériel de radiographie entre le domicile de ce dernier et celui de l'un de ses agents, Maurice Aubroeck. En outre, Baert cite plusieurs de ses sous-agents qui logent les chargés de mission chez eux : Joseph Hotton, Julien Doclot et Grégoire François.

En outre, vers la fin du mois de juillet, Baert part à vélo pendant 14 jours et, parcourant 800 kilomètres, accomplit des repérages relatifs aux emplacements de rampes de lancement de V1, principalement en Flandre et le long de la côte. Lors de son retour, son rapport est transmis selon ses propres dires à Wendelen et à Guillery, pour être envoyé à Londres. Les citant, il mentionne clairement le « Comité National de Coordination » pour lequel ces officiers ont été parachutés⁶⁰⁴.

En somme donc, à en croire les déclarations de Baert, il paraît avoir joué un grand rôle dans la mise en place de ces missions CNC en plus d'avoir récolté d'importants renseignements de lui-même. Quand bien même ces missions, dans leur objectif premier de coordonner la résistance armée, ne sont pas un franc succès, ces activités sont remarquables. Nos sources étant cependant principalement issues de son propre dossier, l'utilisation de l'analyse de réseaux ne nous est pas d'un grand secours ici.

Ajoutons que plusieurs autres wolusanpétrusiens disent avoir contribué à la réussite de ces missions. Un couple domicilié rue Père Devroye (près du Collège Saint-Michel), Hubert Taymans et Geneviève Delva, affirment avoir aidé Rolin (Messala) à chiffrer et déchiffrer un certain nombre de messages de et à Londres, entre juin 1944 et la Libération. Nous ne savons pas, cependant, si Rolin loge chez eux ou non, et s'il est passé par d'autres endroits et personnes avant de s'adresser aux Taymans⁶⁰⁵. Maurice Hautfenne, parachuté pour Messala, aurait lui été hébergé par une certaine Mme Norbert (qui n'a pas été identifiée) habitant avenue des Bergeronnettes, entre le 2 et le 24 juin 1944⁶⁰⁶. Il est arrêté le 28, quatre jours après avoir quitté cet endroit⁶⁰⁷.

⁶⁰⁴ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Arsèen Baert.

⁶⁰⁵ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Geneviève Delva, Hubert Taymans.

⁶⁰⁶ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Mme Norbert.

⁶⁰⁷ STRUBBE Fernand, *Services secrets belges 1940-1945, op. cit.*, p. 554.

Enfin, l'un des radios de la mission Brabantion, Jacques de Spiegle⁶⁰⁸, est autorisé à émettre au domicile de Lucy et Jeanne Rouffignon (au Chant d'Oiseau), le 20 août 1944⁶⁰⁹. En outre, il reçoit occasionnellement de l'aide d'Antoon Smets, entre le 5 août et la Libération, pour sa protection personnelle.

vii. Caracal-Nola et la mission Marathon

Terminons ce point sur les missions d'action et de soutien à la population en évoquant le mouvement Caracal-Nola et la mission Marathon. Dans les cas de ces deux initiatives, nous disposons de l'un ou l'autre dossiers, mais qui ne contiennent que peu d'informations. A propos de Nola, nous savons simplement qu'en 1943, Jean François, domicilié dans le quartier de Val Duchesse, apporte une « aide occasionnelle » à une sous-section du groupement, sans que nous n'ayons plus de détails à ce propos⁶¹⁰. En ce qui concerne Marathon, Raymond Vignoble, actif dans Comète jusqu'à l'arrestation d'Elie Miroir, aurait travaillé pour le compte de la mission⁶¹¹.

Plusieurs personnes, à Woluwe, jouent un rôle dans la mise en place des missions Action envoyées par la Sûreté de l'Etat et le SOE. C'est notamment le cas d'Emile Delcommune ou du couple Coulon, qui hébergent des personnes pour ces missions. Plusieurs groupes mettent à profit leurs connaissances et leur réseau « professionnel » (ou attendant) afin de contribuer à la réussite de ces actions. Ainsi, l'organisation Socrate, issue des actions de Claudius-Tybalt, dispose d'une cellule à Sainte-Alix axée autour du curé Massion. De même, la famille Binard met à profit ses compétences professionnelles pour contribuer à la construction d'un émetteur pour Samoyède. Enfin, une personne fait figure de *pontife* dans la mise en place des missions CNC, en 1944 : Arsène Baert. Lié à différentes activités de renseignements dans la commune, il met son réseau à profit afin d'accueillir, loger et aider les personnes chargées de ces missions.

⁶⁰⁸ Mais auquel les différentes personnes ici mentionnées se réfèrent comme à « Vande Spiegle ».

⁶⁰⁹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossiers Jeanne Rouffignon, Lucy Rouffignon.

⁶¹⁰ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Jean François.

⁶¹¹ CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Raymond Vignoble.

D. Conclusion

Dans l'ensemble les réseaux forment un type d'organisations de résistance bien présentes à Woluwe-Saint-Pierre. Nous constatons que le réseau Zéro, fort de ses secteurs propres et autonomes, dispose de nombreuses connexions dans d'autres organisations, mouvements comme réseaux. Cela est également le cas de Luc-Marc, mais dans une moindre mesure. La richesse des connexions de ces services en fait des acteurs incontournables de la vie des réseaux, en dépit d'un principe sécuritaire comme le cloisonnement.

Ces réseaux disposent en outre de contacts avec le milieu des filières d'évasion, surtout vers la fin de l'Occupation à travers les activités de la section EVA de Portemine qui travaille avec Comète. Avant cela, une section Comète est active à Woluwe jusqu'en janvier 1944, sous l'autorité, principalement, d'Elie Miroir. Il est d'ailleurs possible que les premières ébauches de la ligne aient eu des contacts dans la commune, mais nous n'en avons que peu de traces. Dans tous les cas, on constate que les activités d'évasion exercées par des wolusanpétrusiens sont bien souvent imbriquées dans de plus larges panels d'actions, quoique parfois imprécises.

Nous relevons un certain nombre de spécificités locales, dans tous les domaines parcourus.

D'abord, plusieurs réseaux à l'existence courte et précoce ont développé des activités à Woluwe. C'est le cas du RIOB et des activités de Léon Mayenne ou de Moreau, pour lequel ont travaillé Camille Doucet et Juliette Vanden Branden. Le réseau Martiny-Daumerie, actif dans la transmission de renseignements aussi bien que dans l'évasion, possède une partie de ses activités importantes à Woluwe, surtout un peu avant l'arrestation de ses principaux cadres, entre février et mai 1941. En outre, son démantèlement rapide impacte le réseau (mathématique) sans pour autant le priver de certains liens maintenus par des personnes épargnées par les arrestations (et notamment, une fois n'est pas coutume, avec Zéro).

De plus, nous relevons tout de même certains « grands absents ». Une autre initiative précoce, mais dont nous avons étonnement peu entendu parler, est le service Benoit. Cela dit, celui-ci dispose tout de même d'une cellule dans la commune. C'est également le cas de Clarence, qui dispose d'un cluster actif autour d'Emile Corbusier. Le réseau Mill est également présent, notamment autour d'une communauté salésienne dont les activités tournent autour de l'abbé Deckers. Ses liens avec le MNB se vérifient cependant moins que ce que nous aurions pensé.

Enfin, les activités des réseaux présents à Woluwe-Saint-Pierre sont, comme dans le cas des mouvements, soutenues par l'action de certaines « figures centrales » dont l'importance

nécessite d'être soulignée. Cela est tout particulièrement le cas du couple Pirson-Quinot, dont nous relevions déjà l'importance vraisemblable lorsque nous traitions du FI ; importance ici vérifiée. Dans une moins mesure, le couple Van Tuykom-Ottoy et Charles Decamps sont aussi sujets à ce constat. Enfin, il nous faut noter le rôle d'Arsène Baert. Ses connexions familiales lui donnent non seulement un certain nombre de contacts dans des mouvements et réseaux variés, mais il est en outre lui-même actif dans les réseaux, aussi bien dans le renseignement que dans l'accueil de chargés de mission « Action ». Parmi les quelques personnes actives dans ce domaine plus spécifique à Woluwe-Saint-Pierre, Baert fait donc figure de géant.

5) La résistance « psychologique »

La résistance « psychologique » désigne les moyens utilisés par les personnes en résistance pour porter atteinte au moral des Allemands et de leurs alliés, ou plus généralement le fait de lutter sur le plan de la communication, surtout au travers de l'écrit. Ainsi, cela désigne autant la diffusion de presse clandestine (et donc toutes les étapes du processus induit) que celle de tracts, d'affiches, etc.

Le domaine de la presse clandestine est extrêmement varié. De nombreux journaux existent, relevant de tendances très diverses. Les plus importants d'entre eux sont cependant diffusés dans tant de milieux que, du point de vue de notre analyse en réseaux, il est peu évident de faire visuellement ressortir des « points de contacts ». En effet, la masse de personnes concernées tend à « diluer » de tels indicateurs.

Notre solution consiste donc à envisager cette analyse à deux niveaux. D'une part, nous nous intéressons aux « personnes-relais », dont les activités dans le domaine de la presse clandestine peuvent, dans une certaine mesure, être considérées comme « clefs » à l'échelle de Woluwe-Saint-Pierre. D'autre part, nous envisageons des cas plus isolés, plus spécifiques à l'un ou l'autre clandestin, qui méritent d'être soulevés.

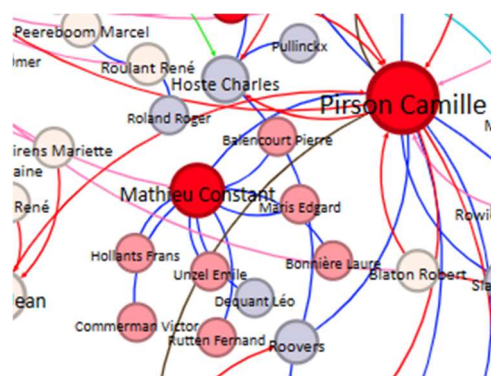
i. Des activités transversales

Commençons par évoquer un cluster qui nous est déjà connu : la famille Crabbe. Actifs dans la diffusion des principaux clandestins présents dans la commune, les membres de cette famille auraient, selon Elise Crabbe (qui est à l'origine des dossiers de son époux décédé, Louis Leroux), mis en place un petit réseau de distribution dans toute la commune : dans les environs de l'avenue de Tervueren, Stockel, quartier Joli-Bois, avenue Georges Henri. Il serait ainsi question de minimum une cinquantaine d'exemplaires par mois, de mai 1942 à leurs arrestations, le 8 janvier 1944. Notons par ailleurs qu'à une occasion, l'immeuble où logent Elise Crabbe et Louis Leroux, qui appartient à André Crabbe (l'oncle d'Elise), sert de dépôt pour « de grandes quantités » de *La Libre Belgique*, déposés par un certain Bogaerts⁶¹².

⁶¹² SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Louis Leroux.

Un autre nom familier est celui de Jean Van Tuykom. Celui-ci, dont les activités – surtout au sein du FI – ne sont plus à présenter, contribue à la transmission des principaux journaux issus d’ailleurs que de la sphère communiste (notamment via la mise en place d’un dépôt). Ces journaux lui viennent principalement de Charles Hoste, et il contribue à les diffuser, de début 1942 à son arrestation en mars 1944, dans toutes les communes aux alentours : les trois Woluwe, Kraainem ou encore Wezembeek⁶¹³. Par ailleurs, ces activités sont attestées par d’autres wolusanpétrusiens qui affirment avoir reçu de Van Tuykom puis distribués à leur tour un certain nombre d’exemplaires de ces clandestins (autant les communistes que les autres). Ainsi, Joseph Driessens par exemple, affirme avoir distribué, à partir de juillet 1942, de 25 à 50 exemplaires par semaine différents titres⁶¹⁴. Rappelons à ce titre le rôle de responsable « presse clandestine » pour le dépôt de Woluwe des TB que joue Georges Heyninck⁶¹⁵.

Fig 5.1 : Mathieu Constant (boucherie Coosemans).⁶¹⁶



Un certain nombre de ces journaux diffusés à Woluwe proviennent de la boucherie Coosemans (rue des Chapeliers, près de la Grand-Place), tenue par Constant Mathieu. Celui-ci, lui-même habitant de Woluwe, alimente le secteur des Trois Woluwe en clandestins issus de sources d’approvisionnement diverses. Il diffuse également les journaux autour de lui, et approvisionne ainsi des connaissances principalement à Stockel, parmi lesquelles le Dr Pirson⁶¹⁷ !

⁶¹³ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jean Van Tuykom.

⁶¹⁴ MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l’Indépendance*, dossier personnel MP Joseph Driessens.

⁶¹⁵ CEGESOMA, *Citations à l’ordre du jour du Front de l’Indépendance*, dossier Georges Heyninck.

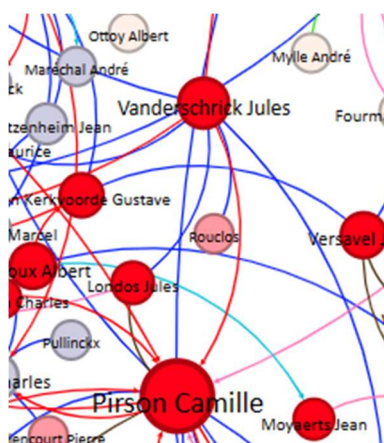
MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l’Indépendance*, dossier personnel MP Georges Heyninck.

⁶¹⁶ Visuel tiré de l’Annexe 16.

Légende : Les nœuds rouges représentent des personnes actives dans le domaine de la diffusion de presse clandestine. Le rouge pâle (saturation basse) représente des personnes seulement mentionnées.

⁶¹⁷ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Constant Mathieu.

Fig 5.2 : Jules Vanderschrik.⁶¹⁸



Par ailleurs, Pirson est lui-même en contact entre autres avec Jules Vanderschrik, qui lui permet d'échanger des exemplaires de journaux du FI contre, notamment, la presse des Insoumis et la *Voix des Belges*. En effet, Vanderschrik est lui-même en contact avec Adhémar Fritz⁶¹⁹.

La position de Camille De Spiegeleer semble également révélatrice. Ce qui est intéressant, c'est qu'il a des activités ailleurs qu'à Woluwe, notamment dans le MNB de Saint-Gilles sous les ordres de Victor Sadaune, évoqué précédemment. Cependant, il semble distribuer de la presse clandestine de diverses tendances autour de lui. Ainsi, il renseigne notamment plusieurs de ses voisins de la rue Kelle, parmi lesquels un certain Hiroux⁶²⁰, ainsi que des personnes habitant d'autres communes (principalement Ixelles)⁶²¹.

Relevons enfin la situation intéressante de Charles Decamps⁶²² qui, via ses contacts dans différents groupements, contribue à la diffusion des principaux clandestins en circulation. Ainsi, il met en place un dépôt dit « de moyenne importance » chez ses parents, rue François

⁶¹⁸ Visuel tiré de l'*Annexe 16*.

Légende : Les nœuds rouges représentent des personnes actives dans le domaine de la diffusion de presse clandestine. Le rouge pâle (saturation basse) représente des personnes seulement mentionnées.

⁶¹⁹ Responsable d'un groupe affilié aux Insoumis, et également actif dans la diffusion de presse clandestine.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jules Vanderschrik.

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Archives du Front de l'Indépendance*, dossier personnel MP Jules Vanderschrik.

⁶²⁰ Impossible, cependant, de savoir s'il a des liens avec le couple Hiroux-Puissant évoqué à propos du service Benoît. Les adresses de domicile ne correspondent pas. Toutefois, de telles données peuvent varier en fonction des dates de dépôts des dossiers.

⁶²¹ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Camille De Spiegeleer.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Camille de Spiegeleer.

SGRS, *Archives du MNB*, dossier Camille De Spiegeleer.

⁶²² Celui affilié à l'AS (Réserve Mobile) et à l'OMBR, et actif dans Luc-Marc puis Ferrand, né en 1922. Voir le développement relatif à ses activités de renseignements.

Gay, ainsi qu'un second dépôt « facultatif » situé rue de la Loi. Il va chercher les journaux lui-même rue des Capucins, puis les dispatche autour de lui, ayant organisé un petit groupe de distribution. Il affirme en outre en distribuer lui-même entre 60 et 75 tous les 15 jours. Initialement, dès la fin de 1940/début 1941, Decamps diffuse ainsi *La Libre Belgique*. Pour ce faire, il travaille notamment en collaboration avec François De Neef, mais également avec Jacques De Backere. Ensuite, lorsque De Neef est arrêté en 1943, il diversifie sa propre activité et diffuse « tout ce qu'il trouve »⁶²³.

Ces exemples parmi d'autres⁶²⁴ montrent bien comme la presse clandestine se diffuse dans des milieux très différents les uns des autres. Ainsi, les résistants actifs dans ce domaine « sont ouverts aux autres formes de Résistance »⁶²⁵, et les clandestins tout comme les individus circulent entre organisations. Par ailleurs, un fonctionnement récurrent semble être l'échange de journaux. La presse clandestine semble donc véritablement être un domaine favorisant les contacts entre organisations de natures différentes, tout en apportant *de facto* un certain nombre de risques supplémentaires. En témoigne d'ailleurs la position centrale occupée au sein du graphe par de nombreux nœuds représentant des personnes actives dans ce domaine⁶²⁶.

ii. Des regards spécifiques

A ce stade de notre développement, nous centrons notre analyse sur certaines spécificités de la résistance psychologique, et plus particulièrement de la diffusion de presse clandestine. Concrètement, la question est de savoir, outre les personnes clefs dans ce domaine, quelles sont les particularités de la diffusion de journaux clandestins à Woluwe-Saint-Pierre.

De plus, précisons simplement que les journaux issus de mouvements ont été traités précédemment, lorsque nous avons évoqué, précisément, leur mouvement d'appartenance⁶²⁷. Ainsi, sans les négliger, nous nous centrons ici moins sur la *Voix des Belges*, l'*Insoumis* et les clandestins issus de la sphère communiste.

⁶²³ Notons par ailleurs qu'il affirme avoir reçu, à une seule reprise, 20 000 francs de Jacques De Backere. Cet argent, provenant du Premier Pierlot, a été remis par ses soins à Julia Weerts, l'épouse de De Neef.

⁶²⁴ Nous pouvons relever d'autres situations pertinentes, comme la section des postiers de l'AS dirigée par Jean-Paul Werne (SR2, Refuge 24, 9^e Division), active dans le sabotage des services postaux allemands et la diffusion de presse clandestine. Un autre exemple est celui de Georges Heneaux, actifs dans la diffusion et la copie à petite échelle de divers clandestins, dont *La Libre Belgique*. A ce propos, il est notamment en contact avec d'autres membres des Insoumis comme Dominique De Jonghe.

⁶²⁵ MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement*, op. cit., p. 850.

⁶²⁶ Voir Annexe 16.

⁶²⁷ A une exception près : celle de *Vrank en Vrij*, « Franc et Libre ». Nous y reviendrons.

a. *La Libre Belgique : importance et liens avec Zéro*

Le journal *La Libre Belgique* est un cas particulier. Il a été créé lors de la Grande Guerre, et est resté célèbre « par sa longévité, son humour et son souci de l'information »⁶²⁸. Ainsi, lors de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs initiatives ont repris ce titre, pour marquer une forme de continuité⁶²⁹. Si certaines mentions, comme « *La Libre Belgique Peter Pan* » ou « *La Libre Belgique ressuscitée en 1940* » sont distinguables assez aisément, la majorité des personnes ne précisent pas quelle version du clandestin elles contribuent à diffuser. On peut déduire cette information dans certains cas en reliant une personne au « réseau » de « ceux qui contribuent » à telle ou telle version du clandestin, mais il n'y a là rien de systématique. Notons tout de même que, vu son importance, la majorité de ces mentions renvoient sans doute à *La Libre Belgique Peter Pan*.

Au sein de la commune, nous recensons au moins 45 personnes qui disent avoir distribué des numéros de *La Libre Belgique*. Si on ajoute à cela celles « qui ne précisent pas », celles rattachables à la version *Peter Pan*, nous nous rendons bien compte de l'étendue du réseau formé par les équipes de diffusion de ce journal. Notons par ailleurs que ces activités remontent pour certains jusque « fin 1940 » et ont parfois lieu jusqu'à la Libération.

En fait, il n'y a que 10 personnes qui ne distribuent qu'exclusivement ce clandestin parmi tous les journaux. Souvent, la diffusion de presse clandestine semble être le résultat d'échanges entre individus : cinq numéros de tel clandestin contre cinq numéros de tel autre, etc. Et les personnes ne mentionnant qu'un seul clandestin distribué sont donc plus des « extrémités de chaînes », distribuant quelques numéros autour d'elles, que des personnes-clefs dans la diffusion de presse clandestine. Finalement, sans être clefs, ces mentions sont sans doute surtout le reflet de la très large diffusion de *La Libre Belgique*.

Il est donc possible de relever certains profils de personnes qui distribuent exclusivement (ou presque) ce journal. Ainsi par exemple, Maurice Poupe, membre du FI de Woluwe, aurait distribué quelques exemplaires de *La Libre Belgique* en parallèle de ses activités. Arnoul de Briey, membre du « Groupe Freddy » de l'AS, dit diffuser *La Libre Belgique* et *Le Belge*⁶³⁰ lors de déplacements occasionnés par ses autres activités en province. Fernand Beckx,

⁶²⁸ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 74-75.

⁶²⁹ Si les chiffres ne semblent pas parfaitement établis, Verhoeven parle d'au moins 6 titres parus à partir de 1940. Dans son *Guide de la presse clandestine*, Gotovitch mentionne pas moins de 11 titres différents.

GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 73-76.

VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, op. cit., p. 385.

⁶³⁰ Acceptons l'exception du journal *Le Belge* qui, comme nous le verrons, est lié de près à *La Libre Belgique*.

membre de la section de Stephan Reynaert dans Ferrand, distribue presque uniquement ce journal (à quelques exemplaires de *La Voix des Belges* près).

La particularité de *La Libre Belgique* que nous relevons et que nous désirons souligner ici est celle des liens que partage le journal avec le réseau Zéro. Cette proximité peut en partie être imputée à William Ugeux, deuxième directeur du service. Lorsque Kerkhofs est encore en Belgique, lui et Ugeux impriment déjà *La Libre Belgique*⁶³¹. Ensuite, en parallèle de ses fonctions à la tête de Zéro, Ugeux devient également directeur de ce journal, entre octobre 1941 et début 1942. Il reste chef de Zéro jusqu'en juin 1942, date à laquelle il quitte la Belgique pour partir en Angleterre⁶³².

Par la suite, en dépit de consignes données par Londres, cette tradition de liens étroits entre le journal et le réseau se poursuit. Albert Hachez, le successeur d'Ugeux à la tête de Zéro, travaille en étroite collaboration avec Mathieu De Jonge, directeur de *La Libre Belgique Peter Pan*. « Zéro transmet des renseignements pour la rédaction du journal. En échange, *La Libre Belgique* donne à Zéro des informations susceptibles d'intéresser Londres »⁶³³.

Par après, à nouveau, l'histoire se répète. En juin 1943, Hachez cède sa place à la tête de Zéro à Maxime Vanpraag, entré à *La Libre Belgique* à partir de mars 1941 et passé à Zéro via De Jonge. Sa période de direction du service est cependant moins connue, Vanpraag ayant été arrêté et n'ayant pas laissé beaucoup de traces⁶³⁴. Enfin, Michel De Brabandère, à la tête du journal entre février 1943 et la Libération, est lui aussi membre du réseau.

Si les exemples des dirigeants du réseau Zéro illustrent très bien cette proximité, c'est également parce que les milieux professionnels se mélangent et se recoupent. Kerkhofs est journaliste, Ugeux est avocat (et Zéro partage ainsi également des liens avec le Barreau de Bruxelles).

Toujours est-il qu'à notre niveau, nous pouvons établir un certain nombre de points de contact entre ces deux organisations. Ainsi, nous pouvons isoler des personnes membres des deux organisations et actives à Woluwe.

⁶³¹ Qui prend d'ailleurs le nom de *La Libre Belgique Peter Pan* à partir du moment où Kerkhofs s'occupe de son impression, sur demande des fondateurs du journal. Le premier numéro intitulé « Peter Pan » apparaît ainsi en avril 1941.

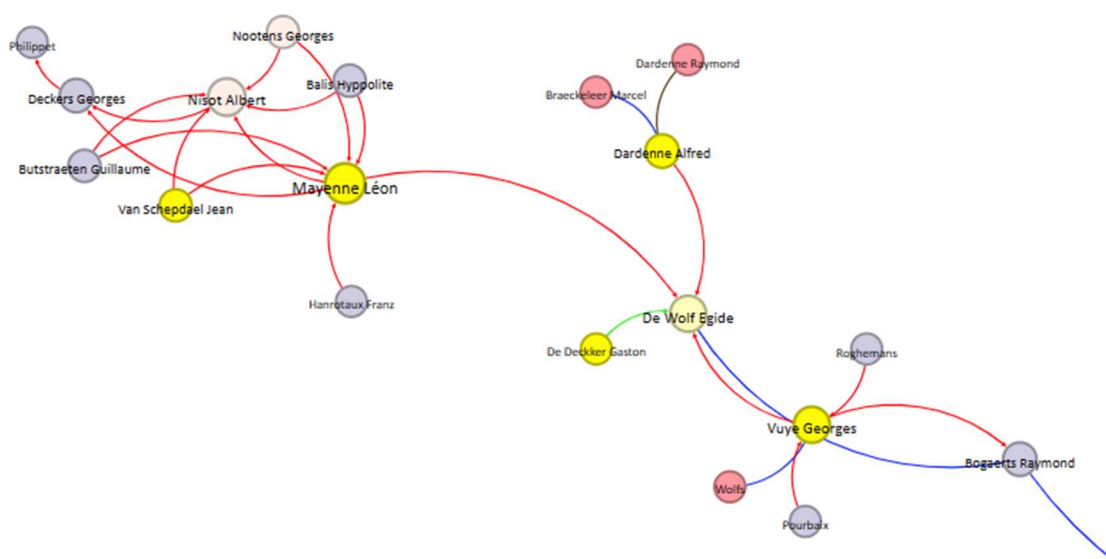
VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 32.

⁶³² DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. XCVI.

⁶³³ VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *op. cit.*, p. 37-38.

⁶³⁴ *Ibid.*, p. 41-45.

Fig 5.3 : Section Egide De Wolf (lien Zéro-LLB).⁶³⁵



Ainsi, une section sous la direction d'Egide De Wolf se dégage clairement. Créée vers septembre 1940, celle-ci fonctionne pendant un an, jusque fin 1941, lorsque De Wolf fuit pour l'Angleterre. Celui-ci n'est pas domicilié à Woluwe, mais nombre de ses collaborateurs le sont.

La section fait partie du secteur Centre de Zéro. Plusieurs collaborateurs de De Wolf mentionnent récolter des renseignements militaires ou économiques pour le réseau. C'est par exemple le cas de Léon Mayenne, qui transmet des renseignements de nature militaire⁶³⁶. Un autre membre dans ce cas, Alfred Dardenne, transmet des renseignements de nature économique et, en parallèle, distribue à autour de lui quelques exemplaires de *La Libre Belgique* reçus de De Wolf⁶³⁷. Plusieurs personnes disent ainsi clairement avoir reçu des journaux de la part de De Wolf. L'un d'entre eux, Vuye, se dit même membre d'une « section » De Wolf dans *La Libre Belgique*, ce qui est assez inhabituel dans le cas des journaux clandestins. Mais l'idée est bien là. Vuye déclare également qu'à une seule reprise, De Wolf étant poursuivi par la GFP, son logement a servi de dépôt temporaire pour 18 000 journaux. Que ce nombre soit correct ou non, cela laisse supposer que la section transmet

⁶³⁵ Visuel tiré de l'Annexe 17.

Légende : En jaune, ce sont les personnes membres de *LLB* et d'un secteur propre de Zéro. Les nœuds colorés en bleu représentent les personnes membres du journal et d'un secteur autonome de Zéro (Athos ou Portemine). Enfin, les nœuds en rouges représentent des personnes actives dans le domaine de la presse clandestine.

⁶³⁶ Par ailleurs, celui-ci se dirige ensuite vers un autre réseau, le RIOB.

CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Léon Mayenne.

⁶³⁷ CEGESOMA, *Archives de la Sécurité de l'Etat*, dossier Alfred Dardenne.

d'importantes quantités de journaux⁶³⁸. Toutefois, les dossiers de certains membres précisent à l'inverse qu'ils n'ont jamais effectivement récolté de renseignements pour Zéro, alors même qu'ils y sont affiliés. C'est le cas de Vuye, mais aussi de Gaston De Deckker. En somme, c'est comme s'il y avait une sorte de « dilution » de la séparation entre ces deux pans d'activités entremêlées. A moins qu'il ne s'agisse d'erreurs ou de falsifications. Nous nous situons ici dans le domaine de l'interprétation mais cette idée d'au minimum un « rapprochement » entre ces organisations semble crédible.

D'autres personnes déclarent avoir exercé des activités dans un secteur propre de Zéro tout en distribuant, en parallèle, des exemplaires de *La Libre Belgique*. C'est par exemple le cas de Juliette Ghyse (membre active des Insoumis, et notamment rédactrice du journal l'*Insoumis*), d'Auguste Gonze (actif dans l'AS) ou encore de Norbert Despot. Il n'y a cependant pas d'autre section du même genre, clairement établie, où le lien peut être fait aussi distinctement. A noter une fois encore, la proximité de Joseph De Veuster et des personnes autour de lui avec le milieu du renseignement (dans Athos) et celui de la presse clandestine⁶³⁹.

Conformément à ce qui est établi par Debruyne⁶⁴⁰, de tels liens peuvent également être relevés, dans une moindre mesure, entre le journal et Portemine, secteur autonome de Zéro, à travers – une fois n'est pas coutume – le couple Pirson-Quinot. Ceux-ci, en effet, en plus de distribuer des exemplaires de *La Libre Belgique*, font partie du sous-secteur Monique du service Portemine, qu'ils intègrent en novembre 1942, étant directement en contact avec Roovers (et Cannoot par la même occasion).

Ainsi que le montrent les précédents exemples, nous pouvons par ailleurs relever de tels points de contact avec Athos. Cela dit, ces liaisons sont soit « comprises » au sein de plus larges occupations (les Pirson sont également liés à Portemine et au FI, Werne à l'AS, ...), soit évoquées par des dossiers à l'authenticité controversée (De Veuster & Co). Par ailleurs, la

⁶³⁸ Georges Vuye est domicilié rue de la Cambre, dans le quartier du Centre. Il est arrêté le 9 octobre 1942 à cause de la distribution d'exemplaires de *La Libre Belgique*. Accusé de « propager des documents anti-allemands », il est condamné à deux ans de travaux forcé et est déporté le 27 septembre 1943. Il revient des camps en mai 1945.

CEGESOMA, *Archives de la Sûreté de l'Etat*, dossier Georges Vuye.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier Georges Vuye.

SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Georges Vuye.

⁶³⁹ Nous avons évoqué un groupe de distribution de presse clandestine, lié notamment à Adhémar Fritz. Les réserves déjà évoquées que nous avons sur les informations présentes dans son dossier ne nous ont cependant pas poussé à chercher plus loin dans cette direction, par manque de temps.

⁶⁴⁰ Qui affirme que le service Portemine contribue à la diffusion de *La Libre Belgique*.
DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre*, op. cit., p. LXXIX.

littérature n'établit, à ce stade, pas de lien spécifique entre les deux. Le cas d'Athos mérite donc d'être encore approfondi.

b. Le mouvement « Vrank en Vrij » et le colis du prisonnier de l'Ecole de Commerce

« Vrank en Vrij » est un mouvement qui se lance à Anvers dès octobre 1940, et publie le journal « Het Vrije Woord ». Ayant quelques liens avec la sphère communiste, leur message est avant tout patriote et antifasciste, combattant notamment la germanisation de la Flandre et l'antisémitisme. Ce premier journal paraît jusqu'en août 1942. « Plusieurs membres sont en fuite ou capturés et les Mandel [à l'origine de cette initiative, autour de Henri Mandel], qui sont poursuivis, quittent Anvers pour Bruxelles où ils éditeront Das Freie Wort puis Vrank en Vrij »⁶⁴¹.

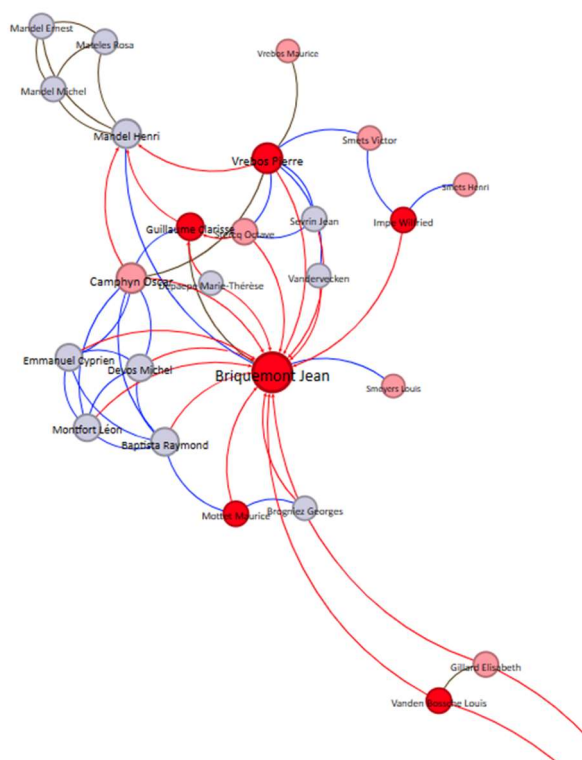
Or il s'avère qu'un wolusanpétrusien, Jean Briquemont - qui est domicilié avenue du Val d'Or -, semble avoir occupé d'importantes fonctions aux côtés des Mandel dans le mouvement. Appartenant au mouvement (vraisemblablement) dès la fin de 1940, il joue un rôle d'administrateur du groupement pour Bruxelles (avec Mandel) et la Wallonie. En outre, sa mission à la tête d'une section dite « D », est la protection des membres du mouvement.

En parallèle et en complément de ses activités pour Vrank en Vrij, Briquemont crée une initiative appelée « Colis du prisonnier de l'Ecole de Commerce ». Le concept de « colis du prisonnier » est assez simple à conceptualiser. Briquemont décide donc de fonder une telle initiative dans l'Ecole de Commerce à Woluwe-Saint-Pierre, dont il est directeur (et où ont lieu des cours du soir). Il est également professeur à l'Athénée Royale d'Ixelles, où il étend ses activités. Via cette initiative, en plus de constituer des colis, il procure des faux documents (cartes d'identités, carnets de travail, etc.) à des Juifs et des réfractaires au travail obligatoire. Enfin, les journaux du mouvement Vrank en Vrij sont également diffusés par ce biais⁶⁴².

⁶⁴¹ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 163.

⁶⁴² SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Jean Briquemont.
SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Jean Briquemont.

Fig 5.4 : Jean Briquemont.⁶⁴³



Ainsi, Briquemont rassemble autour de lui quelques personnes jouant un rôle dans son petit groupe, dont la plupart habitent la commune. Cyprien Emmanuel, Léon Montfort et Raymond Baptista sont secrétaires, Michel Devos et Oscar Camphyn sont « surveillants ». Plusieurs d’entre eux distribuent également des exemplaires des différents journaux de Vrank en Vrij.

A noter enfin les activités de Clarisse Guillaume et de Pierre Vrebois, tous deux wolusanpétrusiens. Clarisse Guillaume est l’épouse de Briquemont. Aidant son époux, elle est chargée de l’organisation des dépôts pour les journaux du mouvement, et donne aux membres du groupe leurs instructions hebdomadairement. Ainsi, elle affirme avoir, au total, réparti environ 15 000 journaux⁶⁴⁴.

N’étant pas membre du colis du prisonnier, Vrebois, lui, distribue les journaux Vrank en Vrij dans des immeubles spécifiques, occupés par des Allemands, qui sont désignés par

⁶⁴³ Visuel tiré de l’Annexe 16.

Légende : Les nœuds rouges représentent des personnes actives dans le domaine de la diffusion de presse clandestine. Le rouge pâle (saturation basse) représente des personnes seulement mentionnées.

⁶⁴⁴ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Guillaume Clarisse.
SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Guillaume Clarisse.

Briquemont. Il s'occupe également de transporter des journaux en tram lorsque le transport est difficile pour ce dernier⁶⁴⁵.

La situation de ce mouvement Vrank en Vrij, couplée à l'action de Briquemont via son initiative du Colis du prisonnier, est intéressante pour la portée qu'elle a au niveau local. A son échelle, Briquemont a ainsi monté une initiative locale de diffusion de presse clandestine et d'aide aux illégaux en s'aidant des moyens issus de son action plus globale pour Vrank en Vrij.

En outre, l'isolation relative de ce cluster est intéressante. Le seul lien qu'il possède avec le reste du réseau est celui, lointain, de Louis Vanden Bossche. Ce dernier est distributeur de différents journaux, parmi lesquels ceux du mouvement. Il est, à ce titre, également en contact avec Georges Heyninck, actif dans le domaine de la presse clandestine du FI⁶⁴⁶. Ainsi, ces initiatives sont également des réussites du point de vue de cette forme de « cloisonnement » dont le cluster fait l'objet.

c. Le Belge et le groupement « Ad Augusta per Angusta »⁶⁴⁷

A Woluwe-Saint-Pierre est paru, pendant environ un an et demi, un organe à moyenne portée appelé « Le Belge » (entre 200 et 6000 exemplaires)⁶⁴⁸. Ce journal est édité par les membres d'un petit mouvement baptisé « Ad Augusta per Angusta ». Le mouvement et son organe sont créés en août 1940 à l'initiative de Raymond Van Calster, sa fiancée Marie Guissart (ou « Yetty ») et son beau-frère Théodore Studer⁶⁴⁹.

Deux sœurs et leurs conjoints respectifs : les couples Van Calster-Guissart et Studer-Guissart, habitant à une trentaine de mètres l'un de l'autre dans les environs de la rue François Gay, ont l'idée de créer un journal lorsqu'ils mettent la main, dès le début de l'Occupation, sur l'un des premiers numéros de *La Libre Belgique*. Se mettant en tête de faire de même, ils créent ainsi *Le Belge*, qui paraît mensuellement. Les premiers numéros paraissent dans les bureaux de la société Transind appartenant à Jean Gillet, dans laquelle Van Calster et Guissart sont employés. Les surprenant lorsqu'ils impriment en secret le premier numéro, Gillet leur apporte son aide et devient le quatrième membre du mouvement. Le journal est ainsi d'abord

⁶⁴⁵ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Vrebos Pierre.

⁶⁴⁶ SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossier Vanden Bossche Louis.

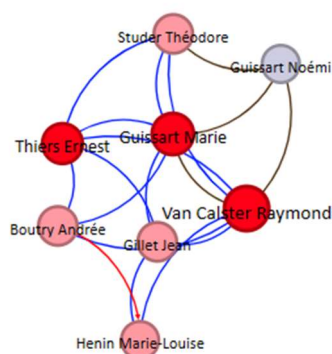
⁶⁴⁷ Nous aurions pu traiter ce mouvement dans la partie dédiée aux mouvements, mais au vu de la nature de leurs activités, il a semblé logique de changer d'approche dans ce cas-ci.

⁶⁴⁸ GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 8-9.

⁶⁴⁹ Noémie Guissart, sœur de Marie et épouse de Théodore Studer, est également présente mais ne prend pas une part active à la création du mouvement.

cyclostylé jusqu'en avril 1941, puis est imprimé (avec, notamment, la contribution de Marie-Louise Henin) jusqu'à l'arrestation des auteurs fin janvier 1942.

Fig 5.5 : Cluster du journal *Le Belge*.⁶⁵⁰



L'étude de ce petit réseau local montre comme ce cluster est, encore une fois, relativement bien isolé (ce qui, à l'inverse de la cellule de *Vrank en Vrij* autour de Briquemont, ne l'empêche pas d'être démantelé). En effet, ils ne travaillent qu'avec peu de personnes. Ils ont quelques distributeurs, avec qui ils sont en contact direct (comme Charles Wolteche, de Schaerbeek), et la rédaction du journal se restreint à des cercles proches. Ils font ainsi appel à des personnes comme Jean Gillet (le patron de Transind) ou Ernest « Genval » Thiers (un voisin de la rue François Gay) par exemple⁶⁵¹.

La seule réelle connexion avec une autre initiative se fait à partir d'avril 1941. A ce moment, Guissart est mise en contact avec Andrée Boutry (par un droguiste chez qui elle dépose quelques exemplaires de *Le Belge*), qui est elle-même distributrice pour le compte de *La Libre Belgique Peter Pan*. En effet, celle-ci reçoit des exemplaires de la part, précisément de Marie-Louise Henin. A partir de cette période, *Le Belge* est imprimé par les services de *LLB PP* mais en reste distinct, car il plait à un public plus intellectuel alors que *La Libre Belgique* est destinée au grand public. De plus, à partir de cette date, les collaborateurs du journal distribuent également *La Libre Belgique* et, à l'occasion (selon Guissart), d'autres numéros de clandestins, comme *La Voix des Belges*. Cette situation est stabilisée, jusqu'à ce qu'Henin se fasse arrêter fin 1941. Studer, imprudent, lui a envoyé une lettre compromettant tous les

⁶⁵⁰ Visuel tiré de l'Annexe 16.

Légende : Les nœuds rouges représentent des personnes actives dans le domaine de la diffusion de presse clandestine. Le rouge pâle (saturation basse) représente des personnes seulement mentionnées.

⁶⁵¹ Qui, par ailleurs, distribue aussi des exemplaires du journal.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier Ernest Thiers.

membres du mouvement. Les Allemands, quelques mois plus tard, retrouvent cette lettre et arrêtent les membres de la cellule les uns après les autres⁶⁵².

Cette situation met en perspective le concept du « cloisonnement », appliqué à la presse clandestine. On voit bien comme une petite porte vers d'autres réseaux, vers l'extérieur, a dans ce cas provoqué leur arrestation à tous, tout en ayant initialement permis au journal de toucher un plus large public.

d. V13

Dans une situation moins évidente à décrypter, Jules Londos, habitant Stockel et travaillant au journal *Le Soir*, dit avoir fondé un journal portant le nom de « V 13 ». Il semblerait qu'il s'agisse simplement d'un numéro unique, étant paru vers la fin de l'Occupation et s'étant diffusé dans les milieux liés au FI⁶⁵³. Cette explication est crédible, dans la mesure où Jules Vanderschrik, jouant un rôle dans la diffusion de la presse FI, mentionne avoir distribué ce journal vers la fin de l'Occupation. En outre, Londos est lui aussi membre des MP des Trois Woluwe.

L'intérêt de cette mention, c'est que ce journal semble avoir bien bénéficié d'une situation favorable pour être un peu diffusé, chose peu évidente au premier abord pour un journal à parution unique. Il semble ainsi avoir bénéficié du réseau autour de Londos, *a minima* du côté du FI. Et un regard sur le graphe⁶⁵⁴ montre comme Londos est positionné proche du centre, disposant de multiples connexions et de voisins eux-mêmes bien connectés⁶⁵⁵.

iii. Conclusion

Dans ce développement sur la résistance psychologique, nous relevons la présence de certains individus « clefs », dont les activités au sein de la presse clandestine peuvent être considérées comme motrices à l'échelle de la commune. Ainsi, les actions du cluster Crabbe, celles de Van Tuykom ou encore de Charles Decamps sont à souligner. Encore une fois, cela réitère

⁶⁵² SAVG, *Dossiers de résistants par la presse clandestine*, dossiers Marie Guissart et Raymond Van Calster. SAVG, *Dossiers de résistants civils*, dossier Marie Guissart.

SAVG, *Dossiers de prisonniers politiques et ayants-droits*, dossier personnel Raymond Van Calster.

⁶⁵³ C'est du moins ce que Gotovitch dit d'un journal qu'il appelle « la V XIII », dont il ignore à peu près tout, si ce n'est qu'il s'agit d'un journal à tirage unique, paru en août-septembre 1944 et affilié au FI.

GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, op. cit., p. 167.

⁶⁵⁴ Voir *Annexe 16*.

⁶⁵⁵ Dans ce cas, on dira qu'il a donc un degré d'intermédiation vraisemblablement élevé.

l'importance de certaines « figures centrales » rencontrées dans divers milieux de la résistance wolusanpétrusienne.

Par ailleurs, nous posons ici différents constats, fruits de regards plus spécifiques. D'une part, nous constatons que *La Libre Belgique*, comme souvent, prend une place proéminente dans le paysage de la presse clandestine. Ses liens avec Zéro, notamment à travers la section d'Egide De Wolf, sont indéniables. Rappelons que *La Voix des Belges* et l'*Insoumis*, évoqués en même temps que leur mouvement d'appartenance, se diffusent également dans des milieux très diversifiés. D'autre part, nous pouvons relever la présence d'initiatives locales que l'on peut rattacher au « réseau élargi » formé par des installations plus centrales du point de vue national. Ainsi, le journal *V 13* a bénéficié du réseau du FI pour être diffusé. De même, la production et la diffusion du journal *Le Belge* ont été appuyées par *La Libre Belgique Peter Pan*. Enfin, nous avons pu constater que le mouvement *Vrank en Vrij* a essaimé avec succès à Woluwe-Saint-Pierre, à travers les activités de Jean Briquemont et du « Colis du prisonnier de l'Ecole de Commerce ».

Ces situations nous montrent comme les liens que possèdent les acteurs avec le reste du réseau peuvent être déterminants quant à la viabilité, sur le long terme, de leurs activités. Notons par ailleurs qu'une piste de recherche intéressante pourrait consister à visualiser le réseau formé par ces personnes en regard de leur rôle dans la diffusion de presse clandestine : fondateur, rédacteur, éditeur, imprimeur, transporteur ou distributeur. Cela pourrait peut-être mettre en avant d'autres personnes, d'autres actions à souligner.

6) Conclusion générale

Dans ce travail, nous avons remarqué que des organisations de Résistance dont l'action a une portée nationale occupent logiquement une place considérable dans l'espace de la résistance woluwanpétrusienne. Cette occupation de l'espace impacte la représentation que nous nous en faisons, donnant une place considérable à certains de leurs membres au sein des productions que nous en retirons. Par exemple, la « masse documentaire » représentée par le Front de l'Indépendance dans nos données augmente l'importance visuelle de leurs représentants, quand bien même ils ne sont pas si centraux en regard de tout le réseau.

Des organisations de Résistance de différentes sortes occupent donc l'espace public. Les mouvements sont numériquement représentés par le Front de l'Indépendance (FI), et dans une moindre mesure par l'Armée Secrète (AS), ce qui est un peu étonnant en regard des attributs socio-politiques de Woluwe-Saint-Pierre. A l'inverse, les Insoumis semblent surreprésentés. Dans ces deux cas, il y a un biais dû à nos recherches et aux sources qui ne peut être ignoré. En ce qui concerne les réseaux, les plus « grands » d'entre eux (du point de vue du nombre de membres) sont bien représentés à Woluwe-Saint-Pierre par Zéro et Luc-Marc, qui disposent de nombreuses connexions partout dans la commune. A l'inverse, certains de ces réseaux, comme Clarence ou Bayard, disposent d'étonnement peu d'effectifs.

Le cas de Zéro est particulièrement évocateur tant le service est mentionné par des acteurs issus de milieux et de secteurs d'activités différents. Le service dispose ainsi de liaisons avec des organisations aussi diverses que le FI, l'AS, Comète ou encore plusieurs clandestins de premier plan, et en particulier *La Libre Belgique*.

Notons par ailleurs que Comète ne dispose d'une présence évidente qu'à partir de 1943, bien que des groupes d'hébergement et d'aide aux clandestins aient pu y exister auparavant par l'intermédiaire de Charles Hoste. Vers la mi-1943, une section sous l'autorité d'Elie Miroir est active par l'intermédiaire, notamment, de la famille Maca. Cette activité ne dure pas car elle est interrompue en janvier 1944 lorsque se suivent des arrestations et des évasions en urgence. La section EVA de Portemine reprend ensuite clairement le flambeau de ce secteur d'activités.

La relation que partage le service Zéro avec *La Libre Belgique* semble également fructueuse, en témoignent les activités de la section d'Egide De Wolf, qui fait partie du secteur Centre de

Zéro tout diffusant des exemplaires de ce clandestin. Toutefois, de tels fonctionnements paraissent tout à fait antagonistes à des principes sécuritaires tels que le cloisonnement.

Le cas de Zéro, finalement, respecte un constat général : la presse clandestine est omniprésente dans les initiatives de Résistance wolusanpétrusiennes. Les « grands » clandestins, parmi lesquels l'*Insoumis*, *La Libre Belgique* et la *Voix des Belges*, sont répandus dans des secteurs d'activités et dans des milieux très diversifiés. Des groupements tels que le Mouvement National Belge et les Insoumis se développent d'ailleurs à travers leur presse écrite. Nous relevons la présence de personnes-ressources à ce sujet, comme Hubert Geenis ou les époux Heneaux-Ghyse. Même un groupement comme l'AS occupe des activités dans ce domaine, via par exemple la section des postiers de Jean-Paul Werne. Enfin, il n'est pas surprenant de constater que la presse clandestine occupe une place centrale dans les activités du FI. De nombreuses feuilles liées à pratiquement toutes les organisations membres du Front sont diffusées dans la commune.

Les activités de résistance dite « civile » sont le fruit de l'engagement de résistants issus de divers milieux. Les membres de mouvements dits « non-militaires de tendance modérée » contribuent à aider des personnes illégales, à récolter des fonds, mais l'acteur majeur dans ce domaine est le FI. Les membres du mouvement participent pour beaucoup aux actions de « Solidarité ». En outre, nous remarquons que le milieu professionnel (notamment au travers des comités de lutte syndicale (CLS)) peut être porteur d'engagement. Cela semble être en particulier le cas du CLS du Dépôt de Woluwe des Tramways bruxellois et vicinaux (du moins l'approche par les graphes nous suggère-t-elle cela).

A l'inverse, la résistance armée ne se taille pas la part du lion. Certes, nous relevons l'une ou l'autre mention des Partisans Armés (PA) et du Groupe G, dont nous retrouvons des membres de leurs Etats-Majors respectifs dans notre commune. Les activités de l'AS en ce domaine ne doivent pas non plus être sous-estimées. Cependant, les initiatives existantes paraissent tardives, et semblent même pour certaines avoir bénéficié d'une certaine surreprésentation dans les sources. Cela semble être le cas des milices patriotiques (MP) des Trois Woluwe, mais aussi, dans une certaine mesure, des Insoumis, dont l'importance est à nuancer. Ces derniers contribuent à la mise en place de sections dites « de choc » peu avant la Libération (à partir de décembre 1943), à la demande du Commandant National du groupement, Van Brabant.

Au fil de ce travail, nous avons relevé nombre de spécificités propres à Woluwe-Saint-Pierre, d'initiatives distinctives.

D'une part, certains réseaux à l'existence précoce et éphémère y comptent des représentants, signe que l'engagement résistant dans le domaine du renseignement semble avoir été assez précoce. A ce propos, le *Royal Intelligence Office of Belgium* ou Moreau comptent l'un ou l'autre membre, mais l'exemple évocateur est celui de Martiny-Daumerie. Il y a là peut-être un effet partiel des sources (dû à la présence du colonel Daumerie), mais ce réseau, actif dans le renseignement et dans l'évasion, dispose de membres actifs, comme De Sutter ou les frères Legrain. La période s'étalant entre février et mai 1941 semble être particulièrement représentative de cela, dans la mesure où c'est à Woluwe-Saint-Pierre que les chefs du réseau se cachent, tout en poursuivant leur action : Daumerie dans sa maison avenue des Trois Couleurs, et Martiny chez les Marée à Stockel. Soulignons enfin que le service dispose, une fois n'est pas coutume, de liens particuliers avec Zéro via Hellemans.

D'autre part, différents journaux à portée locale sont diffusés dans la commune. Parmi eux, *Le Belge* et le numéro unique de *V 13* bénéficient de la contribution d'organisations aux moyens plus élargis (respectivement *La Libre Belgique Peter Pan* et le FI) pour agrandir leur portée. Nous avons également relevé comment le mouvement Vrank & Vrij essaime à Woluwe via Jean Briquemont et la mise en place, en parallèle, du « Colis du Prisonnier de l'Ecole de Commerce ». Notons que sa situation graphique nous fait penser que l'isolement de son groupe lui a sans doute été bénéfique du point de vue sécuritaire.

L'activité résistante est également stimulée par les actions d'individus « centraux » dans le domaine, dont les connexions semblent en outre conditionner la possibilité pour des organisations autrement incompatibles d'avoir des liens entre elles. L'exemple le plus évocateur que nous ayons relevé est celui du Dr Pirson et de Jane Quinot, dont les engagements divers semblent avoir permis d'établir des liaisons autrement inenvisageables entre le FI et des organisations peu compatibles avec ses idées, comme l'AS ou même Athos. D'autres personnes dont les actions « traversent » et transcendent les milieux, se recoupent et permettent d'établir des connexions entre des ensembles de résistants distincts, peuvent être citées : les Van Tuykom, Charles Decamps (sous l'autorité de Reynaert) ou encore Arsène Baert, à qui des liens familiaux et des actions personnelles donnent un nombre considérable de connexions.

Enfin, nos données nous révèlent l'importance des activités de certaines femmes. Nombreuses sont celles dont les actions se reflètent dans les dossiers de membres de leur famille en plus de leur propre dossier, à l'image de Quinot ou Ottoy. Celles-ci jouent notamment un rôle central dans le domaine de l'évasion ; les sœurs Puissant à la tête d'une sous-section de Benoit, et Maria Maca très active dans Comète.

Enfin, ce travail a eu pour objectif d'appliquer au contexte spécifique de la Résistance l'utilisation d'outils propres au domaine des humanités numériques et de l'analyse de réseaux. Nous avons eu l'occasion de prendre acte du potentiel de la démarche, mais également de ses limites. Nous pensons que des pistes de recherche pour permettre un approfondissement de la démarche peuvent consister à se restreindre à un domaine d'activités mais dont on étendrait la portée.

En outre, un angle d'approche à approfondir est celui de l'aspect sécuritaire, des arrestations. Cela semble vraiment pouvoir être une plus-value de l'approche en réseau, à travers l'utilisation de critères objectivables tels que la centralité, la modularité, etc.

En conclusion, nous avons conscience de la difficulté d'objectiver de telles approches et de rendre l'utilisation de tels outils « rentable » en termes de temps et d'énergie investie. L'objectif final est bien sûr de mettre à profit ces nouveaux outils d'analyse de données historiques pour stimuler les méthodes de recherches et éclairer la connaissance historique d'un sujet. Nous espérons y avoir modestement contribué.

7) Annexes

Remarques préalables : Nos graphes sont produits en format « SVG » (*Scalable Vector Graphics*), un format vectoriel optimisé pour le Web basé sur XML. Celui-ci ne permet pas un export suffisamment détaillé vers un fichier en PDF.

En conséquence, les graphes en annexe sont mis à disposition du lecteur dans deux versions. D'une part, il dispose de visualisations « classiques »⁶⁵⁶ au sein du document principal, les plus détaillées possibles. D'autre part, ceux-ci se trouvent (si nécessaire) sur une plateforme de stockage et de partage de fichiers en ligne (ou « drive »), afin d'en permettre une lecture optimale. En voici le lien URL :

<https://1drv.ms/f/s!ArLPPn6W2RPeaodaZocxmIK79K8?e=SqhUvh>

Le lecteur doit télécharger les fichiers pour pouvoir les consulter. Lorsqu'il ouvre une annexe, le lecteur visualise par défaut la partie supérieure gauche du graphe, souvent entièrement blanche car ceux-ci sont « larges ». Afin de visualiser le reste du graphe, il suffit de dézoomer et/ou se déplacer vers la droite et vers le bas.

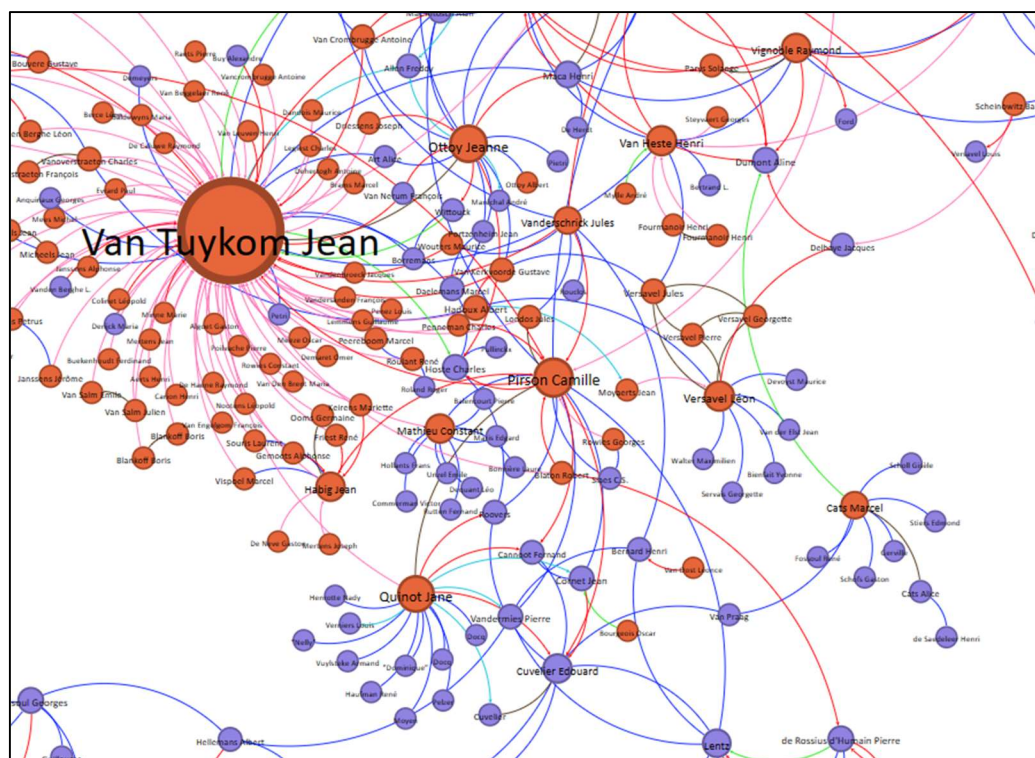
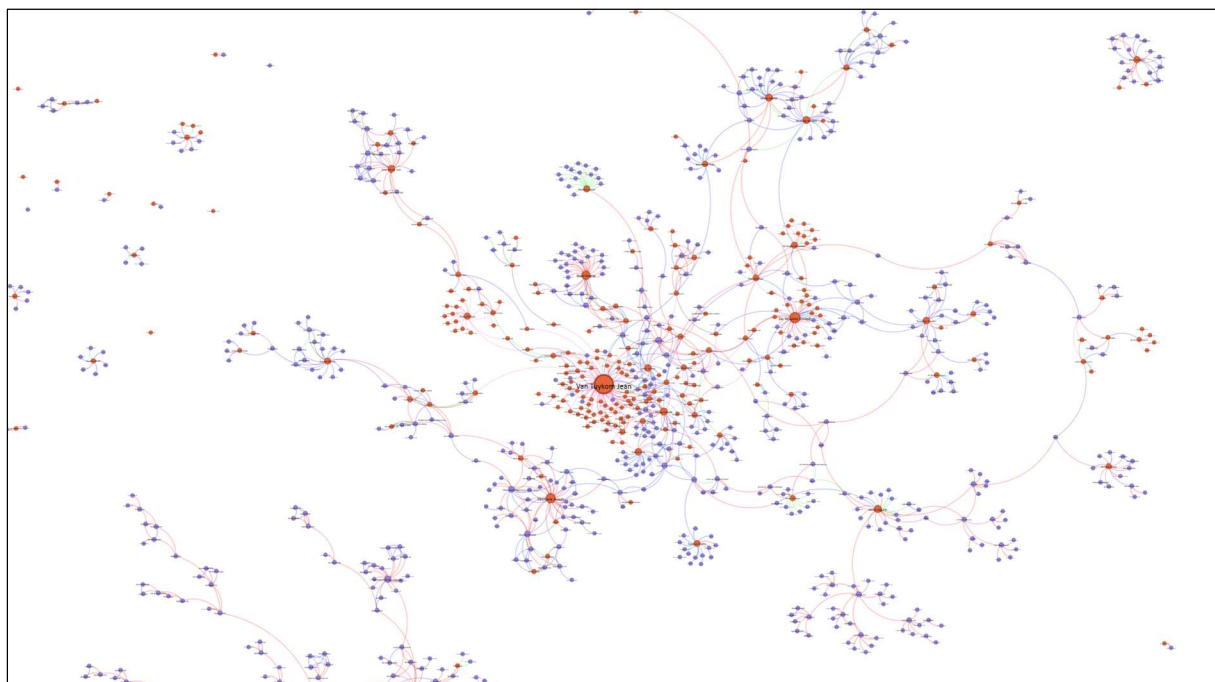
Enfin, notons que la recherche par mots-clefs est praticable dans un fichier SVG ; il suffit donc, si le lecteur cherche un individu, de le faire via la commande « Ctrl + F ».

A propos des graphes :

- Sauf mention contraire, la **couleur des arêtes** (les liens unissant des nœuds) des graphes a la même signification que celles de l'*Annexe I*.
- Sauf mention contraire, le **degré de centralité** des nœuds impacte leur taille, selon un facteur 1 à 5.

⁶⁵⁶ Des captures d'écran, en format image classique.

Annexe 1 : Graphe d'un réseau « 1-mode » établissant les relations entre résistants wolusanpétrusiens.



Le graphe visualise des relations entre des individus (des « résistants »).

Légende :

- **Nœuds :**

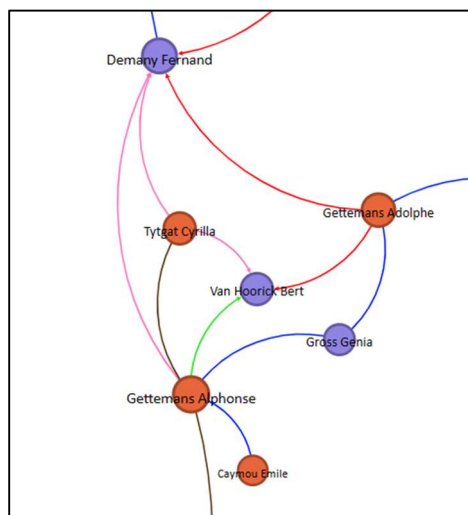
- Orange : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.

- **Arêtes (= liens) :**

- Brun : « familial ».
- Rouge : « hiérarchique (supérieur) »⁶⁵⁷.
- Vert : « est recruté par ».
- Bleu royal : « contact ».
- Rose : « est affilié par ».
- Bleu clair : « héberge ».

Visualisations :

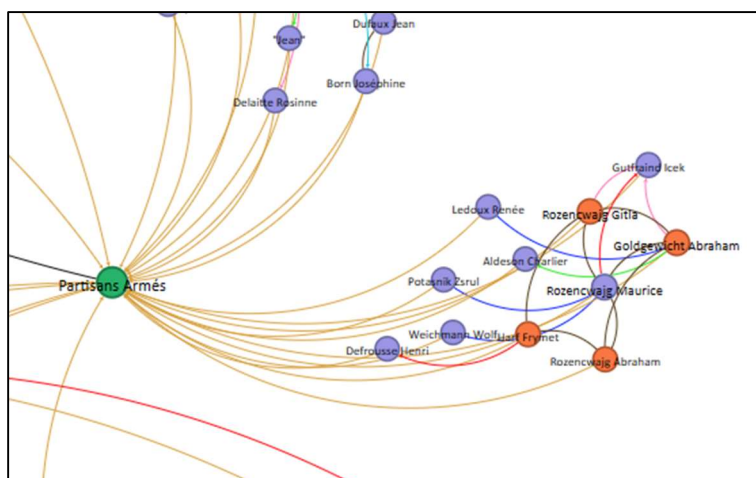
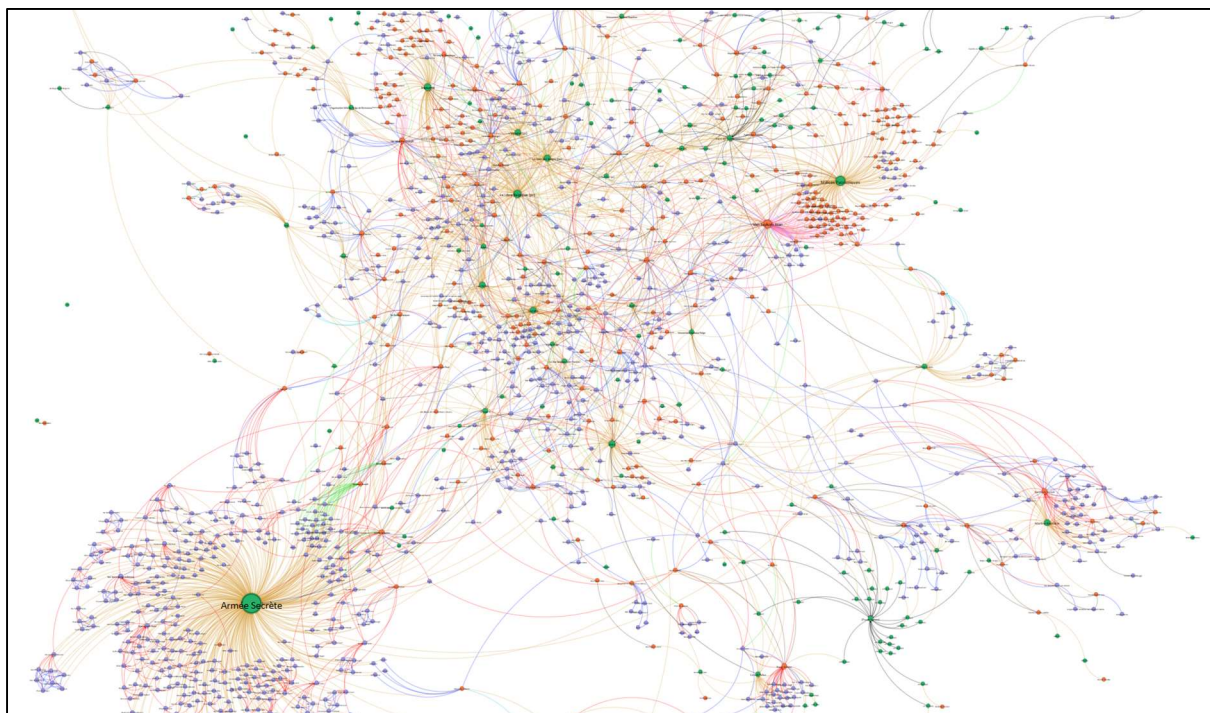
- **Visualisation 1.A : *Alphonse Gettemans***



-

⁶⁵⁷ « X (= la personne à l'origine de la flèche) possède comme supérieur y (= la personne au bout de la flèche) ».

Annexe 2 : Graphe d'un réseau « 2-mode » établissant les relations entre résistants wolusanpétrusiens.



Le graphe visualise des relations entre des individus et des organisations, ainsi que chacun entre eux.

Légende :

- Nœuds :

- Orange : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.
- Vert : Organisation de Résistance

- **Arêtes** (= liens) :

Arêtes entre individus :

- Brun : « familial ».
- Rouge : « hiérarchique (supérieur) »⁶⁵⁸.
- Vert : « est recruté par ».
- Bleu royal : « contact ».
- Rose : « est affilié par ».
- Bleu clair : « héberge ».

Arêtes entre les individus et les organisations :

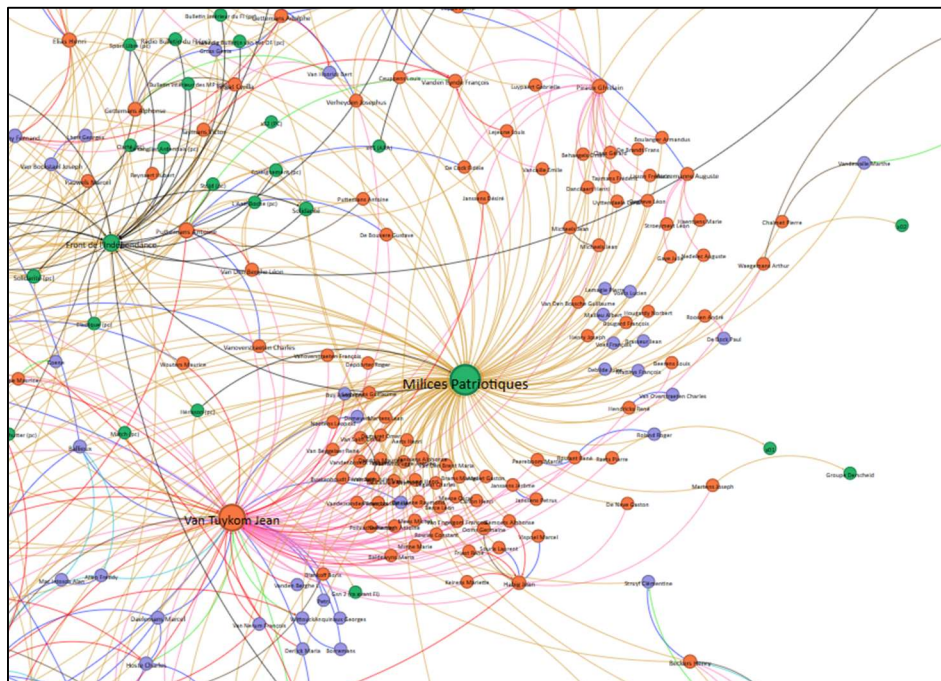
- Beige : « est membre de ».

Arêtes entre organisations :

- Noir : « fait partie de ».

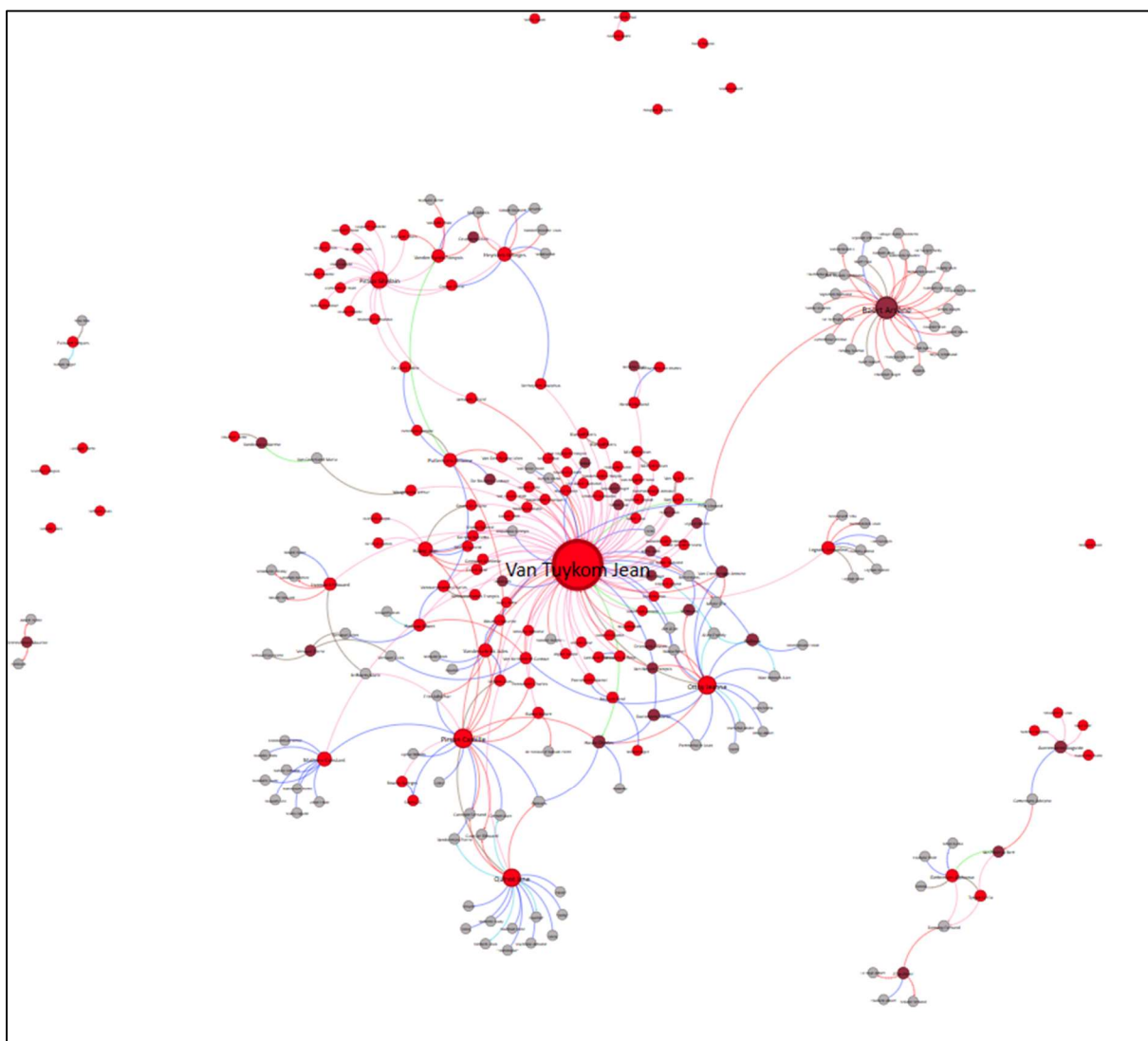
Visualisations :

- **Visualisation 2.A : MP des « Trois Woluwe ».**



⁶⁵⁸ « X (= la personne à l'origine de la flèche) possède comme supérieur y (= la personne au bout de la flèche) ».

Annexe 3 : Graphe d'un réseau '1-mode' relatif aux MP des Trois Woluwe.



Légende :

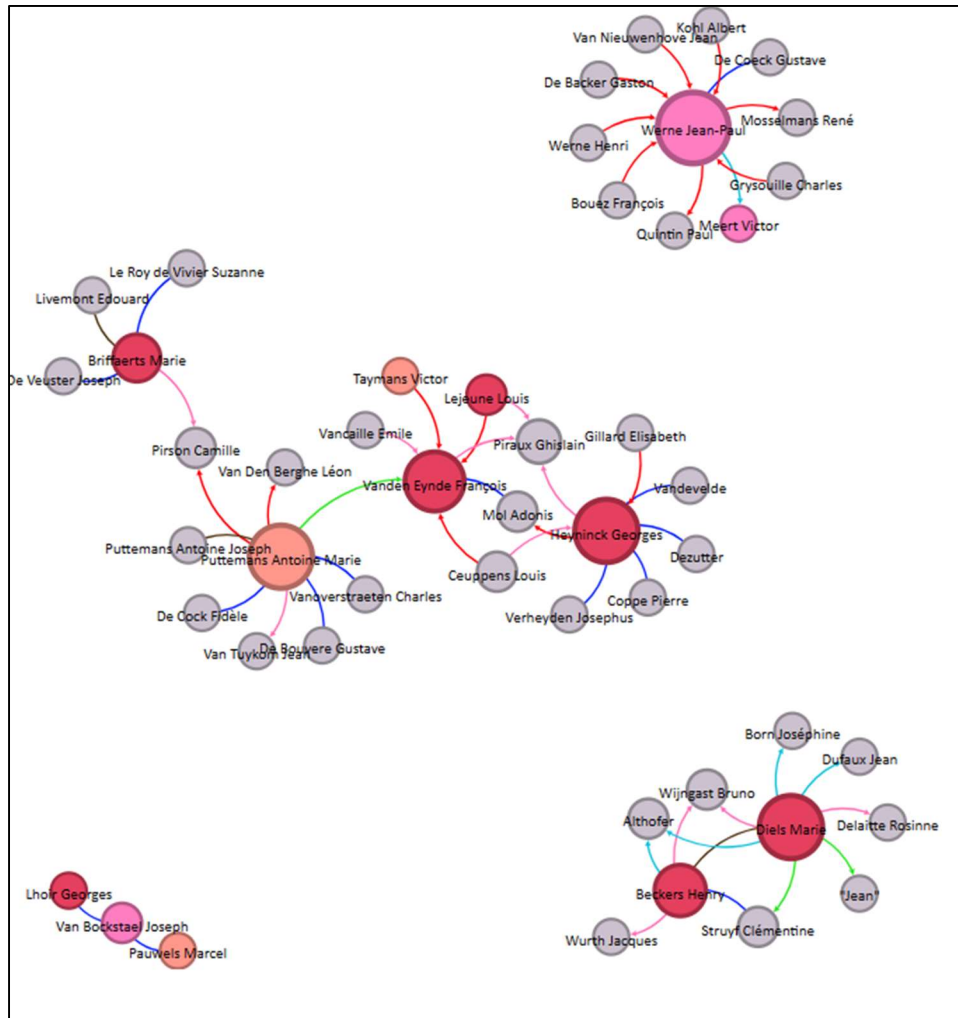
- Nœuds :

- Rouge : Résistants membres de la section des Trois Woluwe
- Bordeaux : Résistants membres des *Milices Patriotiques*.

- Arêtes (= liens) :

- Brun : « familial ».
- Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
- Vert : « est recruté par ».
- Bleu royal : « contact ».
- Rose : « est affilié par ».
- Bleu clair : « héberge ».

Annexe 4 : Graphe d'un réseau '1-mode' relatif à l'organisation *Solidarité* à Woluwe-Saint-Pierre



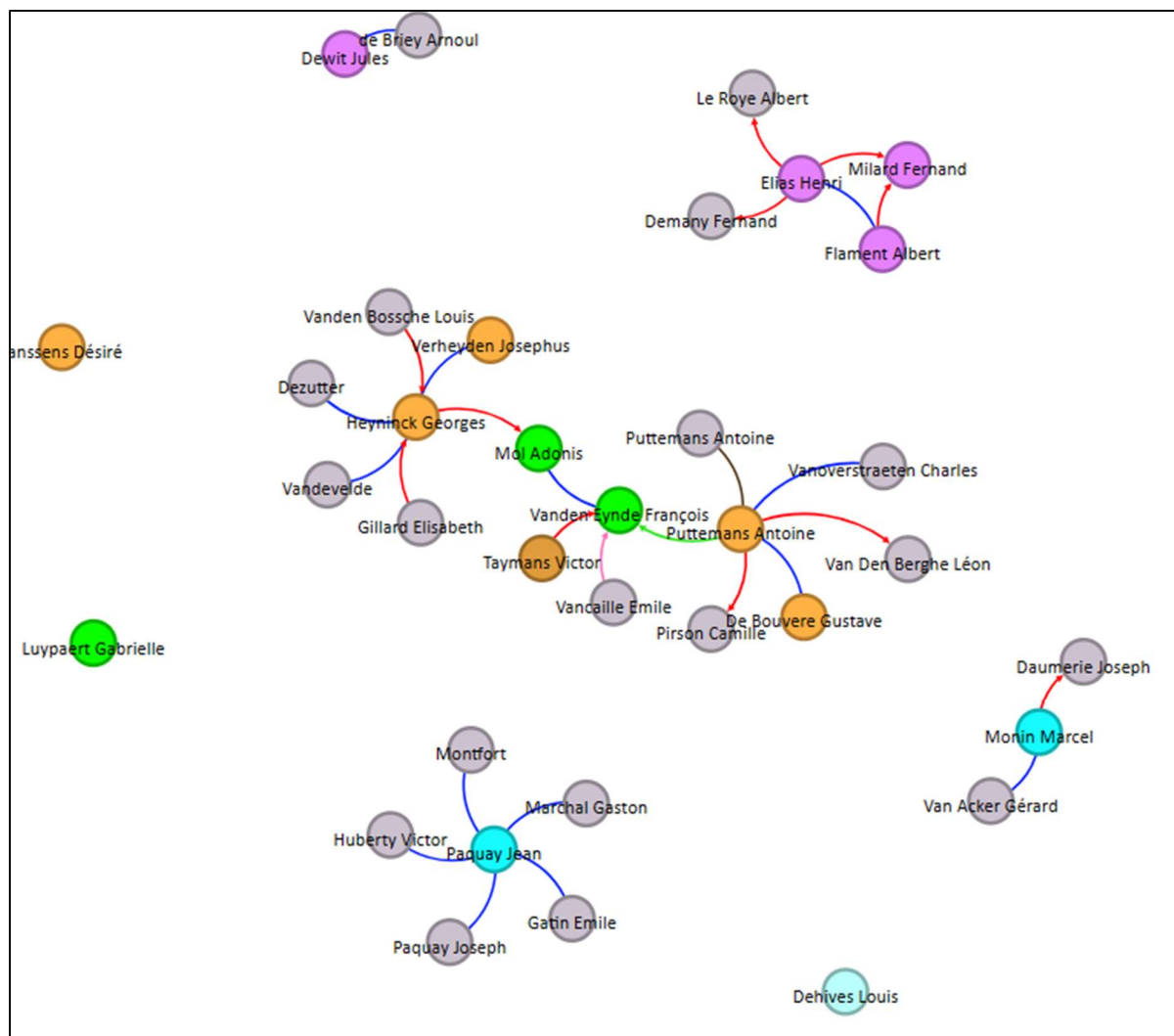
Légende :

- **Nœuds :**
 - Rouge : Personnes ayant exercé une activité pour *Solidarité*.
 - Orange : Personnes membres de *Solidarité* et distributrices de presse clandestine.
 - Gris : Relations des personnes relevées.
- **Arêtes (= liens) :**
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».

- Bleu clair : « héberge ».

Remarque : La taille des nœuds est une exception. La centralité de degré des nœuds les impacte ici selon un facteur $\frac{1}{2}$ (et non pas $\frac{1}{5}$ comme ailleurs), pour des questions d'intelligibilité.

Annexe 5 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant des personnes membres de *Comités de Lutte Syndicale (CLS)*.



Légende :

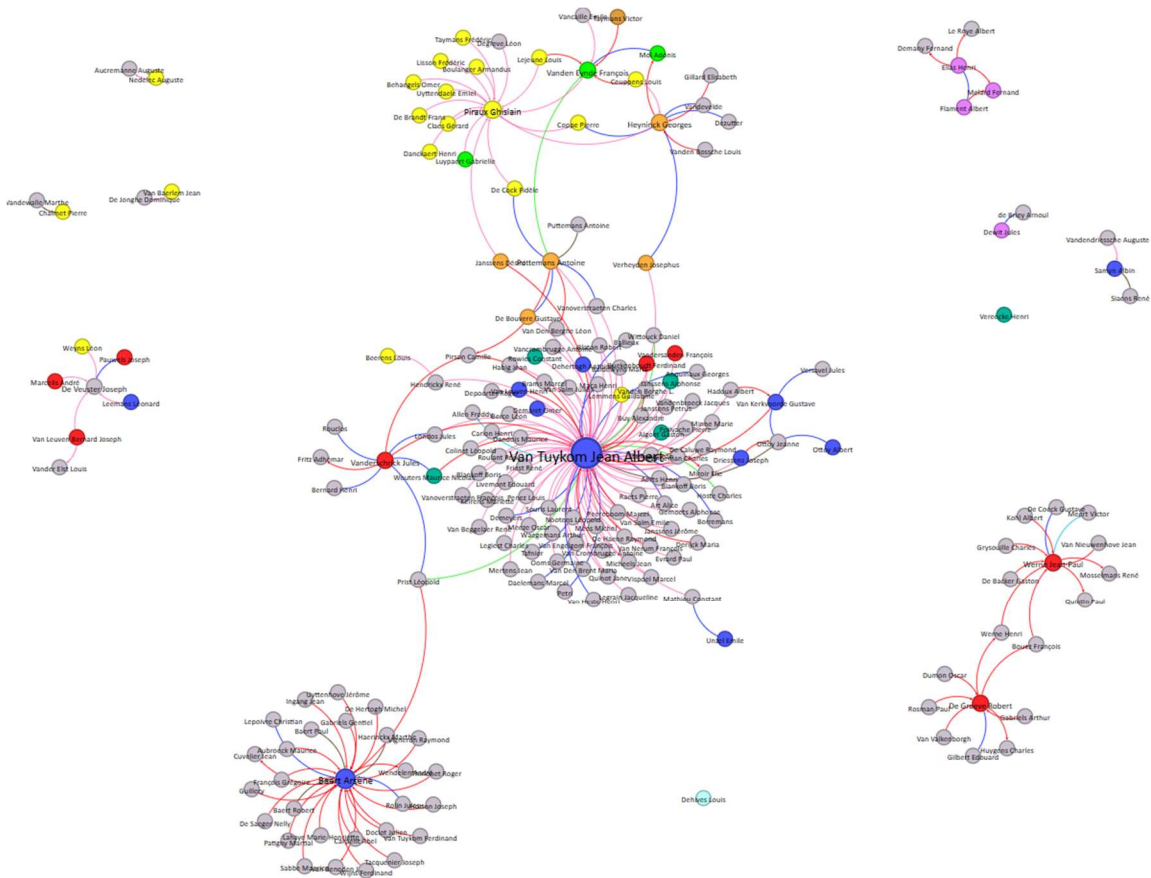
- Nœuds :

- Vert : Personne membre des CLS.
- Orange : Personne membre du CLS « Tram ».
- Orange foncé : Personne membre du CLS « Tram » et distributrice du journal *Le Tram*.
- Jaune : Personne membre du personnel des Tramways Bruxellois.
- Bleu ciel : personne membre du CLS « Caisse d'Epargne » et distributrice du journal *L'Union*.
- Mauve : Personne membre du CLS de l'ONT et distributrice du journal *Le Maillon*.

- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Remarque : Dans ce graphe, le degré de centralité des nœuds n'impacte pas leur taille.

Syndicale (CLS).



Le graphe visualise les relations entre des personnes travaillant dans les différents CLS répertoriés (voir *Annexe 5*) et des personnes membres de différents corps de métiers (poste, police, gendarmerie).

Légende :

- **Nœuds :**

- Vert : Personne membre des CLS.
- Orange : Personne membre du CLS « Tram ».
- Orange foncé : Personne membre du CLS « Tram » et distributrice du journal *Le Tram*.
- Bleu ciel : Personne membre du CLS « Caisse d'Epargne » et distributrice du journal *L'Union*.
- Mauve : Personne membre du CLS de l'ONT et distributrice du journal *Le Maillon*.

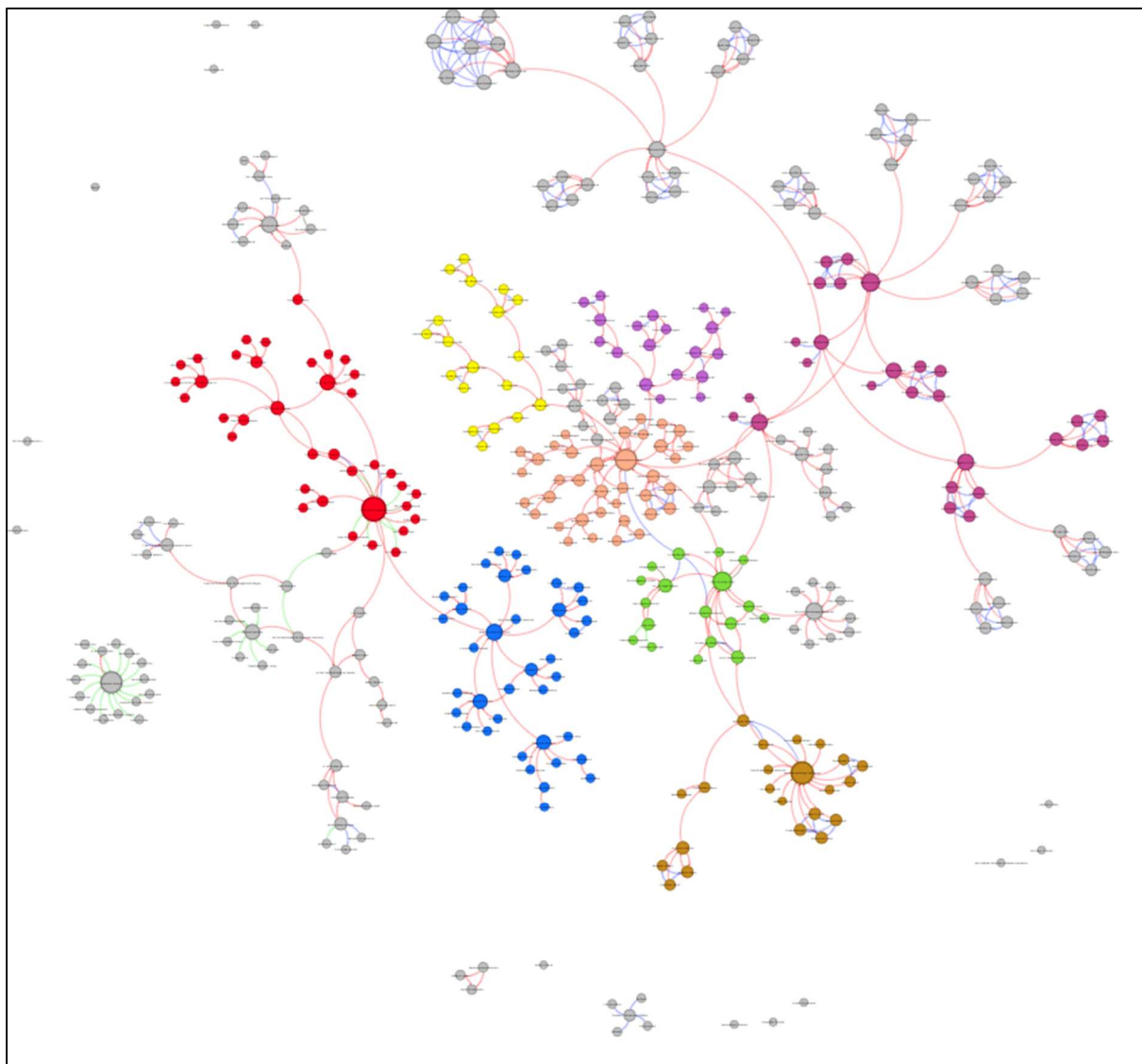
- Rouge : Personne exerçant la profession de postier.
- Vert-bleu : Personne exerçant la profession de gendarme.
- Bleu : Personne exerçant la profession de policier.
- Gris ; Personne en lien direct avec un individu repris dans les catégories précédentes.

- **Arêtes** (= liens) :

- Brun : « familial ».
- Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
- Vert : « est recruté par ».
- Bleu royal : « contact ».
- Rose : « est affilié par ».
- Bleu clair : « héberge ».

Remarque : La taille des nœuds est une exception. La centralité de degré des nœuds les impacte ici selon un facteur 1/3 (et non pas 1/5 comme ailleurs), pour des questions d'intelligibilité.

Annexe 7 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant des communautés formées par les résistants membres de l'AS répertoriés.



Le graphe met en avant les personnes membres de l'AS, qui sont assemblées en communautés via l'utilisation de l'algorithme de modularité.

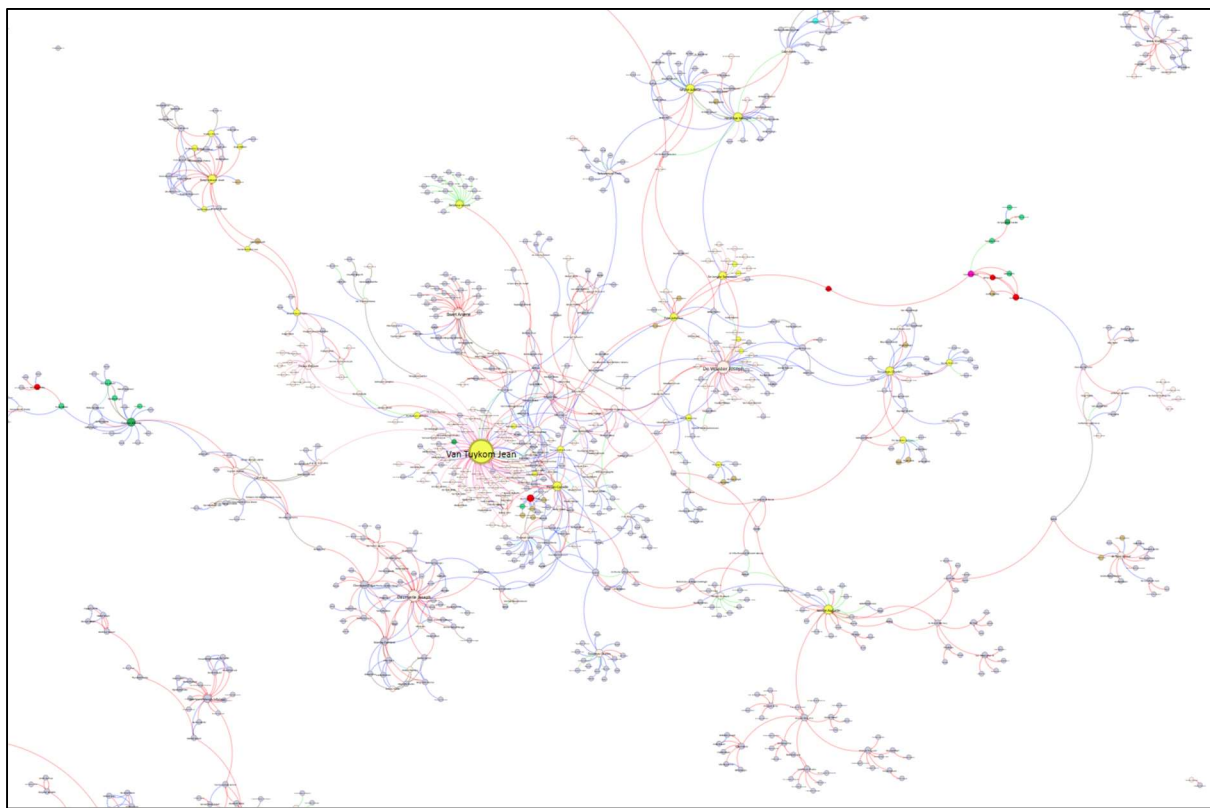
Légende :

- **Nœuds** : Les couleurs sont aléatoires et représentent des communautés distinctes.
- **Arêtes (= liens)** :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».

- ### Visualisations :

- [illegible]

Annexe 8 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant des personnes membres du MNB, de Mill et actives dans la diffusion de la *Voix des Belges*.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes membres du MNB, de Mill et/ou diffusant la *Voix des Belges*.

Il s'agit d'une version de l'*Annexe 1* dans laquelle nous avons modifié le code couleur afin de mettre en avant les personnes membres de ces organisations. Pour ce faire, la saturation des nœuds « non-étudiés » a été baissée. Ils sont donc toujours représentés dans leur couleur initiale (orange ou mauve), mais en très pâle.

Légende :

- Nœuds :

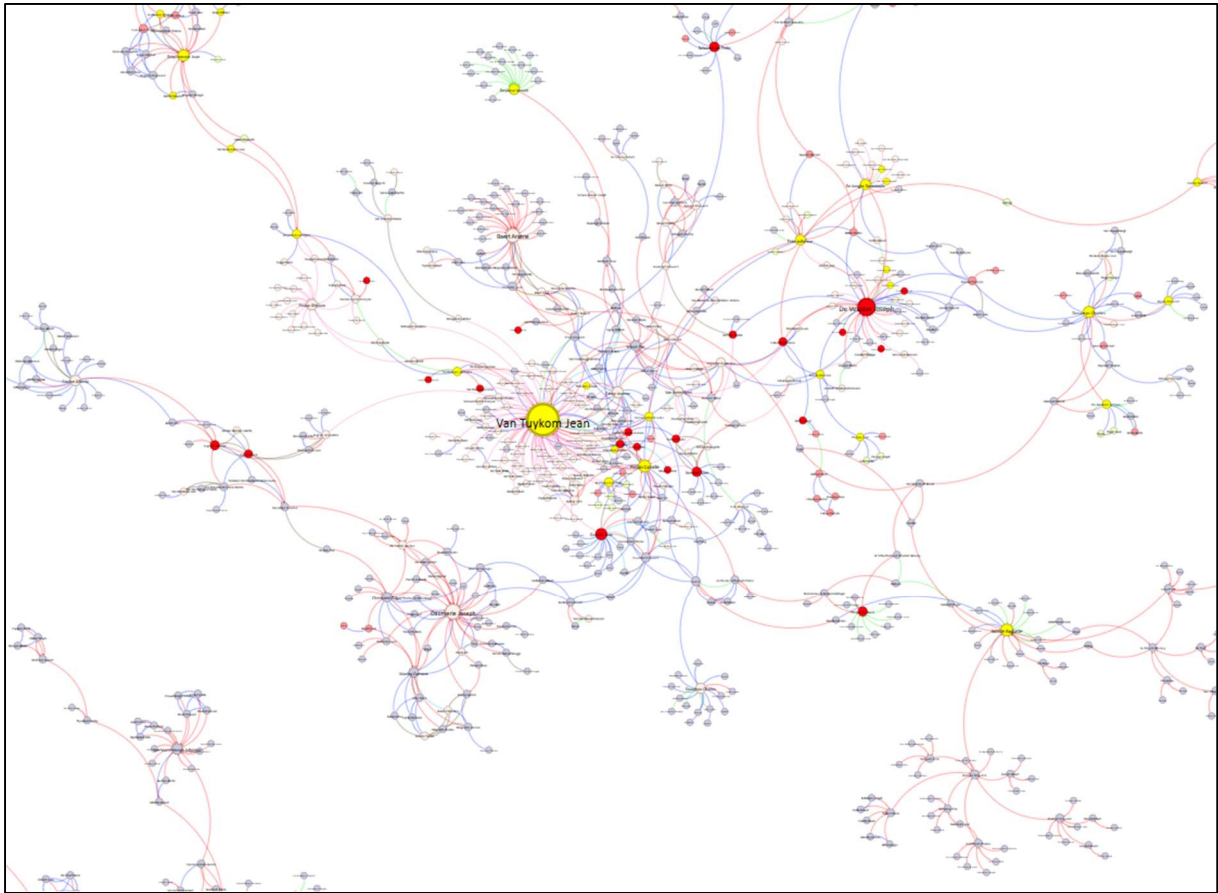
- Vert : Personne membre du MNB (dossier consulté).
- Vert (saturation baissée) : Personne membre du MNB (dossier non-consulté).
- Jaune : Personne contribuant à la diffusion de la *Voix des Belges* (dossier consulté).
- Jaune foncé : Personne contribuant à la diffusion de la *Voix des Belges* (dossier non-consulté).
- Bleu : Personne membre du réseau Mill (dossier consulté).

- Bleu (saturation baissée) : Personne membre du réseau Mill (dossier non-consulté).
- Rouge : Personnes membres du MNB et contribuant à diffuser la *Voix des Belges*.
- Mauve : Personne affirmant être actif dans les trois organisations.

- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.

- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 9 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant des personnes actives dans la diffusion de la *Voix des Belges* et de presse clandestine.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans la diffusion de *La Voix des Belges* et de la presse clandestine en général.

Il s'agit d'une version de l'*Annexe 1* dans laquelle nous avons modifié le code couleur afin de mettre en avant les personnes membres de ces organisations. Pour ce faire, la saturation des nœuds « non-étudiés » a été baissée. Ils sont donc toujours représentés dans leur couleur initiale (orange ou mauve), mais en très pâle.

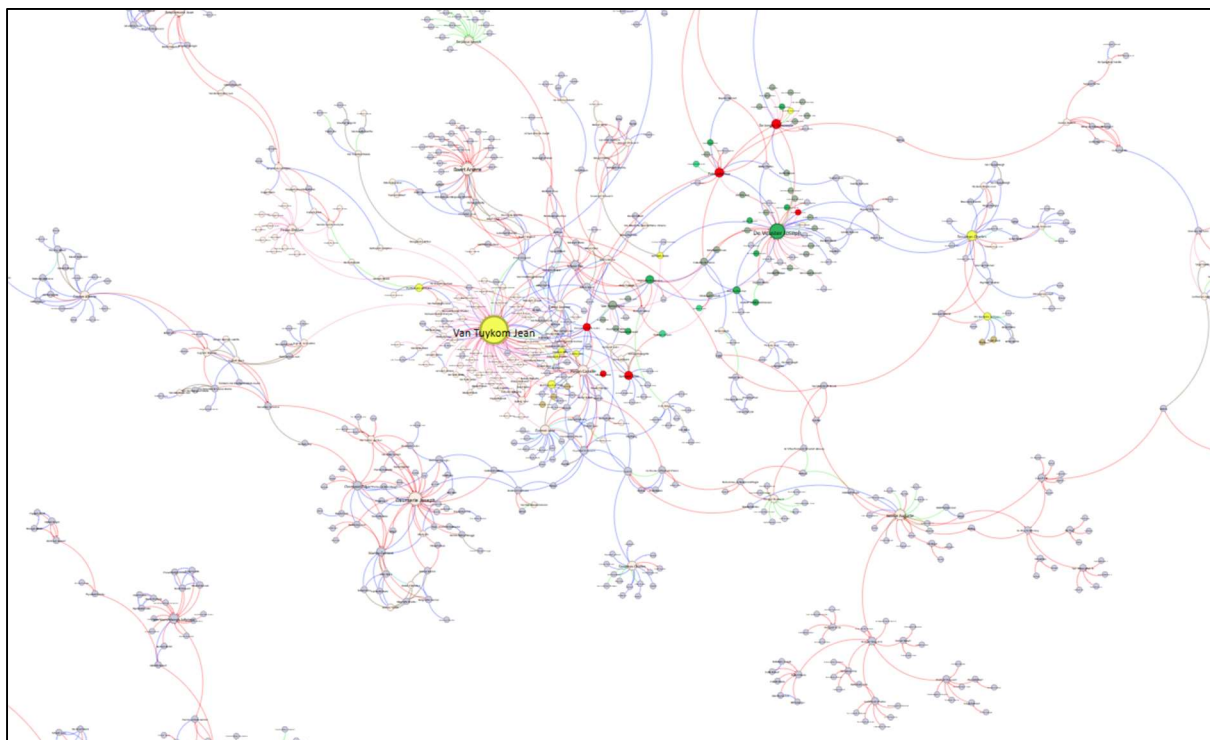
Légende :

- Nœuds :

- Jaune : Personne diffusant au moins la *Voix des Belges* (et éventuellement d'autres journaux).
- Rouge : Personne active dans la diffusion de la presse clandestine (hors-*Voix des Belges*).

- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.
- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 10 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant des personnes membres des Insoumis et actives dans la diffusion de l'*Insoumis*.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans la diffusion de l'*Insoumis* et/ou membres du groupement Les Insoumis.

Il s'agit d'une version de l'*Annexe 1* dans laquelle nous avons modifié le code couleur afin de mettre en avant les personnes membres de ces organisations. Pour ce faire, la saturation des nœuds « non-étudiés » a été baissée. Ils sont donc toujours représentés dans leur couleur initiale (orange ou mauve), mais en très pâle.

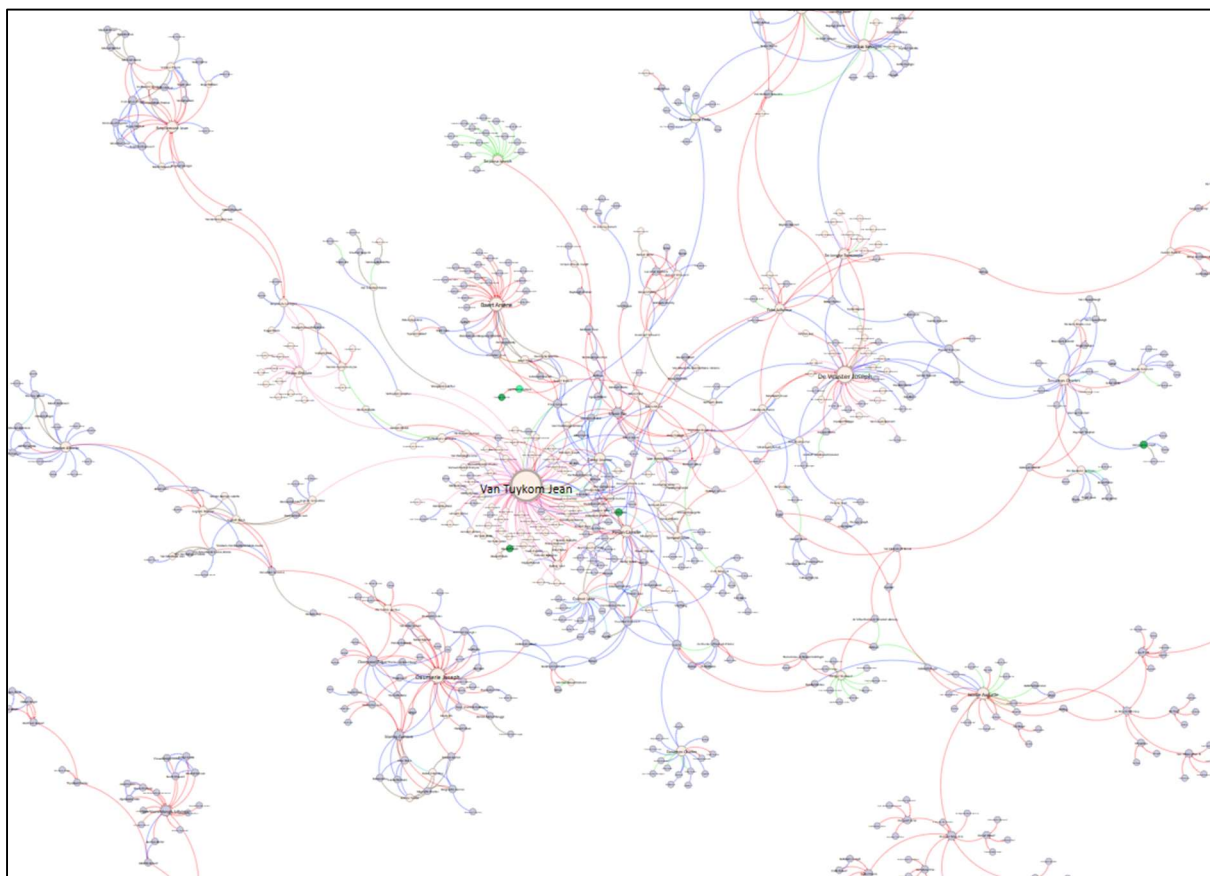
Légende :

- Nœuds :

- Jaune : Personne contribuant à la diffusion de l'*Insoumis*.
- Jaune foncé : Personne contribuant à la diffusion de l'*Insoumis* (dossier non-consulté).
- Vert : Personne active dans le groupement Les Insoumis.
- Vert foncé : Personne active dans le groupement Les Insoumis (dossier non-consulté).
- Rouge : Personne active dans les deux organisations.

- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.
- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 11 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant des personnes membres du Groupe G.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans la diffusion de l'*Insoumis* et/ou membres du groupement Les Insoumis.

Il s'agit d'une version de l'*Annexe 1* dans laquelle nous avons modifié le code couleur afin de mettre en avant les personnes membres de ces organisations. Pour ce faire, la saturation des nœuds « non-étudiés » a été baissée. Ils sont donc toujours représentés dans leur couleur initiale (orange ou mauve), mais en très pâle.

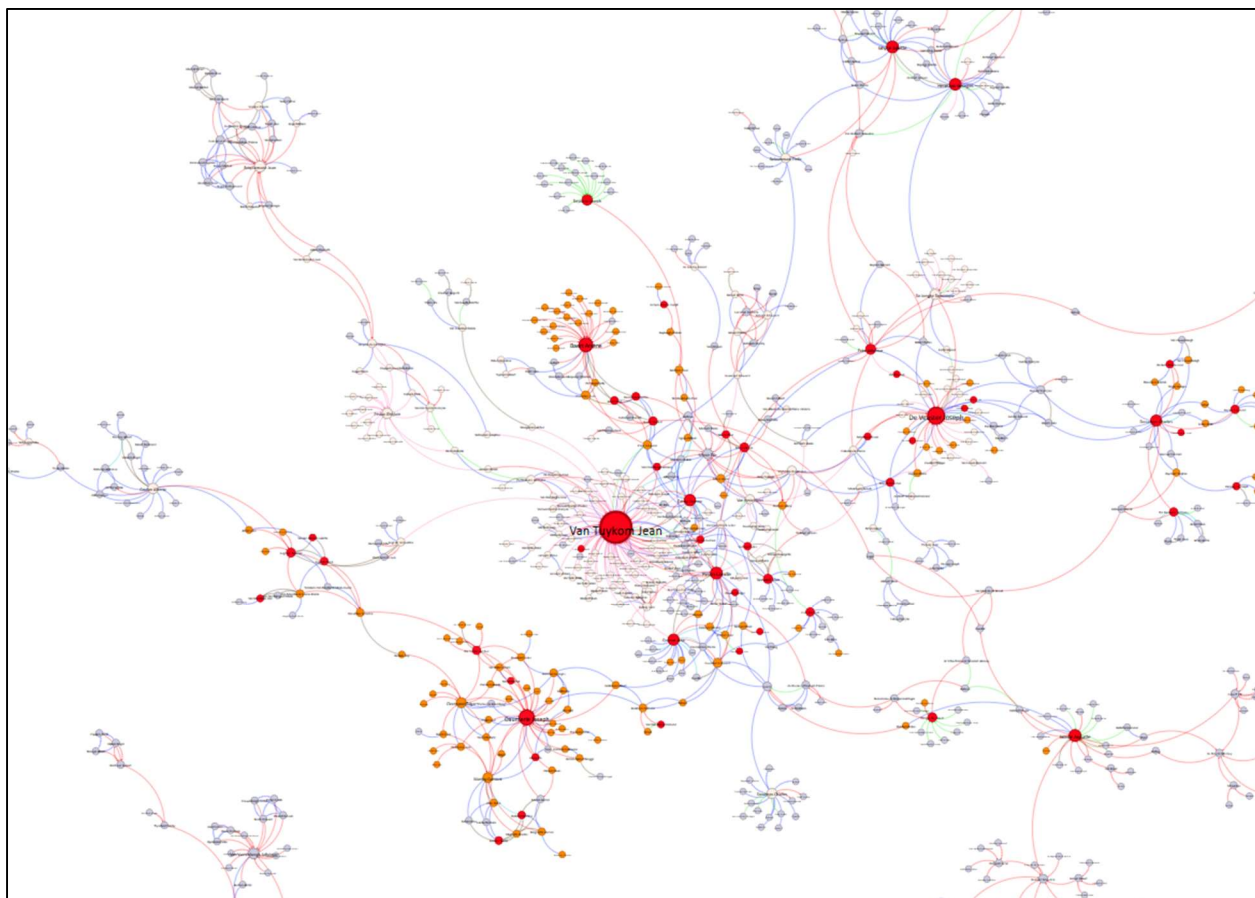
Légende :

- Nœuds :

- Vert : Personne active dans le Groupe G.
- Vert clair : Personne active dans le Groupe G(dossier non-consulté).
- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.

- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 12 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant les résistants actifs dans des réseaux de renseignements.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans des réseaux de renseignements. Il représente une base commune pour les autres graphes relatifs au renseignement.

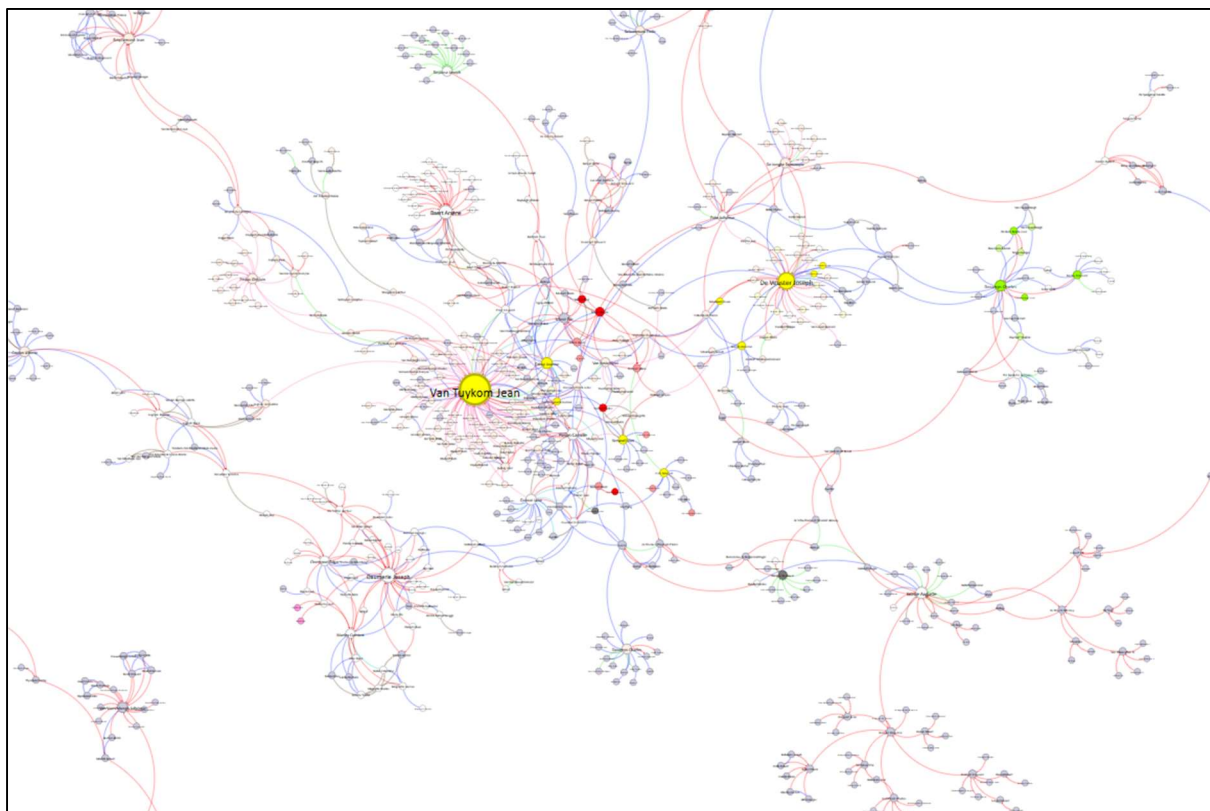
Légende :

- Nœuds :

- Rouge : Personne active dans le domaine du renseignement (dossier consulté).
- Orange vif : Personne active dans le domaine du renseignement (dossier non-consulté).
- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.

- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 13 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant les résistants actifs dans le réseau Luc-Marc.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans le réseau-Luc-Marc.

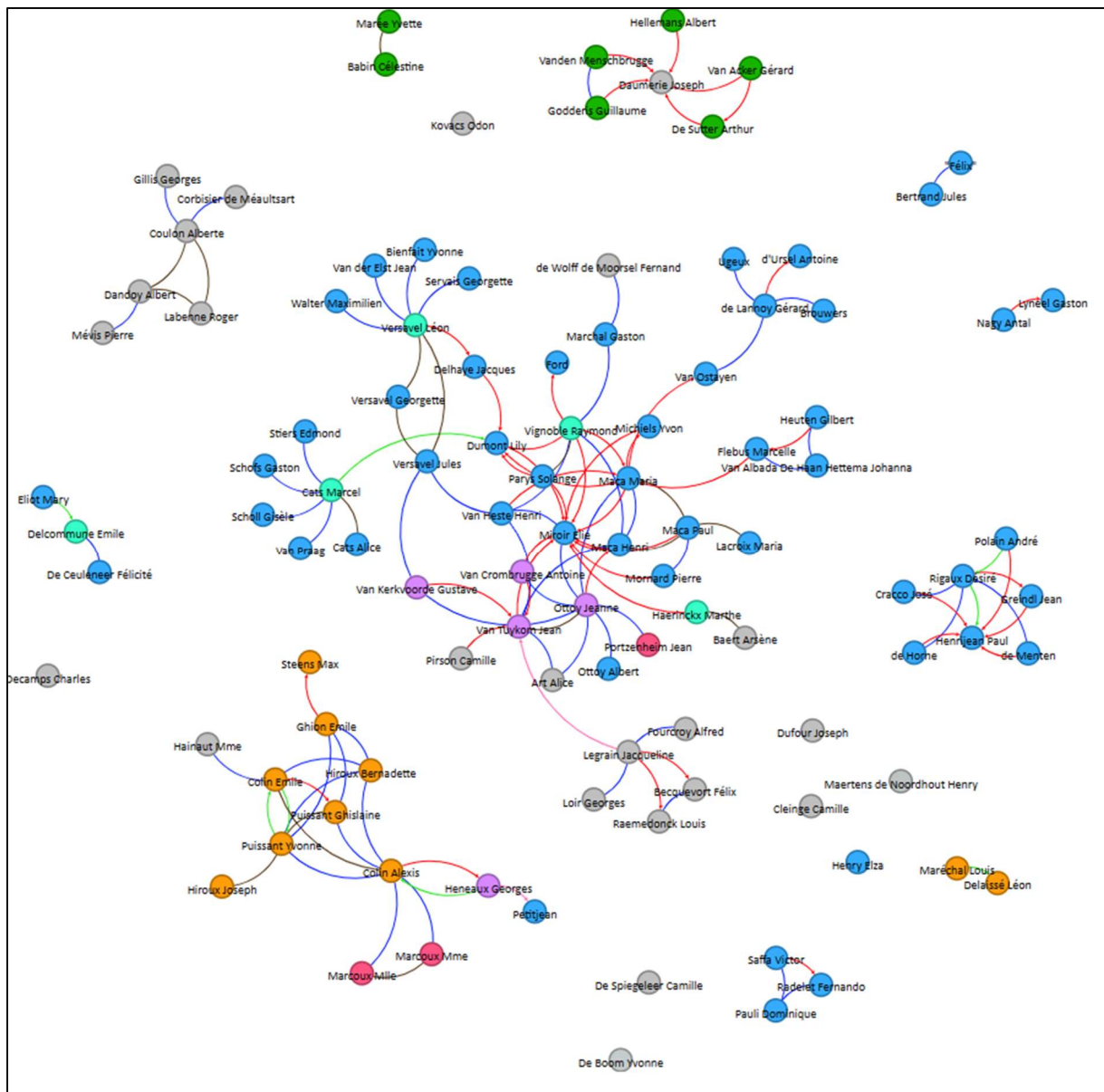
Légende :

- Nœuds :

- Rouge : Personne active dans Luc-Marc (consulté ; non-consulté = saturation baissée).
- Jaune : Personne active dans Luc-Marc et point de contact avec Zéro (consulté ; non-consulté = saturation baissée).
- Vert clair : Personne active dans Luc-Marc et point de contact avec Ferrand (consulté ; non-consulté = saturation baissée).
- Rose pâle : Personne active dans Luc-Marc et point de contact vec Martiny-Daumerie (dossier non-consulté).
- Gris : Personne active dans Luc-Marc et point de contact avec un autre réseau.

- Blanc : Individu actif dans le domaine du renseignement, mais pas dans Luc-Marc.
 - Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier, mais qui ne touche pas au domaine du renseignement.
 - Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier, mais qui ne touche pas au domaine du renseignement.
- **Arêtes** (= liens) :
- Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 14 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant les résistants actifs dans le domaine de l'évasion.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans le domaine de l'évasion.

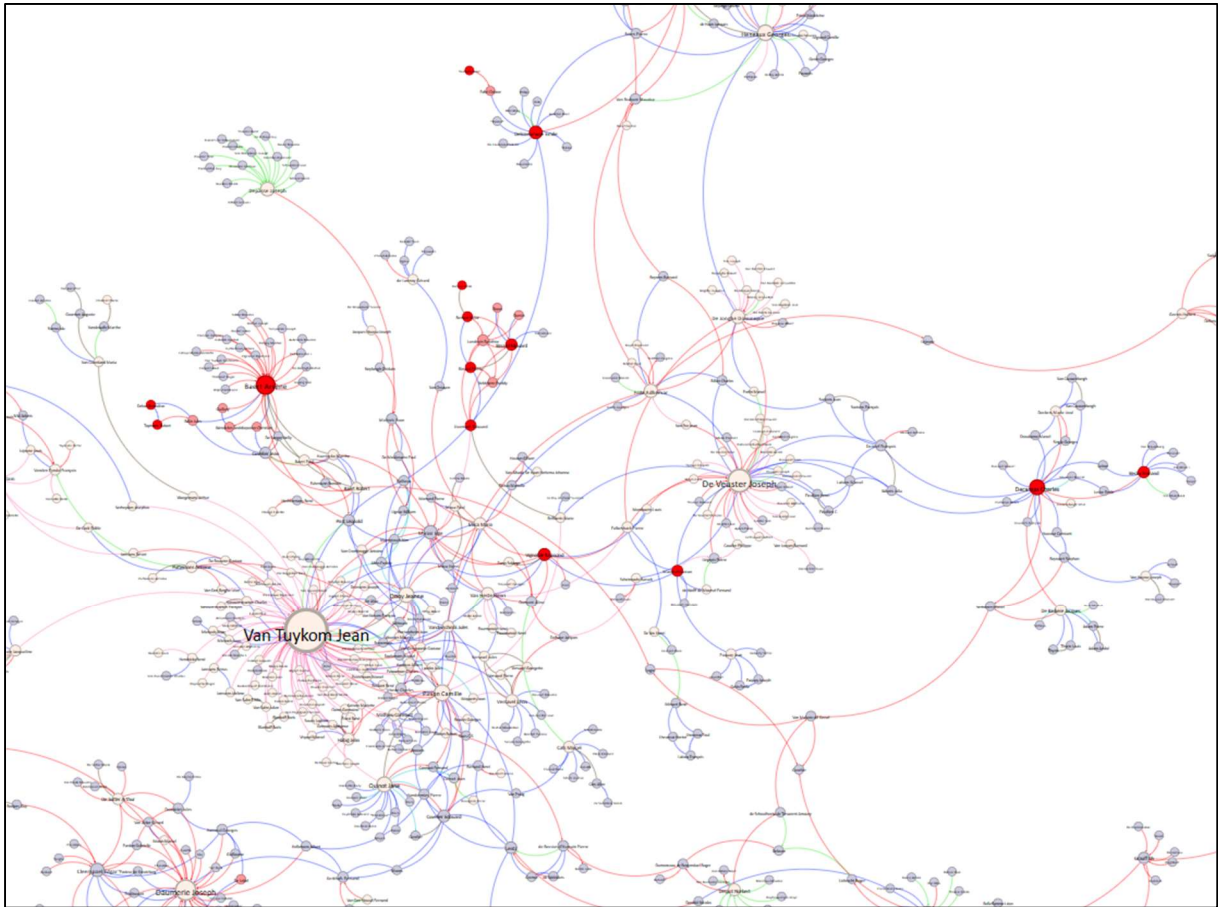
Légende :

- Nœuds :

- Bleu : Personne faisant partie du réseau Comète
- Mauve : Personne faisant partie de Comète et d'EVA (Portemine).
- Bleu-vert : Personne faisant partie de Comète et d'un autre réseau
- Orange : Personne membre de Benoit.

- Vert : Personne membre de Martiny-Daumerie.
- Rose : Personne membre de Zéro.
- Gris : Personne membre d'une autre organisation liée à l'évasion.
- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».
 - Bleu clair : « héberge ».

Annexe 15 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant les résistants actifs dans le cadre de mission « Action ».



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans le cadre de missions « Action » de la Sûreté et du SOE.

Légende :

- Nœuds :

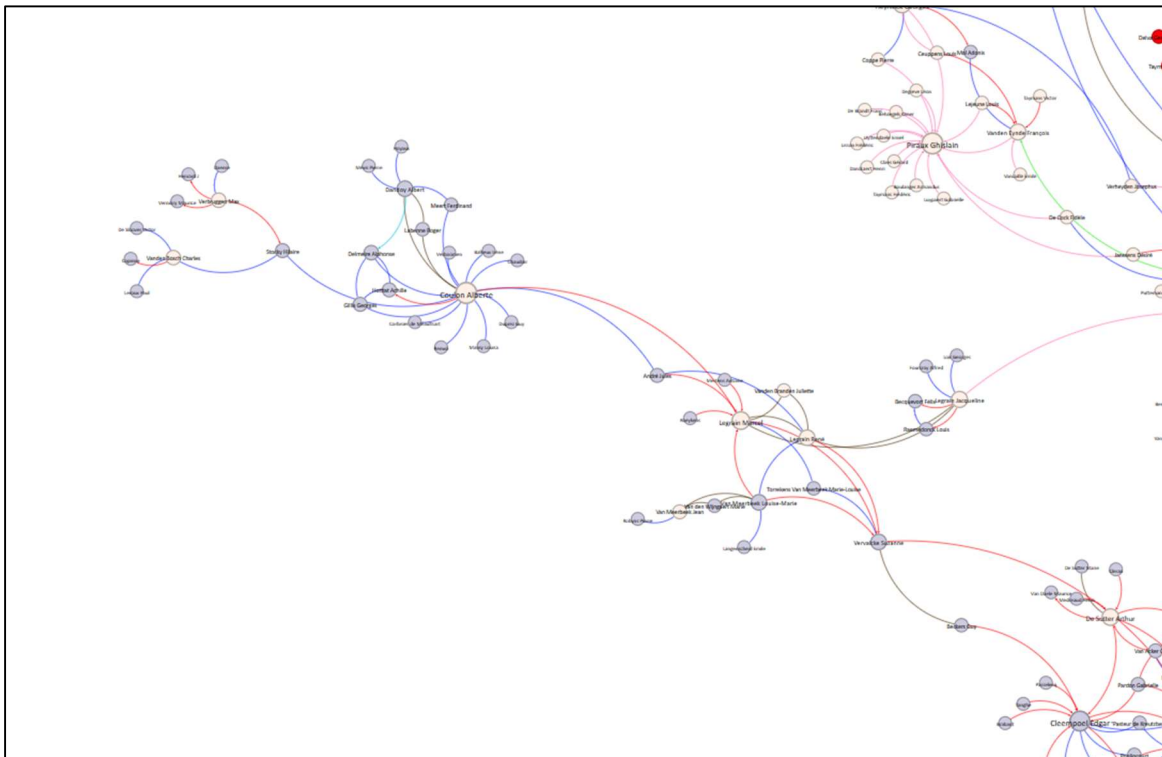
- Rouge : Personne active dans une mission Actin (dossier consulté).
- Rouge pâle (saturation basse) : Personne active dans une mission Action (dossier non-consulté).
- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.

- Arêtes (= liens) :

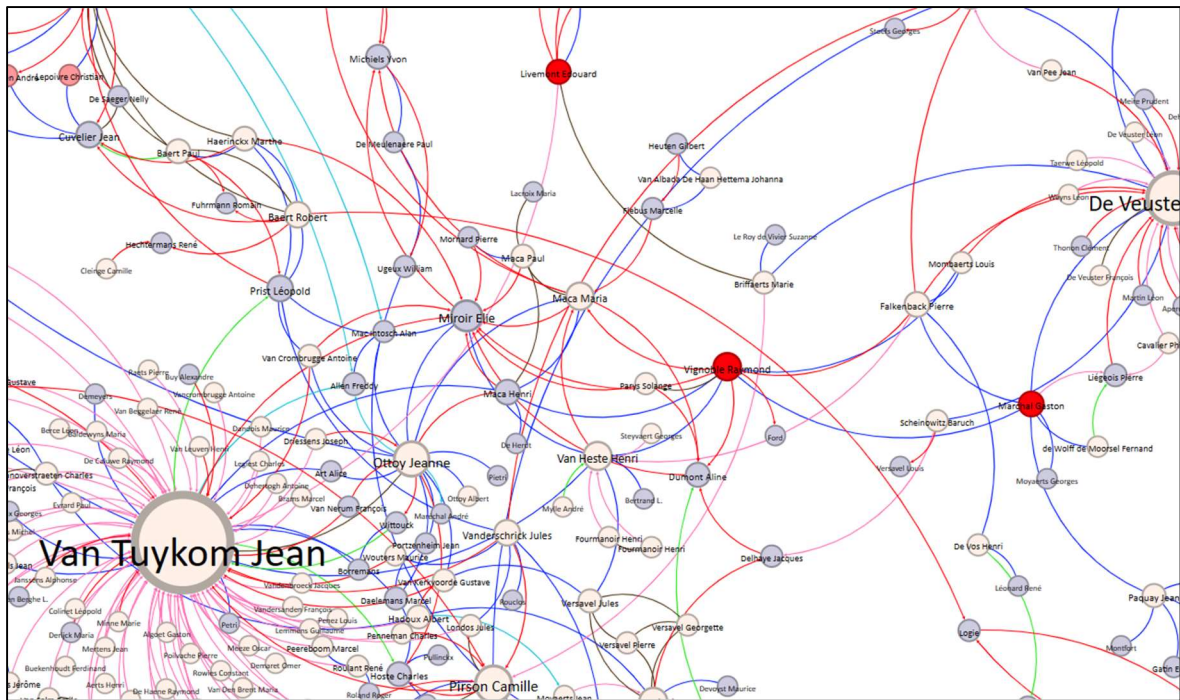
- Brun : « familial ».
- Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
- Vert : « est recruté par ».
- Bleu royal : « contact ».
- Rose : « est affilié par ».
- Bleu clair : « héberge ».

Visualisation :

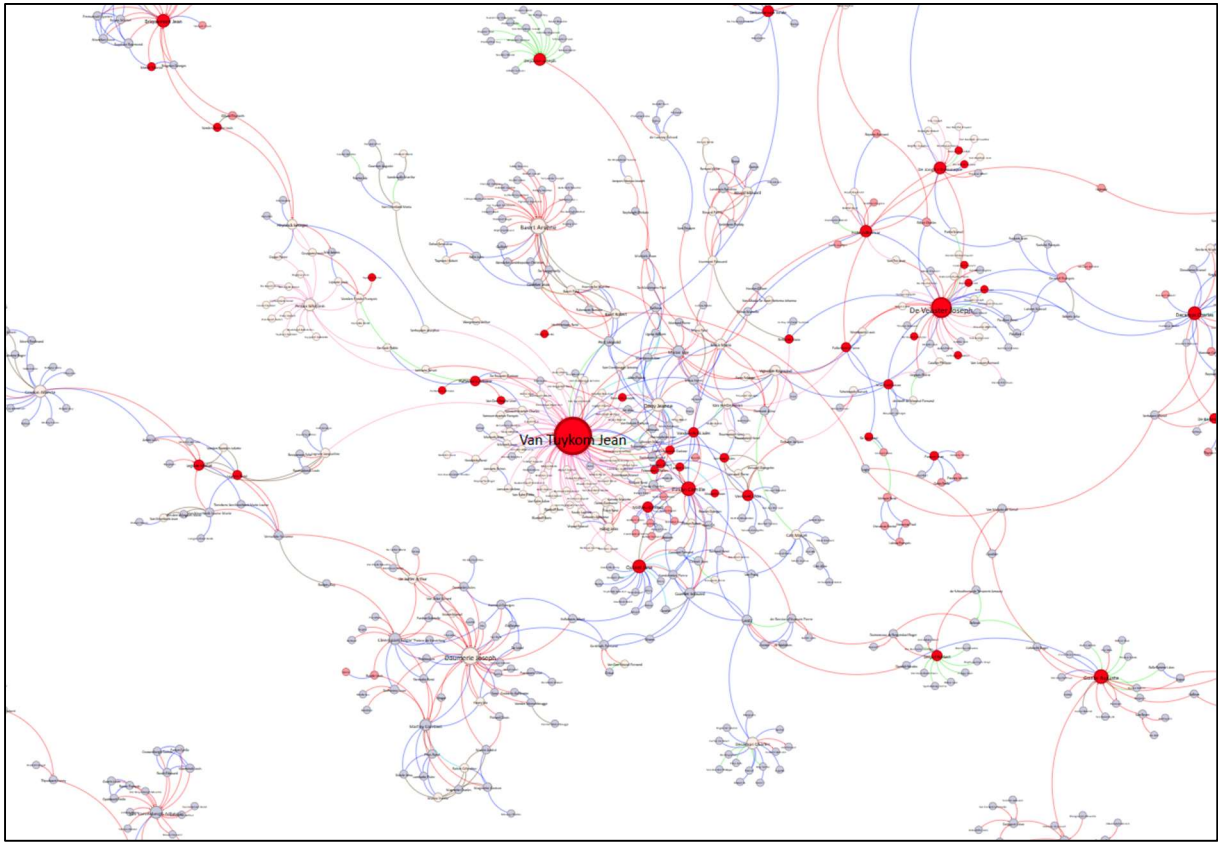
- **Visualisation 15.A : Alberte Coulon.**



- **Visualisation 15.B : Edouard Livemont.**



Annexe 16 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant les résistants actifs dans le domaine de la presse clandestine.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans le domaine de la presse clandestine.

Légende :

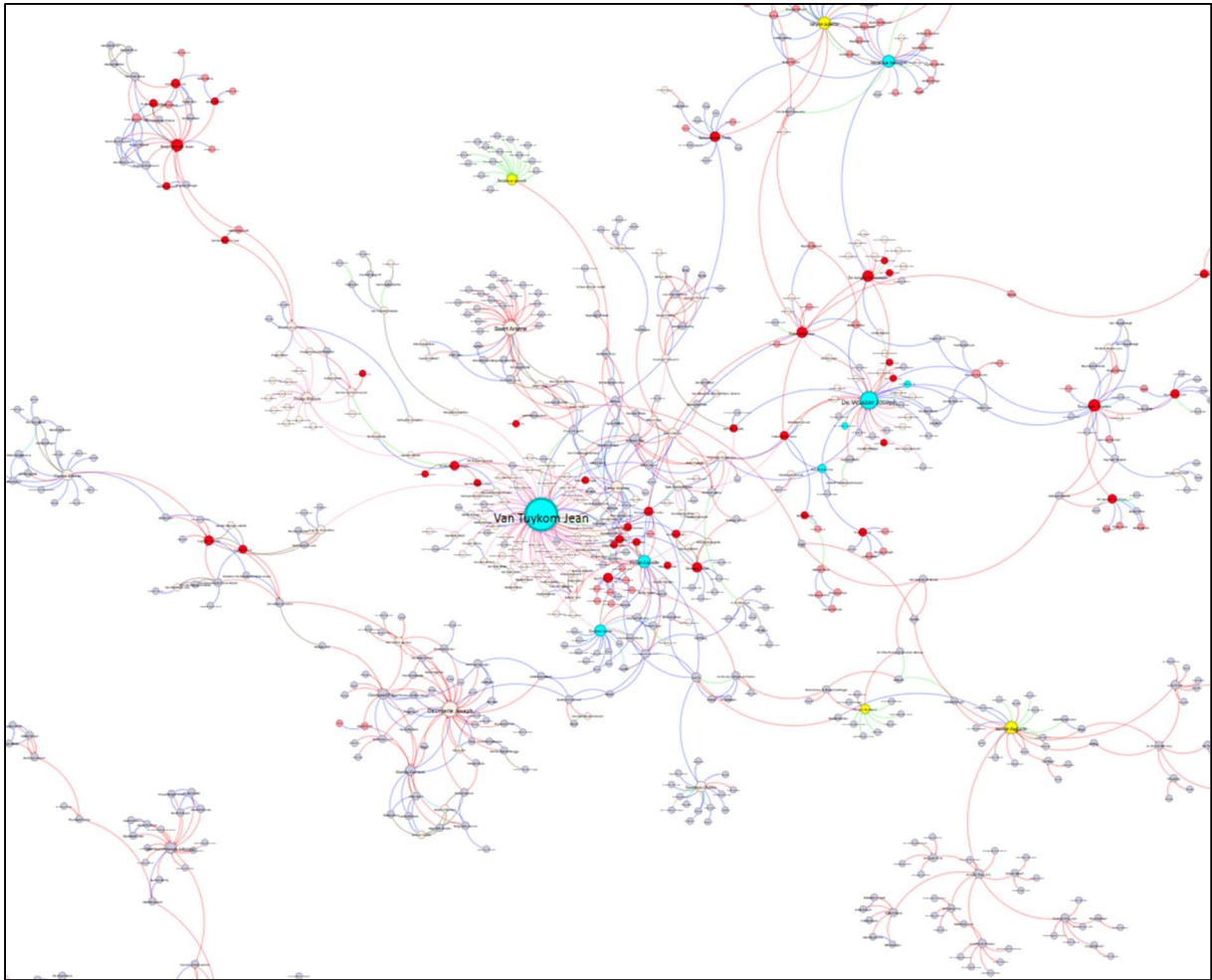
- Nœuds :

- Rouge : Personne active dans le domaine de la presse clandestine (dossier consulté).
- Rouge pâle (saturation basse) : Personne active dans le domaine de la presse clandestine (dossier non-consulté).
- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.

- Arêtes (= liens) :

- Brun : « familial ».
- Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
- Vert : « est recruté par ».
- Bleu royal : « contact ».
- Rose : « est affilié par ».

Annexe 17 : Graphe d'un réseau '1-mode' représentant les résistants actifs dans le réseau Zéro et s'occupant de la diffusion du journal *La Libre Belgique*.



Ce graphe représente des liens entre des résistants, mettant en avant les personnes actives dans la diffusion de la Libre Belgique et membres de Zéro.

Légende :

- Nœuds :

- Rouge : Personne active dans le domaine de la presse clandestine (dossier consulté ; saturation basse = dossier non-consulté).
- Jaune : Personne membre d'un secteur propre de Zéro et active dans la diffusion de La Libre Belgique (consulté ; saturation basse = dossier non-consulté).
- Bleu : Personne active dans la diffusion de la Libre Belgique et membre d'un secteur autonome de Zéro (consulté ; dossier non-consulté = saturation basse).

- Orange (saturation baissée) : Individu à propos duquel nous avons consulté minimum un dossier.
- Mauve (saturation baissée) : Individu seulement mentionné dans un autre dossier.
- **Arêtes** (= liens) :
 - Brun : « familial ».
 - Rouge : « hiérarchique (supérieur) ».
 - Vert : « est recruté par ».
 - Bleu royal : « contact ».
 - Rose : « est affilié par ».

8) Table des figures

- Chapitre 1

Fig 1.1 : Demandes de reconnaissances de résistants acceptées (n = 340).

- Chapitre 2

Fig 2.1 : Répartition des résistants wolusanpétrusiens en fonction de leur période de naissance (n = 340).

Fig 2.2 : Répartition des résistants wolusanpétrusiens selon leur commune de naissance (n = 340).

Fig 2.3 : Répartition des résistants wolusanpétrusiens en fonction de leur catégorie socio-professionnelle (n = 294).

- Chapitre 3

Fig 3.1 : FI et sphère communiste.

Fig. 3.2 : Les MP des « Trois Woluwe » au sein du réseau '2-mode'.

Fig 3.3 : Ghislain Piraux (*Annexe 3*).

Fig 3.4 : La zone d'influence Pirson-Quinot-Ottoy.

Fig 3.5 : Partisans Armés - Le couple Diels-Beckers et les Goldgewicht.

Fig 3.6 : Une partie du réseau formé par les membres de Solidarité.

Fig 3.7 : Mentions d'appartenance au CLS du dépôt de Woluwe.

Fig 3.8 : Relations entre des membres du personnel des TB et les membres du CLS de cette entreprise.

Fig 3.9 : Presse clandestine de la sphère communiste.

Fig 3.10 : Représentants de la presse clandestine explicitement liés au FI.

Fig 3.11 : Clusters du Refuge Dorade et de l'AS liés à Gonze et de Briey.

Fig 3.12 : Des communautés distinctes de résistants membres de l'AS.

Fig 3.13 : Hubert Geenis.

Fig 3.14 : Le couple Heneaux-Ghyse.

Fig 3.15 : Le cluster de la famille Crabbe.

Fig 3.16 : Mathilde Artus.

- Chapitre 4

Fig 4.1 : Section Egide De Wolf – Secteur Centre de Zéro.

Fig 4.2 : Sous-section Arsène Baert.

Fig 4.3 : Sous-section Charles Decamps.

Fig 4.4 : Réseau de la famille Maca.

Fig 4.5 : Mill et Julien Libreich.

Fig 4.6 : Le service Martiny-Daumerie.

Fig 4.7 : Emile Corbusier.

Fig 4.8 : Cluster Binard autour de Landrain (Samoyède).

Fig 4.9 : Pierre Massion (Socrate).

- Chapitre 5

Fig 5.1 : Mathieu Constant (boucherie Coosemans).

Fig 5.2 : Jules Vanderschrik.

Fig 5.3 : Section Egide De Wolf (lien Zéro-LLB).

Fig 5.4 : Jean Briquemont.

Fig 5.5 : Cluster du journal Le Belge.

Sources : Les différentes figures utilisées dans ce travail sont issues de graphes produits par nos soins. Ceux-ci ont été réalisés via l'utilisation de données récoltées en majorité dans des dossiers personnels de résistants (reconnaissance à des statuts et dossiers de groupements). Certaines informations proviennent également de documentation générale de certains groupements de Résistance.

9) Table des abréviations

ABR : Armée Belge Reconstituée

Am MP : Amicale des Milices Patriotiques

AR : Arrêté Royal

ARA : Agent de Renseignement et d'Action

AS : Armée Secrète

CC : Commission de Contrôle

CDJ : Comité de Défense des Juifs

CegeSoma : Centre d'Etude Guerre et Société

CLS : Comité de Lutte Syndicale

COB : Corps d'Observation Belge

CR : Commission de Révision

FI : Front de l'Indépendance

LB : Légion Belge

LLB : La Libre Belgique (et LLB PP : *La Libre Belgique Peter Pan*)

MNB : Mouvement National Belge

MP : Milices Patriotiques

OMBR : Organisation Militaire Belge de Résistance

ONAC : Organisation Nationales des Anciens Combattants

PA : Partisans Armés (= ABP : Armée Belge des Partisans)

PC : Presse clandestine

PP : Prisonnier politique

PP AD : Ayant-droit de prisonnier politique.

RIOB : Royal Intelligence Office of Belgium

RM : Réserve Mobile

SGRS : Service Général du Renseignement et de la Sécurité

SRA : Service de Renseignement et d'Action

TB : Tramways Bruxellois

VdB : Voix des Belges

WB : Witte Brigade (Fidelio)

10) Sources

A. Centre d'Etude Guerre et Societe (CegeSoma)

i. *Front de l'Indépendance*, citations à l'ordre du jour.

Aucremanne Auguste, Baert Arsène, Baldewyns Maria, Boulanger Armandus, Claes Gérard, Coppe Pierre, De Bouvere Gustave, De Brandt Frans, De Cock Fidèle, Elias Henri, Hendrickx René, Henry Joseph, Heyninck Georges, Hougardy Norbert, Janssens Désiré, Lisson Frédéric, Londos Jules, Ottoy Jeanne, Piraux Ghislain, Pirson Camille, Poupe Maurice, Uyttendaele Emiel, Van Den Bossche Guillaume, Van Kerkvoorde Gustave, Van Tuykom Jean, Verheyden Josephus, Versavel Pierre.

ii. *Groupe G*, dossiers personnels.

Artus Mathilde, Cleinge Camille, Duby Raoul, Jamaels Fortuné, Leclercq Dominique, Penneman Gustave.

iii. *Insoumis*, dossiers personnels.

Bayet Raymond, Beard Pierre, Bœuf Gaston, Bombaerts Emile, Brigitta Josephus, Cavalier Philippe, Chevalier Maurice, Crabbe Elise, Crabbe Joseph, de Bonhome Jacques, De Clerck Gustave, De Jonghe Dominique, De Maeyer Henri, De Raeck Petrus, De Veuster François, De Veuster Joseph, De Veuster Léon, de Wolff de Moorsel Fernand, Dehandtschutter Pierre, Dejonghe Robert, Falkenback Pierre, Fatoux François, Fourmanoir Henri, Fourmanoir Henri, Fretin Marcel, Fritz Adhémar, Hauwaert Jean, Heneaux Georges, Lampens Maurice, Lathouwers Alfred, Leemans Léonard, Leroux Louis, Loore Adolphine, Malfait Paul, Marcelis André, Marchal Gaston, Mathieu Francine, Michielsens Jacques, Moise Paul, Mombaerts Louis, Moyaerts Jean, Mylle André, Parmentier Marcel, Reynders Louis, Rouvrois Alphonse, Scheinowitz Baruch, Sommerijn Jean, Stas Joseph, Steyvaert Georges, Taerwe Léopold, Thomas Gustave, Van Baerlem Jacqueline, Van Baerlem Jean, Van Der Elst Edward, Van Leuven Bernard, Van Pee Jean, Vanderschriek Edward, Vandeuren Edouard, Versavel Léon, Versavel Pierre, Vignoble Raymond, Weyns Léon.

iv. *MNR*, dossiers personnels.

Cambier Jean, Cockx Edouard, Cooreman Henri, De Koker Petrus, Decamps Charles, Deraedt Marcellus, Verbruggen Max.

v. *OMBR*, dossiers personnels.

Caisse Jean, de Roover André, Lemmens Eduard, Poucet Albert, Pretet Jeanne, Samyn Albin, Van der Stappen Edmond, Vanheule William.

vi. *Service Hotton*, dossiers personnels.

Evrard Pierre.

vii. *Sûreté de l'Etat*, dossiers personnels.

Artus Mathilde, Auda Antoine, Babin Célestine, Baert Arsène, Baert Paul, Baert Robert, Baudry Juliette, Beckx Fernand, Bertrand Jules, Binard Edouard, Binard Pierre, Blankoff

Boris, Bourgeois Oscar, Cats Marcel, Cleinge Camille, Colin Alexis, Colin Emile, Corbusier Emile, Corthals François, Coulon Alberte, Couwenbergh Vital, Crabbe Elise, Crabbe Joseph, D'Andrimont René, Daumerie Joseph, De Backere Jacques, De Boom Yvonne, de Broqueville Jean, De Deckker Gaston, De Graef Joséphine, de Lannoy Gérard, De Saedeleer Madeleine, De Spiegeleer Camille, De Sutter Arthur, De Veuster Joseph, Decamps Charles, Decamps François, Deckers Marie-José, Deckers Pierre, Delcommune Emile, Delhayé Edmond, Deloz Albert, Delva Geneviève, Delwarde Raymond, Depasse Joseph, Desenfans Paul, Despot Norbert, Doucet Camille, Dufour Joseph, Durlé Fernand, Engels Jacques, Ferbeck Henri, François Jean, Fritz Adhémar, Geenis Hubert, Ghion Emile, Gillain Emilie, Gonze Auguste, Goyens Marcel, Haerinckx Marthe, Hasey Ida, Hauwaert Jean, Hemelsoet Christiane, Heneaux Georges, Henry Elza, Henry Jules, Jacques-Houssa Joseph, Jadot Louis, Jamaels Fortuné, Keiffer Serge, Kinds Joseph, Kovacs Odon, Legrain Jacqueline, Legrain Marcel, Legrain René, Leroux Louis, Livemont Edouard, Londos Jules, Maca Maria, Maca Paul, Maertens de Noordhout Henry, Maistriau Albéric, Marchal Gaston, Maréchal Louis, Marée Yvette, Massion Pierre, Max Tina, Mayenne Léon, Mombaerts Louis, Monin Marcel, Montens Blanche, Nagy Antal, Nelen Mathieu, Nisot Albert, Nootens Georges, Norbert, Ottoy Albert, Parys Solange, Pauwels Joseph, Peeters Jeanne, Penneman Gustave, Petit Marthe, Pirson Camille, Ponsart Elie, Quinot Jane, Rademaeckers Jeanne, Renson Emile, Renson Victor, Rigaux Désiré, Rouffignon Jeanne, Rouffignon Lucy, Saffa Victor, Segers B., Smets Antoon, Sparnay Abraham, Sturbelle Marc, Swinnens Paul, Taymans Hubert, Therer Vincent, Tietard Georges, Uyttendaele Clémentine, Van Albada De Haan Hettema Johanna, Van Caulaert Monique, Van Crombrugge Antoine, Van Den Heuvel Fernand, Van Heste Henri, Van Hool Armand, Van Hulle Alice, Van Huysse Joseph, Van Kerkvoorde Gustave, Van Langenhoven Emile, Van Meerbeek Jean, Van Oost Léonce, Van Parys Albert, Van Pee Jean, Van Schepdael Jean, Van Tuykom Jean, Vanden Bosch Charles, Vanden Branden Juliette, Vanheste Hendrik, Vereecke Henri, Verhoeven Joseph, Versavel Georgette, Versavel Jules, Versavel Léon, Vignoble Raymond, Vuye Georges, Wheeler William.

B. Musée de la Résistance

i. *Milices Patriotiques, dossiers personnels.*

Aerts Henri, Algoet Gaston, Baldewyns Maria, Beerens Louis, Behaegels Omer, Berce Léon, Blankoff Boris, Blankoff Boris, Blaton Robert, Bougard François, Boulanger Armandus, Brams Marcel, Buekenhoudt Ferdinand, Carion Henri, Ceuppens Louis, Chalmet Pierre, Claes Gérard, Colinet Léopold, Coppe Pierre, Danckaert Henri, Dandois Maurice, De Bouvere Gustave, De Brandt Frans, De Caluwe Raymond, De Cock Fidèle, De Haene Raymond, De Neve Gaston, Degreve Léon, Dehertogh Antoine, Dehives Louis, Demaret Omer, Depoorter Roger, Driessens Joseph, Elias Henri, Evrard Paul, Friest René, Gaye Julie, Gemoets Alphonse, Gettemans Alphonse, Habig Jean, Hadoux Albert, Haentjens Marie, Hendrickx René, Heyninck Georges, Janssens Alphonse, Janssens Désiré, Janssens Jérôme, Janssens Petrus, Keirens Mariette, Legiest Charles, Legrain Jacqueline, Lejeune Louis, Lemmens Guillaume, Lisson Frédéric, Livemont Edouard, Londos Jules, Luypaert Gabrielle, Mathieu Constant, Mees Michel, Meeze Oscar, Mertens Jean, Mertens Joseph, Micheels Jean, Micheels Jean, Minne Marie, Nedelec Auguste, Nootens Léopold, Ooms Germaine, Ottoy Jeanne, Peereboom Marcel, Penez Louis, Penneman Charles, Piraux Ghislain, Pirson Camille, Poilvache Pierre, Puissant Jacques, Puttemans Antoine, Puttemans Antoine, Quinot Jane, Raets Pierre, Roosen André, Roulant René, Rowies Constant, Rowies Georges, Souris Laurent, Stroeymeyt Léon, Taymans Frédéric, Temmerman Maurice, Tytgat Cyrilla,

Uyttendaele Emiel, Van Beggelaer René, Van Den Berghe Léon, Van Den Brent Maria, Van Engelgom François, Van Kerkvoorde Gustave, Van Leuven Henri, Van Salm Emile, Van Salm Julien, Van Tuykom Jean, Vancaille Emile, Vancrombrugge Antoine, Vanden Eynde François, Vandenbroeck Jacques, Vandersanden François, Vanderschrick Jules, Vanoverstraeten Charles, Vanoverstraeten François, Verheyden Josephus, Vispoel Marcel, Waegemans Arthur, Wouters Maurice.

ii. Armée Belge des Partisans, dossiers personnels.

Baert Paul, Beckers Henry, Diels Marie, Goldgewicht Abraham, Harf Frymet, Monin Marcel, Rozencwajg Abraham, Rozencwajg Gitla.

C. Service Archives des Victimes de la Guerre (SAVG)

i. Prisonniers politiques et ayants-droits, dossiers personnels.

Baldewyns Maria, Boulanger Armandus, Claes Gérard, Coppe Pierre, Crabbe Elise, Crabbe Joseph, Dardenne Alfred, De Bouvere Gustave, De Brandt Frans, Deraedt Marcellus, Fritz Adhémar, Guissart Marie, Henry Jules, Legrain René, Leroux Louis, Lisson Frédéric, Loore Adolphine, Marchal Gaston, Thiers Ernest, Uyttendaele Emiel, Van Calster Raymond, Van Tuykom Jean, Verheyden Josephus, Vuye Georges.

ii. *Résistants civils*, dossiers personnels.

Beckers Henry, Briffaerts Marie, Briquemont Jean, De Bouvere Gustave, De Jonghe Dominique, De Veuster Joseph, Diels Marie, Elias Henri, Fretin Marcel, Fritz Adhémar, Guillaume Clarisse, Hadoux Albert, Janssens Désiré, Lejeune Louis, Marchal Gaston, Penneman Charles, Puttemans Antoine, Quinot Jane, Reynaert Hubert, Taymans Victor, Uyttendaele Emiel, Van Corenland Maria, Wouters Maurice.

iii. Résistants par la presse clandestine, dossiers personnels

Briquemont Jean, Caymou Emile, Crabbe Elise, Crabbe Joseph, Dardenne Alfred, De Backere Jacques, de Briey Arnoul, De Jonghe Dominique, De Spiegeleer Camille, De Veuster Joseph, De Vos Henri, Decamps Charles, Demeffe Charles, Deraedt Marcellus, Elias Henri, Falkenback Pierre, Fritz Adhémar, Gettemans Adolphe, Gettemans Alphonse, Ghyse Juliette, Guillaume Clarisse, Guissart Marie, Hadoux Albert, Heneaux Georges, Henry Jules, Impe Wilfried, Legrain Marcel, Legrain René, Leroux Louis, Marchal Gaston, Mathieu Constant, Mottet Maurice, Paquay Jean, Pauwels Marcel, Penneman Charles, Puttemans Antoine, Reynaert Hubert, Taymans Victor, Tytgat Cyrilla, Uyttendaele Emiel Van Calster Raymond, Van Tuykom Jean, Vanden Bossche Louis, Vanderschrick Jules, Vrebos Pierre, Vuye Georges, Zeimes Jacqueline.

D. Service général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS)

i. *Armée Secrète*

a. *Dossiers personnels.*

Baert Robert, Blaton Robert, Dardenne Alfred, De Backere Jacques, De Graeve Robert, Decamps Charles, Depasse Joseph, Despot Norbert, Duby Raoul, Gonze Auguste, Legrain Jacqueline, Maistriau Albéric, Temmerman Maurice, Werne Henri, Werne Jean-Paul.

b. *Documentation générale*

Historique - farde 2, bte 1.

Historique – farde 104 : Zone IV, Secteur Ouest.

Ordres de bataille de l'Armée Secrète - farde 278 : Zone IV – Renseignements politiques.

Ordres de bataille de l'Armée Secrète – farde 280 : Zone IV, Secteurs Est & Ouest.

ii. **Mouvement National Belge, dossiers personnels.**

De Spiegeleer Camille, Geenis Hubert.

E. Service des archives de la commune de Woluwe-Saint-Pierre

Fonds 40-45, n°1701.

11) Bibliographie

A. Travaux inédits

DEBRUYNE Emmanuel, *La maison de verre. Agents et réseaux de renseignements en Belgique occupée. 1940-1944*, Université catholique de Louvain, 2006 [Thèse de doctorat en Histoire].

GRANDJEAN Martin, *Les réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels dans l'entre-deux-guerres*, Université de Lausanne, 2018 [Thèse de doctorat en Histoire].

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Inventaire des Corps/Zones des PA*, inédit, réalisé par l'archiviste Samuel Pauwels.

WILLEMS Olivier, *Mill : réseau de renseignements (1941-1944). Contribution à l'étude de la résistance en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale*, Université catholique de Louvain, 1994, p. 185 [Mémoire de licence en Histoire].

B. Travaux édités

ARON Paul et GOTOVITCH José, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, André Versaille, 2008.

BERNARD Henri, *La résistance 1940-1945*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1969.

BERNARD Henri, *Un géant de la Résistance : Walthère Dewé*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1971.

BOHET Baptiste et PRINGUET Virginie, *Les devenirs numériques des patrimoines*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2022.

CHARLE Christophe et ROCHE Daniel (dir.), *L'Europe. Encyclopédie historique*, Arles, Actes Sud, 2018.

COLIGNON Alain, « "Résistance" : un concept entre permanence et glissements », dans *Les Courants politiques et la Résistance : Continuités ou ruptures ?*, Luxembourg, Archives nationales Luxembourg, 2003.

COMMISSION DE L'HISTORIQUE DE LA RÉSISTANCE, *Livre d'or de la Résistance belge*, Bruxelles, Leclercq, 1948.

DEBRUYNE Emmanuel, *Le réseau Edith Cavell. Des femmes et des hommes en Résistance*, Bruxelles, Racine, 2015.

DESPY-MEYER Andrée, DIERKENS Alain et SCHEELINGS Frank (éd.), *25 novembre 1941 : l'Université Libre de Bruxelles ferme ses portes*, Bruxelles, Archives de l'ULB, 1991.

DOUZOU Laurent (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance. Actes du colloque international (18-20 mars 2008)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

GÉRARD-LIBOIS Jules et GOTOVITCH José, *L'an 40 : la Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, 1971.

GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, Labor, 1992.

GOTOVITCH José (dir.), *Guide de la presse clandestine de Belgique*, Bruxelles, CREHSGM, 1991.

HASQUIN Hervé (e.a.), *Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1983.

JAUMAIN Serge, « Woluwe-Saint-Pierre, commune », dans JAUMAIN Serge (dir.), *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles*, Bruxelles, Prosopon, 2013.

KESTELOOT Chantal, *La Résistance et les Européens du Nord : communications présentées lors du colloque de Bruxelles, 23-25 novembre 1994*, Bruxelles, Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale.

LACROIX Geneviève (dir.), *Woluwe-Saint-Pierre : histoire et terroir*, Bruxelles, Aparté, 2012.

LAGROU Pieter, *Mémoires patriotiques et occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles, Complexe, 2003.

MAERTEN Fabrice, *Du murmure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mons, Hannonia, 1999.

MAERTEN Fabrice, *La résistance dans la région mouscronnoise pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mouscron, Société d'histoire de Mouscron et de la région, 1984.

MAERTEN Fabrice, « La Résistance en Belgique. 1940-1944 », dans *Le fort de Breendonck. Le camp de la terreur nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Dossier pédagogique*, Bruxelles, Racine/Démocratie ou Barbarie, 2006.

MAERTEN Fabrice, *Papy était-il un héros ? Sur les traces des hommes et des femmes dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Racine, 2020.

Marquet Victor, *Contribution à l'Histoire de l'Armée Secrète*, Bruxelles, Union des Fraternelles de l'Armée Secrète, 1992.

MOORE Bob (dir.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, Berg, 2000.

SEMELIN Jacques, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1943*, Paris, Payot, 1989.

STEINBERG Lucien, *Le Comité de défense des Juifs en Belgique 1942-1944*, Bruxelles, Editions de l'université Libre de Bruxelles, 1973.

STRUBBE Fernand, *Services secrets Belges. 1940-1945*, Bruxelles, Union des Services de Renseignement et d'Action, 1997.

VAN CROMBRUGGE Yaëlle, *Les espions Zéro dans l'ombre du pouvoir 1940-1944*, Bruxelles, Racine, 2013.

VAN DEN WIJNGAERT Mark (dir.), *België tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Antwerpen, Standaard, 2004.

VERHOEYEN Etienne, *La Belgique occupée : de l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, De Boeck, 1994.

C. Périodiques

i. **Revue scientifique**

COLIGNON Alain et GOTOVITCH José, « Du sang, de la sueur, de l'encre », dans *Jours de guerre. 22-24, Jours de Paix 1945*, Bruxelles, Dexia, 2001, p. 101-114.

DUJARDIN Jean, « Le Mouvement National Belge : activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, n°2, p. 19 et 28.

DUJARDIN Jean, « Le service "Luc", été 1941 – été 1942 : aspects des problèmes de commandement et de liaisons », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, n°6, p. 34.

GOTOVITCH José « Photographie de la presse clandestine de 1940 », dans *Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, II, 1972, n°1, p. 113-156.

VERHOEYEN Etienne, « Le Service de Renseignements "Marc" (1942-1944) : 1^{ère} partie », dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°14, p. 29-32.

COLIGNON Alain, « L'après-guerre des Jeunes Gardes Socialistes. L'impossible réinsertion des anciens combattants de la Révolution », dans *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, n°15, 2005, p. 416-417

DUCARME Bernard, « Le financement de la résistance armée en Belgique 1940-1944 », dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°11-12, p. 28

V. J., « Le recensement belge du 31 décembre 1947 », dans *Population*, n°6-3, p. 519-520.

MAERTEN Fabrice, « Gotovitch (José). Du rouge au tricolore. Les Communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, n°73-4, 1995, p. 1213.

MAERTEN Fabrice, « Les archives de et sur la Résistance. Par-delà leurs limites, une richesse propice à de nouvelles perspectives », dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, 2022, n°1-2, p. 226-249.

ii. Coupures de presse

LAPORTE Christian, « Hommage belgo-israélien à une humaniste qui fut aussi une grande résistante. Odile Henri : l'amour perpétué de l'enfance », *Le Soir*, 7 juin 1993.

12) Webographie

A. Archives de l'Etat en Belgique

« Service Archives des Victimes de la Guerre. Archives conservées », dans *Archives de l'Etat en Belgique* [En Ligne], <<https://www.arch.be/index.php?l=fr&m=en-pratique&r=nos-salles-de-lecture&d=avg#archives-conservees>> (consulté le 7 mai 2023).

« Service Archives des Victimes de la Guerre. Historique », dans *Archives de l'Etat en Belgique* [En Ligne], <<https://www.arch.be/index.php?l=fr&m=en-pratique&r=nos-salles-de-lecture&d=avg#historique>> (consulté le 7 mai 2023).

B. Banque Carrefour des Entreprises (BCE)

« Front National Belge de l'Indépendance », dans Banque-Carrefour des Entreprises [En Ligne], <<https://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/toonondernemings.html?ondernemingsnummer=409655546>> (consulté le 7 mai 2023).

« Institut des Industries Textiles », dans *BCE* [En Ligne], <<https://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknummerform.html?nummer=0409.845.784&actionLu=Rechercher>> (consulté le 4 août 2023).

C. BelgiumWWII

COLIGNON Alain, « Création du réseau « Socrate », *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/creation-du-reseau-socrate.html>> (consulté le 12 août 2023).

COLIGNON Alain, « Grande Coupure (La), la plus belle opération de sabotage coordonnée du réseau électrique », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/1944-01-15-grande-coupure-la-la-plus-belle-operation-de-sabotage-coordonnee-du-reseau-electrique.html>> (consulté le 6 août 2023).

DECONINCK Laurent, « Groupe D du Service de sabotage Hotton (Le) », dans *Belgium WWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/groupe-d-du-service-de-sabotage-hotton-le.html>> (consulté le 10 août 2023).

D'UDEKEM D'ACQZ Marie-Pierre, « De Jongh Andrée », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/personnalites/de-jongh-andree.html>> (consulté le 14 août 2023).

MAERTEN Fabrice, « Front de l'indépendance » dans *Belgium WWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/front-de-l-independance-le.html>> (consulté le 5 juin 2023).

MAERTEN Fabrice, « Groupe G », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], dans <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/groupe-g.html>> (consulté le 6 août 2023).

MAERTEN Fabrice, « Résistance », dans *Belgium WWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/resistance.html>> (consulté le 13 mars 2023).

STYVEN Dorien, « Comité de Défense des Juifs », dans *BelgiumWWII* [En Ligne], <<https://www.belgiumwwii.be/belgique-en-guerre/articles/comite-de-defense-des-juifs.html>> (consulté le 6 juin 2023).

D. Britannica

HUGHES Thomas A. (dir.) « Stalingrad and the German retreat, summer 1942-February 1943 », dans *Britannica* [En Ligne], <<https://www.britannica.com/event/World-War-II/Stalingrad-and-the-German-retreat-summer-1942-February-1943>> (consulté le 6 mai 2023).

HUGHES Thomas A. « The Allied invasion of Western Europe, June-November 1944 », dans *Britannica* [En Ligne], <<https://www.britannica.com/event/World-War-II/Developments-from-summer-1944-to-autumn-1945>> (consulté le 6 mai 2023).

HUGHES Thomas A. (dir.), « The Allied landings in Europe and the defeat of the Axis powers », dans *Britannica* [En Ligne], <<https://www.britannica.com/event/World-War-II/The-Allied-landings-in-Europe-and-the-defeat-of-the-Axis-powers>> (consulté le 6 mai 2023).

E. Centre d'Etude Guerre et Société (CegeSoma)

« Archives de Fernand Strubbe », dans *Cegesoma* [En Ligne], <<https://www.cegesoma.be/fr/archives-de-fernand-strubbe>>, (consulté le 28 mars 2023).

« Le Cegesoma », dans *Cegesoma* [En Ligne], <<https://www.cegesoma.be/fr/le-cegesoma>> (consulté le 2 avril 2023).

GOTOVITCH José, « La presse clandestine communiste », dans *The Belgian War Press* [En Ligne], <<https://warpress.cegesoma.be/fr/node/8951>> (consulté le 15 juin 2023).

F. Famille d’Accueil Odile Henri (FAOH)

« Qui sommes-nous ? », dans *FAOH* [En Ligne], <<https://www.faoh.be/qui-sommes-nous>> (consulté le 6 juin 2023).

G. Fondation Yad Vashem

« Ovar Remy & Odile (Henri) », Base de données des Justes parmi les Nations, dans *Yad Vashem* [En Ligne], <https://righteous.yadvashem.org/?search=Odile%20Henri&searchType=righteous_only&language=en&itemId=4021726&ind=1> (consulté le 6 juin 2023).

H. MartinGrandjean

GRANDJEAN Martin, « GEPHI – Introduction to Network Analysis and Visualization [new video] », dans *MartinGrandjean* [En Ligne], <<https://www.martingrandjean.ch/gephi-introduction/>> (consulté le 15 avril 2023).

GRANDJEAN Martin, « Introduction to Social Network Analysis : Basics and Historical Specificities », dans *MartinGrandjean* [En Ligne], <<https://www.martingrandjean.ch/introduction-to-social-network-analysis/>> (consulté le 15 avril 2023).

I. Musée du Tram

« Historique », dans *Musée du tram* [En Ligne], <<https://trammuseum.brussels/le-musee/historique/>> (consulté le 15 août 2023).

J. Nieuwe Encyclopedië van de Vlaamse Beweging (NEVB)

WOUTERS Nico, « Vlaamsche Kommunistische Partij (VKP) », dans *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* [En Ligne], <[https://nevb.be/wiki/Vlaamsche_Kommunistische_Partij_\(VKP\)](https://nevb.be/wiki/Vlaamsche_Kommunistische_Partij_(VKP))> (consulté le 15 juin 2023).

K. Salésiens

« Don Bosco, une vie au service des jeunes », dans *Salesien* [En Ligne], <https://www.salesien.com/articles_sdb/don-bosco-2/> (consulté le 10 août 2023).

L. Service Fédéral des Pensions

« Arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires », dans *Moniteur Belge*, 16 janvier 1947, article 9. Document disponible en ligne sur : https://www.sfpd.fgov.be/files/2282/recueil_victimes-civiles-de-guerre_202010.pdf (consulté le 10 avril 2023).

M. StatBel

« Recensement – census », dans *StatBel* [En Ligne], <<https://statbel.fgov.be/fr/propos-de-statbel/que-faisons-nous/recensement-census>> (consulté le 29 mai 2023).

N. Commune de Woluwe-Saint-Pierre

« Carte de la commune », dans *Woluwe1150* [En Ligne], <<https://www.woluwe1150.be/services-communaux/mobilite/carte-de-la-commune/>> (consulté le 6 août 2023).

« Histoire », dans *Woluwe1150* [En Ligne], <<https://www.woluwe1150.be/culture-et-loisirs/histoire-patrimoine/ahistoire/>> (consulté le 17 mai 2022).

13) Table des matières

Introduction	3
A. Du phénomène de société étudié	4
i. Définition du phénomène	4
ii. Un phénomène national	5
iii. Un phénomène local : de la zone géographique étudiée	8
iv. Terminologie d'usage	11
B. Historiographie et état de l'art	14
C. Problématique	20
1) Matériel et méthodologie	23
A. Matériel	23
i. De la constitution des statuts de reconnaissance	24
ii. De la recherche de dossiers individuels de résistants	28
iii. De la sélection de l'information pertinente	30
B. Méthodologie	37
i. Du dossier individuel au jeu de données	37
ii. Du jeu de données aux productions visuelles	38
iii. Limites	41
2) Profil sociologique des résistants	43
3) Mouvements de résistance	49
A. Pilier communiste : le Front de l'Indépendance	49
i. Milices Patriotiques et Partisans Armés : la résistance armée	52
ii. Résistance et aide sociale	62
iii. Résistance syndicale : les Comités de Lutte Syndicale (CLS)	67
iv. Résistance psychologique : un vivier de presse clandestine	73
B. Milieux militaires	81

i.	L'Armée Secrète.....	81
ii.	Le Mouvement National Royaliste (MNR)	95
iii.	L'Organisation Militaire Belge de Résistance (OMBR)	95
C.	Mouvements « non-militaires modérés »	98
i.	Le Mouvement National Belge.....	98
ii.	Les Insoumis	102
D.	Un mouvement lié à l'ULB : le Groupe G	107
E.	Conclusion.....	110
4)	Réseaux	113
A.	Réseaux de renseignements	113
i.	Un réseau central : Zéro.....	114
ii.	Luc-Marc et ses quelques liens avec Ferrand	123
iii.	Mill.....	127
iv.	Martiny-Daumerie.....	129
v.	Des réseaux aux effectifs plus réduits.....	133
B.	Lignes d'évasion.....	140
i.	Le service Benoît	140
ii.	Comète et de ses nombreuses connexions	142
iii.	Un nouveau détour par Martiny-Daumerie.....	145
C.	Missions d'action et de soutien de la population en territoire occupé.....	148
i.	Chicken.....	148
ii.	Mandamus.....	149
iii.	Incomparable.....	149
iv.	Samoyède	150
v.	Claudius-Tybalt et le réseau Socrate.....	151
vi.	Les missions CNC : Virgillia, Messala, Cato et Brabantio.....	154
vii.	Caracal-Nola et la mission Marathon	156

D.	Conclusion	158
5)	La résistance « psychologique ».....	161
i.	Des activités transversales	161
ii.	Des regards spécifiques.....	164
iii.	Conclusion	173
6)	Conclusion générale	175
7)	Annexes	179
8)	Table des figures	217
9)	Table des abréviations	219
10)	Sources	221
11)	Bibliographie.....	225
12)	Webographie	229

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Faculté de philosophie, arts et lettres

Place Blaise Pascal, 1 bte L3.03.11, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/fial